

# PUBLICATIONS DU SENAT

SESSION ORDINAIRE DE 1992-1993  
du 13 octobre 1992 au 11 octobre 1993

## TABLE CUMULATIVE DES MATIERES

MATIERES	DOCUMENTS		ANNALES	BULLETIN Q. et R.
	N°	Pages	Pages	Pages
<b>A</b>				
<b>Abattoirs</b>				
Heures pendant lesquelles le pesage des bovins doit être effectué Conformité aux normes sanitaires de la C.E. <i>Voir aussi</i> : Institut d'expertise vétérinaire				1140 2476
<b>Abus de puissance économique</b>				
28 <sup>e</sup> rapport sur l'application de la loi du 27 mai 1960			465	
<b>Accès à la profession</b>				
Politique	530-11	26, 27		
Mesures en matière de prépension	530-11	27		
Informatisation « Accès à la profession »	530-12	2		
Exécution des ordonnances, directives et décisions en matière de diplômes, certificats et autres titres requis pour l'exercice d'une profession ou d'une activité professionnelle, édictées en applica- tion du Traité instituant la C.E.E.				
Projet de loi	695-1			
Rapport de M. Henneuse	695-2			
Amendement de MM. Appeltans et Eeman	695-3			
Discussion et vote			3402-3405, 3538-3539, 3545-3546	
Accès à la profession de détective privé pour les personnes travaillant en société				
Question orale de M. Hasquin			466-467	
Loi d'établissement pour les médecins. — Répartition régionale				1087, 1191
Liberté d'établissement pour les professions libérales				1616, 1767
Médecins, dentistes, pharmaciens, personnel infirmier et paramédi- caux ayant obtenu le visa				3521, 3803
Conditions d'établissement pour les détaillants poissonniers <i>Voir aussi</i> : Assurances — Commerce — Politique sociale — Profes- sions — Tourisme				3574, 3901
<b>Accidents de la route</b>				
<i>Voir</i> : Circulation routière — Responsabilité civile				
<b>Rem. :</b> Un astérisque après les mots « Projet de loi » indique que celui- ci est transmis par la Chambre des Représentants.				

MATIERES	DOCUMENTS		ANNALES Pages	BULLETIN Q. et R. Pages
	N°	Pages		
<b>Accidents du travail</b>				
Adaptation de la législation en matière d'accidents du travail aux dispositions sur les contrats d'assurance terrestre	526-2	4	361	
Cotisation supplémentaire à charge des assureurs contre les accidents du travail	526-2	4	361	
Réparation des dégâts aux voitures				2744
Régime de cumul. — Recouvrement de paiements indus				2761, 2994
<i>Voir aussi</i> : Assurance maladie-invalidité — Office médico-social de l'Etat — Pensions (Généralités) — Politique sociale				
<b>Accises</b>				
<i>Voir</i> : Carburants — Douanes et accises — Impôts — Tabac				
<b>Accord interprofessionnel</b>				
<i>Voir</i> : Travail				
<b>Adjudications</b>				
<i>Voir</i> : Armée — Fonction publique — Marchés publics — Monuments et sites — Postes				
<b>Administration générale de la coopération au développement</b>				
<i>Voir</i> : Coopération au développement — Ministres et Ministères (Coopération au développement - Secrétaire d'Etat)				
<b>Adoption</b>				
Prime d'adoption				
<i>Voir</i> : Allocations familiales				
<b>Aéronautique</b>				
Aéroport de Bruxelles-National (Zaventem)				
Nouveau système de contrôle frontalier	530-6	3, 6, 14-15		
Modification de l'A.R. du 22 décembre 1989 fixant les redevances dues pour l'utilisation de l'aéroport				
Proposition de loi de M. Vandenhoute	816-1		652, 658	
<i>Brussels Airport Terminal Company (B.A.T.C.)</i> . — Audit				
Grande pagaille qui règne autour de la gestion et de l'agrandissement de l'aéroport (B.A.T.C.)				
Interpellation de M. de Donnée			1244-1250, 1449	
Air France. — Mesures d'économie. — Répercussion à la Sabena				1214
Inondations. — Problèmes avec le collecteur-R.V.A. dans la commune de Machelen-Diegem				1373
Détournement d'avion pour cause de brouillard				1539, 1728
Lieu d'hébergement temporaire pour illégaux, dans le nouveau bâtiment de l'aéroport				1577, 1730
Coordinateur médical. — Secours médico-sanitaire dans les plans d'urgence				1666, 1690, 2599
Nombre de déclarations en douane				1684
Contrôle des passeports. — Emploi des langues				2260
Aérodrome. — Centre national de contrôle du trafic aérien				
C.A.N.A.C. — Usage des langues				2563, 2666, 2867
Privatisations et concessions				3623
<i>Voir aussi</i> : Animaux et protection des animaux — Passeports et visas — Réfugiés — Société nationale des chemins de fer belges				
Contrôle aérien	530-17	9, 21-22		
Navigation en ballon				
Réglementation de la navigation aérostatique				
Proposition de loi de M. De Meyer	557-1			
Permis de la Régie des Voies aériennes				2938, 3035
Dégâts aux exploitations agricoles				2938, 3036

MATIERES	DOCUMENTS		ANNALES	BULLETIN Q. et R.
	N <sup>o</sup>	Pages	Pages	Pages
<b>Aéronautique (suite)</b>				
Droits sur aéronefs et modification du Code judiciaire et du Code des droits d'enregistrement, d'hypothèque et de greffe Projet de loi 1990-1991 Document paru antérieurement	614-1			
Interdiction de survol de certaines parties du territoire du Royaume Proposition de loi de M. Vandenhautte	815-1			
Instauration de sanctions pour les compagnies d'aviation et les pilotes d'avion ne respectant pas les règles et procédures de la navigation aérienne Proposition de loi de M. Vandenhautte	852-1			
Sécurité des citoyens dans l'hypothèse d'un accident d'avion Questions orales de M. Goovaerts			329-330, 584-585	
Aéroports régionaux Destination des aéroports de Saint-Hubert et Jehonville Question orale de M. Deworme			798	
Fermeture de l'aérodrome de Grimbergen. — Modification des voies d'approche à Zaventem				1262 1710, 1938 2432, 2445, 2665
Libération du marché communautaire. — Conséquences Agrément comme frontières extérieures du territoire de Schengen				1421, 1656, 1721
Exercices de simulation d'accidents dans le domaine de l'aviation civile. — Défaillances dans les communications par radio avec les services médicaux				1787, 1804, 2464
Compagnies aériennes. — Transport d'étrangers ne disposant pas des documents requis pour entrer en Belgique				2112
Evolution de l'activité aérienne depuis 1989 dans les différents aéroports				
Programme Airbus Voir: Affaires étrangères				
Voir aussi: Affaires étrangères — Armée — Armes — Gendarmerie — Mer — Politique scientifique — Réfugiés — Régie des Voies aériennes — Sabena				
<b>Aéroports</b>				
Voir: Aéronautique				
<b>Affaires culturelles</b>				
« Exception culturelle » (G.A.T.T. — Audiovisuel) Voir aussi: Affaires étrangères — Loterie nationale — Pacte culturel — Politique scientifique — Provinces			4054-4055	
<b>Affaires étrangères</b>				
Réformes institutionnelles	100-15/4 <sup>o</sup> 558-5	8, 37, 54 263-265	1373, 1378, 2679	
Concertation à propos des relations internationales entre le pouvoir central et les Communautés et les Régions	530-7	5		
Pouvoirs des Communautés et des Régions relatifs aux traités internationaux. — Communautarisation des relations extérieures Voir aussi: Ministres et Ministères (Affaires étrangères)	558-18	1	554	
Accords de Schengen Approbation de la Convention d'application de l'Accord de Schengen du 14 juin 1985 entre les Gouvernements des Etats de l'Union économique Benelux, de la R.F.A. et de la France, relatif à la suppression graduelle des contrôles aux frontières communes, de l'Acte final, du Procès-verbal et de la Déclaration commune, signés à Schengen le 19 juin 1990 Projet de loi S.E. 1991-1992				
Rapport de MM. Pinoie et Suykerbuyk	464-2			
Amendement de M. Jonckheer et consorts	464-3			
Rapport complémentaire de MM. Pinoie et Suykerbuyk	464-4			
Discussion et renvoi en commission			1079-1093, 1097-1119, 1233-1235	
Discussion et vote			1432-1437, 1439-1442	

MATIERES	DOCUMENTS		ANNALES	BULLETIN Q. et R.
	N°	Pages	Pages	Pages
<b>Affaires étrangères (suite)</b>				
<b>Accords de Schengen (suite)</b>				
Approbation des actes internationaux suivants: A. Protocole d'adhésion du Gouvernement de l'Italie et deux déclarations communes, signé à Paris le 27 novembre 1990, à l'accord entre les Gouvernements des Etats de l'Union économique Benelux, de la R.F.A. et de la France relatif à la suppression graduelle des contrôles aux frontières communes, signé à Schengen le 14 juin 1985; B. Accord d'adhésion de l'Italie, acte final et déclaration commune, signés à Paris le 27 novembre 1990, à la Convention d'application de Schengen du 14 juin 1985 entre les Gouvernements des Etats de l'Union économique Benelux, de la R.F.A. et de la France relatif à la suppression graduelle des contrôles aux frontières communes, acte final, procès-verbal, déclaration commune et cinq déclarations, signés à Schengen, le 19 juin 1990; C. Protocole d'adhésion du Gouvernement de l'Espagne à l'accord entre les Gouvernements des Etats de l'Union économique Benelux, de la R.F.A. et de la France relatif à la suppression graduelle des contrôles aux frontières communes, signé à Schengen le 14 juin 1985, tel qu'amendé par le protocole d'adhésion du Gouvernement de l'Italie, signé à Paris le 27 novembre 1990, déclaration commune et annexe, signés à Bonn le 25 juin 1991; D. Accord d'adhésion de l'Espagne à la Convention d'application de l'Accord de Schengen du 14 juin 1985 entre les Gouvernements des Etats de l'Union économique Benelux, de la R.F.A. et de la France relatif à la suppression graduelle des contrôles aux frontières communes, signée à Schengen, le 19 juin 1990, à laquelle a adhéré l'Italie par l'accord signé à Paris le 27 novembre 1990, annexes, acte final et déclaration commune, signés à Bonn le 25 juin 1991; E. Protocole d'adhésion du Gouvernement du Portugal à l'accord entre les Gouvernements des Etats de l'Union économique Benelux, de la R.F.A. et de la France relatif à la suppression graduelle des contrôles aux frontières communes, signé à Schengen le 14 juin 1985, tel qu'amendé par le protocole d'adhésion du Gouvernement de l'Italie, signé à Paris le 27 novembre 1990, déclaration commune et annexe, signé à Bonn le 25 juin 1991; F. Accord d'adhésion du Portugal à la Convention d'application de l'Accord de Schengen du 14 juin 1985 entre les Gouvernements des Etats de l'Union économique Benelux, de la R.F.A. et de la France relatif à la suppression graduelle des contrôles aux frontières communes, signée à Schengen le 19 juin 1990, à laquelle a adhéré l'Italie par l'accord signé à Paris le 27 novembre 1990, annexes, acte final et déclaration commune, signés à Bonn le 25 juin 1991 Projet de loi S.E. 1991-1992 Rapport du MM. Pinoie et Suykerbuyck Discussion	483-2		1079-1093, 1097-1118, 1119-1121 1241-1242	
Ajournerement du vote				
Création d'une commission mixte chargée d'examiner la mise en œuvre et le fonctionnement de la Convention d'application de l'Accord de Schengen Proposition de loi de M. Jonckheer Sur la prise en considération. — Demande d'urgence de Mme Dardenne	500-1		105	
Accords de Schengen	530-6 530-8	3 5		
Exécution			4053	
Approbation de la Convention d'application de l'Accord de Schengen du 14 juin 1985 Proposition de résolution de M. Stroobant Rapport de MM. Pinoie et Suykerbuyk Discussion et vote	553-1 553-2		1432-1437, 1442-1443	
Retards considérables accumulés par le Ministre de la Justice dans la mise en place du dispositif belge de participation au système d'information Schengen (Commission SIRENE) Interpellation de M. de Donnée			3795-3797	

MATIERES	DOCUMENTS		ANNALES	BULLETIN Q. et R.
	N°	Pages	Pages	Pages
<b>Affaires étrangères (suite)</b>				
Accords de Schengen (suite)				
Instructions des procureurs généraux relatives aux procédures imposées				1409, 1871
Ratification. — Convention d'application				1409, 1748
Organisation et moyens de l'instance responsable pour la Belgique (SIRENE)				1409, 1413, 1635, 1748
Collaboration du système d'information. — Schengen (S.I.S.) avec Interpol				1409, 1413, 1635, 1748
Moyens prévus pour la mise en route, en Belgique du N-S.I.S. et de l'instance responsable SIRENE				1410, 1413, 1636, 1748
Report éventuel de la mise en œuvre des Accords				3044
<i>Voir aussi</i> : Aéronautique — Naturalisations — Police — Règlement du Sénat				
Répression des infractions graves aux Conventions internationales de Genève du 12 août 1949 et aux Protocoles I et II du 8 juin 1977 additionnels à ces Conventions (Ancien intitulé: Répression des infractions graves aux Conventions internationales de Genève du 12 août 1949 et au Protocole I du 8 juin 1977 additionnel à ces Conventions)				
Projet de loi 1990-1991				
Amendement du Gouvernement	481-3			
Amendement de M. Lallemand et consorts	481-4			
Rapport complémentaire de M. Loones	481-5			
Amendements de M. Verreycken	481-6			
Renvoi en commission			591	
Discussion et vote			1265-1272, 1439, 1445-1446	
Conventions tendant à éviter les doubles impositions				
Approbation de la Convention entre la Belgique et la Suède tendant à éviter les doubles impositions et à prévenir l'évasion fiscale en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune				
Projet de loi*	511-1			
Rapport de Mme Lieten-Croes	511-2			
Discussion et vote			727-728, 792	
Approbation de la Convention entre la Belgique et le Nigéria tendant à éviter la double imposition et à prévenir l'évasion fiscale en matière d'impôts sur le revenu et sur les gains en capital				
Projet de loi*	513-1			
Rapport de Mme Lieten-Croes	513-2			
Discussion et vote			728-729, 792	
Approbation de la Convention relative à l'élimination des doubles impositions en cas de correction des bénéfiques d'entreprises associés, de l'acte final et des déclarations annexées				
Projet de loi*	514-1			
Rapport de Mme Lieten-Croes	514-2			
Discussion et vote		729, 792		
Renégociation des conventions				3303
Approbation de la Convention relative à la reconnaissance des droits sur aéronefs, faite à Genève le 19 juin 1948				
Projet de loi*	512-1			
Rapport de Mme Lieten-Croes	512-2			
Discussion et vote			728, 792	
Ex-Yougoslavie. — Mission humanitaire (O.N.U.)				
	530-7	2, 3, 7, 9-10	552, 553, 554, 556-557, 558, 559, 560, 635, 636-637, 2699-2700	
	530-10	5, 9-10, 15, 21		
Kosovo				
Situation dramatique				
Proposition de résolution de M. Ulburghs	689-1		557, 558, 559, 560	
Interpellation de M. Ulburghs			331-336	
Conférence à Londres				1089

MATIERES	DOCUMENTS		ANNALES Pages	BULLETIN Q. et R. Pages
	N°	Pages		
<b>Affaires étrangères (suite)</b>				
Ex-Yougoslavie. — Mission humanitaire (O.N.U.) (suite)				
Kosovo (suite)				
Boycottage des mouvements internationaux de capitaux par la Serbie				1869
Provocations de la Serbie				1942
Aide humanitaire internationale				1942, 2368
Reconnaissance diplomatique				2369
Conséquences de l'embargo contre la Serbie				2370
Militarisation. — Purification ethnique				2715
Répression Serbe. — Attitude belge et européenne				2887
Droit de réunion du « Kuvend » (Parlement du Kosovo)				2890
Détenition d'armes par les Kosovais. — Provocation de la Serbie				2890
Propagande de guerre serbe				2890
Protection des institutions démocratiquement élues des républiques fédérées sans intervention militaire				2891
Répression Serbe. — Reconnaissance des problèmes par la communauté internationale				2892
Développement d'enclaves serbes				2940, 3683
Occupation militaire par la Serbie				2971
Service militaire dans l'armée Serbe				3019
Oppression de la population albanaise par la Serbie				3401
Macédoine				
Reconnaissance		556-557		2309, 2311, 2369, 2888, 3390, 3393, 3475
Boycottage par la Grèce du trafic de marchandises				1941
Difficultés. — Conséquences de l'embargo commercial contre la Serbie. — Aide				2367
Aide humanitaire				2368
Soutien des initiatives de paix				2648
Effondrement économique. — Aide européenne				2970
Tracasseries grecques. — Conséquences économiques de l'embargo				3037
Transport de combustibles à destination de la Macédoine. — Transit via la FYROM de produits en provenance de Grèce				3400
Attitude du Gouvernement belge face aux atrocités perpétrées récemment en Bosnie				
Interpellation de Mme Mayence-Goossens		893-894, 896-898, 1005-1006		
Actes de violence dans les camps				
Interpellation de M. Péciaux		894-895, 896-898, 1005-1006		
Aide aux victimes des viols systématiques				
Interpellation de M. Benker		895-898, 1005-1006		
Nouvelle situation				
Interpellation de M. Verreycken		1677-1680		
Evolution catastrophique de la situation en ex-Yougoslavie et position de la Belgique sur le plan de paix en Bosnie				
Interpellation de M. Benker		2594-2596, 2603-2608, 2609, 2657-2658		
Agression post-communiste incessante en Bosnie-Herzégovine				
Interpellation de M. Buelens		2596-2598, 2603-2608, 2609, 2657-2658		
Politique européenne relative à l'ex-Yougoslavie				
Interpellation de M. H. Van Rompaey		2598-2599, 2603-2609, 2657-2658		
Politique suivie par la Belgique pour aboutir à une solution dans le drame vécu et en particulier par la Bosnie-Herzégovine et la Croatie				
Interpellation de M. de Donnée		2599-2600, 2603-2608, 2609, 2657-2658		
Situation actuelle				
Interpellation de M. De Backer		2600-2608, 2609, 2657-2658		
Plan de paix pour la Bosnie-Herzégovine après la Conférence de Copenhague				
Interpellation de M. Benker		3276-3281		
Procès politiques en Serbie. — Attitude de la Belgique				1673

MATIERES	DOCUMENTS		ANNALES Pages	BULLETIN Q. et R. Pages
	N°	Pages		
<b>Affaires étrangères (suite)</b>				
Ex-Yougoslavie. — Mission humanitaire (O.N.U.) (suite)				
La Baranja (Croatie). — Epurations ethniques par les Serbes. — Répartition des secours entre les différents groupes de la population				1867
Observateurs en Voïvodine, au Sandjac et au Kosovo				1869
Recherche d'une solution au conflit. — Action internationale en faveur de la paix				2369
Mesures de la C.E.				2647
Habitants de l'ex-Yougoslavie. — Exil à l'étranger				2875
Agression de la Serbie contre l'Albanie				2889
Situation en Croatie. — Aide de la Belgique				2940, 3683
Violation de l'embargo contre la Serbie-Monténégro via le territoire macédonien				3221
<i>Voir aussi:</i> Armée — Budgets (Affaires étrangères) (Défense nationale) — Communautés européennes — Réfugiés				
Conférence pour la sécurité et la coopération en Europe (C.S.C.E.)	530-7	3	553, 633, 635, 3047	
Moyen-Orient	530-7	7		
Guerre du Golfe	530-7	7		
Excuses présentées par le Ministre de la Défense nationale au Gouvernement de Grande-Bretagne concernant le refus belge de livrer des grenades d'artillerie juste avant la guerre du Golfe				
Question orale de M. Ulburghs			2939-2940	
<i>Voir aussi:</i> Armée — Budgets (Affaires étrangères) (Finances)				
Solution juste au conflit israélo-palestinien				
Proposition de résolution de M. Maertens	709-1			
Situation au Liban				
Question orale de M. Lozie			470-471	
Récents opérations militaires contre l'Irak				
Question orale de M. Bougard			1408-1409	
Point de vue de la Belgique dans l'affaire des 415 expulsés palestiniens à l'occasion de la visite de Shimon Perez à la C.E. en février				
Interpellation de M. Ulburghs			1552-1554	
Traitement des prisonniers politiques palestiniens en Israël				1926, 2308
Soins médicaux et sanitaires				2969
Sanctions contre l'Irak et Israël pour violation de résolutions du Conseil de sécurité de l'Onu				1940
Question palestinienne. — Bombardements au Sud-Liban				3931
Problème kurde	530-7	7		
Oppression des Kurdes de Turquie				
Proposition de résolution de M. H. Van Rompaey	637-1			
Discussion. — Vote sur le texte adopté par la Commission ( <i>Voir doc. n° 717-3</i> )			3971-3973, 3999	
Encouragement du processus de paix et rétablissement des droits de l'homme dans le sud-est de la Turquie				
Proposition de résolution de MM. H. Van Rompaey et Van Wambeke	717-1			
Texte adopté par la Commission	717-3			
Discussion et vote			3971-3973, 3999	
Situation du Kurdistan turc				
Proposition de résolution de Mme Maes	718-1			
Discussion. — Vote sur le texte adopté par la Commission ( <i>Voir doc. n° 717-3</i> )			3971-3973, 3999	
Oppression des Kurdes de Turquie				
Questions orales de M. H. Van Rompaey			1802-1803, 3205-3206	
Protection du peuple kurde en Turquie				
Proposition de résolution de M. Maertens S.E. 1991-1992				
Discussion. — Vote sur le texte adopté par la Commission ( <i>Voir doc. n° 717-3</i> )			3971-3973, 3999	
Assassinat de Kurdes à l'étranger. — Kurdes iraniens. — Attitude et démarches diplomatiques de la Belgique				1343, 1374
Reconnaissance du peuple kurde par la Belgique				2506
Mise hors la loi d'un parti kurde en Turquie				3688
Asie				
Chine	530-7	9		
Indonésie	530-9	7		
<i>Voir aussi:</i> Coopération au développement				
Timor oriental. — Occupation par l'Indonésie				1425
Relations avec le Viêt-Nam				3930

MATIERES	DOCUMENTS		ANNALES Pages	BULLETIN Q. et R. Pages
	N°	Pages		
<b>Affaires étrangères (suite)</b>				
Participation au corps d'armée franco-allemand (Eurocorps). — U.E.O.	530-10	2, 5, 13, 19, 20, 21-22	628, 629, 632, 633, 634, 637	3104, 3174
Participation à l'Eurocorps Interpellation de M. Vermeiren <i>Voir aussi</i> : Armée			3046-3049, 3232	
Ambassades et consulats Fermeture d'ambassades et de consulats belges	558-5	109-110, 111	556	
Création de nouvelles ambassades Fermeture de l'ambassade au Guatemala Question orale de Mme Verhoeven			2765-2766	
Respect des lois linguistiques Ambassade de Belgique au Vatican. — Frais de fonctionnement Fermeture ou déplacement de consulats d'Europe Fourniture de visas d'entrée et de voyage				1133 3402 3624, 3752 3624, 3630, 3772, 3837
<i>Voir aussi</i> : Agriculture — Armée — Travail				
Afrique				
Somalie				
Nécessité d'une intervention internationale en Somalie (O.N.U. — Envoi d'un contingent de casques bleus belges — Programme d'aide — Concertation politique entre groupes somaliens) Proposition de résolution de MM. W. Martens et H. Van Rompaey	562-1			
Rapport de M. Hatry	562-2			
Amendement de MM. de Donnée et Hatry	562-3			
Amendement de M. de Donnée et consorts	562-4			
Sur la prise en considération. — Demande de procédure d'urgence par M. De Croo			584	
Discussion et vote			777-785, 786, 793-794	
Prospection pétrolière et aide humanitaire Question orale de M. Snappe			1473-1474	
<i>Voir aussi</i> : Organisation des Nations Unies				
Politique			89, 556	
Politique du Gouvernement à l'égard du Zaïre Interpellation de M. de Donnée			89-96, 153-154	
Afrique du Sud			560	
Envoi d'observateurs militaires (U.N.O.M.U.R.) à la frontière entre le Rwanda et l'Ouganda <i>Voir aussi</i> : Rwanda				3623
<i>Voir aussi</i> : Burundi — Coopération au développement — Passports et visas — Rwanda — Zaïre				
Approbation de la Convention entre la Belgique et la Pologne sur la reconnaissance des décisions relatives au divorce Projet de loi*	570-1			
Rapport de M. L. Kelchtermans	570-2			
Discussion et vote			1437-1438, 1446-1447	
Plateau continental et eaux territoriales				
Approbation des actes internationaux suivants: 1° accord entre la Belgique et la France relatif à la délimitation de la mer territoriale; 2° accord entre la Belgique et la France relatif à la délimitation du plateau continental Projet de loi*	571-1			
Rapport de M. Hatry	571-2			
Discussion et vote			1438, 1446-1447	
Approbation de l'accord entre la Belgique et le Royaume-Uni relatif à la délimitation du plateau continental entre les deux pays Projet de loi*	572-1			
Rapport de M. Hatry	572-2			
Discussion et vote			1438, 1446-1447	
Délimitation. — Extension unilatérale par la Grande-Bretagne				3624, 3836

MATIERES	DOCUMENTS		ANNALES	BULLETIN Q. et R.
	N°	Pages	Pages	Pages
<b>Affaires étrangères (suite)</b>				
Approbation des actes internationaux suivants: A. Accord européen établissant une association entre les C.E. et leurs Etats membres, d'une part, et la Hongrie, d'autre part, et annexes I, II, III, IV, V, VI, VII, VIII, IX, X, XI, XII et XIII, protocoles 1, 2, 3, 4, 5, 6 et 7, et acte final avec quatorze déclarations communes, deux accords sous forme d'échange de lettres et deux échanges de lettres, deux déclarations de la Communauté, quatre déclarations de la Hongrie et lettre du Gouvernement de la Hongrie; B. Accord européen établissant une association entre les C.E. et leurs Etats membres, d'une part, et la Pologne d'autre part, et annexes I, II, III, IV, V, VI, VII, VIII, IX, X, XI, XII et XIII, protocoles 1, 2, 3, 4, 5, 6 et 7, et acte final avec quinze déclarations communes, deux accords sous forme d'échange de lettres, deux déclarations de la Communauté, trois déclarations de la Pologne et lettre du Gouvernement de la Pologne				
Projet de loi*	583-1			
Rapport de M. Péciaux	583-2			
Discussion et vote			1283-1284, 1443-1444	
<b>Amérique latine</b>				
Approbation de l'Accord entre l'U.E.B.L. et l'Argentine concernant l'encouragement et la protection réciproques des investissements et de l'échange de lettres				
Projet de loi*	584-1			
Rapport de M. Verschueren	584-2			
Discussion et vote			1437, 1446, 1447	
Problème des enfants des rues au Brésil. — Meurtres d'enfants				
Proposition de résolution de M. Cuyvers	775-1			
Interpellation de M. Cuyvers			3252-3255	
Initiatives belges				1217
Conférence de Brasilia. — Participation de la Belgique				1583, 1601
Résultats				2940, 3089
Mesures prises par la Belgique et la C.E.				2916
Etat d'urgence en Colombie				
Question orale de M. Bougard			328-329	
Blocus commercial contre Cuba. — Attitude de la Belgique			4056	1625
<i>Voir aussi:</i> Coopération au développement				
<b>Espace économique européen</b>				
Approbation de l'Accord, des Protocoles, de l'Acte final et des Annexes, signés à Porto le 2 mai 1992				
Projet de loi*	608-1			
Rapport de M. Péciaux	608-2			
Discussion et vote			1948-1955, 2010	
Approbation du Protocole, signé à Bruxelles le 17 mars 1993, portant adaptation de l'Accord (Suisse — pays de l'A.E.L.E.)				
Projet de loi	707-1			
Rapport de M. Geens	707-2			
Discussion et vote			2564-2565, 2566-2567	
Approbation de la Convention n° 148 concernant la protection des travailleurs contre les risques professionnels dus à la pollution de l'air, au bruit et aux vibrations sur les lieux de travail, adoptée à Genève, le 20 juin 1977 par la Conférence internationale du travail lors de sa soixante-troisième session				
Projet de loi*	649-1			
Rapport de M. L. Kelchtermans	649-2			
Discussion et vote			2529, 2532	
Approbation et exécution de la Convention internationale portant création d'un fonds international d'indemnisation pour les dommages dus à la pollution par les hydrocarbures, faite à Bruxelles, le 18 décembre 1971, et du Protocole à cette Convention, fait à Londres le 19 novembre 1976				
Projet de loi*	679-1			
Rapport de M. Hatry	679-2			
Discussion et vote			2589-2594, 2650-2651	
Approbation de l'Accord entre les Gouvernements de la France, de la R.F.A., du Royaume-Uni, de l'Espagne et de la Belgique relatif au programme Airbus A 320, et annexes 1 et 2, signé à Bonn le 6 février 1991				
Projet de loi*	680-1			
Rapport de M. Verschueren	680-2			
Discussion et vote			3396-3402, 3544-3545	

MATIERES	DOCUMENTS		ANNALES Pages	BULLETTIN Q. et R. Pages
	N°	Pages		
<b>Affaires étrangères (suite)</b>				
Approbation du Protocole entre la Belgique et les Pays-Bas concernant les privilèges et immunités de l'Union linguistique néerlandaise, fait à La Haye le 13 juillet 1990				
Projet de loi*	681-1			
Rapport de Mme Maes	681-2			
Discussion et vote			2529, 2532	
Approbation de la Convention de Bâle sur le contrôle des mouvements transfrontières de déchets dangereux et de leur élimination et des annexes I, II, III, IV, V-A, V-B et VI, faites à Bâle le 22 mars 1989				
Projet de loi*	682-1			
Rapport de M. Benker	682-2			
Discussion et vote			2529-2531, 2532-2533	
Approbation de la Convention des Nations Unies contre le trafic illicite de stupéfiants et de substances psychotropes, et de l'annexe, faites à Vienne le 20 décembre 1988				
Projet de loi	704-1			
Rapport de M. Pécriaux	704-2			
Discussion et vote	+ Annexe		2562-2564, 2565-2566	
Peuples indigènes				
Problématique				
Proposition de résolution de M. Bougard	711-1			
Droits territoriaux des Indiens shoshones de l'Ouest dans le Nevada				
Proposition de résolution de M. Cuyvers	857-1			
Action <i>Walk across America</i> (Action de huit de nos compatriotes aux Etats-Unis tentant d'empêcher une expérience nucléaire souterraine « Divider » en territoire indien)				
Question orale de M. Cuyvers			129-130	
Violences dans les campagnes brésiliennes et dans la forêt amazonienne				
Question orale de M. Cuyvers			327-328	
Droit des peuples indigènes et soutien de notre pays à leurs revendications				
Interpellation de M. Bougard			1252-1256, 1447-1448	
<i>Voir aussi</i> : Armée — Coopération au développement				
Approbation de l'amendement et des ajustements au Protocole de Montréal relatif à des substances qui appauvrissent la couche d'ozone				
Projet de loi*	734-1			
Rapport de M. Hatry	734-2			
Discussion et vote			3951-3952, 3995-3996	
Roumanie				
Aide apportée aux villages roumains adoptés ainsi qu'à d'autres régions et mise à leur disposition de matériel et d'équipements militaires excédentaires				
Proposition de résolution de M. Vermeiren	774-1			
Situation politique tendue				
Question orale de M. M. Maertens			900-901	
Approbation du Protocole facultatif se rapportant au Pacte international relatif aux droits civils et politiques, fait à New York le 19 décembre 1966				
Projet de loi*	784-1			
Approbation du Protocole, adopté à Darmstadt le 5 juin 1991 par le Conseil d'E.U.M.E.T.S.A.T., portant amendement à la Convention établissant l'Organisation européenne pour l'exploitation de satellites météorologiques (E.U.M.E.T.S.A.T.) du 24 mai 1983				
Projet de loi	822-1			
Rapport de M. Hatry	822-2			
Accord de libre-échange (NAFTA) conclu par le Canada, les Etats-Unis et le Mexique				
Question orale de M. Deworme			62-63	
Républiques Tchèque et Slovaque				
Evolution récente en Slovaquie				
Question orale de M. Dierickx			329	
Reconnaissance par la Belgique et respect du droit des minorités dans ces deux nouveaux Etats				
Question orale de M. Benker			1227-1228	

MATIERES	DOCUMENTS		ANNALES	BULLETIN Q. et R.
	N°	Pages	Pages	Pages
<b>Affaires étrangères (suite)</b>				
Traités de l'eau (Escaut-Meuse)				
Conséquences éventuelles de l'accord de la Saint-Michel pour la poursuite des discussions avec les Pays-Bas à propos des traités			469-470	
Question orale de M. De Croo			1357	3143, 3275, 3474
Négociations bilatérales entre les Pays-Bas et la Flandre			528	
Politique étrangère. — Défense et détente			553-554, 555	
Système de défense européen			631, 632, 636	
Respect de nos engagements internationaux				
<i>Voir aussi</i> : Organisation des Nations Unies — Organisation du Traité de l'Atlantique Nord — Union de l'Europe occidentale				
Centre culturel à Madrid (Espagne). — Institut de néerlandistique. — Fondation « Carlos de Amberes ». — Attitude de l'ambassade belge			554-559	1806
Convention en matière de sécurité sociale avec la R.F.A. et son extension à l'ancienne R.D.A.				
Interpellation de M. Capoen			2893-2895	1624, 1714, 1952, 2616, 2621, 3356, 3597
Nouvel ordre mondial			4052	
Traités internationaux. — Ratification				1133
Convention internationale sur l'imprescriptibilité des crimes de guerre nazis et des crimes contre l'humanité				1944
<i>Legal kidnapping</i>				2160
Séjour en Belgique. — Documents nécessaires				1150, 1265
Conventions bilatérales liant la Belgique et certains Etats d'Europe de l'Est indépendants depuis peu				1374
Pays démocratiques et pays non démocratiques				1462
Présence militaire en Europe				1944
Violation des accords internationaux en matière de liberté d'opinion en Grèce				2713
Ressortissants belges dans les prisons étrangères. — Nombre. — Motifs. — Protection juridique				3222
Adhésion belge aux organisations internationales. — Charges financières. — O.N.U.				3223
Relations avec la Russie et l'Ukraine				3144
Programmes d'aide en Ukraine				3188, 3930
Transnistrie. — Position de la C.E. (Moldavie)				3686
<i>Voir aussi</i> : Agriculture — Armes — Arts — Barrages — Budgets (Affaires étrangères) — Cartes d'identité — Commissions du Sénat — Communautés européennes — Droit pénal — Droits de l'homme — Economie — Energie nucléaire — Environnement — Finances — Ministres et Ministères (Affaires étrangères) (Finances) (Vice-Premier Ministre, Justice et Affaires économiques) — Organisation des Nations Unies — Pêche — Peines — Pollution des eaux — Régions et Communautés — Sûreté de l'Etat — Voies navigables				
<b>Afrique du Sud</b>				
<i>Voir</i> : Affaires étrangères — Armes				
<b>Agences de voyage</b>				
<i>Voir</i> : Ministres et Ministères (Coopération au développement - Secrétaire d'Etat) — Réfugiés — Tourisme				
<b>Agents de change</b>				
<i>Voir</i> : Faillites				
<b>Agglomérations et fédérations de communes</b>				
Création d'une agglomération transfrontalière				3630
Agglomération bruxelloise				
<i>Voir</i> : Constitution (Révision de la Constitution)				

MATIERES	DOCUMENTS		ANNALES Pages	BULLETIN Q. et R. Pages
	N°	Pages		
<b>Agriculture</b>				
Régionalisation (Réformes institutionnelles)	100-15/4 558-5	8, 14, 61-68 66-67, 68-80, 138-142, 145-146, 147-149- 150-151	2678, 2688, 2692, 2698, 2703, 2772, 2773	
Programme pour la protection des végétaux et des produits végétaux	530-11	4	597	
Politique agricole commune. — Réforme	530-11 558-5	4-6, 18-19 140, 141, 146, 150	597, 598, 599, 600, 602, 603, 604, 605, 606, 607, 2772, 2773	
Gel de terres	530-11	29	598, 600, 602, 603, 606	
Problème des quotas	558-5	147, 150- 151	604	
<i>Voir aussi</i> : Lait et produits laitiers				
Méthodes de production agricole et application des mesures d'accompagnement dans le cadre de la réforme de la politique agricole commune				
Question orale de Mme Dardenne			2936-2937	
Affaire du <i>Corn gluten feed</i> et conséquences pour l'agriculture européenne (Maïs)				
Interpellation de Mme Dardenne			3820-3822, 4001-4002	
Surplus des produits agricoles. — Distribution				1172-1317, 1836, 3712 3712
Actions d'agriculteurs français contre les tomates belges				1829
Subsides. — Limitation de l'aide aux exploitants agricoles « hors sol »				2566, 2673 2799
Investissements écologiques. — Aide du F.E.O.G.A.				
Programmes zonaux d'aide				
<i>Voir aussi</i> : Douanes et Accises — Ministres et Ministères (Petites et Moyennes Entreprises et Agriculture)				
Politique agricole nationale	530-11	4, 7	529, 599-600	
Régionalisation	530-11 558-3 530-11	6, 7, 10-12 1-3, 5, 6 18	600, 603, 604	
Secteur céréaliier	530-11	18	597, 598, 599, 603, 606	
G.A.T.T.				
Négociations. — Uruguay Round	530-11 530-16	20 15, 20-24	573, 597	
Actuelles négociations				
Interpellation de Mme Dardenne			325-328	
Position du Gouvernement belge face aux projets d'accord				
Interpellation de Mme Dardenne			475-480, 794-795	
Report du vote sur la motion pure et simple			592-593	
Recherche scientifique. — I.R.S.I.A. et Centres de recherche de Gand et de Gembloux	530-11	23	601, 607	
<i>Voir aussi</i> : Politique scientifique				
Inventions biotechnologiques	530-11	28		
Environnement				
Pesticides. — Dangers pour la qualité de l'eau potable	530-11	28	601, 607	
Rizolex				1964
Conséquences de la fumure excessive (Secteur porcin)			601	
Création d'un centre pour l'agriculture et l'environnement				1435
Utilisation du <i>Bénomyl</i> . — Danger				2026, 2107, 2207
Création d'un Fonds budgétaire pour la production et la protection des végétaux et des produits végétaux (Directives C.E.)				
Projet de loi	544-1			
Rapport de M. Matthijs	544-2			
Discussion et vote			861-863, 1004	
Conférence du Conseil de l'Europe à Zürich (Octobre 1992)			599	
Aide à l'Europe de l'Est			599	
Cultures biologiques			601, 602	
Conférence de Rio. — Mesures en exécution de l'« Agenda 21 »				3576, 3700

MATIERES	DOCUMENTS		ANNALES	BULLETIN Q. et R.
	N°	Pages	Pages	Pages
<b>Agriculture (suite)</b>				
Cultures alternatives. — Bio-carburants. — Graines oléagineuses. — Colza. — Bio-éthanol et méthanol			602, 603, 604, 607	
<i>Voir aussi</i> : Douanes et accises				
Production de pommes de terre			604, 607	
Aide à la préretraite			2773	
Reconnaissance du Westhoek comme zone rurale				
Interpellation de M. Loones			3816-3819, 4001-4002	
Culture du chicon				
Fiscalité uniforme dans l'Europe des Douze				1226
Mesures prises en vue d'une extension de notre marché. — Actions européennes				1235
Crédits de soudure. — Soutien du Fonds d'investissement agricole				1236
Exportation vers l'Allemagne. — Concurrence des Pays-Bas				1237
Secteurs des légumes et des fruits. — Avenir. — Mesures de soutien				1236
Destruction de fruits et légumes				2911
Sécheresse 1991. — Indemnités aux agriculteurs				1565
Attachés agricoles affectés dans les ambassades. — Formation				1903
Nombre de personnes travaillant dans l'agriculture. — Répartition provinciale				
Nombre d'agriculteurs				1906
Plans structurels et projets dans la vallée de l'Yser et répercussions sur l'agriculture				2332
Boisement de terres agricoles. — Mesures d'accompagnement				3902
<i>Voir aussi</i> : Aéronautique — Brevets — Budgets (Agriculture) — Catastrophes et accidents — Circulation routière — Commerce extérieur — Droits d'enregistrement — Droits de succession — Economie agricole et horticole — Elevage — Foires et expositions — Fonds agricole — Fonds d'investissement agricole — Horticulture — Impôts sur les revenus (Charges et dépenses déductibles) — Institut pour l'encouragement de la recherche scientifique dans l'industrie et l'agriculture (I.R.S.I.A.) — Marchés publics — Ministres et Ministères (Petites et Moyennes entreprises et Agriculture) — Office national des débouchés agricoles et horticoles (O.N.D.A.H.) — Pensions (Généralités) (Indépendants) — Routes — Statut social des travailleurs indépendants — Travail — Urbanisme et aménagement du territoire				
<b>Aide médicale urgente</b>				
Organisation de l'aide. — Réforme	530-15	6-7, 8, 10-11	621, 622, 626	
Formation des ambulanciers	530-15	7, 8, 9, 10	622, 624	
Connaissances linguistiques des ambulanciers dans les Régions bilingues	530-15	8, 9-10	622	
Numéro d'appel au secours 100. — Inconvénients techniques				1961, 1985, 2441
Système R.I.N.S.I.S. — Exclusion du service incendie de Tournai				2529
<i>Voir aussi</i> : Croix-Rouge — Hygiène et santé				
<b>Ajournement du Sénat</b>				
			4079	
<b>Alcool</b>				
<i>Voir</i> : Circulation routière — Commerce extérieur — Contrats de louage de travail — Inspection automobile et permis de conduire				
<b>Alimentation</b>				
<i>Voir</i> : Produits alimentaires				
<b>Aliments</b>				
Saisie ou cession qui résulte d'une action en paiement d'une pension alimentaire				
Question orale de M. Vandenhoute			1226-1227	
<i>Voir aussi</i> : Code judiciaire — Handicapés — Impôts sur les revenus				

MATIERES	DOCUMENTS		ANNALES	BULLETTIN Q. et R.
	N°	Pages	Pages	Pages
<b>Allocations et prêts d'études</b>				
Etudiants boursiers camerounais en Belgique. — Situation financière préoccupante. — Retard de paiement des bourses <i>Voir aussi</i> : Coopération au développement — Enseignement (Enseignement supérieur) — Impôts sur les revenus (Revenus professionnels)				1976, 2879, 2998
<b>Allocations familiales</b>				
Prime d'adoption	526-2 526-15 526-22	3, 10 1 4-5	353, 354, 361, 362, 369, 375-376, 378, 403-404, 406	
pour les indépendants	526-3 526-22	20 4-5	353, 354, 376, 378, 401, 403-404, 406	
Complément aux articles 2 et 3 de la loi du 29 mars 1976 relative aux prestations familiales des travailleurs indépendants (Ancien intitulé : Modification de l'article 2, alinéa 1 <sup>er</sup> , de la loi du 29 mars 1976 relative aux prestations familiales des travailleurs indépendants) Proposition de loi de MM. Ottenbourgh et Vanhaverbeke Rapport de M. Beerden Discussion et vote	540-1 540-2			1287-1288, 1444
Extension aux travailleurs indépendants du bénéfice de la prime Proposition de loi de Mme Herzet Rapport de M. Beerden Discussion. — Tombe suite à l'adoption de la proposition n° 540-1	554-1 554-2			1287-1288
Prime en cas de tutelle officieuse. — Pouvoir de dérogation ministérielle Rang de l'enfant <i>Voir aussi</i> : Politique sociale			376, 378 376	
des indépendants	526-3	8, 19	599	
Relèvement des allocations pour le premier enfant	526-3	8-9	407	
Subvention de l'Etat	526-3	19		
Harmonisation des allocations perçues par les travailleurs indépendants et les travailleurs salariés à la naissance du premier enfant Proposition de loi de M. Goossens	834-1			1902
Cotisation				2218-2219
Retenues sur les allocations				
Familles à un seul parent. — Insécurité de l'existence. — Liaison des allocations familiales aux revenus				1953, 1972
Service des allocations familiales majorées pour enfants handicapés. — Expertises médicales. — Retard de paiement des honoraires aux médecins <i>Voir aussi</i> : Famille — Minimum vital — Ministres et Ministères (Intégration sociale, Santé publique et Environnement) — Politique sociale — Sécurité sociale				2430, 2514
<b>Allocation socio-pédagogique</b>				
<i>Voir</i> : Famille				
<b>Ambassades</b>				
<i>Voir</i> : Affaires étrangères				
<b>Aménagement du territoire</b>				
<i>Voir</i> : Urbanisme et aménagement du territoire				
<b>Amendes</b>				
<i>Voir</i> : Circulation routière — Droit pénal — Droits d'enregistrement — Droits de succession — Etablissements pénitentiaires — Etrangers — Impôts — Impôts sur les revenus — Justice — Lait et produits laitiers — Ministres et Ministères (Vice-Premier ministre, Communications et Entreprises publiques) — Peines — Taxe sur la valeur ajoutée				

MATIERES	DOCUMENTS		ANNALES	BULLETTIN Q. et R.
	N <sup>o</sup>	Pages	Pages	Pages
<b>Amnistic</b>				
Voir: Incivisme				
<b>Anciens combattants</b>				
Modification de l'article 1 <sup>er</sup> de l'A.R. du 4 décembre 1974 portant statut des personnes de nationalité belge qui, après avoir contracté un engagement volontaire pour la durée de la guerre, ont accompli du service pendant la guerre de 1940-1945 dans les forces belges (Date de renvoi dans les foyers) Proposition de loi de MM. Flagothier et Bock S.E. 1991-1992 Rapport de M. Borremans Discussion et rejet	397-2		3406, 3547-3548	
Voir aussi: Personnes âgées — Victimes de la guerre				
<b>Animaux et protection des animaux</b>				
Modification de l'article 35 de la loi du 14 août 1986 relative à la protection et au bien-être des animaux (Combats d'animaux — Transporteur, spectateur ou parieur) Proposition de loi de M. de Seny, S.E. 1991-1992 Rapport de M. Matthijs Discussion et vote	352-2		1288-1290, 1444-1445	
Exécution de la loi du 14 août 1986 Modification de la loi. — Arrêtés d'exécution	530-11	21	600, 602, 608	
Interdiction du commerce des animaux capturés à l'état sauvage et limitation du commerce des animaux sauvages élevés par l'homme Proposition de loi de MM. Cuyvers et Bougard	598-1			
Modification de l'article 9 de la loi du 14 août 1986 relative à la protection et au bien-être des animaux (Animaux errants, perdus ou abandonnés — Refuge pour animaux) Proposition de loi de M. Cuyvers	665-1			
Modification de la loi du 14 août 1986 relative à la protection et au bien-être des animaux, en vue de l'identification obligatoire des chiens et des chats Proposition de loi de MM. Cuyvers et Verberckmoes	763-1			
Complément à l'article 6 de la loi du 14 août 1986 relative à la protection et au bien-être des animaux, en vue d'assurer une meilleure protection des animaux servant au divertissement des humains Proposition de loi de MM. Cuyvers et Benker	855-1			
Position de la Belgique sur l'expérimentation animale en vue d'essayer les produits de beauté Interpellation de M. Cuyvers			127-129	
Nécessité d'interdire le commerce des animaux capturés à l'état sauvage et de limiter le commerce des animaux sauvages élevés par l'homme Interpellation de M. Cuyvers			1295-1297, 1449-1450	
Courses de chevaux sur la voie publique Question orale de M. Seeuws			3295	
Oiseaux exotiques Trafic. — Embargo. — Manutention à l'aéroport de Zaventem Saisie. — Coût des soins et du renvoi Importation. — Bien-être des animaux. — Contrôle				1186, 1187 1286, 1312, 2003 3285, 3949 3245 3285, 3544
Interdiction éventuelle de peindre des poissons Scandales. — Mesures d'urgence Modification de la loi du 24 mars 1987 relative à la santé des animaux Voir: doc. n <sup>o</sup> 804-1.				
Voir aussi: Brevets — Gendarmerie — Police — Politique sociale — Taxe sur la valeur ajoutée				
<b>Apiculture</b>				
Subsides C.E. pour les apiculteurs flamands				2876
<b>Arbres</b>				
Voir: Catastrophes et accidents — Circulation routière — Commerce extérieur				

MATIERES	DOCUMENTS		ANNALES Pages	BULLETIN Q. et R. Pages
	N°	Pages		
<b>Architectes</b>				
Ordre des architectes				
Assouplissement du fonctionnement du Conseil national	526-3	22		
Modification de la loi du 26 juin 1963 créant un Ordre (Augmentation du nombre des membres du conseil)				
Proposition de loi de Mme Van den Poel-Welkenhuysen S.E. 1991-1992			2451	
Retrait				
Plaintes. — Statistiques				3452, 3782
Voir aussi: Politique sociale — Responsabilité civile				
<b>Archives</b>				
Archives générales du royaume et archives provinciales de l'Etat				
Réforme et restructuration	530-18	14, 18-20		
Problèmes rencontrés dans les divers dépôts				1328-1884
Dépôts de Tournai, Courtrai et Renaix				1541, 2901
Publication du rapport annuel				2095
Liste des inventaires				2096
Travaux de rénovation				2115
Personnel temporaire				2165
Liquidation de livres et de revues				2165
Restauration de documents d'archives				2165
Nomination d'un archiviste général du royaume				2165-2784
Voir aussi: Gendarmerie — Police				
<b>Armée</b>				
Insertion d'un article 5bis dans la loi du 9 mars 1953 réalisant certains ajustements en matière de pensions militaires et accordant la gratuité des soins médicaux et pharmaceutiques aux invalides militaires du temps de paix (Indemnité de déplacement)				
Proposition de loi de M. Desutter	493-1			
Vente de matériel excédentaire et affectation du produit au financement d'investissement				
526-7	1-3	435-436, 630, 633,		
526-14	1-2	634, 635, 636		
526-14	1	435, 436, 634		
Vente de zones naturelles ou forestières				
Vente de matériel de guerre				
Identité des acheteurs				
Vente de Mirages et d'F16				
Procédure inhabituelle				
Danger inhérent à la mise en vente d'armes belges, ces armes risquant de se retrouver dans de mauvaises mains				
Question orale de Mme Maes			2644-2645	
Conditions de vente				2494
Achat par les communes				2822, 2913
Voir aussi: Affaires étrangères				
Restructuration	530-10	1-2, 4, 8, 9, 15-16, 18-19, 20	626, 627, 628-630, 631, 632, 633, 634, 635, 636, 637	
Avenir du camp de Lombardsijde et de l'ancienne base navale	530-10	8, 16	634	1717, 1833
Base d'artillerie du quartier Lombardsijde				1504, 1568
Bases aériennes	530-10	8, 16-17		
Aspects économiques				
Interpellation de M. de Seny			503-506	
Armée territoriale de volontaires			635	
Restructuration des forces armées				
Interpellation de M. Van Hooland			1209-1216	
Investissements prévus dans le plan de restructuration en particulier la construction de nouvelles casernes, notamment à Ath et à Angleur				
Interpellation de M. Vermeiren			1659-1663, 1815-1816	
Absence des mesures concrètes promises par le Gouvernement pour encourager les déagements volontaires du personnel militaire				
Interpellation de M. de Donnée			3502-3504	
Répartition linguistique				1085, 1157, 2354, 2593, 3084, 3250, 3579, 3791
Avenir de la base de Coxyde				1312

MATIERES	DOCUMENTS		ANNALES	BULLETIN Q. et R.
	N°	Pages	Pages	Pages
<b>Armée (suite)</b>				
<b>Restructuration (suite)</b>				
Fermeture de l'école des sous-officiers de Dinant				1399
Domaine militaire de Vlaethemveld à Zedelgem				1504, 1569
Conséquences. — Avenir du terrain d'aviation d'Ursel-Knesselare				1852, 1969
Rôle futur des camps d'Elsenborn et de Vogelsang				1970
Suppression éventuelle du <i>Wing Météo</i>				1971
Détermination de la structure future des forces armées. — Application de la législation linguistique				2203
Rupture de relations contractuelles liant l'armée belge et des firmes privées				2228, 2337
Effets en Hainaut occidental				2228, 2337
Contrats d'études				2264
Fermeture d'installations militaires				2354, 2674
Structure future des interforces, de la force terrestre et de la force aérienne				2405, 3107
Conséquences au niveau du personnel				2406
Mutation du groupe CVRT à Bourg-Léopold. — Conséquences				2434, 2436, 2532, 2670
Avenir des effectifs civils en Allemagne (Fonctions MDC)				2856
Affectation dans une autre région linguistique. — Conséquences sociales				3020, 3249
Licenciement du cadre professionnel ou interruption de service du cadre temporaire				3084, 3171
Influence sur l'effectif du personnel à Tongres				3212, 3321 3823
Répartition des militaires de carrière entre les provinces				3213, 3322
Activités de formation. — Franchise postale				3549
Mesures d'économie	530-10	2, 3-4, 21	629	
<i>Voir aussi</i> : Budget (Défense nationale)				
Effectif du personnel				
Evolution	530-10	3, 7	627	
Nombre de colonels, de lieutenants-colonels et de majors à la force terrestre et la force aérienne				2494
Nombre de lieutenants-généraux et de généraux-majors à la force terrestre et la force aérienne				2494, 2595
Réduction en 1992				3108
Répartition numérique du personnel entre les unités et les états-majors				3675
Investissements	530-10	4		
Prises de position du Général Charlier publiées le 23 juin 1993				
Question orale de M. de Donnée			3290-3291	
Adoption du plan d'investissement à moyen terme et décision du Gouvernement de moderniser les avions F16				
Interpellation de M. Bougard			3499-3502	
Plan d'investissement à moyen terme				3579, 3789
Forces belges en Allemagne. — Retrait (Opération <i>Reforbel</i> )	530-10	4, 7, 8, 12, 16, 17	627, 630	
Mesures prévues pour le personnel civil				
Interpellation de M. Vermeiren			74-77	
Départ éventuel pour Bierset de militaires flamands stationnés en Allemagne. — Statut linguistique				1118, 1238
Implantation d'une nouvelle base militaire à Ath				1580, 1642
Livraison de pommes de terre. — Changement. — Information des fournisseurs				1793, 2140
<i>Voir aussi</i> : Taxe sur la valeur ajoutée				
Démantèlement de munitions				
Installation de démantèlement de munitions chimiques datant de la première guerre mondiale à Poelkapelle	530-10	4, 7-8, 16	627	
<i>Voir aussi</i> : Budgets (Défense nationale) (Santé publique et Environnement)				
Evacuation des 200 000 tonnes de munitions immergées à hauteur de Duinbergen			634	
Sécurité de l'installation de démontage de bombes à gaz à Houthulst-Poelkapelle				
Question orale de Mme Tyberghien-Vandenbussche			3291	
<i>Voir aussi</i> : Armes				
Normes d'entraînement	530-10	4, 14		
Attachés militaires	530-10	6, 14-15		
Utilité dans les postes diplomatiques				1268
Unités dissoutes	530-10	7, 15		1313, 3323
Rénovation domaniale. — Aliénation d'immeubles	530-10	7, 18, 23	627, 630	
Affectation des revenus				3102

MATIERES	DOCUMENTS		ANNALES Pages	BULLETIN Q. et R. Pages
	N°	Pages		
<b>Armée (suite)</b>				
Mission humanitaire en ex-Yougoslavie (Envoi de militaires belges, casques bleus)	530-10	10, 21	633	
Croatie. — Nombre de militaires partis effectivement. — Nombre de demandes de démissions			633	1314
Possibilité de faire appel aux casques bleus belges pour distribuer des vivres dans le Baranja en Croatie				
Question orale de M. Verreycken			799	
Mesures sociales en faveur des troupes				1505, 1641
Slavonie. — Défense des intérêts légitimes des croates contre les milices serbes assassines				2435, 2676
<i>Voir aussi</i> : Affaires étrangères				
Aide à la nation	530-10	11-12, 18		
Fixation pour l'année 1993 du contingent de l'armée				
Projet de loi*	587-1			
Rapport oral de M. Pécriaux, discussion et vote			973-974, 1005	
Emploi des langues				
Rapport pour l'année 1991			16	
Rapport pour l'année 1992			4031	
Rapport pour l'année 1990. — Publication d'un <i>erratum</i>				1086, 1188
Nominations à des fonctions dirigeantes. — Equilibre linguistique				1205, 1396
Régiment ou brigade paracommando. — Commandement francophone				1333, 1480
Casernement de l'aviation légère à la base de Bierset				1664, 1832, 3086, 3547
Manque de lieutenants-généraux flamands				1664, 1906
Interprétation de la législation				2821, 3058
Militaires belges au service d'organisations internationales				3060
Création d'une nouvelle brigade francophone de paracommandos				3084, 3173
Etablissement bilingue d'enseignement secondaire aux forces armées				3085, 3318
Composition de la 17 <sup>e</sup> brigade de blindés et proposition linguistique au sein des bataillons de combat				3105
Régime linguistique des bataillons scolaires au sein de la force terrestre				3105
Arsenal de Rocourt. — Statut linguistique. — Situation du personnel				3106
Mise sur pied d'une école bilingue d'enseignement secondaire et de bataillons bilingues				3373
Déséquilibre communautaire à la tête de l'armée				3632, 3792
Brigades de paracommandos. — Francisation croissante				3634, 3903
<i>Voir aussi</i> : Ecole royale militaire				
Politique en matière de défense nationale			540-541	
<i>Voir aussi</i> : Affaires étrangères				
Militaires en mission à l'étranger				
Attitude des autorités militaires à l'égard des militaires belges affectés à des missions de l'O.N.U.				
Interpellation de M. Vermeiren			627-628, 636-637	
Assurance-vie			630	
Campagne de soutien aux casques bleus				
Interpellation de M. Bougard			2579-2582, 2656-2657	
<i>Voir aussi</i> : Affaires étrangères — Organisation des Nations Unies — Rwanda				
Loi du 21 décembre 1990 fixant le statut des candidats militaires du cadre actif			629	
Unités de réserve			630, 636	
Achats militaires				
Contrat <i>AGUSTA A-109</i> (Hélicoptères)				
Compensations économiques			633	1366, 2008, 2758, 2893
Question orale de M. Cooreman			3297-3298	
Mesures que doit prendre le Gouvernement pour obtenir d' <i>Agusta</i> le respect de ses engagements en matière de compensations				
Interpellation de M. de Donnée			1986-1988, 1989-1991, 2017-2018	
Respect des clauses du contrat relatives aux compensations économiques				
Interpellation de M. Vermeiren			1988-1990, 1991, 2017-2018	
Exécution du contrat				
Interpellation de M. Vermeiren			2036-2040	

MATIERES	DOCUMENTS		ANNALES	BULLETIN Q. et R.
	N°	Pages	Pages	Pages
<b>Armée (suite)</b>				
Achats militaires (suite)				
Modernisation des chars Léopard			633	
Achat de pièces de rechanges				2168, 2336
Compensations industrielles pour les commandes de l'armée				1427
Nouveau système de contrôle du trafic aérien. — Modalités de passation du marché				1566
Stade des différents achats				2167, 2335
Avenir du dépôt de munitions de Jehonville				
Question orale de M. Bougard		798-799		
Mise de militaires à la disposition des communes en vue d'y accroître la sécurité				
Question orale de M. Maertens		799-800		
Force navale				
Décision du Gouvernement de prolonger la mission de la frégate belge F913 en mer adriatique				
Question orale de M. Desutter			801	
Matériel. — Participation aux programmes européens et O.T.A.N.				1269
Actions militaires dans le Golfe. — Problèmes médicaux des militaires concernés				2167, 2335
Surveillance de la pêche				2265, 2742, 3550
Chasseurs ardennais				
Troisième régiment				
Question orale de M. Bock		801-802		
Suppression de la caserne du troisième régiment et départ des militaires qui y sont affectés actuellement				
Interpellation de M. Bock		1663-1667		
Avenir du troisième régiment				1332, 1479
Syndicats				
Relations entre l'autorité et les syndicats du personnel militaire				
Interpellation de M. Vermeiren			2458-2461, 2535-2536	
Délégués syndicaux militaires				3286, 3371
Transfert éventuel du 12 <sup>e</sup> régiment de ligne de Spa à Vielsalm				
Question orale de M. Houssa			2939	
Force aérienne				
Nécessité d'un équipement radar pour les hélicoptères <i>Seaking</i>				
Question orale de M. Desutter			2940	
Beauvechain. — Exercice d'alerte. — Déplacement de baby-phones				1239
Champ d'aviation d'Ursel. — Zone naturelle. — Vente possible à la Communauté flamande				1718, 1834
Vols à basse altitude au-dessus de l'arrondissement d'Audenarde				1718, 1907
Nouveau système de contrôle pour le trafic aérien. — Fermeture de la base de Semmerzake				1791, 2199
Pollution des eaux de surface				2401
Participation à des meetings aériens				2566, 2677
Domaine militaire d'Ursel. — Facilités pour l'exercice de l'aviation sportive				3211, 3434
Meetings aériens. — Répartition des bénéfices				3211, 3319
Avenir du terrain d'aviation d'Ursel				3212, 3435
<i>Heliflight</i> à Coxyde. — Achat de radars				3212, 3322
Activités militaires dans la région des Shoshone dans le cadre de l'opération <i>Red Flag</i>				3251
Indemnisation des veuves et des orphelins des pilotes victimes d'un accident. — Fonctionnement de Fonavibel (Fonds d'aide aux victimes de l'aviation belge)				3551
Meeting aérien de Coxyde				3578
<i>Voir aussi</i> : Budgets (Défense nationale)				
Agression par des militaires d'une personne civile lors de récents exercices militaires				
Question orale de M. Bougard			3289-3290	
Sort de l'arrivée de la prochaine « Marche du Souvenir » en 1994 (Vielsam)				
Question orale de M. Bock			3756-3757	
Aptitudes nécessaires à la promotion de lieutenants-colonels au grade de colonel				1156
Statut des sauveteurs-plongeurs. — Révision. — Dépôt d'un projet de loi				1202, 1241, 1354
Conseillers moraux. — Arrêtés d'exécution				1481
<i>Voir aussi</i> : Laïcité				

MATIERES	DOCUMENTS		ANNALES Pages	BULLETIN Q. et R. Pages
	N°	Pages		
<b>Armée (suite)</b>				
Casernes				
Nouvelle caserne à Ath				1792
Conséquences d'une décision négative				
Financement. — Suppression d'investissements à Tournai, Marche et Beauvechain				2399
Raisons empêchant le développement de l'infrastructure existante à Casteau				2948, 3102
Restructuration des casernes suite à la suppression du service militaire				2104, 2201
Fermeture de casernes. — Equilibre régional				2435, 2675, 3085, 3319
Caserne de Callemeyn. — Superficie de sites utilisés par l'armée pour les exercices				2470
Utilisation à d'autres fins				3083, 3317
Personnel militaire belge en poste à l'ambassade à Bangkok				2028
Augmentation anormale du nombre d'unités en 1991 à la force terrestre				2402
Composition de la 17 <sup>e</sup> brigade blindée				2404
Proposition de fusion ou d'intégration de l'Ecole préparatoire interforces (E.P.I.) avec l'Ecole royale militaire (E.R.M.)				2405
Application du R.G.P.T. — Activités spécifiques				2597
Ecole militaire. — Rupture d'engagement				2682
Politique belge en situation de crise. — Suppression de la Commission pour les problèmes nationaux de défense				2705
Etablissements interdits aux militaires				2742
Femmes paracommandos. — Appel aux candidats féminins				2857
Exercices de tir à l'étranger. — Dépenses				2858
Autocars de l'armée. — Transport d'enfants des militaires				3061, 3374
Service communautaire volontaire. — Point de la situation				3103
Utilisation des locaux de l'intercommunale I.V.V.V.A. par le service ombudsman de la Défense nationale				3107
Documents administratifs pour des activités de service au sein de l'armée (exigés pour pouvoir s'inscrire aux examens organisés par la C.E.)				3107
Manœuvres militaires dans le Luxembourg. — Protection de l'environnement				3372
Visite du chef de l'état-major en Bulgarie				3375
Etat-major militaire de type A dans le Luxembourg				3375
Exclusion des militaires de l'augmentation salariale accordée aux fonctionnaires fédéraux				3578, 3788
Guerre du Golfe				
<i>Voir: Affaires étrangères</i>				
Participation au corps d'armée franco-allemand (Eurocorps)				
<i>Voir: Affaires étrangères</i>				
Respect de nos engagements internationaux				
<i>Voir: Affaires étrangères</i>				
Somalie. — Intervention humanitaire. — Envoi de Casques bleus. — Participation belge				
<i>Voir: Affaires étrangères — Organisation des Nations Unies</i>				
<i>Voir aussi: Affaires étrangères — Armes — Assurance maladie-invalidité — Budgets (Défense nationale) (Intérieur et Fonction publique) — Burundi — Constitution (Révision de la Constitution) — Criminalité et violence — Distinctions honorifiques — Domaines — Etat civil — Etrangers — Gendarmerie — Hommages — Impôts sur les revenus — Justice — Milice — Ministres et Ministères (Défense nationale) — Musées — Organisation des Nations Unies — Organisation du Traité de l'Atlantique Nord — Pensions (Pensions de réparation) — Politique scientifique — Politique sociale — Régions et Communautés — Rwanda — Sécurité sociale — Travail — Zaïre</i>				
<b>Armes</b>				
Loi sur les armes	530-5	35-36		
Commerce d'armes				
Licences d'importation et d'exportation	530-8	9-10	579, 581, 633, 1358	
Exportation. — Licences délivrées et refusées. — Avis du Conseil d'Etat sur le nouveau projet de loi				1423, 1514
Région wallonne				1686

MATIERES	DOCUMENTS		ANNALES	BULLETTIN Q. et R.
	N°	Pages	Pages	Pages
<b>Armes (suite)</b>				
Commerce d'armes (suite)				
Contrôles plus stricts dans les ports et les aéroports				1471
Livraison d'armes à l'Iraq. — Connections belges				1610, 1679
Exportation d'armes vers l'ex-Yougoslavie				1626, 1634
Renforcement des services des douanes à l'aéroport d'Ostende				1949
Arrêtés d'exécution. — Harmonisation au sein de la C.E.				2312, 2328
Violation de l'embargo des Nations Unies par la Serbie et le Monténégro				2363, 2435, 2674
Production d'armes avec le soutien de puissances étrangères				2365
Livraison d'armes par l'Afrique du Sud au Zaïre				2366
Commerce d'armes via l'aéroport d'Ostende				2377
Licences d'exportation. — Nouvelle loi sur les armes				2984
<i>Voir aussi</i> : Armée — Commerce extérieur				
Exposition d'armes organisée par l'A.F.C.E.A. et l'allocution prononcée par un membre de l'Etat-major général de l'armée belge			110-111	
Question orale de M. Timmermans				
Délivrance des autorisations de détention des armes à feu			586	
Question orale de M. Van Hooland				
Convention de Paris du 13 janvier 1993 sur les armes chimiques			1407-1408	
Question orale de M. Maertens				
Marché noir à Bruxelles d'armes de guerre provenant d'Europe centrale et orientale			2558-2559	
Question orale de M. de Donnée				
Munitions de guerre				
Explosion de munitions dans un camp scout sur les hauts-fonds du «Paardenmarkt» à Duinbergen (gaz toxique). — Danger				1333, 1398
Etat de la question				1793, 1968
				2106, 2413, 3675, 3677
Aménagement d'un port de plaisance à Heist. — Degré de contamination de l'eau				2169, 3110
En mer. — Dommages résultant d'explosions				2567, 2868, 3137
Convention de Paris relative à la destruction d'anciennes munitions toxiques				2703, 3259
Dépôt d'obus contenant de l'ypérite à Monceau-sur-Sambre				3823
Accords C.F.E. — Modalités d'exécution pour la destruction des armes				2400, 3059
Armes à feu. — Précautions à prendre. — Mesures législatives				2428, 2975
Réglementation des stands de tir. — Application aux clubs de tir sportif				2557, 2976
Nombre grandissant de suicides à la suite de la détention d'armes				3279, 3283
<i>Voir aussi</i> : Armée — Commerce extérieur — Gendarmerie — Manifestations — Police — Racisme				
<b>Armes nucléaires</b>				
<i>Voir</i> : Organisation du Traité de l'Atlantique Nord				
<b>Art de guérir</b>				
Conventions médico-mutualistes	526-2	6-7	364-365	
Offre excédentaire des prestataires. — <i>Numerus clausus</i>	526-2	7, 8	594, 595, 622, 624,	
	530-14	5, 12,	626, 2206, 2231-2233	
		13, 18		
	530-15	19-20		
Non-instauration du <i>numerus clausus</i> prévu pour les étudiants en médecine				
Interpellation de M. Valkeniers			2884-2889	
Modification de la loi du 28 décembre 1977 garantissant la protection des médecins du travail				
Projet de loi	788-1			
Exercice de l'art de guérir: visa et redevance	804-4	6		
Prescription des actions des prestataires de soins (Article 2277bis du Code civil)	804-8	11-14	3913	

MATIERES	DOCUMENTS		ANNALES	BULLETIN Q. et R.
	N°	Pages	Pages	Pages
<b>Art de guérir (suite)</b>				
A.R. n° 78 du 10 novembre 1967 relatif à l'art de guérir. — Statut des professions paramédicales			623-624, 626	
Kinésithérapeutes			623	
<i>Voir aussi</i> : Kinésithérapie				
Psychologues			623-624	
Formation des ambulanciers			624, 626	
<i>Voir aussi</i> : Aide médicale urgente				
<i>Voir aussi</i> : Politique sociale (doc. n° 804-1)				
Secret professionnel des médecins				
Levée en cas de violences physiques ou sexuelles ou de mauvais traitements infligés à des enfants				
Question orale de M. Van Walleghem			2076-2077	
Traitement hormonal de transsexuels mineurs				1105
Mesures en vue de limiter le nombre excessif de visites à domicile de médecins généralistes				
Question orale de M. Cuyvers			2560	
Transplantation d'organes				
Greffes d'organes				
Question orale de M. Boël			2643	
Eurotransplant. — Réserve d'organes aux patients originaires de pays affiliés				1399
Echelonnement des soins de santé			3874, 3888	
Responsabilité accrue des prestataires de soins			3874, 3888	
Offre médicale et paramédicale			3884, 3890	
Centres de génétique humaine			3885	
Centres de diagnostic et de traitement préventif de la mort subite du nourrisson				
Efficacité. — Usage sélectif			3885, 3890	
Renseignements divers				3825
Ordre des médecins. — Nombre de membres. — Cotisations				1884
Matériel stérile importé. — Retestage de la stérilité				2703, 3254
Recrutement de chirurgiens. — Nombre de postes occupés par des non-diplômés				3519, 3520, 3609
Augmentation du nombre d'accouchements par césarienne				3520, 3796
<i>Voir aussi</i> : Accès à la profession — Aéronautique — Armée — Assurance maladie-invalidité — Code de commerce — Etablissements hospitaliers — Hygiène et santé — Kinésithérapie — Milice — Politique sociale — Rémunérations et salaires — Transports				
<b>Arts</b>				
Trésors artistiques belges dans l'ex-Union soviétique. — Mission d'évaluation sous la tutelle de l'O.B.E.A.				2647
<i>Voir aussi</i> : Droits d'auteur — Musées — Palais des Beaux-Arts — Taxe sur la valeur ajoutée				
<b>Assemblée de l'Union de l'Europe occidentale</b>				
Communications			771-772, 3247	
<i>Voir aussi</i> : Union de l'Europe occidentale				
<b>Association internationale de développement</b>				
<i>Voir</i> : Politique sociale				
<b>Associations sans but lucratif</b>				
Forme juridique d'activités professionnelles				1328, 3038
<i>Voir aussi</i> : Chômage — Droits d'enregistrement — Finances provinciales et communales — Impôts sur les revenus (Charges et dépenses déductibles) (Impôt des sociétés) (Revenus immobiliers) (Revenus mobiliers) — Partis politiques — Provinces — Société nationale des chemins de fer belges — Sociétés commerciales				

MATIERES	DOCUMENTS		ANNALES	BULLETIN Q. et R.
	N <sup>o</sup>	Pages	Pages	Pages
<b>Assurance maladie-invalidité</b>				
Biologie clinique				
Maîtrise des dépenses	526-2 530-14	8, 12-13 2, 3, 7, 11, 13	353, 361, 530, 531, 595, 596, 1397, 1398, 1400, 2205	
Biologie ambulatoire				
Remboursement	526-2	12-13	361	
Analyses de sang pratiquées par les laboratoires hospitaliers et soins de santé de la S.N.C.B.				1988, 2065
Analyses de sang pratiquées par la Croix-Rouge. — Coût				1988, 2128
Révision de la nomenclature				2164, 2253
Glissement de l'hospitalisation en ambulatoire				2430, 2658
« Responsabilisation » du patient (Contribution personnelle)				2164, 2252
Fixation d'un budget				2164, 2253
Laboratoires privés. — Importance pour la médecine de pre- mière ligne				2223, 2380
Différence de dépenses entre la Flandre et la Wallonie				2223
Evolution dans le secteur ambulatoire et hospitalier				2254
Avenir. — Aspect maintien de l'emploi				2255
Economies. — A.R.				2702, 2802
Récupération des sommes payées aux laboratoires de biologie clinique qui ont dépassé leur enveloppe				3825
<i>Voir aussi</i> : Croix-Rouge — Politique sociale				
Cures thermales	526-17 530-14	1-2 15-16		
Mutualités				
« Responsabilisation »	529-2	33, 67	594	
Frais d'administration	530-14 804-11	7 4	591, 594, 595, 2231, 2232, 3875, 3879	
Récupération d'avances octroyées aux mutualités			539	
Déficit			590-591	
Renforcement du pouvoir des mutualités			2231, 2232	
Rapport de l'I.N.A.M.I. sur le fonctionnement des sociétés mutua- listes				2560
Question orale de M. Didden				
Proposition que doit formuler la commission qui vient d'être instituée concernant la responsabilité financière des mutualités				2767
Question orale de M. De Roo				
Etablissement, par l'Office de contrôle des mutualités, d'un rap- port sur les frais d'administration des organismes assureurs				3293
Question orale de M. Monfils				
Non-apurement du compte courant des organismes assureurs				1095
Epargne pré-nuptiale. — Anomalies. — Remboursement				1352
<i>Voir aussi</i> : Epargne				
Règles en vigueur en matière d'assurance complémentaire propo- sée par des organismes assureurs				2094, 3552
Récupération des prestations payées indûment. — Rembourse- ment à l'I.N.A.M.I.				2256
« Service pension »				2703, 3436
Approbation préalable par un médecin conseil pour certaines prestations				3287
Prestations techniques. — Radiologie et imagerie médicale	530-14 530-15	2-3, 11 18	531, 595, 596, 1398, 1400	
Recours excessifs à des actes techniques			3885	
Difficultés budgétaires du secteur des soins de santé. — Mesures	530-14	3, 4, 7, 10, 11	355, 357-358, 361, 378, 523, 589, 590, 593-594, 595-596, 2229, 2230-2233	
Réforme	530-14	4-6	527, 2290	
« Responsabilisation »	530-14	5, 12, 13-14	531, 2190	
Maîtrise des dépenses	804-2	3-7	2178, 2227-2228	
Instauration d'une franchise dans le secteur des soins de santé	804-11	3, 6-7	590, 595, 2190, 2204, 2206, 2208-2209, 2229, 2230, 2233	
Prestations des diverses mutualités			357	
Accroissement des dépenses plus vite que le P.N.B.			2230	
<i>Voir aussi</i> : Sécurité sociale				

MATIERES	DOCUMENTS		ANNALES Pages	BULLETTIN Q. et R. Pages
	N°	Pages		
<b>Assurance maladie-invalidité (suite)</b>				
Réforme de la loi du 9 août 1963 instituant et organisant un régime d'assurance obligatoire contre la maladie et l'invalidité	530-14	6, 11	355, 363, 364, 369, 376, 378, 594-595, 596	
Réforme				
Projet de loi (Réforme structurelle)	579-1			
Rapport de M. Taminaux	579-2			
Amendements de M. Anthuenis et consorts	579-3			
Amendement de MM. Anthuenis et De Backer	579-4			
Amendements de Mme Nélis et consorts	579-5			
Amendement de Mme Nélis et consorts	579-6			
Amendement de M. D'hondt et de Mme Herzet	579-7			
Amendements de Mme Herzet et de M. D'hondt	579-8			
Discussion et vote			1125-1140, 1141-1154-1202, 1235-1241, 1242-1244	
Système du tiers payant	530-14	10, 11	358, 530, 531, 594	
Dentistes	530-14	10	531	2291, 2657
Accord dento-mutualiste			362	
Augmentation du nombre de dentistes désirant appliquer le système				2323
Généralisation				
Question orale de M. Valkeniers			73-74	
Kinésithérapeutes. — Application. — Contrôle				2325
Honoraires médicaux				
Indexation	530-14	15		2324
Convention relative aux honoraires des médecins				
Proposition de résolution de M. Lenssens	644-1			
Réactions des médecins aux honoraires proposés				
Question orale de M. Goovaerts			1410	
Rejet des propositions du Ministre des Affaires sociales et du manifeste pour une nouvelle politique de la santé				
Interpellation de M. Valkeniers			1683-1692	
Proposition de convention. — Nombre de médecins au fichier du Service de soins de santé de l'I.N.A.M.I.				2323
Recensements des médecins. — Choix pour le déconventionnement				2324
Kinésithérapie	530-14	15-16		
Arrêt du remboursement par l'I.N.A.M.I. des prestations consécutives à un accident de sport				1253, 1367, 2249
Voir aussi: Art de guérir				
Ticket modérateur	530-15	18-19	531, 594, 595	
	804-12	6-7		
	530-15	19		
Mesures concernant la durée du séjour en maternité				
Modification de l'article 98 de la loi du 9 août 1963 instituant et organisant un régime d'assurance obligatoire contre la maladie et l'invalidité (Protection de la vie privée: offices de tarification)				
Proposition de loi de MM. Hasquin et Monfils	615-1			
Modification de l'article 76quater, § 2, alinéa 1 <sup>er</sup> , de la loi du 9 août 1963 instituant et organisant un régime d'assurance obligatoire contre la maladie et l'invalidité (Pensions de réparation du temps de paix — Indemnité d'invalidité)				
Proposition de loi de MM. Leclercq et Cardoen	654-1			
Personnes âgées démentes	798-2	30		
Interprétation de l'article 5 du projet portant des dispositions sociales et diverses. — Instauration d'une franchise ou augmentation du ticket modérateur	804-2	2-9, 11-13	3875, 3876-3877, 3878-3879, 3882, 3883, 3884, 3886, 3887-3888, 3889	
Interdiction de réassurance	804-2	3, 5, 8	3877, 3889	
Problème de la stabilité des recettes	804-2	3-4		
Utilisation abusive des codes de la nomenclature	804-2	6		
Revalidation fonctionnelle			589	
Non-remboursement au Trésor des recettes perçues directement par l'I.N.A.M.I. dans le cadre de la revalidation			3883	
Bureau d'intérim. — Contrats d'emploi de moins d'un mois			591	
Récupération de factures par l'assurance maladie auprès des assureurs privés			591	
Modification de la loi du 9 août 1963 instituant et organisant un régime d'assurance obligatoire contre la maladie et l'invalidité (Prestations de santé dispensées à l'étranger)				
Projet de loi* (Session 1987-1988: doc. n° 659-1)				
Tombe suite à l'adoption du projet n° 579-1			1244	

MATIERES	DOCUMENTS		ANNALES Pages	BULLETIN Q. et R. Pages
	N°	Pages		
<b>Assurance maladie-invalidité (suite)</b>				
Surconsommation en matière de soins de santé. — Différences régionales			2190, 2206, 2231-2233	1500, 1759, 2490, 2496, 3175, 3253
Appareillage médical lourd				
Manque de coordination entre les gouvernements fédéral et communautaires			2205	
Surenchère			3885, 3890	
Perception de cotisation A.M.I. pour le personnel d'encadrement des équipes de jeunes footballeurs et perception de la T.V.A. sur les transferts de footballeurs				
Question orale de M. Van Belle			2761-2762	
Insuffisance du remboursement de la dialyse rénale peritonéale ambulatoire chronique				
Question orale de M. Lenssens			2766-2767	
Imputation de frais de séminaire, par le Centre interuniversitaire des médecins généralistes aux médecins qui n'ont pas adhéré à l'accord médico-mutualiste				
Interpellation de M. Valkeniers			2883-2884	
Logopédie				
Problèmes qui se posent dans le secteur de la logopédie et attitude du Ministre à leur égard				
Interpellation de M. Van Belle			2895-2898	
Dépenses. — Modification de la nomenclature des prestations de rééducation fonctionnelle				1146
Remboursements. — Nombre de séances par jour				2163, 2169, 2511, 3253
Logopèdes indépendants. — Taux de remboursement. — Limitation du traitement journalier par patient				2224, 2322
Cotisations sur les primes d'assurances en cas d'hospitalisation			3882	
Cotisation complémentaire pour l'assurance contre les accidents du travail			3882-3883	
Bandagisterie et orthopédie				
Conséquences financières du réaménagement entre les commissions paritaires				1096
Fixation des prix I.N.A.M.I.				3824, 3906
Europe 1992. — Remboursement de médicaments achetés à l'étranger				1388
Augmentation de la participation forfaitaire pour le traitement chirurgical ambulatoire				1388
Couverture sociale des personnes séjournant dans une demeure mobile				1389
Droits aux allocations de soins des indépendants qui mettent fin à leur activité				1412, 1523
Invalides militaires du temps de paix. — Statut juridique des personnes qui s'établissent à l'étranger. — Soins médicaux				1816, 1835, 1958
Enfants placés par le juge de la jeunesse. — Qualité de titulaire avec personne à charge				1851, 1954
Maisons de repos et de soins. — Normes de personnel. — Intervention forfaitaire. — Application des sanctions				2094, 2250
<i>Voir aussi</i> : Personnes âgées				2163
Remboursement des neurostimulateurs				2256, 3050
Etrangers C.E.				
Pédicure. — Remboursement. — Travailleurs indépendants n'appartenant pas aux groupes professionnels paramédicaux. — Annonces publicitaires				2491, 3324
Caries. — Utilisation du fluor. — Remboursement. — Economies dues aux soins préventifs				2621, 2623, 2858
Formation post-universitaire de médecins généralistes. — Aide de l'I.N.A.M.I.				2761
Répercussion financière pour l'A.M.I. de l'analyse des dons de sang				2878, 2996
Remboursement des frais de la vaccination contre l'hépatite B pour les enseignants en nursing				2947, 2949, 3169, 3436
Versements indus. — Amortissement des frais d'administration par les hôpitaux				2949, 3177, 3732, 3905
Personnes divorcées et isolées. — Discrimination entre les chômeurs et les invalides qui sont redevables d'une pension alimentaire				3452, 3603
Conjoint séparé de fait. — Droits en matière de soins de santé				3581, 3798

MATIERES	DOCUMENTS		ANNALES Pages	BULLETIN Q. et R. Pages
	N°	Pages		
<b>Assurance maladie-invalidité (suite)</b>				
Remboursement. — Interventions complémentaires <i>Voir aussi</i> : Armée — Défense sociale — Dentistes — Institut national d'assurance maladie-invalidité — Ministres et Ministères (Généralités) — Pensions (Travailleurs et assurés libres) — Politique sociale — Produits pharmaceutiques — Rémunérations et salaires — Sécurité sociale — Sécurité sociale d'outre-mer — Société nationale des chemins de fer belges (Personnel)				3581, 3799
<b>Assurances</b>				
Réforme des législations	530-16	7-10		
Directives européennes	530-16	8		
Epargne à long terme. — Assurance-vie. — Assurance groupe				
Modification de la fiscalité	591-2 (Annexes)	96-98, 105-110	975, 981, 3098, 3124, 3834	
	591-20	11		
	591-21	11-12		
	591-22	12-13		
	762-2	3-4, 9-10, 11, 16, 20, 21-22		
	762-3	2		
Police de groupe. — Clauses de réserve. — Principe de la libre circulation des travailleurs				1499, 1503, 1677, 1896
<i>Voir aussi</i> : Armée — Epargne — Impôts — Impôts sur les revenus (Revenus mobiliers)				
Complément à l'article 82 de la loi du 25 juin 1992 sur le contrat d'assurance terrestre (Paieement, par l'assureur, des intérêts et des frais, même au-delà des limites de la garantie)				
Proposition de loi de M. Cerexhe	620-1			
Assurance contre les dommages résultant d'inondations ou de tremblements de terre				
Proposition de loi de M. De Loor	675-1			
Intermédiation en assurances et distribution d'assurances				
Projet de loi*	683-1			
Modification de la loi du 25 juin 1992 sur le contrat d'assurance terrestre (Obligations de l'assureur concernant la prise en charge du montant des frais et ses obligations dans le temps, en ce qui concerne les risques industriels, commerciaux et professionnels)				
Proposition de loi de Mme Creyf	700-1			
Modification de certaines dispositions de la loi du 25 juin 1992 sur le contrat d'assurance terrestre				
Proposition de loi de M. Cerexhe et de Mme Creyf	821-1			
Assurance véhicules automoteurs				
Assurance-omnium. — Dénonciation unilatérale par les compagnies. — Procédure de défense				1218
Refus de compagnies d'assurer certains automobilistes				1380
Charge des risques difficiles à assurer. — Véhicules non assurés				3407
Connexion entre les sociétés d'assurances et les fichiers officiels de véhicules volés et retrouvés				3568, 3571
Intermédiaires d'assurances				
Définition des services. — Qualité et prix des contrats				3127, 3591
Protection par la loi des preneurs d'assurance et des assurés. — Recours contre les intermédiaires				3127, 3692
Protection du titre de courtier				3127, 3593
Assurance en responsabilité civile				3127, 3358
Vente de portefeuille d'assurances. — Contrôle des cessions. — Rendement budgétaire				3128, 3228
<i>Voir aussi</i> : Office de contrôle des assurances				
Assureurs étrangers. — Droit des pays membres de la C.E. d'exiger la désignation d'un représentant local, responsable du paiement des taxes indirectes et charges parafiscales				3200
Délai de paiement des indemnités				3406
<i>Voir aussi</i> : Accidents du travail — Assurance maladie-invalidité — Handicapés — Impôts — Impôts sur les revenus (Charges et dépenses déductibles) (Revenus mobiliers) — Pensions (Indépendants) — Responsabilité civile				

MATIERES	DOCUMENTS		ANNALES Pages	BULLETIN Q. et R. Pages
	N°	Pages		
<b>Ateliers protégés</b> Voir : Chômage — Handicapés				
<b>Autobus</b> Voir : Armée — Transports				
<b>Aviculture</b> Voir : Epizooties				
<b>Avocats</b> Propos indécents tenus au Sénat, le 22 avril 1993, par le Ministre de la Justice concernant le rôle des avocats dans le cadre du procès Haemers Interpellation de M. Desmedt Délivrance d'extraits de registres de la population aux avocats et accès de ceux-ci au registre national Question orale de M. Loones Incompatibilités. — Administrateurs d'une société commerciale Voir aussi : Centres publics d'aide sociale — Code judiciaire — Criminalité et violence — Taxe sur la valeur ajoutée			2500-2502-2516, 2518, 2536-2540  2527-2528	2817
<b>Avortement</b> Commission nationale d'évaluation de la loi du 3 avril 1990 relative à l'interruption de grossesse (Loi du 13 août 1990) Rapport intérimaire Premier rapport d'activité	847-1		4030 16	
<b>B</b>				
<b>Bail à ferme</b> Voir : Marchés publics				
<b>Banque des données</b> Voir : Assurances — Emprunts — Fonction publique — Protection de la vie privée — Sécurité sociale				
<b>Banque européenne d'investissement</b> Approbation de l'Acte modifiant le protocole sur les statuts de la Banque habilitant le Conseil des gouverneurs à créer un Fonds européen d'investissement et complétant le Traité instituant la C.E.E., fait à Bruxelles le 25 mars 1993 Projet de loi	848-1			
<b>Banque nationale de Belgique</b> Caractère inopportun des déclarations qui sont prêtées au Gouverneur de la Banque nationale de Belgique Interpellation de M. Hatry Couverture des frais de fonctionnement de l'Institut belgo-luxembourgeois de Change Voir doc. n° 762-1 Voir aussi : Banques — Impôts — Politique sociale (Plan global — Pacte social)			1944-1947, 2015-2016	

MATIERES	DOCUMENTS		ANNALES Pages	BULLETIN Q. et R. Pages
	N°	Pages		
<b>Banques</b>				
Achèvement de la transposition de la deuxième directive bancaire dans le droit belge Projet de loi*	831-1			
Personnel des principales banques d'émission du monde occidental Question orale de M. Hatry			2541-2542	
Banque à domicile ( <i>Home banking</i> ). Réglementation en vue de protéger le consommateur <i>Phone banking</i> . — Problèmes éventuels				1659, 1811 2180
Dépôts bancaires. — Comptes du type « rendement plus » des filiales belges de banques françaises				2093, 2242
Cartes de crédit Uniformité dans la C.E. pour les cartes de paiement Vol. — Extension de la notion de « faute grave » Vol d'eurochèques et de la carte de garantie. — Responsabilité du consommateur				2552, 2642 2818, 3040
Mister Cash et Bancontact. — Application de la loi sur le crédit à la consommation				2818, 3042
Fraude				2818, 3643 2941, 2953, 3357, 3481
<i>Voir aussi</i> : Chèques Compte bancaire débiteur. — Intérêts. — Accès du détenteur au compte				3920, 3925
Blanchiment de capitaux <i>Voir</i> : Droit pénal <i>Voir aussi</i> : Barrages — Droit pénal — Epargne — Finances — Impôts — Institutions de crédit				
<b>Barrages</b>				
Projet de barrage de la Narbada en Inde. — Attitude du Gouvernement à l'égard du projet. — Financement par la Banque mondiale				1287, 1288, 1381, 1384, 1510
<b>Baux à loyer</b>				
Evaluation de la nouvelle loi Modification du Code civil en ce qui concerne les règles particulières aux baux relatifs à la résidence principale du preneur Proposition de loi de MM. Vaes et Lozie	530-5	17, 33		
Abus en matière de législation sur les baux Question orale de M. Erdman	603-1		2557-2558	
Indemnité de rupture à payer par le preneur Enregistrement des contrats. — Encouragement <i>Voir aussi</i> : Code civil — Prix — Régie des Bâtiments — Taxe sur la valeur ajoutée				2006 3200, 3484
<b>Benelux</b>				
<i>Voir</i> : Chômage — Passeports et visas — Tabac — Taxe sur la valeur ajoutée — Timbres-poste				
<b>Bibliothèques</b>				
Bibliothèque du ministère des Travaux publics. — Partage entre les Communautés et les Régions <i>Voir aussi</i> : Politique scientifique — Provinces				1498, 1729
<b>Biens</b>				
Modification de la loi du 30 décembre 1975 concernant les biens trouvés en dehors des propriétés privées ou mis sur la voie publique en exécution de jugements d'expulsion (Prolongation du délai de conservation des biens, par les communes en cas d'expulsion — Régime particulier en cas d'emprisonnement ou d'internement) Proposition de loi de M. Taminiaux <i>Voir aussi</i> : Code judiciaire	528-1			
<b>Bonnes mœurs</b>				
<i>Voir</i> : Cinéma — Enfance et jeunesse — Sécurité de l'Etat — Viande				

MATIERES	DOCUMENTS		ANNALES Pages	BULLETIN Q. et R. Pages
	N°	Pages		
<b>Bourgmestres, échevins et conseillers communaux</b>				
Modification de la loi électorale communale (Conseillers communaux et suppléants — Incompatibilité pour cause de parenté) Proposition de loi de M. Van Aperen S.E. 1991-1992 Rapport de Mme Tyberghien-Vandenbussche Discussion et rejet	152-2		2612-2613, 2651-2652	
Abrogation de l'article 73 de la nouvelle loi communale (Conseil communal — Incompatibilité: lien de parenté) Proposition de loi de M. Loones S.E. 1991-1992 Rapport de Mme Tyberghien-Vandenbussche Discussion et rejet	277-2		2612-2613, 2652	
Modification de l'article 6 de la nouvelle loi communale (Nombre d'échevins et de conseillers selon recensement décennal) Proposition de loi de M. Leroy	693-1			
Incompatibilité entre un mandat parlementaire et la fonction de bourgmestre ou échevin			1378	
Domiciliation obligatoire et responsabilité du bourgmestre en cas d'accident dans un immeuble ne répondant pas aux normes de sécurité Question orale de M. Mouton			2558	
Mesures à l'égard du bourgmestre de Zwalm (Aménagement du territoire) Question orale de M. Cuyvers			3455	
Sanction à l'encontre d'un bourgmestre				2045, 2193
Classification des communes. — Diminution du nombre de conseillers communaux dans certaines communes. — Remplacement d'un conseiller défaillant				2100, 2259
Suspension temporaire de l'exercice de la fonction de bourgmestre ou échevin				2166, 2329
Collège des bourgmestre et échevins. — Justification des frais de représentation. — Contrôle par le conseil communal				2292, 2393
Droit de regard et de copie des conseillers communaux Voir aussi: Centres publics d'aide sociale — Communes — Droit public — Handicapés — Intercommunales — Pensions (Travailleurs et assurés libres)				2431, 2789
<b>Brevets</b>				
Brevetage des formes de vie génétiquement modifiées. — Directive C.E.E. relative au brevetage des organismes vivants	530-11	28	579	
Premier brevet européen portant sur les animaux Proposition de résolution de M. Cuyvers	664-1			
Position de la Belgique à l'égard du projet de directive européenne 88/496 concernant la protection légale des inventions biotechnologiques ou, en d'autres termes, l'octroi de brevets relatifs à des organismes génétiquement modifiés (Premier brevet européen portant sur les animaux — Agriculture et élevage) Interpellation de M. Cuyvers			1851-1858, 2014-2015	
Voir aussi: Commerce — Produits pharmaceutiques				
<b>Bruit</b>				
Voir: Affaires étrangères — Armée — Société nationale des chemins de fer belges				
<b>Bruxelles-Capitale</b>				
Voir: Armes — Communes (Bruxelles-Capitale) — Justice — Langues — Provinces				
<b>Budgets</b>				
<b>Généralités</b>				
Politique budgétaire	529-2 798-2	2-21 29-31	521, 522, 523, 524, 536-537, 540, 541, 542, 545-546, 1014, 2233- 2234, 2791, 3438, 3441- 3442, 3834	

MATIERES	DOCUMENTS		ANNALES Pages	BULLETIN Q. et R. Pages
	N°	Pages		
<b>Budgets (suite)</b>				
<b>Généralités (suite)</b>				
Politique budgétaire (suite)				
Charges nouvelles <i>versus</i> économies réelles	762-2	13-14	534, 538, 978-980, 2207, 3105, 3106, 3107, 3113, 3120, 3833, 3834 2178, 2210, 2233 2190-2191 2222 2225 2228 2234	
Mesures à prendre en matière de dépenses				
Crédibilité du plan budgétaire				
Dégradation budgétaire au niveau régional				
Nécessité de mener une politique budgétaire orthodoxe				
Mécanismes de dépenses				
Meilleure discipline budgétaire				
<i>Voir aussi</i> : Budgets (Voies et Moyens)				
Contrôle budgétaire	529-2 762-2 798-2	14, 21 2, 16, 17 2, 3, 8-9, 10, 15, 22, 32	521, 522, 536, 537, 538, 546, 2191, 2195, 2208, 2212, 2216, 3104, 3107 2215-2216, 2239	
Contexte politique dans lequel s'est opéré le contrôle budgétaire				
<i>Voir aussi</i> : Budgets (Budget général des Dépenses)				
<i>Zero base budgeting</i>	529-2	65	532, 545, 3834	
Préfiguration des résultats de l'exécution du budget de l'Etat pour 1992 (transmise par la Cour des comptes, conformément à l'article 77 des lois sur la comptabilité de l'Etat, coordonnées le 17 juillet 1991)	792-1			
Nouvelles procédures budgétaires	798-2	11-12, 29	3441 545, 976, 1366	
Débudgétisation				
<i>Voir aussi</i> : Dette publique				
Présence des ministres, en séance plénière, lors du vote sur leur budget				
Dépenses en marge du budget				
<i>Voir</i> : Comptabilité de l'Etat				
<i>Voir aussi</i> : Comptabilité de l'Etat — Constitution (Révision de la Constitution) — Economie — Ministres et Ministères — Politique sociale				
<b>Voies et Moyens</b>				
Projet de loi* (de l'année 1993)	529-1			
Rapport (Chapitre 1: Crédits budgétaires — articles 1.01.1 à 1.01.8) (Chapitre 2 — Section 02: Dotations — articles 2.01.1 à 2.01.2; Section 18: Finances — articles 2.18.1 à 2.18.7; Section 51: Dette publique — articles 2.51.1 à 2.51.6) (Chapitre 3: Services de l'Etat à gestion séparée — articles 3.01.1 à 3.01.3) (Chapitre 4: Sections particulières — articles 4.01.1 à 4.01.3) de M. Deprez	529-2			
Discussion générale				
Sections: Dispositions générales, Crédits budgétaires, Dotations, Finances, Dette publique, Services de l'Etat à gestion séparée et Sections particulières			514-524, 526-546 547-548 551-554, 555-456-560 554-555, 556, 557-560 565-573 573-581 588-591, 593-594-596 597-605-608 605, 608 621-626 626-627, 628-637 637-642 646-652, 653-660 660-662 662 662 662-663 664-667 714-716	
Section: Services du Premier Ministre				
Section: Relations extérieures				
Section: Coopération au développement				
Section: Justice				
Section: Affaires économiques				
Section: Prévoyance sociale				
Section: Agriculture				
Section: Classes moyennes				
Section: Santé publique et Environnement				
Section: Défense nationale				
Section: Intérieur et Fonction publique				
Section: Communications et Infrastructure				
Section: Emploi et Travail				
Section: Commerce extérieur				
Section: Pensions				
Section: Enseignement et Politique scientifique				
Discussion des articles				
Vote				
Environnement macro-économique. — Détérioration de la conjoncture. — Révision des hypothèses de base du budget	529-2 591-2 798-2	2-3, 10- 11, 20, 22, 25, 29, 61 8 2, 3-4, 16, 28, 29- 30, 31, 36	516, 522, 526, 534, 536, 537, 538, 539, 545, 975, 976, 987, 3438	
<i>Voir aussi</i> : Economie				

MATIERES	DOCUMENTS		ANNALES Pages	BULLETIN Q. et R. Pages
	N°	Pages		
<b>Budgets (suite)</b>				
<b>Voyes et Moyens (suite)</b>				
Recettes fiscales et non fiscales	529-2	3-7, 12, 19, 21, 22, 33-34, 39, 61, 79	532, 533, 979, 980, 3104	
	762-2	17, 21		
	798-2	8-9-31, 36		
Problème des recettes fiscales	591-2	8, 9, 11, 15	541, 543, 975, 980, 1014	
Recettes 1992	591-2	124		
Impôt des sociétés			533, 543, 975, 986, 1014	
Montants enrôlés mais non perçus			543	
Contrôle de la Cour des comptes ( <i>Voir aussi: doc. nos 100-38/1<sup>o</sup> à 4<sup>o</sup></i> )			543	
<i>Voir aussi: Faillites</i>				
Présentation du budget dans une perspective pluriannuelle	529-2	16-18, 20, 38, 64-66	532, 533, 535, 536, 537, 540, 545, 546, 2240, 3438, 3441	
	798-2	3, 12- 13, 29		
Effet de l'indexation du barème fiscal sur les recettes de l'I.P.P.	591-2	121-122		
Ajustement du budget de l'année 1993				
Projet de loi*	798-1			
Rapport de M. Deprez	798-2			
Discussion et vote			3437-3442, 3548	
M. De Croo déplore l'absence en séance plénière du Premier ministre lors de la discussion du budget			515, 518	
<i>Voir aussi: Cour des comptes</i>				
<b>Budget général des Dépenses</b>				
Confection du budget 1993	529-2	13-16, 33, 38, 50	514, 521, 522, 540, 541, 542, 545	
	591-2	9, 14		
Programme d'investissements publics	529-2	68		
Projet de loi* (de l'année 1993)	530-1			
Rapport de M. Deprez	530-2			
Rapport [Section 11 (partim) — Services du Premier Ministre (crédits Premier Ministre) — Articles 2.11.1 (partim), 2.11.2, 2.11.5, 2.11.6 et 2.11.7 (partim)] de M. Garcia	530-3			
Rapport (Section 21: Pensions — articles 2.21.1 à 2.21.7) de M. Garcia	530-4			
Rapport (Section 12: Justice — articles 2.12.1 à 2.12.8) de Mme Cahay-André	530-5			
Rapport (a) [Section 01: Dotations (it. 01.32.2 — Crédit provisionnel «Police des polices» — it. 01.32.4 — Contrat avec le citoyen)] (b) [Section 13: Ministère de l'Intérieur et de la Fonction publique (art. 2.13.1 à 2.13.9)] (c) [Section 17: Gendarmerie (art. 2.17.1 à 2.17.8)] de Mme Lieten-Croes	530-6			
Rapport (Section 14: Affaires étrangères et Commerce extérieur — Crédits Affaires étrangères — articles 2.14.1 à 2.14.9) de M. Diegenant	530-7			
Rapport (Section 14: Affaires étrangères et Commerce extérieur — Crédits Commerce extérieur — articles 2.14.1 à 2.14.9) de M. H. Van Rompaey	530-8			
Rapport (Section 15: Coopération au développement — articles 2.15.1 à 2.15.9) de Mme Verhoeven	530-9			
Rapport (Section 16: Défense nationale — articles 2.16.1 à 2.16.31) de M. Marchal	530-10			
Rapport (Section 31: Agriculture — articles 2.31.1 à 2.31.10) de M. De Meyer	530-11			
Rapport (Section 22: Classes moyennes — articles 2.22.1 à 2.22.4) de M. Vanlerberghe	530-12			
Rapport (Section 23: Emploi et Travail — articles 2.23.1 à 2.23.8) de Mme Van Cleuvenbergen	530-13			
Rapport (Section 24: Prévoyance sociale — articles 2.24.1 à 2.24.4) de M. Taminaux	530-14			
Rapport (Section 25: Santé publique et Environnement — articles 2.25.1 à 2.25.12) de M. Swinnen	530-15			
Rapport (Section 32: Affaires économiques — articles 2.32.1 à 2.32.4) de M. Hofman	530-16			

MATIERES	DOCUMENTS		ANNALES Pages	BULLETTIN Q. et R. Pages
	N°	Pages		
<b>Budgets (suite)</b>				
<b>Budget général des Dépenses (suite)</b>				
Projet de loi* (de l'année 1993) (suite)				
Rapport (Section 33: Communications et Infrastructure — articles 2.33.1 à 2.33.18) de M. Desutter	530-17			
Rapport [Section 11: Services du Premier Ministre (Crédits: politique scientifique) — articles 2.11.1 (partim), 2.11.3; 2.11.4; 2.11.7 (partim), 2.11.8 et 2.11.9) de M. Henneuse	530-18			
Discussion générale				
Sections: Dispositions générales, Crédits budgétaires, Dotations, Finances, Dette publique, Services de l'Etat à gestion séparée et sections particulières			514-524, 526-546	
Section: Services du Premier Ministre			547-548	
Section: Relations extérieures			551-554, 555-556-560	
Section: Coopération au développement			554-555, 556, 557-560	
Section: Justice			565-573	
Section: Affaires économiques			573-581	
Section: Prévoyance sociale			588-591, 593-594-596	
Section: Agriculture			597-605-608	
Section: Classes moyennes			605, 608	
Section: Santé publique et Environnement			621-626	
Section: Défense nationale			626-627, 628-637	
Section: Intérieur et Fonction publique			637-642	
Section: Communications et Infrastructure			646-652, 653-660	
Section: Emploi et Travail			660-662	
Section: Commerce extérieur			662	
Section: Pensions			662	
Section: Enseignement et Politique scientifique			662-663	
Discussion des articles			668-713	
Vote			716-717	
Conformité de budgets administratifs (modifiés ou ajustés) au contenu et aux objectifs du budget général des Dépenses (ajusté). — Examen par la Cour des comptes			3247, 3386	
Votes sur les motions de conformité			797, 1006-1007, 2771-2772, 4002-4003	
Ajustement du budget de l'année 1993				
Projet de loi*	799-1			
Rapport de M. Deprez	799-2			
Discussion et vote			3437-3442, 3450, 3548	
Transmission par le Gouvernement de budgets administratifs et de budgets administratifs modifiés ou ajustés aux chambres législatives			368, 464-465, 583-584, 646, 742, 772, 815, 1096, 1277-1278, 1432, 1471, 2757-2758, 3033, 3247, 3289, 3387, 3866, 4030	
Budget 1993. — Interventions sociales en faveur d'anciens coloniaux. — Coopération avec le Zaïre				2042, 2446
Voir aussi: Budgets — Finances				
<b>Affaires économiques</b>				
Politique budgétaire	530-16	3		
C.E.N. et O.N.D.R.A.F. — Eurochemic	530-16	36-37		
Budget administratif de l'année 1993 (32)	539-1			
Budget administratif modifié par suite de redistributions d'allocations de base de l'année 1991 (32) (quatrième série)	545-1			
Budget administratif modifié par suite de redistributions d'allocations de base de l'année 1992 (32) (deuxième série)	618-1			
Ajustement du budget général des Dépenses de l'année 1992 (32) (I.N.I.E.X.: projet hydrogénopyrolyse — U.R.E. — Charges du passé)				
Projet de loi*	628-1			
Rapport de M. Verleyen	628-2			
Discussion et vote			1546-1547, 1611-1612	
Vote sur la motion de conformité			1612	
Budget administratif de l'année 1991 (32)				
Documents parus antérieurement	660-1			
Annexe (Prévisions des organismes d'intérêt public: I.B.N., I.R.S.I.A., O.B.E.A.)	660-2			

MATIERES	DOCUMENTS		ANNALES	BULLETIN Q. et R.
	N <sup>o</sup>	Pages	Pages	Pages
<b>Budgets (suite)</b>				
<b>Affaires économiques (suite)</b>				
Budget administratif modifié par suite de redistributions d'allocations de base de l'année 1992 (32) (troisième série)	768-1	28, 38-39		
Charbonnages	798-2			
Budget administratif ajusté de l'année 1993 (32)	827-1			
<i>Voir aussi</i> : Budgets (Budget général des Dépenses) — Foires et expositions — Industrie				
<b>Affaires étrangères</b>				
Budget administratif de l'année 1993 (14)	537-1			
Ajustement du budget général des Dépenses de l'année 1991 (14) (Lois coordonnées sur la comptabilité de l'Etat, art. 44: dépassement de crédit ou nouvelle dépense pour laquelle les crédits font défaut) (Aide humanitaire en faveur des populations victimes de la guerre du Golfe)			3407, 3548	
Projet de loi*	624-1			
Rapport de M. Henneuse	624-2			
Discussion et vote				
Ajustement du budget général des Dépenses de l'année 1991 (14) (Lois coordonnées sur la comptabilité de l'Etat, art. 44: dépassement de crédit ou nouvelle dépense pour laquelle les crédits font défaut) (Crise du Zaïre)			3407-3408, 3548	
Projet de loi*	625-1			
Rapport de M. Henneuse	625-2			
Discussion et vote				
Budget administratif modifié par suite de redistributions d'allocations de base de l'année 1992 (14) (deuxième série)	631-1			
Budget administratif ajusté de l'année 1993	772-1			
Ajustement du budget général des Dépenses de l'année 1992 (14) (Lois coordonnées sur la comptabilité de l'Etat, art. 44: dépassement de crédit ou nouvelle dépense pour laquelle les crédits font défaut) (Suppression du Secrétariat d'Etat à l'Europe 1992: indemnités de départ et rémunérations)			3408-3409, 3548	
Projet de loi*	785-1			
Rapport de M. Van Wambeke	785-2			
Discussion et vote				
Ajustement du budget général des Dépenses de l'année 1992 (14) (Lois coordonnées sur la comptabilité de l'Etat, art. 44: dépassement de crédit ou nouvelle dépense pour laquelle les crédits font défaut) (Aide humanitaire à l'ex-Yougoslavie)			3409, 3548	
Projet de loi*	786-1			
Rapport de M. Van Wambeke	786-2			
Discussion et vote				
<i>Voir aussi</i> : Affaires étrangères — Budgets (Budget général des Dépenses)				
<b>Agriculture</b>				
Budget administratif de l'année 1992 (31)			606	
Annexe (Prévisions budgétaires des organismes d'intérêt public: O.N.D.A.H. et O.N.L.)	401-2	3-6, 20		
Données budgétaires	530-11			
Budget administratif de l'année 1993 (31)	548-1			
Annexe (Prévisions budgétaires des organismes d'intérêt public: O.N.D.A.H.)	548-2			
Annexe (Prévisions budgétaires des organismes d'intérêt public: Office national du lait)	548-3			
Budget administratif modifié par suite de redistributions d'allocations de base de l'année 1992 (31) (Deuxième série)	602-1			
Budget administratif ajusté de l'année 1993 (31)	793-1			
<i>Voir aussi</i> : Agriculture — Budgets (Budget général des Dépenses)				
<b>Classes moyennes</b>				
Données budgétaires	530-12	1-5		
Budget administratif de l'année 1993 (22)	564-1			
Budget administratif modifié par suite de redistributions d'allocations de base de l'année 1991 (22)	606-1			
Budget administratif modifié par suite de redistributions d'allocations de base de l'année 1992 (22)	757-1			
Budget administratif ajusté de l'année 1993 (22)	771-1			
<i>Voir aussi</i> : Budgets (Budget général des Dépenses)				

MATIERES	DOCUMENTS		ANNALES	BULLETIN Q. et R.
	N°	Pages	Pages	Pages
<b>Budgets (suite)</b>				
<b>Commerce extérieur</b>				
Budget administratif de l'année 1992 (14)				
Annexe (Budget de l'Office belge du commerce extérieur)	403-2			
Données budgétaires. — Economies	530-8	10-11		
Budget administratif de l'année 1993 (14)	537-1			
Budget administratif modifié de l'année 1992 (14) (deuxième série)	631-1			
Budget administratif ajusté de l'année 1993 (14)	772-1			
<i>Voir aussi</i> : Budgets (Budget général des Dépenses)				
<b>Communications et Infrastructure</b>				
Ajustement du budget général des Dépenses de l'année 1991 (33) (Lois coordonnées sur la comptabilité de l'Etat, art. 44: dépassement de crédit budgétaire ou dépense pour laquelle les crédits font défaut) (Rapatriement par la Sabena de citoyens en état de péril au Zaïre en 1991 — Investissements de la S.N.C.B. — Paiement de factures à la S.A. Flandria, concession passage d'eau)				
Projet de loi	518-1			
Rapport de M. Desutter	518-2			
Discussion et vote			473-474, 499-500	
Budget administratif de l'année 1993 (33)	575-1			
Budget administratif modifié par suite de redistributions d'allocations de base de l'année 1992 (33) (deuxième série)	604-1		1096	
Budget administratif ajusté de l'année 1993 (33)	837-1			
<i>Voir aussi</i> : Budgets (Budget général des Dépenses)				
<b>Coopération au développement</b>				
Données budgétaires	530-9	2-4		
Budget administratif de l'année 1993 (15)	574-1			
Budget administratif modifié par suite de redistributions d'allocations de base de l'année 1992 (15) (deuxième série)	577-1			
Budget administratif modifié par suite de redistributions d'allocations de base de l'année 1992 (15) (deuxième série/2)	582-1			
Budget administratif ajusté de l'année 1993 (15)	791-1			
Budget administratif modifié par suite de redistributions d'allocations de base de l'année 1991 (15) (deuxième série)	795-1			
Aide alimentaire				2082
Répartition des frais de fonctionnement des institutions universitaires				3064
Evolution				3636, 3953
<i>Voir aussi</i> : Budgets (Budget général des Dépenses) — Enseignement (Enseignement supérieur) — Zaïre				
<b>Défense nationale</b>				
Réduction des crédits. — Dividende de la paix	530-10	7, 18	632, 633, 634, 636	
	798-2	10		
	559-1			
Budget administratif de l'année 1993 (16)				
Budget administratif modifié par suite de redistributions d'allocations de base de l'année 1992 (16) (première série)	576-1			
Budget administratif modifié par suite de redistributions d'allocations de base de l'année 1992 (16) (deuxième série)	629-1			
Budget administratif ajusté de l'année 1992 (16) (Lois coordonnées sur la comptabilité de l'Etat, art. 44: dépassement de crédit ou nouvelle dépense pour laquelle les crédits font défaut)	630-1			
Ajustement du budget général des Dépenses de l'année 1992. — Sections: Santé publique et Environnement et Défense nationale (Installation de démantèlement des munitions chimiques datant de la première guerre mondiale à Poelkapelle — Lois coordonnées sur la comptabilité de l'Etat, art. 44: dépense en marge du budget)				
Projet de loi*	732-1			
Rapport de M. Marchal	732-2			
Ajustement du budget général des Dépenses de l'année 1991 (16) (Lois coordonnées sur la comptabilité de l'Etat, art. 44: dépense en marge du budget — Engagement des Forces armées au Zaïre)				
Projet de loi*	745-1			
Rapport de M. Marchal	745-2			
Discussion et vote			3405-3406, 3546	

MATIERES	DOCUMENTS		ANNALES	BULLETIN Q. et R.
	N°	Pages	Pages	Pages
<b>Budgets (suite)</b>				
<b>Défense nationale (suite)</b>				
Budget administratif ajusté de l'année 1993 (16)	776-1			
Budget administratif ajusté de l'année 1992 (16)	810-1			
Ajustement du budget général des Dépenses de l'année 1992 (1) (Régularisation de décisions du Conseil des Ministres: incendie survenu à l'hôpital militaire de Neder-over-Heembeek; aide huma- nitaire en Bosnie-Herzégovine — Mouvements compensatoires internes)				
Projet de loi*	829-1			
Troisième ajustement du budget général des Dépenses de l'année 1993. — (16) (Lois coordonnées sur la comptabilité de l'Etat, art. 44: dépassement de crédit ou nouvelle dépense pour laquelle les crédits font défaut: contrat de production <i>Mid Life Update</i> F16)				
Projet de loi	846-1			
Statut de reconnaissance nationale. — Assistance militaire. — Com- ptabilité des projets Astrid et Pubex				2142
Rapport entre les dépenses de personnel, les frais de fonctionnement et les dépenses d'investissement à l'armée				2800
<i>Voir aussi:</i> Budgets (Budget général des Dépenses)				
<b>Dettes publiques</b>				
Budget administratif de l'année 1993 (51)	594-1			
Budget administratif modifié par suite de redistributions d'allocations de base de l'année 1992 (51) (deuxième série)	609-1			
Budget administratif ajusté de l'année 1993 (51)	797-1			
<i>Voir aussi:</i> Budgets (Budget général des Dépenses) — Dette publique — Industrie				
<b>Dotations du Sénat</b>				
Dépenses pour 1992, budget pour 1993 et prévisions budgétaires pour 1994				
Discussion et vote			3956, 3998-3999	
<i>Voir aussi:</i> Budgets (Budget général des Dépenses) — Constitution (Révision de la Constitution)				
<b>Dotations</b>				
<i>Voir:</i> Budgets (Budget général des Dépenses)				
<b>Emploi et Travail</b>				
Economies dans le secteur du chômage	530-13	2, 3, 5, 6, 7, 8		
Budget administratif de l'année 1993 (23)	567-1			
Annexe (Tableaux de synthèse des opérations des organismes d'intérêt public de catégorie D: O.N.E.M. — C.A.P.A.C — Pool des marins de la marine marchande)	567-2			
Budget administratif modifié par suite de redistributions d'allocations de base de l'année 1992 (23)	640-1			
Budget administratif ajusté de l'année 1993 (23)	808-1			
Budget administratif modifié par suite de redistributions d'allocations de base de l'année 1992 (23) (deuxième série)	853-1			
<i>Voir aussi:</i> Budgets (Budget général des Dépenses)				
<b>Finances</b>				
Ajustement du budget général des Dépenses de l'année 1991 (18) (Lois coordonnées sur la comptabilité de l'Etat; art. 44: droit au dépassement de crédit reconnu au Conseil des Ministres) (Crise au Zaïre — Conflits dans le Golfe et au Rwanda — Frais de fonctionnement du cabinet du Ministre du Budget et de la Politique scientifique — Emprunts émis par le Ducreire — Blocage des crédits au Secrétariat d'Etat aux Finances)				
Projet de loi*	531-1			
Rapport de M. Weyts	531-2			
Discussion et vote			959, 1003	
Budget administratif ajusté de l'année 1991 (18) (Lois coordonnées sur la comptabilité de l'Etat, art. 44)	536-1			
Budget administratif de l'année 1993 (18)	590-1			
Budget administratif modifié, par suite de redistributions d'allocations de base de l'année 1992 (18) (deuxième série)	612-1			
Budget administratif modifié par suite de redistributions d'allocations de base de l'année 1992 (18) (troisième série)	758-1			

MATIERES	DOCUMENTS		ANNALES Pages	BULLETIN Q. et R. Pages
	N°	Pages		
<b>Budgets (suite)</b>				
<b>Finances (suite)</b>				
Budget administratif ajusté de l'année 1993 (18)	787-1			
Ajustement du budget administratif de l'année 1992 (Institut national de crédit agricole: régularisation d'une avance de trésorerie) <i>Voir doc. n° 762-1</i>				
<i>Voir aussi:</i> Budgets (Budget général des Dépenses)				
<b>Gendarmerie</b>				
Budget administratif pour l'année 1993 (17)	538-1			
Budget administratif modifié par suite de redistributions d'allocations de base de l'année 1992 (17) (deuxième série)	613-1			
Budget administratif ajusté de l'année 1993 (17)	807-1			
<i>Voir aussi:</i> Budgets (Budget général des Dépenses)				
<b>Intégration sociale, Santé publique et Environnement</b>				
« Contrat de nouvelle citoyenneté » <i>Voir aussi:</i> Budgets (Budget général des Dépenses) (Premier Ministre) — Politique sociale	530-15	4		
Budget administratif de l'année 1993 (25)	581-1			
Budget administratif ajusté de l'année 1992 (25)	622-1			
Budget administratif modifié de l'année 1992 (25)	623-1			
Ajustement du budget général des Dépenses de l'année 1992. — Santé publique et Environnement (25) et Défense nationale (16) (Installation de démantèlement des munitions chimiques datant de la première guerre mondiale à Poelkapelle — Lois coordonnées sur la comptabilité de l'Etat, art. 44: dépense en marge du budget) Projet de loi* Rapport de M. Marchal Discussion et vote	732-1 732-2		2664-2665, 2769-2770	
Budget administratif ajusté de l'année 1993 (25) <i>Voir aussi:</i> Budgets (Budget général des Dépenses)	840-1			
<b>Intérieur et Fonction publique</b>				
Ajustement du budget général des Dépenses de l'année 1991 (13) (Lois coordonnées sur la comptabilité de l'Etat, art. 44: dépassement de crédit ou nouvelle dépense pour laquelle les crédits font défaut) (Tragédie lors du match de football au stade du Heysel, le 29 mai 1985 — Protection civile — Indemnités de milice) Projet de loi* Rapport de M. Quintelier Discussion et vote	509-1 509-2		866-868, 1004-1005	
Budget administratif pour l'année 1993 (13)	533-1			
Budget administratif modifié par suite de redistributions d'allocations de base de l'année 1992 (13) (deuxième série)	643-1			
Budget administratif ajusté de l'année 1993 (13)	806-1			
Ajustement du budget général des Dépenses de l'année 1992 (13) (Lois coordonnées sur la comptabilité de l'Etat, art. 44: dépense en marge du budget) (Office des étrangers: éloignement et rapatriement de personnes considérées comme indésirables — Démilitarisation du site de l'ex-PRB à Balen) Projet de loi*	830-1			
Demande de précision sur certains points <i>Voir aussi:</i> Budgets (Budget général des Dépenses)				2096
<b>Justice</b>				
Crédits pour le « contrat de nouvelle citoyenneté » <i>Voir aussi:</i> Budgets (Budget général des Dépenses) (Premier Ministre)	530-5	3	567, 568-569, 572	
Budget administratif de l'année 1993 (12)	589-1			
Budget administratif modifié par suite de redistributions d'allocations de base de l'année 1992 (12) (deuxième série)	742-1			
Budget administratif ajusté de l'année 1993 (12)	790-1			
Ajustement du budget général des Dépenses de l'année 1992 (12) (Lois coordonnées sur la comptabilité de l'Etat, art. 44: dépense en marge du budget) (Office des étrangers: éloignement et rapatriement de personnes considérées comme indésirables — Démilitarisation du site de l'ex-PRB à Balen) Projet de loi*	830-1			
Crédits budgétaires Ministres des cultes. — Commissaires de police. — Institut national de criminalistique			566	2092-2973

MATIERES	DOCUMENTS		ANNALES Pages	BULLETIN Q. et R. Pages
	N°	Pages		
<b>Budgets (suite)</b>				
<b>Justice (suite)</b>				
Crédits d'investissement. — Amélioration de l'équipement des établissements pénitentiaires				3512, 3695
Plan pluriannuel de la Justice. — Investissements de la Régie des Bâtiments. — Crédits destinés au Palais de Justice de Tongres <i>Voir aussi</i> : Budgets (Budget général des Dépenses)				3668, 3937
<b>Pensions</b>				
Données budgétaires	530-4	1, 2-4		
Budget administratif de l'année 1993 (21)	560-1			
Budget administratif modifié par suite de redistributions d'allocations de base de l'année 1992 (21)	617-1			
Budget administratif ajusté de l'année 1993 (21) <i>Voir aussi</i> : Budgets (Budget général des Dépenses) — Handicapés	796-1			
<b>Politique scientifique</b>				
Recherche et développement au niveau national et au niveau international. — Enseignement <i>Voir aussi</i> : Budgets (Budget général des Dépenses) — Politique scientifique				2045, 2326
<b>Premier Ministre</b>				
Programme d'urgence sur les problèmes de société. — Provision interdépartementale pour le financement des nouveaux besoins en matière de sécurité et d'administration de la justice (« Contrat de nouvelle citoyenneté »)	100-15/4 530-3 530-5	29 3, 7, 13-14 3, 4, 6, 20	521, 523, 527-528, 529, 547, 567, 568- 569, 572, 638, 1374	
<i>Voir aussi doc. n° 829-1</i> <i>Voir aussi</i> : Budgets (Intégration sociale, Santé publique et Environnement) — Police — Politique sociale				
Agence de presse <i>Belga</i> <i>Voir aussi</i> : Presse	530-3	4, 6	547	
Subside à la Fondation Roi Baudouin	530-3	4, 6, 10-11	547, 548	
Budget administratif de l'année 1993 (11) <i>Erratum</i>	565-1 565-2			
Budget administratif modifié par suite de redistributions d'allocations de base de l'année 1992 (11)	655-1			
Budget administratif modifié par suite de redistributions d'allocations de base de l'année 1991 (11)	764-1			
Budget administratif ajusté de l'année 1993 (11)	789-1			
Budget administratif ajusté de l'année 1992 (11)	809-1			
Subsides à la Fondation de la vocation. — Objet social et siège social. — Prêts à des membres du personnel Jugements et arrêts à charge du budget national. — Liquidation <i>Voir aussi</i> : Budgets (Budget général des Dépenses) — Institut belge d'information et de documentation Inbel)				1933 2827
<b>Prévoyance sociale</b>				
Budget administratif de l'année 1993 (24)	566-1			
Budget administratif ajusté de l'année 1993 (24) <i>Voir aussi</i> : Budgets (Budget général des Dépenses)	794-1			
<b>Santé publique et Environnement</b>				
<i>Voir</i> : Budgets (Intégration sociale, Santé publique et Environnement)				
<b>Bureau du Sénat</b>				
Modification de l'article 8 du Règlement du Sénat (Participation des présidents des groupes à l'activité du Bureau du Sénat) Proposition de M. Lallemand Nomination du Bureau définitif	823-1		11-12	

MATIERES	DOCUMENTS		ANNALES Pages	BULLETIN Q. et R. Pages
	N°	Pages		
<b>Burundi</b>				
Coopération technique militaire	530-10	14		
Droits de l'homme			559, 560	
Aide économique			560	
Situation politique au Burundi et les mesures nécessaires pour prévenir toute montée des tensions au cours de la période de préparation des élections				
Interpellation de Mme Maes			2609-2612	
Future politique du Gouvernement à l'égard du Burundi				
Interpellation de M. Pécriaux			3497-3499	
Elections. — Emprisonnement de candidats de l'opposition				3038
<b>C</b>				
<b>Cadastre</b>				
Objectifs, calendrier et mesures d'organisation de la péréquation cadastrale				
Interpellation de M. Vaes			3810-3813	
Moins-value des propriétés situées le long des grands axes. — Révision du revenu cadastral				3941
<i>Voir aussi</i> : Impôts sur les revenus (Revenus immobiliers) — Ministres et Ministères (Finances)				
<b>Caisse d'amortissement</b>				
Rapport sur les opérations de l'année 1991			15	
<b>Caisse des dépôts et consignations</b>				
Rapport sur les opérations de la Caisse pendant l'année 1992			3289	
<b>Caisse générale d'épargne et de retraite</b>				
Salaire du président du holding C.G.E.R.	529-2	74		
Privatisation de la C.G.E.R.	762-14	23	3112, 3114, 3126, 3132	
	798-2	25		
Interpellation de M. De Grauwe			2476-2477	
<i>Voir aussi</i> : Finances — Institutions de crédit				
Projet d'un <i>golden handshake</i> pour certains dirigeants de la C.G.E.R.			2193	
Composition du Conseil d'administration. — Place réservée aux Luxembourgeois				2126
Parts dans des sociétés commerciales				2246
Contrôle exercé sur les autres sociétés de crédit				2248
<i>Voir aussi</i> : Finances — Institutions de crédit				
<b>Caisse nationale de crédit professionnel</b>				
Fonds de participation	530-12	3, 4		
<b>Cancer</b>				
Politique menée par la Belgique dans le domaine de la lutte contre le cancer				
Interpellation de M. Cuyvers			3339-3342	
Environnement			3451, 3452	
Leucémie. — Enfants de Saint-Trond				2170, 2473
Subsides pour des projets de recensement des cas de cancer				3215, 3331
<i>Voir aussi</i> : Lait et produits laitiers — Pollution de l'air				

MATIERES	DOCUMENTS		ANNALES Pages	BULLETIN Q. et R. Pages
	N°	Pages		
<b>Cantons de l'Est</b>				
Tutelle de l'Etat central	558-5	152-153, 183-184		
	558-21	1-2		
<i>Voir aussi:</i> Chambres législatives — Constitution (Révision de la Constitution) — Intercommunales — Régions et Communes (Communauté germanophone)				
<b>Carburants</b>				
Instauration d'un régime de prix imposé pour la vente au détail de carburants				
Proposition de loi de M. Goossens	524-1			
Contrats conclus entre fournisseurs et distributeurs-détaillants en carburants				
Proposition de loi de M. Goossens	525-1			
Essence sans plomb				
Prix de vente et accises dans les différents Etats membres de la C.E.				1385
Encouragement de l'utilisation. — Retard par rapport à d'autres pays				2620, 2624, 2775, 3258, 3635, 3909
L.P.G. pour les véhicules				
Taxe				2349, 2356, 2377, 2883, 3257
Encouragement de l'utilisation				2728, 2774
<i>Voir aussi:</i> Douanes et accises — Emprunts — Environnement — Hygiène et santé — Ministres et Ministères — Taxis				
<b>Cartes d'identité</b>				
Nouvelle carte d'identité introduite en Grèce (Mention de la religion)				2889
Question orale de M. Hasquin			1279	
<b>Catastrophes et accidents</b>				
Entreprises <i>Seveso</i>	530-6	8, 25	2689	
Augmentation de la taxe (Santé et sécurité au travail)			661, 662	
Tempêtes de 1990				
Modalités erronées à partir desquelles l'administration a tendance à appliquer la loi du 12 juillet 1976 sur les crédits de restauration quant aux dégâts causés à la forêt belge				2631-2633, 2634-2636
Interpellation de M. de Seny				
Interprétation que fait l'administration quant à l'application de la loi du 12 juillet 1976 à propos des dégâts causés à la forêt belge				2633-2635, 2636
Interpellation de M. Bock				
Utilité des photos aériennes réalisées après les tempêtes de février 1990				3391
Question orale de Mme Cornet d'Elzius				
Coût				3187, 3831
Indemnisation des propriétaires forestiers				1498, 1519, 1800
Catastrophe maritime du 3 juin 1993				
Interpellation de M. Desutter			3273-3276	
Fonds des calamités				
Nombre de dossiers à l'examen				1261
Prolongation du contrat d'agents contractuels				1520
Interventions pour les inondations de janvier 1993 dans la province de Luxembourg				2225
Accident grave pour l'environnement à Emmels. — Procédure à suivre pour une intervention de la protection civile				1330, 1517
Pouvoir de réquisition des autorités administratives				1502, 1890
Sécheresse 1991. — Indemnités aux agriculteurs				1697
Mesures suite au nuage nauséabond du 10 juillet 1989. — Nature et origine du nuage				2229, 2261
<i>Voir aussi:</i> Aéronautique — Agriculture — Armes — Assurances — Circulation routière — Environnement — Hommages — Impôts sur les revenus (Revenus immobiliers) — Pollution des eaux — Services d'incendie				

MATIERES	DOCUMENTS		ANNALES Pages	BULLETTIN Q. et R. Pages
	N°	Pages		
<b>Centre d'étude de l'énergie nucléaire à Mol</b> <i>Voir: Budgets (Affaires économiques) — Finances</i>				
<b>Centres publics d'aide sociale</b>				
Communautarisation des règles organiques. — Régionalisation	100-15/4° 558-5	8 66, 114- 115, 123, 124-133	1370, 2696, 2698, 2709, 2720, 2789	
Recouvrement du minimex	558-11 558-36	1 1	2789	
Aide sociale aux candidats-réfugiés et aux personnes en séjour illégal	526-5 526-24	1-4 8-9	354, 356, 427-428- 429, 430-431	
Notion d'« aide strictement nécessaire »	526-5	2	428	
Système organisé dans les pays voisins	526-5	3	428, 430	
Limitation de l'aide aux illégaux			428	
Cumul d'aides			428	
Fin de l'aide sociale « sous des conditions humanitaires »			428	
Distinction entre l'aide demandée par des réfugiés ou des illégaux			428	
Ordre de quitter le pays				3214, 3498
<i>Voir aussi: Politique sociale</i>				
Complément à l'article 38 de la loi du 8 juillet 1976 organique (Demande de réduction de traitement faite par le président d'un C.P.A.S.)	739-1		1352, 2684	
Proposition de loi de M. Van Wambeke à Bruxelles. — Compétence				1119, 1190
Devoir de motivation formelle de toute décision prise en matière d'aide individuelle				1204, 1356 3288, 3607
Receveurs des C.P.A.S.				1206, 1270
Incompatibilité avec la fonction de bourgmestre ou d'échevin				1413, 1416, 1482, 1560
Dépenses impérieuses et imprévues				1665, 2028
Secrétaires des centres desservant de petites communes. — Statut administratif et pécuniaire. — Concertation avec les milieux concernés				1719, 1971
Communes. — C.P.A.S. — Comptabilité. — Budgets et comptes annuels				2104, 2266 2951, 3377
Emploi via les C.P.A.S.				3087, 3328
Président bénéficiaire d'une pension de retraite. — Réduction du traitement				3088, 3330
Construction de maisons de repos. — <i>Leasing</i> . — Tutelle administra- tive				3088
Comité de concertation. — Désignation de la délégation				3213, 3605 3287, 3606 3583
Aide sociale				
Montant accordé. — Réduction forfaitaire par certains C.P.A.S.				
Ressortissants yougoslaves qui vendent des fleurs. — Attitude que doivent adopter les C.P.A.S.				
Occupation, pour des travaux d'appoint au centre, de personnes bénéficiant du minimex				
Obligation de constituer un bureau permanent				
Poursuites. — Désignation de l'avocat				
Etablissements psychiatriques. — Aide accordée				
<i>Voir aussi: Code judiciaire — Droit public — Emprunts — Etrangers — Logement — Minimum vital — Politique sociale — Réfugiés — Travail — Vente d'immeubles</i>				
<b>Céréales</b>				
<i>Voir: Agriculture — Elevage</i>				
<b>Chambres législatives</b>				
Réforme du Sénat et du bicaméralisme (Réformes institutionnelles — Révision de la Constitution)	100-15/4°	3, 8, 9, 13-14, 16, 17, 37, 40, 46, 52, 56, 95-142	527, 1347, 1348, 1349, 1350, 1352, 1354, 1360, 1361, 1373, 1376, 1378, 1381, 1393, 1394, 1396- 1397, 1419-1420, 1423, 2708, 3534	
Commission de concertation parlementaire	558-5	65		
<i>Voir aussi: Constitution (Révision de la Constitution) — Ordre des travaux — Sénat</i>	558-5	265-266		

MATIERES	DOCUMENTS		ANNALES Pages	BULLETIN Q. et R. Pages
	N°	Pages		
<b>Chambres législatives (suite)</b>				
Parlement de législature. — Révision de la Constitution	100-15/4°	3, 10, 54, 56	1350, 1373, 1393, 1394, 2386, 2776	
<i>Voir aussi:</i> Constitution (Révision de la Constitution) — Droit public (Réformes institutionnelles)				
Réajustement du nombre des mandataires	100-15/4°	9, 10, 37-38	1376-1377, 1389	
Représentation des germanophones au sein de la Chambre et du Sénat	100-15/4°	19-20	1373, 1422, 1424, 2681, 2717, 3533	
Incompatibilités et interdictions concernant les membres des Chambres. — Modification de la loi du 6 août 1931. — Fonction ministérielle. — Congé politique	558-5 777-3	65, 257 4-10	3534	
<i>Voir aussi:</i> Bourgmestres, échevins et conseillers communaux — Droit public (Réformes institutionnelles) — Sénat				
Union interparlementaire. — Résolutions adoptées à Stockholm à l'issue de la 88 <sup>e</sup> Conférence interparlementaire			27	
Suppression du « double mandat »			1350, 1389, 1397, 1421, 3534	
Processus de démocratisation dans la prise de décision parlementaire			1371, 1372	
Réforme du travail parlementaire. — Nouveauté d'une déclaration sur la politique générale du Gouvernement			4031, 4053, 4064-4065, 4073, 4074	
Le Parlement réduit à une simple machine à voter			4043, 4044	
Mise hors course du Parlement par les pouvoirs spéciaux			4043-4044	
Nouvelle Chambre des Représentants. — Répartition politique des mandats				1329, 1456
Nouvelle Chambre des Représentants. — Nombre de mandats de députés. — Répartition par province. — Région bruxelloise				1329, 1457
Serment constitutionnel de S. M. le Roi Albert II				
<i>Voir:</i> Annales des <i>Chambres réunies</i> du 9 août 1993				
<i>Voir aussi:</i> Communes — Constitution (Révision de la Constitution) — Droit public — Elections — Hommages — Informatique — Ministres et Ministères (Généralités) — Projets et propositions de loi — Sabena — Sénat				
<b>Charbonnages</b>				
Dégâts miniers				
Litiges dans l'arrondissement de Charleroi. — Insolvabilité des charbonnages. — Avis du Conseil d'Etat				2161, 2237
Indemnisation. — Stations de pompage. — Assainissement des terrains miniers				2700, 2776
<i>Voir aussi:</i> Energie — Fonds national de garantie pour dégâts houillers				
<b>Charte sociale européenne</b>				
Droits sociaux et économiques fondamentaux				
<i>Voir:</i> Constitution (Révision de la Constitution)				
<b>Chèques</b>				
Vol de chèques, de cartes de crédit. — Responsabilité des victimes				2558
<b>Chèques postaux</b>				
<i>Voir:</i> Postes				
<b>Chômage</b>				
Chômage de longue durée	100-15/4°	44		
Suspension. — Appel. — Allocations	526-2	52		
Adaptation de la réglementation relative à l'emploi et au chômage à l'évolution de la situation économique depuis l'entrée en vigueur de cette réglementation, par l'abrogation des articles 80 à 88 de l'A.R. du 25 novembre 1991 portant réglementation du chômage (Suspension de chômeurs de longue durée)				
Proposition de loi de Mmes Nélis et Buyle S.E. 1991-1992				
Rapport de M. Snappe	246-2			
Discussion et rejet			1955-1959, 2010-2011	

MATIERES	DOCUMENTS		ANNALES	BULLETIN Q. et R.
	N°	Pages	Pages	Pages
<b>Chômage (suite)</b>				
Chômage de longue durée (suite)				
Suspension. — Différences régionales				1085, 3424
O.N.E.M. — Plan d'encadrement. — Enseignement de plein exercice pour le personnel infirmier. — Maintien de l'allocation de chômage				1392
Lutte contre le chômage	350-13	2, 4, 6, 8-9	356, 358, 975, 2190, 2198, 2204, 2206-2207, 2220, 2230, 2690	
Exemption de cotisations sociales patronales	529-2	45, 46		
Plan du Ministre Smet	350-13	5, 8	4070	
Mesures gouvernementales. — Conséquences				3899
Allocations de chômage				
Interruption de carrière pour des raisons sociales ou familiales	526-2	51-52		
Suspension	530-13	3	661	2564, 2796
Dispensés de pointage. — Chômeurs occupés dans des a.s.b.l.	530-13	5, 6, 7, 9	661, 662	
Institution d'un organisme unique et public de paiement des allocations de chômage				
Proposition de loi de M. D'hondt	651-1			
Réduction de 15 p.c. des allocations pour les chômeurs qui exercent une activité bénévole			111-112	
Question orale de Mme Dardenne				1204, 1521
Droits des travailleurs frontaliers. — Mise au travail partiel par des entreprises en difficultés				1414, 1820
Candidats pour une bourse de l'I.R.S.I.A. — Remboursement et statut fiscal des allocations				1415, 1579, 2135, 2136
Diminution de l'allocation des chômeurs exerçant une activité bénévole				1542, 2073
Droit des travailleurs occupés en atelier protégé. — Statut de chef de ménage				1851, 2025
Sommes remboursées aux organisations syndicales et à la C.A.P.A.C.				1929, 2136
Intervention dans les allocations des demandeurs d'emploi exerçant des activités bénévoles au profit d'a.s.b.l. dans le secteur non marchand				1930, 2075
Droits des personnes ayant travaillé de six mois à un an				2075
Droits des travailleurs étrangers				2137
Prestations effectuées par le chômeur avec maintien des allocations. — Aide aux familles				3020, 3772
pour les chômeurs qui suivent des cours				3284, 3429
Arrondissement d'Alost. — Suspension du droit aux allocations				3395, 3397, 3795
Paiement à des Marocains qui ont travaillé aux Pays-Bas				
Suspension du droit aux allocations dans l'arrondissement de Gand-Eeklo				3822
Voir aussi: Budgets (Emploi et Travail) — Frontaliers — Office national de l'emploi — Sécurité sociale — Travail				
Maîtrise des dépenses dans le domaine du chômage	529-2	45-46, 49	589, 660-661, 1398, 2209, 2217, 2218	
Interruption de chômage	529-2	49		
	530-13	2, 3, 7, 8		
Sanctions en cas de refus de travailler et d'abandon du travail	530-13	2		
Evolution	530-13	2	363, 375, 523, 537, 589, 595, 3111, 3113, 3440	1822
	530-14	7, 8, 9		
Situation en Région wallonne				2075
Benelux				2138
à la côte				3242
Régionalisation de l'assurance chômage	558-5	152		
Rétablissement de l'individualisation des droits et modification du régime de travail autorisé en matière de chômage				
Proposition de loi de Mme Nélis	658-1			
Cotisation patronale spéciale pour le chômage temporaire	804-2	22, 23		
Mesures qui s'imposent en raison du chômage croissant				
Question orale de M. De Roo			1281	
Lutte contre l'usage impropre de l'assurance-chômage			2178	
Possibilité d'étendre le champ d'application de l'A.R. du 19 juin 1987 permettant aux chômeurs indemnisés depuis un an d'exercer un travail limité				
Question orale de M. Desmedt			2760-2761	
Discrimination entre chômeurs âgés et prépensionnés				1154
Coûts macroéconomiques moyens				1328, 1337, 1430
Nouvelles dispositions réglementaires relatives à la perte ou à la tenue des cartes de contrôle				1452, 1821

MATIERES	DOCUMENTS		ANNALES	BULLETIN Q. et R.
	N°	Pages	Pages	Pages
<b>Chômage (suite)</b>				
Europe 1993. — Politique sociale généreuse. — Danger d'un afflux de demandeurs d'emploi				1453, 1562
Obligation d'apprendre la deuxième langue nationale dans les communes à facilités				2565, 2671 3082
Service communautaire obligatoire pour les chômeurs				3573, 3777
Aide non rémunérée de la famille et d'amis lors de la construction et de la transformation d'habitations				3595
Contrôle des chômeurs. — Entrave à la pratique d'activités bénévoles				3730
Chômeurs et formations feintes				
Plan d'accompagnement des chômeurs				
<i>Voir:</i> Travail				
Plan d'embauche pour les jeunes				
<i>Voir:</i> Travail				
<i>Voir aussi:</i> Assurance maladie-invalidité — Budgets (Emploi et Travail) — Contrat de louage de travail — Economie — Formation professionnelle — Minimum vital — Pensions (Travailleurs et assurés libres) — Politique sociale — Travail				
<b>Cimetières</b>				
Funérailles, sépultures et établissements crématoires. — Groupe de travail				3921
<i>Voir aussi:</i> Impôts sur les revenus (Charges et dépenses déductibles)				
<b>Cinéma</b>				
Certaines mesures concernant les films d'horreur				
Proposition de loi de M. Verreycken	678-1			
Classement et appréciation des films				
Proposition de loi de MM. Van Rompuy et De Roo	714-1			
<b>Circulation routière</b>				
Excès de vitesse				
Appareillage de contrôle. — <i>Speed gun</i>	530-6	3, 23	652, 657	
<i>Voir aussi:</i> Ministres et Ministères (Vice-Premier Ministre, Communications et Entreprises publiques)				
Infractions dans les villes et villages. — Informatisation				1084, 1137, 1250, 3755
Infractions. — Typologie des contrevenants				1250, 1809
Répression sur les autoroutes. — Limiteur de vitesse				1738
<i>Voir aussi:</i> Transports				
Infractions. — Rentrées pour le Trésor				2870, 2873, 3138, 3156
Mesures de sécurité lors de la réalisation de reportages filmés sur les excès de vitesse (Emission « Op de koop toe » de la BRTN)				3074, 3742
<i>Voir aussi:</i> Gendarmerie				
Règlement du conseil communal de Liège à propos de « l'occupation irrégulière de la voie publique ». — Taxe <i>versus</i> amende	530-6	4-5		
Sécurité routière	530-17	2-3, 9	646, 648, 656-657	
Permis de conduire à points	530-17	2	647, 656	
Contrôle des prescriptions routières. — Appareils automatiques	530-17	2-3	652	
<i>Voir aussi:</i> Ministres et Miniustères (Vice-Premier Ministre, Communications et Entreprises publiques)				
Utilisation diurne des feux de croisement	530-17	2	656	1167, 1293
Installation obligatoire de pare-boue sur les véhicules utilitaires	684-2	37	648, 657	
Ivresse au volant			639, 656-657	
Campagne « Alcoolémie » (Police communale et gendarmerie)			639, 641-642	
Commission « points noirs »			648, 657	
Vitesse minimale sur autoroute			648, 657	
Comportement des chauffeurs de poids lourds curculant sur les autoroutes			648	
Arbres plantés en bordure de route			648, 657	
Promotion effective de la sécurité routière en Belgique				
Interpellation de M. Van Hooland			863-866	
Accidents mortels de la circulation				
Question orale de M. Van Hooland			3759-3760	

MATIERES	DOCUMENTS		ANNALES Pages	BULLETIN Q. et R. Pages
	N°	Pages		
<b>Circulation routière (suite)</b>				
Sécurité routière (suite)				
Rails et barrières de sécurité le long des autoroutes				1295
Sécurité des voitures. — Jaugeage de la température extérieure				1449, 1726
Mesures				1738
Sécurité des cyclistes. — Nombre de cyclistes impliqués dans les accidents				2089, 2304
Nouvelles limitations de vitesse. — Remplacement des panneaux de signalisation				2114
Respect de la réglementation relative au port de la ceinture de sécurité				2425, 2708
Pneus réfléchissants pour les cyclistes				2552, 2712
Mesures de promotion. — Contrôle pour abus d'alcool. — Permis à points				2612-3031
Utilisation du vélocar				2699, 2886
Cyclotourisme en groupe				3387, 3928
Trafic des camions. — Limiteur de vitesse. — Ecolage des camionneurs				3663
Mobilophonie et sécurité routière pour les conducteurs				3666
<i>Voir aussi</i> : Finances provinciales et communales — Inspection automobile et permis de conduire				
Immatriculation de véhicules				
Réforme de l'Office	530-17	9, 11, 18-19	651	
Lenteur de la réorganisation du service et manière déplorable dont ce service fonctionne				
Interpellation de M. Van Hooland			3239-3241	
Transfert de véhicule ou de marque d'immatriculation d'un enfant à un de ses parents				1212
<i>Voir aussi</i> : Protection de la vie privée				
Zones 30				
Zones 30 et zones résidentielles	530-17	13, 14		
Fixation des conditions d'aménagement des zones dans lesquelles la vitesse est limitée à 30 km à l'heure				
Proposition de loi de MM. Cuyvers et Benker	854-1			
Modification de la loi relative à la police de la circulation routière, coordonnée le 16 mars 1968, en vue de prévenir la conduite dangereuse				
Proposition de loi de M. Erdman	697-1			
Installation obligatoire d'un enregistreur électronique de données d'accident à bord des véhicules automobiles				
Proposition de loi de M. Benker	759-1			
« Boîte noire »				3565, 3567
Taxe de mise en circulation				
Application. — Lacune dans la loi	798-2	33	1250, 1251	
<i>Voir aussi</i> : doc. n°s 591-1 et 737-1				3820, 3890
Utilisation de la deuxième bande de circulation des autoroutes par les camions de plus de dix tonnes				
Proposition de loi de M. Goossens	803-1			
Vols de voitures				
Lutte contre les vols par l'enregistrement des épaves				
Interpellation de M. Van Hooland			1984-1986	
Radiation des voitures particulières retirées de la circulation. — Titres d'identification				1199, 1923, 1997, 2501
Enlèvements de véhicules effectués par une dépanneuse sur l'ordre du parquet				
Question orale de M. Van Aperen			2340	
Constatation d'infractions au Code de la route au moyen de caméras automatiques				
Question orale de M. Loones			2567-2568	
Groupe de travail				3077
Produit des contraventions				3938
<i>Leading success drivers</i> (Apprentissage d'une conduite dangereuse)				
Question orale de M. Maertens			2760	
Intervention du parquet de Bruxelles lors d'un incident de circulation routière survenu à Watermael le 13 juin 1993				
Interpellation de M. Desmedt			3793-3795	
Abaissement de l'âge minimum requis pour conduire un cyclomoteur				1173
Largeur excessive des véhicules agricoles par rapport aux voiries agricoles				1259
Arrimage de chargement de bois sur des camions. — Danger de perte. — Mesures				1421

MATIERES	DOCUMENTS		ANNALES	BULLETIN Q. et R.
	N°	Pages	Pages	Pages
<b>Circulation routière (suite)</b>				
Prime accordée pour l'emploi d'un catalyseur				1440
Majoration de la taxe d'immatriculation				1926, 1951, 2112
Modalités				3231, 3655
Prime lors de l'achat d'un véhicule muni d'un pot catalytique. — Conditions d'octroi				1540, 1542, 1593, 2003
Véhicules verbalisants dans les tunnels à Bruxelles				1661, 1765, 2697, 2885
Utilisation par la police de sabots pour les voitures en stationnement irrégulier				1735
Examen médical et psychologique des chauffeurs de voiture				1782, 1785, 1791, 1863, 2525, 2834
Contrôles volants de la gendarmerie. — Techniques et résultats des alcooltests et prises de sang				1850, 1996 2549, 3027
Taux de fréquentation d'autoroutes par des camions étrangers				2157, 2302, 2428, 2765
E411				2697, 2885
A7, E42 et E19				2699
Amendes de circulation encourues par des non-résidents. — Percep- tion				2701, 2792 3015, 3927
« 24 heures d'Ypres »				3389
Législation applicable à un rallye automobile sur la voie publique				3389, 3929
Renforcement des contrôles sur les excès de vitesse				3448, 3745
Surveillance policière				3509, 3682
Véhicules immatriculés aux Pays-Bas				3563
Vignette routière				
Répartition des recettes				
Compétitivité des transporteurs routiers belges				
Contrôle de la circulation. — Transport routier de produits dangereux				
Répression des infractions au Code de la route				
Accidents de la route pendant les week-ends. — Jeunes. — Arrondisse- ment de Gand-Eeklo				
Taxe à l'immatriculation				
Voir: Impôts				
Voir aussi: Communautés européennes — Criminalité et violence — Droit pénal — Gendarmerie — Impôts — Inspection automobile et permis de conduire — Ministres et Ministè- res (Vice-Premier ministre, Communications et Entrepri- ses publiques) — Pollution de l'air — Responsabilité civile — Taxe de circulation — Taxe sur la valeur ajoutée — Transports				
<b>Cités administratives</b>				
Mauvais achèvement du bâtiment des services des contributions à Sint-Niklaas et des abords immédiats				1608, 1631, 2828
Construction par la Régie des Bâtiments d'un centre administratif de l'Etat dans le nord du Limbourg, à Neerpelt				1655, 2827
Centre administratif de Bilzen. — Occupation				1723
Voir aussi: Gendarmerie				
<b>Classes moyennes</b>				
<b>Petites et moyennes entreprises</b>				
Fiscalité des entreprises	529-2	48	977, 980, 1011, 3112	
Voir aussi: Impôts sur les revenus (Impôt des sociétés)				
Politique des indépendants et des P.M.E.			529	
Réduction des charges pesant sur les P.M.E.			2187	
Régionalisation			605	
Voir aussi: Accès à la profession — Institut économique et social des classes moyennes — Politique sociale — Statut social des travailleurs indépendants — Taxe sur la valeur ajoutée				
<b>Code civil</b>				
Complément au Code en ce qui concerne la protection de la vie privée Proposition de loi de M. Goovaerts	588-1			

MATIERES	DOCUMENTS		ANNALES	BULLETIN Q. et R.
	N°	Pages	Pages	Pages
<b>Code civil (suite)</b>				
Modification de et complément aux dispositions du Code relatives à la copropriété Projet de loi <sup>a</sup>	712-1			
Modification du Code en ce qui concerne les règles particulières aux baux relatifs à la résidence principale du preneur (Précompte immobilier et taxe communale) Proposition de loi de M. Taminiaux	766-1			
Cession de créances (Titrisation). — Réforme de l'article 1690 du Code Voir: Finances Voir aussi: Art de guérir — Baux à loyer — Mariage — Politique sociale				
<b>Code de commerce</b>				
Prescription de l'action dérivant du transport des malades Absence d'un texte néerlandais valable de la majeure partie du Livre III du Code de commerce et conséquences de cette absence Question orale de M. De Croo	804-8	15	2561-2562	
S.I.C.A.V. (Société d'investissement à capital variable). — Etablissement et dépôt des comptes annuels Voir aussi: Finances Voir aussi: Faillites				1612, 1876
<b>Code d'instruction criminelle</b>				
Voir: Procédure pénale				
<b>Code judiciaire</b>				
Modification des articles 1408 et 1498 du Code (Biens qui ne peuvent être saisis) Proposition de loi de M. Cerexhe S.E. 1991-1992 Rapport de M. Vandenberghe Discussion. — Tombe suite à l'adoption du projet n° 353-1	232-2		296-297, 308	
Modification des articles 1410 et 1412 du Code (Saisie d'allocations sociales effectuées en vertu de créances alimentaires) Proposition de loi de M. Cerexhe S.E. 1991-1992 Rapport de M. Vandenberghe Discussion. — Tombe suite à l'adoption du projet n° 353-1	322-2		296-297, 308	
Modification du titre 1 <sup>er</sup> , règles préliminaires, et du titre III, des exécutions forcées, de la V <sup>e</sup> partie du Code concernant les saisies conservatoires et les voies d'exécution et modification de l'article 476 de la loi du 18 avril 1851 sur les faillites, banqueroutes et sursis Projet de loi S.E. 1991-1992 Rapport de M. Vandenberghe Discussion et vote	353-2		296-301, 307-308	
Modification des articles 432, 433, 459, 465, 471 et 476 du Code et insertion d'un article 469 <sup>bis</sup> dans le même Code (Avocats) Projet de loi S.E. 1991-1992 Rapport de M. Vaes Discussion et vote	480-2		301-303, 308	
Modification des articles 1259 et 1260 du Code, en ce qui concerne l'intervention du ministère public (Ancien intitulé: Modification de l'article 1260 du Code, en ce qui concerne l'intervention du ministère public [Procédure en divorce]) Proposition de loi de M. Arts Rapport de M. Vandenberghe Discussion et vote	499-1 499-2		816, 998-999	
Complément à l'article 1387 du Code (Expulsion d'un immeuble qui sert de domicile — Mobilier — C.P.A.S.) Proposition de loi de M. Suykerbuyk	568-1			
Modification de certaines dispositions du Code en ce qui concerne le personnel des greffes et des parquets (Revalorisation du personnel des greffes et des secrétariats et renforcement de l'efficacité du fonctionnement des greffes et des secrétariats des parquets) Proposition de loi de M. Arts	605-1			

MATIERES	DOCUMENTS		ANNALES Pages	BULLETTIN Q. et R. Pages
	N°	Pages		
<b>Code judiciaire (suite)</b>				
Droits sur aéronefs et modification du Code judiciaire et du Code des droits d'enregistrement, d'hypothèque et de greffe Projet de loi 1990-1991 Document paru antérieurement	614-1			
Abrogation de l'article 792, deuxième et troisième alinéas, du Code judiciaire, insérés par la loi du 12 janvier 1993 contenant un programme d'urgence pour une société plus solidaire (Dossiers relatifs à des questions de droit social — Procédure: notification du jugement) Proposition de loi de M. Desutter	685-1			
Modification des articles 264 et 266 du Code (Conditions de nomination des greffiers en chef des cours d'appel et du travail ainsi que des tribunaux de première instance du travail et du commerce) Proposition de loi de M. Foret	698-1			
Accroissement de l'objectivité dans le recrutement de certaines catégories du personnel de l'ordre judiciaire (Articles 185, 270 à 272, 281 à 284 du Code — Concours de recrutement) Proposition de loi de M. De Loor	706-1			
Certaines nominations dans l'ordre judiciaire (Membres des greffes et des secrétariats des parquets) Proposition de loi de M. Erdman	715-1			
Modification de diverses dispositions du Code, en vue d'améliorer la procédure (Articles 91bis [nouveau], 627, 706, 730, 740, 747, 751, 764, 792, 849, 1072bis, 1253ter et quater) Proposition de loi de M. Arts	753-1			
Modification des articles 237, 238, 240 et 246 du Code (Jury d'assises) Projet de loi Rapport de M. Cerexhe Discussion et vote	761-1 761-2		3163-3169, 3228-3229	
Modification des articles 748 et 750 du Code (Procédure: fixation) Proposition de loi de M. Erdman	849-1			
Application de la nouvelle législation relative aux conclusions additionnelles (Portée de l'article 748nouveau du Code) Question orale de M. Lallemand			901-902	
Article 792 du Code (Notification des jugements des tribunaux du travail dans les affaires énumérées dans l'article 704 du même Code — Litiges relatifs à la sécurité sociale) Question orale de M. Erdman			2556-2557	
Article 91 du Code. — Citation devant le tribunal correctionnel sans ordonnance de renvoi. — Comparution devant une chambre à trois juges				1499, 2119 1499, 3477
Appel annuel des affaires dont l'instruction révèle un retard anormal				2557, 3355
Biens mobiliers saisissables. — Application de la nouvelle législation, notamment l'art. 1408 du Code				2615
Modification de l'article 792 du Code. — Notification des jugements aux avocats				2871, 3276, 3755
Vérification de gages ou de saisies sur les biens mobiliers				
Jury d'assises Voir aussi: Procédure pénale Voir aussi: Domaines — Langues — Magistrats — Politique sociale				
<b>Code pénal</b>				
Voir: Criminalité et violence — Droit pénal				
<b>Combustibles</b>				
Voir: Carburants — Douanes et accises — Energie — Energie nucléaire				
<b>Comité supérieur de contrôle</b>				
Crédits	530-3	5		
Moyens d'action et effectif du personnel	530-3	14-15	547	
Plainte auprès du Comité contre un fonctionnaire de l'I.E.V.				1460, 2169
Recrutement. — Activités trotskistes de l'ancien directeur général				2441
Recrutement. — Enquête de moralité				2441

MATIERES	DOCUMENTS		ANNALES Pages	BULLETIN Q. et R. Pages
	N°	Pages		
<b>Commerce</b>				
Commerce ambulant				
Modification de la loi du 13 août 1986 relative à l'exercice des activités ambulantes				
Proposition de loi de MM. Pécriaux et Larcier S.E. 1991-1992				
Rapport de M. Beerden	264-2			
Discussion. — Tombe par suite de l'adoption du projet n° 305-1			1971-1975, 2014	
Exercice d'activités ambulantes et organisation des marchés publics				
Projet de loi S.E. 1991-1992				
Rapport de M. Beerden	305-2			
Amendements de MM. Hatry et de Donnée	305-3			
Discussion et vote			1971-1981, 2008-2009, 2013-2014	
Photographes sur la voie publique. — Commerce ambulant. — Accès à la profession				3674, 3783
Modification de la loi du 24 juillet 1973 instaurant la fermeture obligatoire du soir dans le commerce, l'artisanat et les services (Epiceries)				
Proposition de loi de M. Laverge S.E. 1991-1992				
Rapport de M. Verberckmoes	469-2			
Discussion et rejet			3752, 3789	
Distribution et implantations commerciales	530-16	4-5, 27		
Loi sur les implantations commerciales. — Autorisations				2093, 2452
Pratiques du commerce et protection du consommateur	530-16	5-6	579	
Liquidations saisonnières (Soldes)	530-16	27-29	573	
Constatation des infractions par la gendarmerie et la police				2231
Instauration d'un Code de la publicité écologique dans le cadre de la loi du 14 juillet 1991 sur les pratiques du commerce et sur l'information et la protection du consommateur				
Proposition de loi de M. Cuyvers	666-1			
Modification de la loi du 14 juillet 1991 sur les pratiques du commerce et sur l'information et la protection du consommateur (Articles 52 et 53: ventes en solde)				
Proposition de loi de Mme Herzet	671-1			
Sécurité des consommateurs (Transposition d'une directive C.E. relative à la sécurité des produits)				
Projet de loi*	749-1			
Rapports annuels 1992 sur le fonctionnement de la procédure d'avertissement, émanant des deux services compétents, l'Inspection générale économique et l'Inspection générale de la métrologie			4031	
Emploi des langues en matière d'étiquetage. — Contrôle				1092
Vente par correspondance				
Frais pour paiement après réception				1116, 1179
Déménagement des clients. — Equilibre entre la protection du consommateur et la sécurité des transactions pour le vendeur				1813, 2700, 2978
Information sur les produits. — Etiquetage. — Emploi des langues				1201, 1301
Emballages alimentaires. — Réglementation en matière de logos. — Contrôle				1201, 2375
Voir aussi: Hygiène et santé				
Droits intellectuels et propriété industrielle. — Transposition du droit européen	530-16	6-7	579	
Métrologie et normalisation	530-16	10-11, 29	577	
Voir aussi: Industrie				
Emballages et institution d'un mécanisme d'écoredevance				
Proposition de loi de MM. Desmedt et Lenfant	619-1			
Voir aussi: Impôts				
Responsabilité du fait des produits défectueux				
Question orale de M. Taminiaux			1477-1478	
Magasins de nuit. — Négociations avec le secteur				3632, 3902
Voir aussi: Accès à la profession — Animaux et protection des animaux — Carburants — Environnement — Etrangers — Faillites — Industrie — Impôts — Racisme — Tourisme				
<b>Commerce ambulant</b>				
Voir: Commerce				

MATIERES	DOCUMENTS		ANNALES Pages	BULLETIN Q. et R. Pages
	N°	Pages		
<b>Commerce extérieur</b>				
Régionalisation	100-15/4° 530-8 558-5	8, 15, 50, 83-84, 88 5-7, 15 67, 80, 104-111, 115, 121- 122-123, 147-148, 153-154	1419, 2678, 2688, 2692, 2709-2710, 2720-2721, 2774	
Office national du Ducroire, Creditexport, Copromex (Compétences fédérales)	558-12 558-24 558-36 558-5	2 1-2 2 68, 105, 108-109, 115-116, 135, 143, 147, 153- 154	2692	
Fonds du commerce extérieur Attachés commerciaux	558-5 558-5	77, 80 77, 80, 108		
Exportation d'armes <i>Voir aussi:</i> Armes Politique	530-7 530-8	9, 11 1-4, 8-9, 15	552	
Actions de l'O.B.C.E., de l'A.G.C.D. et de l'Office national du Ducroire				1148, 1271
Support financier des exportations de biens d'équipement vers les pays en voie de développement	530-8	3		
Accords sur la promotion et la protection de l'investissement	530-8	7-8		
Relations avec les Etats-Unis	530-8	11-13		
Diminution des exportations belges (U.E.B.L.)	530-8	13-15		
Contingents et licences	530-16	18-19		
Négociations du G.A.T.T.	530-16	21	538, 552, 558, 578, 580-581, 597-599, 600, 601, 602-603-604, 605, 606, 4054-4055, 4059-4060	
<i>Voir aussi:</i> Agriculture — Communautés européennes				
Attitude du Gouvernement belge à l'égard du règlement proposé par la Commission européenne à l'égard des importations de bananes provenant de l'extérieur de la C.E.				
Interpellation de M. Hatry			1858-1861, 2015	
Mesures de protection <i>Voir aussi:</i> Communautés européennes				2904
Communautarisation de la politique en matière de débouchés et d'exportation			2702, 2720-2721	
Mesures à prendre pour que l'Europe soit bien préparée à affronter la concurrence, notamment celle des Etats-Unis				
Interpellation de Mme Mayence-Goossens			3429-3433	
Textile. — Aide à l'exportation. — Société Beaulieu				1304
Importation de produits agricoles				1523
Importation et exportation de cigarettes				2008
Importation et exportation de bière, de cigares et de tabac				2009
Bois tropical				
Introduction d'un label belge. — Label au niveau européen				2258, 2352, 2357, 2477, 3299 2763, 3653
Commerce <i>Voir aussi:</i> Environnement				
Investissements belges au Laos				2327
Importation de bois en provenance de pays de l'Est				2653
Conséquences de la politique monétaire rigoureuse pour les exportations				3045
Commerce avec l'Europe centrale et l'Europe de l'Est				3047
Sauvegarde de l'exportation. — Instruments de politique économique				3080, 3227
Ukraine				3161
Accord international sur le café. — Négociations d'un nouvel accord				3367
Protectionnisme en Europe				3368, 3528

MATIERES	DOCUMENTS		ANNALES Pages	BULLETIN Q. et R. Pages
	N°	Pages		
<b>Commerce extérieur (suite)</b>				
Importation des produits textiles. — Contrôle du label <i>Voir aussi:</i> Affaires étrangères — Agriculture — Budgets (Commerce extérieur) — Communautés européennes — Coopération au développement — Droits de l'homme — Economie — Environnement — Epizooties — Hygiène et santé — Organisation internationale du travail — Viande				3449, 3884
<b>Commissaires d'arrondissement</b>				
Conditions de nomination				1715, 1893
<b>Commissaires du Gouvernement</b>				
<i>Voir:</i> Office central de crédit hypothécaire				
<b>Commission nationale permanente du Pacte culturel</b>				
Frais de fonctionnement	530-3	5, 6		
Mission, fonctionnement et structures	530-3	17-19	547, 2457-2458	
Rapports				
pour l'année 1991			815	
pour l'année 1992			4030	
Récente décision de la Commission (Irrecevabilité d'une plainte du <i>Vlaams Blok</i> )				
Question orale de M. Van Wallegem			903-904	
Activité récente de la Commission du Pacte culturel (Plaintes du <i>Vlaams Blok</i> et du <i>Vlaams Nationaal Jeugdverbond</i> )				
Question orale de M. Raes			3295-3296	
<b>Commission permanente de contrôle linguistique</b>				
Plaintes	777-3	16-17	1370, 1373	
Avis et annulations				
contre la <i>Vlaamse Milieumaatschappij</i>				1172, 1209, 1516,
<i>Voir aussi:</i> Langues				2022
1786				
Rapports				
pour l'année 1990			465	
pour l'année 1992			4030	
Interprétation des lois linguistiques par la Commission (Emploi du français, de l'arabe et du turc en Flandre)				
Interpellation de M. Verreycken			3455-3457	
Nouvelles compétences				
<i>Voir:</i> Langues				
<b>Commissions du Sénat</b>				
Composition des bureaux des Commissions			17	
Composition de Commissions. — Modifications. — Désignation des suppléants			17, 27-28, 96-97, 104, 258, 1141, 2043, 2583	
Création d'une Commission spéciale chargée de l'examen d'une série de projets de loi pendants à la Commission des Relations extérieures. — Accords de Schengen				
Composition			18-19	
<i>Voir aussi doc. n° 464-2, 464-4 et 553-2</i>			72-73	
Remarques personnelles de rapporteurs en séance plénière				
Réunions de commissions à la Chambre et au Sénat pendant les semaines réservées aux Conseils			554-555-556, 647	
Incident en Commission des Finances lors d'un vote (Projet de loi portant des dispositions fiscales et financières). — Rédaction du rapport			797-798	
<i>Voir aussi:</i> Economie — Energie nucléaire — Ordre des travaux — Règlement du Sénat				
			3100, 3115, 3116, 3117	

MATIERES	DOCUMENTS		ANNALES Pages	BULLETTIN Q. et R. Pages
	N°	Pages		
<b>Commissions paritaires</b>				
<i>Voir: Travail</i>				
<b>Communautés européennes</b>				
Traité de Maastricht	100-15/4°	45	13	
Union monétaire et économique	100-15/4°	60-61	2197	
	529-2	25		
	798-2	26		
<i>Voir aussi: Finances</i>				
Approbation du Traité sur l'Union européenne, de 17 Protocoles et de l'Acte final avec 33 Déclarations, faits à Maastricht le 7 février 1992				
Projet de loi*				
Rapport de MM. De Backer et Henneuse	465-3			
Amendements de M. Verreycken	465-4			
Discussion et vote			187-205, 207-233, 237-239	
Identité des peuples: droit de vote pour les non-nationaux, ingérence dans les affaires culturelles, interventions dans l'enseignement. — Révision de la Constitution. — Consultation populaire. — Notion de subsidiarité	465-4	1-2		
<i>Voir aussi: Elections</i>				
Approbation du Traité				
Proposition de résolution de M. Stroobant S.E. 1991-1992				
Rapport de M. Van Wambeke	482-2			
Amendement de Mme Maes	482-3			
Amendement de M. Dierickx	482-4			
Discussion et vote			233-237, 239-240	
Ratification	530-7	3-4		
Entrée en vigueur			4032, 4070	
Conséquences du report possible de la ratification ou de la non-ratification du traité par la Grande-Bretagne				3539
Révision possible des critères de convergence				3541
Revalorisation des parlements en matière de droit européen	100-15/4°	84-85		
Initiatives européennes de relance conjoncturelle	529-2	28, 68	538	
	762-2	18		
	798-2	37		
Question orale de M. Hatry			1804	
Paquet <i>Delors II</i>	529-2	52		
Présidence belge du Conseil européen	530-6	29	552, 557, 3104, 4041-4042	
	530-7	4-5		
	762-2	18		
Bruxelles et la Présidence belge				
Interpellation de M. Goovaerts			3249-3252	
Relation à établir dans le cadre de la Présidence belge entre l'aide au développement, les déséquilibres internationaux et leurs conséquences dans nos pays et dans le reste du monde				
Interpellation de Mme Cahay-André			3483-3487	
Politique de sécurité et de prévention des conflits sur l'ensemble du continent européen dans le cadre de la Présidence belge				
Interpellation de M. Bougard			3492-3496, 3791-3792	
Emploi des langues				
Question orale de M. Suykerbuyk			3755-3756	
<i>Voir aussi: Environnement — Justice — Travail</i>				
Elargissement de la C.E.	530-7	4, 6, 7		
Examen de la demande d'adhésion de Chypre				3624, 3685
Intégration européenne	530-7	5-6	552, 554, 555, 557-558, 559, 1371, 4032, 4052, 4054, 4060-4061, 4063, 4065, 4067, 4070, 4074	
	762-2	18-19		
Information concernant la construction européenne	530-8	4		
Rapport 1991-1992			1278	
Transposition et exécution du droit des C.E. dans l'ordre juridique interne. — Directives européennes	530-8	4		1134, 1182
Règles relatives aux équipements terminaux de télécommunication				1285, 1417, 1799, 2221, 2634
Procédures de passation des marchés dans les secteurs de l'eau, de l'énergie, des transports et des télécommunications				1547

MATIERES	DOCUMENTS		ANNALES Pages	BULLETIN Q. et R. Pages
	N°	Pages		
<b>Communautés européennes (suite)</b>				
Transposition et exécution du droit des C.E. dans l'ordre juridique interne. — Directives européennes (suite) Procédures d'adjudications des marchés dans le secteur des télécommunications <i>Voir aussi:</i> Accès à la profession — Agriculture — Assurances — Banques — Commerce — Constitution (Révision de la Constitution) — Douanes et accises — Droit pénal — Droits d'auteur — Economie — Elevage — Emprunts — Environnement — Impôts — Impôts sur les revenus (Revenus mobiliers) (Impôt des sociétés) — Marchés publics — Ministres et Ministères — Pensions (Généralités) — Produits alimentaires — Produits pétroliers — Société nationale des chemins de fer belges — Sociétés commerciales — Taxe sur la valeur ajoutée — Télécommunications — Transports				1725, 2049, 2067
Comité d'avis chargé des questions européennes (Sénat) Proposition de directive du Conseil des C.E. instaurant une taxe sur les émissions de dioxyde de carbone et sur l'énergie Rapport de M. L. Martens	607-1			
Proposition modifiée de directive du Conseil des C.E. concernant la constitution d'un comité d'entreprise européen dans les entreprises ou les groupes d'entreprises de dimension communautaire en vue d'informer et de consulter les travailleurs Rapport de M. Stroobant	738-1			
Fonctionnement Composition du Comité d'avis. — Modifications <i>Voir aussi:</i> Règlement du Sénat			13 2337, 2588-2589	
Déficit démocratique européen			12, 13	
Limitation du contrôle des parlements nationaux sur le processus décisionnel d'organismes internationaux			12, 13	
Communautés européennes. — Manque de structures claires et transparentes, manque d'information du citoyen			12, 13	
Commission européenne, Conseil des Ministres et Parlement européen			13	
Nécessité d'une Europe démocratique			4071, 4072, 4073	
Libre circulation de personnes en Europe Question orale de M. De Croo			773-774	
Conclusions du Sommet européen d'Edimbourg (Problème danois — Financement: paquet <i>Delors II</i> — Elargissement de la C.E. : pourparlers avec des Etats tiers — Principe de la subsidiarité — Politique de relance économique — Parlement européen — Siège des institutions) Discussion			877-893	
Europe sociale Révision de l'ordre des priorités en matière de politique économique et sociale Initiatives de la Belgique dans le cadre de l'Europe sociale			2198-2199	3594, 3631, 3635, 3779
Logement des institutions européennes à Bruxelles <i>Voir aussi:</i> Régie des Bâtiments			2453, 2455, 2456	
Politique européenne concernant l'ex-Yougoslavie Question orale de M. H. Van Rompaey			2555-2556	
Organisation de réunions du Conseil des Ministres de la C.E. en dehors de Bruxelles pendant la Présidence belge de la Communauté Question orale de M. de Donnée			2763-2764	
Conclusions du Conseil européen de Copenhague Interpellation de M. Jonckheer			3803-3807 4032	
Livre blanc Création d'un environnement favorable à la coopération industrielle. — Etat d'avancement				2460
Europe 1992 Marché unique européen. — Transposition des directives européennes				1117, 1279
Application uniforme des règles communautaires. — Projet d'échange de fonctionnaires <i>Voir aussi:</i> Assurance maladie-invalidité — Budgets (Affaires étrangères) — Chômage — Ministres et Ministères (Finances)				1352
Cour de Justice des C.E. — Compétence. — Article du Traité sur base duquel des sanctions peuvent être prises contre un Etat membre				1745, 2310

MATIERES	DOCUMENTS		ANNALES Pages	BULLETIN Q. et R. Pages
	N°	Pages		
<b>Communautés européennes (suite)</b>				
Fonctionnaires C.E. — Diffusion de données personnelles. — Conditions				1853, 3367
Compétence. — Harmonisation des panneaux indicateurs de rue				2067
Reconnaissance de la province de Limbourg comme zone de développement relevant de l'objectif 2				2581, 2584
Commerce entre les pays membres. — Statistiques. — Système Intrastat				2758, 3151
Emploi des langues. — Exclusion du néerlandais				2846
Minerval des étudiants de nationalité d'un des pays de la C.E. — Action intentée par la commission contre l'Etat belge				2903
Représentation de la Belgique au sein de divers comités. — Composition				2969
Protection des bananes A.C.P. — Plainte à la Cour européenne de Luxembourg				3246
<i>Voir aussi:</i> Commerce extérieur				
Rôle de la C.E. au sein du G.A.T.T. sous la Présidence de la Belgique. — Problématique sociale internationale				3540
<i>Voir aussi:</i> Commerce extérieur				
Développement du système de détachement de travailleurs dans un autre Etat membre de la C.E.				3594, 3631
Directive C.E. relative aux fusions de sociétés commerciales. — Plainte de la Commission contre la Belgique				3625
Commission européenne. — Sécurité des enfants. — Subventions				3728, 3942
<i>Voir aussi:</i> Abattoirs — Aéronautique — Affaires étrangères — Agriculture — Apiculture — Armée — Armes — Art de guérir — Assurance maladie-invalidité — Banque européenne d'investissement — Banques — Carburants — Commerce extérieur — Conseils d'entreprises — Criminalité et violence — Dentistes — Douanes et accises — Eau — Economie — Elections — Electricité — Elevage — Energie — Enseignement (Généralités) — Environnement — Etablissements pénitentiaires — Euratom — Fonction publique — Horaire d'été — Impôts — Impôts sur les revenus — Industrie — Informatique — Inspection automobile et permis de conduire — Lait et produits laitiers — Langues — Ministres et Ministères (Finances) — Marchés publics — Monnaie — Parlement européen — Pêche — Pensions (Travailleurs et assurés libres) — Politique scientifique — Politique sociale — Produits pharmaceutiques — Régie des Bâtiments — Régions et Communautés — Sécurité sociale — Taxe sur la valeur ajoutée — Télécommunications — Télégraphes et Téléphones — Transports — Travail — Travaux publics — Viande — Zaïre				
<b>Communes</b>				
<b>Secrétaire communal</b>				
Revalorisation de la fonction de secrétaire	530-6	4, 23		
Modification du titre 1 <sup>er</sup> , chapitre 1 <sup>er</sup> , section 7, sous-section 2, de la nouvelle loi communale, en ce qui concerne le statut pécuniaire du secrétaire (Adaptation du statut pécuniaire)	551-1			
Proposition de loi de MM. Cardoen et Crucke	551-2			
Rapport de Mme Lieten-Croes			3085-3091, 3226-3227	
Discussion et vote				
Rémunérations supplémentaires				3471, 3770
Statut. — Présence au bureau				3515, 3647
Contrats de prévention et de sécurité	530-6	26, 29-30, 34, 36	640	
Imposition de normes minimales				2563, 2790
Moyens financiers. — Obligations des communes				3394, 3646
Contrôle de l'utilisation des fonds				3512, 3516, 3694
Groupes communaux de prévention				
<i>Voir aussi:</i> Criminalité et violence				
Statut des communes à facilités	530-6	26, 32		
Compétences régionales	558-5	67	3554-3555	
Régionalisation de la législation organique relative aux communes				
Revalorisation du rôle du conseil communal et de ses membres (Amélioration de la publicité relative aux affaires communales, de l'accès à l'information et des conditions matérielles d'exercice du mandat de conseiller communal)				
Proposition de loi de M. De Loor	713-1			

MATIERES	DOCUMENTS		ANNALES Pages	BULLETIN Q. et R. Pages
	N°	Pages		
<b>Communes (suite)</b>				
Reconnaissance du nom néerlandais de la commune d'Hélocine sur la frontière linguistique Proposition de loi de M. Appeltans	728-1			
Modification de la limite entre la ville de Huy et la commune de Modave Projet de loi*	747-1			
Modification de la limite entre les communes de Flémalle et de Saint-Georges-sur-Meuse Projet de loi*	748-1			
Modifications de la nouvelle loi communale (Réformes institutionnelles) <i>Voir aussi</i> : Droit public (Réformes institutionnelles)	777-2	88-90		
Modification de l'A.R. du 17 septembre 1975 portant fusion de communes et modification de leurs limites (Mévergnies: Rectification d'une erreur matérielle) Proposition de loi de MM. Leroy et Lallemand	838-1			
Rectification de l'A.R. du 29 décembre 1972 déterminant l'orthographe du nom des communes du Royaume et classant celles-ci en fonction du nombre d'échevins et de conseillers communaux auquel elles ont droit, ainsi que de l'A.R. du 17 septembre 1975 portant fusion de communes et modification de leurs limites, ratifié par la loi du 30 décembre 1975 (Mévergnies) Proposition de loi de M. Lenfant	842-1			
Modification de la nouvelle loi communale en vue de renforcer la démocratie communale (Conseil communal) Projet de loi	851-1			
Communication de données à des services fiscaux. — Domicile d'un contribuable				1151
Projet d'informatisation pour villes et communes. — Tutelle administrative <i>Voir aussi</i> : Informatique				1518
Liste officielle avec dénomination bilingue des communes. — Instance compétente pour l'élaboration ou l'adaptation de la liste				1715, 1892
Droit d'information des membres du Parlement auprès des administrations communales				2046, 2194
Charte européenne de l'autonomie locale (Conseil de l'Europe). — Groupe de travail				2353
Receveurs <i>Voir</i> : Finances provinciales et communales <i>Voir aussi</i> : Armée — Biens — Bourgmestres, échevins et conseillers communaux — Chômage — Constitution (Révision de la Constitution) — Consultation populaire — Droit public — Elections — Emprunts — Etrangers — Finances provinciales et communales — Justice — Langues — Ombudsman — Politique sociale — Presse — Réfugiés — Sécurité sociale — Vente d'immeubles				
<b>Bruxelles-Capitale</b>				
Abrogation des articles 4 et 7 de la loi du 30 mars 1921 ayant pour objet l'agrandissement de la ville de Bruxelles en vue de l'extension des installations maritimes (Fusion de 2 districts d'état civil) Projet de loi	561-1			
Francisation de Bruxelles <i>Voir aussi</i> : Constitution (Révision de la Constitution) — Langues — Police — Provinces — Régions et Communautés (Région bruxelloise) — Transports publics			2788	
<b>Fusions de communes</b>				
Redécoupage administratif de Gand par la défusion Proposition de loi de M. Van Hooland	696-1			
<i>Voir aussi</i> : Communes — Constitution (Révision de la Constitution) — Finances provinciales et communales				
<b>Personnel</b>				
Loi communale: membres des corps de police communale et des services d'incendie	777-2	88-89		
Modification des articles 204 et 205 de la nouvelle loi communale et insertion d'un article 204bis dans la même loi (Nomination de gardes-champêtres) Proposition de loi de M. Wintgens	781-1			
Statut disciplinaire. — Annulation d'une sanction et prescription				1542, 1656

MATIERES	DOCUMENTS		ANNALES	BULLETIN Q. et R.
	N°	Pages	Pages	Pages
<b>Communes (suite)</b>				
<b>Personnel (suite)</b>				
Nomination d'un candidat par le conseil communal. — Devoir de motivation				2702, 3309
Recrutement de jeunes stagiaires				2908
Secrétaire communal				
<i>Voir: Communes — Intercommunales</i>				
Receveur communal				
<i>Voir: Finances provinciales et communales</i>				
<i>Voir aussi: Fonction publique — Impôts sur les revenus (Revenus professionnels) — Pensions (Secteur public) — Police — Politique sociale</i>				
<b>Comptabilité de l'Etat</b>				
Modification de l'article 44 des lois sur la comptabilité de l'Etat, coordonnées le 17 juillet 1991 (Droit de dépassement de crédit du Conseil des Ministres — Publication au <i>Moniteur belge</i> )				
Proposition de loi de M. Didden	520-1			
Vers une plus grande orthodoxie budgétaire	529-2	18-19, 24		
Fonds budgétaires	529-2	36-37		
<i>Voir aussi: Politique sociale</i>				
Réforme de la comptabilité générale de l'Etat et de la comptabilité provinciale. — Commission de normalisation de la comptabilité publique	529-2	51		
Dépenses en marge du budget (Lois coordonnées sur la comptabilité de l'Etat, art. 44: dépassement de crédit ou nouvelle dépense pour laquelle les crédits font défaut — Délibération en Conseil des Ministres)			83, 142-143, 465, 772, 899, 1096, 2176, 2266, 4029	
<i>Voir aussi: Budgets — Projets et propositions de loi</i>				
Comptes généraux de l'Etat. — Retards. — Mesures				1094
Vente d'une participation publique, financée par les Régions, dans une entreprise privée. — Comptabilisation au budget national. — Ristourne aux Régions				1251, 1346
Commission d'évaluation des actifs de l'Etat. — Renseignements divers				2127
<i>Voir aussi: Finances</i>				
Loi portant réforme de la comptabilité publique. — Entrée en vigueur				2249
<i>Voir aussi: Budgets — Constitution (Révision de la Constitution) — Finances — Fonction publique — Ministres et Ministères (Finances)</i>				
<b>Comptes annuels des entreprises</b>				
<i>Voir: Code de commerce — Entreprises — Etablissements hospitaliers — Impôts sur les revenus — Professions — Régie des Bâtiments</i>				
<b>Conciliateurs sociaux</b>				
<i>Voir: Travail</i>				
<b>Conférence internationale du travail</b>				
Conventions, recommandations et protocole			4058	
<i>Voir aussi: Affaires étrangères</i>				
<b>Congé-éducation</b>				
<i>Voir: Promotion sociale — Travail</i>				
<b>Congé politique</b>				
<i>Voir: Chambres législatives — Droit public (Réformes institutionnelles) — Elections — Fonction publique — Ministres et Ministères (Généralités)</i>				

MATIERES	DOCUMENTS		ANNALES Pages	BULLETIN Q. et R. Pages
	N°	Pages		
<b>Conseil central de l'économie</b>				
Rapports relatifs à la position compétitive de la Belgique				
Rapport intermédiaire			15	
Rapport annuel			2144-2145	
Avis			3437	
<b>Conseil de l'Europe</b>				
Assemblée parlementaire. — Recommandations				
<i>Voir aussi:</i> Agriculture — Communes — Etablissements pénitentiaires			257	
<b>Conseil d'Etat</b>				
Modification de l'article 18 des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973 (Référé administratif — Mesures provisoires — Astreinte)				
Proposition de loi de M. Cerexhe S.E. 1991-1992				
Rapport de M. Flagothier	191-2		474-475, 498-499	
Discussion et vote			1529-1530, 1569	
Demande d'avis sur des amendements				
Augmentation du nombre d'affaires concernant des étrangers. — Respect des délais				1614, 2189
Arrêt d'astreinte. — Exécution. — Fonds de gestion des astreintes				2907
<i>Voir aussi:</i> Armes — Charbonnages — Justice — Magistrats — Produits pétroliers — Protection de la vie privée — Réfugiés — Règlement du Sénat				
<b>Conseil interparlementaire consultatif de Benelux</b>				
Recommandations			2337	
<b>Conseil national du travail</b>				
Secteur non marchand	530-13	6		
<i>Voir aussi:</i> Constitution				
<b>Conseils d'entreprises</b>				
Conseil d'entreprise européen				
Proposition de directive du Conseil des C.E. concernant la constitution d'un Comité d'entreprise européen dans les entreprises ou les groupes d'entreprises de dimension communautaire en vue d'informer et de consulter les travailleurs				
Proposition de résolution de M. W. Martens	824-1			
<i>Voir aussi:</i> Communautés européennes (Comité d'avis chargé des questions européennes)				
<b>Conseils des communautés</b>				
Election directe. — Composition	100-15/4°	8-9, 10,	1352, 1358, 1361, 1362,	
	558-5	13, 15, 84	1372, 1389, 1402, 2386,	
	558-9	65, 72,	2695, 2697, 2713, 2776,	
		209-230	3534	
Arrondissement de Bruxelles-Hal-Vilvorde	100-15/4°	1-4		
	558-9	15, 42, 46		
<i>Voir aussi:</i> Elections	558-9	1-3		
Communes de la frontière linguistique. — Fourons	558-9	4, 5-7		
Composition du Conseil de la Communauté française	558-28	1		
<i>Voir aussi:</i> Constitution (Révision de la Constitution) — Droit public (Réformes institutionnelles) — Elections — Régions et Communautés				
Réajustement du nombre de mandataires	100-15/4°	9-10	1376-1377, 1389, 2682	
	558-5	74		

MATIERES	DOCUMENTS		ANNALES	BULLETIN Q. et R.
	N <sup>o</sup>	Pages	Pages	Pages
<b>Conseils des communautés (suite)</b>				
Durée du mandat des membres d'un Conseil	100-15/4 <sup>o</sup>	10		
Election du Conseil de la Communauté germanophone	100-15/4 <sup>o</sup>	12	1422, 2682, 2717	
Coopération entre C.C.F. et C.R.W.	558-5	30, 260		
Conditions d'éligibilité et régime des incompatibilités applicables aux membres des assemblées	558-5	65, 72-73, 74, 215, 216, 218-219, 230-242, 263	2693	
<i>Voir aussi</i> : Sénat				
Formule de prestation de serment des membres			2721	
<i>Voir aussi</i> : Constitution (Révision de la Constitution) — Droit public — Elections				
<b>Conseils régionaux</b>				
Election directe. — Composition	100-15/4 <sup>o</sup>	8-9, 10, 13, 84	1352, 1358-1361, 1362, 1372, 1389, 1392, 1402,	
	558-5	65, 72, 209-230	2386, 2678, 2695, 2697,	
	558-9	1-4, 6	2713, 2776, 3534	
	558-9	4, 5-6		
Communes de la frontière linguistique. — Fourons				
<i>Voir aussi</i> : Constitution (Révision de la Constitution) — Droit public (Réformes institutionnelles) — Elections				
Réajustement du nombre de mandataires	100-15/4 <sup>o</sup>	9-10	1376-1377, 1389, 2682	
	558-5	74		
Durée du mandat des membres d'un Conseil	100-15/4 <sup>o</sup>	10		
Election du Conseil de la Région de Bruxelles-Capitale. — Modifications de la loi du 12 janvier 1989	100-15/4 <sup>o</sup>	10, 12, 13		
	777-2	48-59		
<i>Voir aussi</i> : Droit public (Réformes institutionnelles)				
Statut fiscal de l'indemnité des conseillers	100-15/4 <sup>o</sup>	93	2792, 2795	
Coopération entre C.R.W. et C.C.F.	558-5	30, 260		
Conditions d'éligibilité et régime des incompatibilités applicables aux membres des assemblées	558-5	65, 72-73, 74, 215, 216, 218-219, 230-242, 271-274	2693	
	558-9	4-5		
Formule de prestation de serment des membres			2721	
Nombre de mandats de conseillers par province				1329, 1457
Répartition géographique et politique au sein du Conseil régional wallon				1329, 1457
<i>Voir aussi</i> : Constitution (Révision de la Constitution) — Droit public — Elections — Ordre des travaux — Sénat				
<b>Constitution</b>				
<b>Révision de la Constitution</b>				
Révision du Titre IV, en vue d'y insérer un article 115bis relatif à la détermination d'un maximum absolu de la pression fiscale et parafiscale				
Texte proposé de M. Hatry S.E. 1991-1992				
Avis demandé par la Commission de la Révision de la Constitution et des Réformes des institutions à la Commission des Finances				
Rapport de M. van Weddingen	100-1/2 <sup>o</sup>			
Révision du Titre II, en vue d'y insérer un article 24bis relatif aux droits économiques et sociaux				
Texte proposé de M. Stroobant S.E. 1991-1992				
Texte proposé de MM. Taminiiaux et Lallemand	100-2/2 <sup>o</sup>			
Texte proposé de MM. Stroobant et Taminiiaux	100-2/3 <sup>o</sup>			
Révision de l'article 117 en y ajoutant un alinéa 2 élargissant éventuellement aux conseillers laïques les dispositions de l'alinéa 1 <sup>er</sup>				
Proposition de révision de M. Lallemand S.E. 1991-1992				
Rapport de M. Stroobant	100-3/2 <sup>o</sup>			
Texte adopté par la Commission	100-3/3 <sup>o</sup>			
Discussion et vote			1329-1343, 1455-1456	

MATIERES	DOCUMENTS		ANNALES Pages	BULLETIN Q. et R. Pages
	N°	Pages		
<b>Constitution (suite)</b>				
<b>Révision de la Constitution (suite)</b>				
Révision du Titre II, en vue d'insérer des dispositions nouvelles permettant d'assurer la protection des droits et libertés garantis par la Convention de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales				
Texte proposé (Révision du Titre II par l'insertion d'un article 24 <sup>quater</sup> relatif au droit au respect de la vie privée et familiale) de Mme Delcourt-Pêtre et de M. Vandenberghe et consorts	100-4/2°			
Texte proposé (Révision du Titre II par l'insertion d'un article 24 <sup>quater</sup> relatif au droit à une fiscalité équitable) de Mme Herzet et consorts	100-4/3°			
Révision de l'article 36 (Incompatibilité entre la fonction de ministre et un mandat parlementaire)				
Proposition de texte de M. de Seny S.E. 1991-1992				
Projet de texte*	100-5/2°			
Rapport de M. Lozie	100-5/3°			
Amendements de M. Hasquin et consorts (Entrée en vigueur après consultation populaire et après dépôt d'un projet de révision — Immunité parlementaire)	100-5/4°			
Discussion (la proposition de M. de Seny devient sans objet) et discussion des amendements			2168-2169, 2170-2172, 2250-2252 2399-2400 2400	
Votes réservés				
Vote				
Révision de l'article 88				
Projet de texte* (Relation entre les Ministres et la Chambre et le Sénat)	100-6/2°			
Rapport de M. Lallemand	100-6/3°			
Amendements de M. Evers et consorts (Entrée en vigueur après consultation populaire et après dépôt d'un projet de révision — Immunité parlementaire)	100-6/4°			
Discussion et discussion des amendements			2306-2308 2423-2424 2423-2424	
Vote réservé				
Vote				
Révision de l'article 17 en vue d'en abroger la disposition transitoire (Communautarisation de l'enseignement)				
Projet de texte*				
Rapport de M. Erdman	100-7/2°			
Discussion et vote			729-730, 788-789	
Révision de l'article 59 <sup>bis</sup> en vue d'en abroger la disposition transitoire (Financement des Communautés)				
Projet de texte*				
Rapport de M. Erdman	100-8/2°			
Discussion et vote			729-730, 788-789	
Révision de l'article 107 <sup>ter</sup> , en vue d'en abroger la disposition transitoire (Cour d'arbitrage)				
Projet de texte*				
Rapport de M. Erdman	100-9/2°			
Discussion et vote			729-730, 788-789	
Révision de l'article 108 <sup>ter</sup> , en vue d'en abroger la disposition transitoire (Agglomération bruxelloise)				
Projet de texte*				
Rapport de M. Erdman	100-10/2°			
Discussion et vote			729-730, 788-789	
Révision de l'article 115, en vue d'en abroger la disposition transitoire (Financement des Régions)				
Projet de texte*				
Rapport de M. Erdman	100-11/2°			
Discussion et vote			729-730, 788-789	
Révision de l'article 108, 6° du deuxième alinéa, troisième et quatrième alinéas				
Projet de texte* (Révision de l'article 108, quatrième alinéa) (Autonomie communale — Tutelle — Conditions et mode suivant lesquels plusieurs provinces ou communes peuvent s'entendre ou s'associer)	100-13/2°			
Rapport de M. Schiltz	100-13/3°			
Amendements de M. de Donnée et consorts (Entrée en vigueur après consultation populaire et après dépôt d'un projet de révision — Associations de provinces et de communes)	100-13/4°			
Discussion et discussion des amendements			2310-2312 2426-2427 2427-2428	
Vote réservé				
Vote				

MATIERES	DOCUMENTS		ANNALES Pages	BULLETIN Q. et R. Pages
	N°	Pages		
<b>Constitution (suite)</b>				
<b>Révision de la Constitution (suite)</b>				
Révision de l'article 4 (Exercice des droits électoraux et nationalité) Texte proposé de M. Lallemand	100-14/2°			
Révision de l'article 26 (Réforme du bicaméralisme: Pouvoir législatif — Compétences exclusives de la Chambre: naturalisations, lois relatives à la responsabilité des ministres, budgets et comptes de l'Etat; forces armées) Texte proposé de M. Cerexhe Rapport de M. Arts	100-15/2° 100-15/4°		1347-1348, 1461-1462, 1464	
Amendement de M. Verreycken (Répartition des tâches entre Chambre et Sénat)	100-15/7°			
Amendements de M. Van Belle et consorts (Sénat-Période transi- toire)	100-15/8°			
Amendement de MM. de Donnée et Monfils (Naturalisations)	100-15/9°			
Amendement de M. de Donnée et consorts (Responsabilité civile et pénale des ministres et des membres des Exécutifs)	100-15/10°			
Amendement de M. Foret et consorts (Consultation populaire sur les réformes institutionnelles)	100-15/11°			
Amendements de M. de Donnée (Assentiment aux traités) Discussion générale	100-15/12°		1468-1470, 1478-1496, 1500-1510, 1511-1516, 1517-1522 1555-1570, 1571-1577 1612-1616 1617-1620	
Discussion et discussion des amendements Votes réservés Vote				
Révision de l'article 26 (Référendum législatif) Texte proposé de MM. de Donnée et Foret S.E. 1991-1992 (100- 15/1°)				
Rapport de M. Van Belle	100-15/3°			
Amendement de M. Goovaerts et consorts	100-15/5°			
Amendements de MM. Lozie et Jonckheer	100-15/6°		1301-1318, 1320-1328 1451-1454 1454-1455	
Discussion et discussion des amendements Votes réservés Vote et rejet				
Intégration de droits fondamentaux socio-économiques et des structu- res socio-économiques (Conseil national du travail)	100-15/4°	82	1372, 2230	
Révision de l'article 68 (Relations internationales des Communautés et des Régions — Conclusion de traités) Proposition de révision de M. Schiltz S.E. 1991-1992 Rapport de M. Cerexhe Discussion et vote	100-16/2°		730-739, 742-750, 789- 790	
<i>Voir aussi:</i> Régions et Communautés				
Révision de l'article 27 (Réforme du bicaméralisme: répartition des compétences entre Chambre et Sénat) Texte proposé de M. Erdman Rapport de M. Arts Amendement de M. Verreycken Amendements de M. Van Belle et consorts Amendements de M. de Donnée (Traités — Exécution de traités — Transposition de directives européennes) Amendement de M. Foret (Projets relatifs à l'organisation ou au fonctionnement des collectivités fédérées) Amendement de M. Foret (Consultation populaire sur les réformes institutionnelles) Discussion générale	100-18/1° 100-18/2° 100-18/3° 100-18/4° 100-18/5° 100-18/6° 100-18/7°		1461, 1462      1468-1470, 1478-1496, 1500-1510, 1511-1516, 1517-1522 1577-1583 1620-1624 1624-1625	
Discussion et discussion des amendements Votes réservés Vote				
Révision de l'article 41 (Réforme du bicaméralisme: répartition des compétences entre Chambre et Sénat) Texte proposé de M. Moureaux Rapport de M. Erdman Amendements de M. Verreycken Amendement de M. Van Belle et consorts Amendements de M. Desmedt (Etat des personnes — Droit d'évo- cation du Sénat — Commission parlementaire de concertation) Amendement de MM. Dierickx et Jonckheer (Accords de coopéra- tion)	100-19/1° 100-19/2° 100-19/3° 100-19/4° 100-19/5° 100-19/6°		1464-1467	

MATIERES	DOCUMENTS		ANNALES Pages	BULLETTIN Q. et R. Pages
	N°	Pages		
<b>Constitution (suite)</b>				
<b>Révision de la Constitution (suite)</b>				
Révision de l'article 41 (Réforme du bicaméralisme: répartition des compétences entre Chambre et Sénat) (suite)				
Amendement de M. Hasquin et consorts (Compétence qu'a le Sénat de se prononcer sur les projets)	100-19/7°			
Amendements de M. de Donnée et consorts (Droit d'évocation du Sénat — Notion d'urgence)	100-19/8°			
Amendement de M. Monfils et consorts (Droits fondamentaux des Belges)	100-19/9°			
Amendement de M. de Donnée et consorts (Transposition de directives européennes)	100-19/10°			
Amendement de M. de Donnée (Lois prises en exécution de traités)	100-19/11°			
Amendement de M. de Donnée et consorts (Lois à majorité spéciale — Région de Bruxelles-Capitale)	100-19/12°			
Amendement de M. Monfils et consorts (Droit d'évocation du Sénat)	100-19/13°			
Amendements de M. Hasquin et consorts (Procédure législative lorsque le Sénat exerce son droit d'initiative)	100-19/14°			
Amendements de M. de Donnée (Commission parlementaire de concertation)	100-19/15°			
Amendements de M. Monfils et consorts (Commission parlementaire de concertation)	100-19/16°			
Amendements de M. de Donnée (Commission parlementaire de concertation)	100-19/17°			
Amendement de M. de Donnée et consorts (Consultation populaire sur les réformes institutionnelles)	100-19/18°			
Amendements de M. de Donnée et consorts (Compétence du Sénat en ce qui concerne la législation fondamentale)	100-19/19°			
Amendement de MM. Monfils et de Donnée (Lois prises dans le cadre des compétences partagées avec les Régions ou les Communautés)	100-19/20°			
Discussion générale			1468-1470, 1478-1496, 1500-1510, 1511-1516, 1517-1522	
Discussion et discussion des amendements			1583-1588, 1589-1590, 1594-1607	
Votes réservés			1625-1634	
Vote			1634	
Révision de l'article 53 (Adaptation de la composition du Sénat à la structure fédérale de la Belgique)				
Texte proposé de M. Vandenberghe	100-20/1°			
Rapport de M. Lallemand	100-20/2°		1462-1464	
Amendements de M. Verreycken	100-20/3°			
Amendements de M. Evers (Minorité germanophone)	100-20/4°			
Amendements de M. Van Belle et consorts (Composition du Sénat)	100-20/5°			
Amendements de M. Desmedt (Composition du Sénat)	100-20/6°			
Amendement de M. Vandenberghe et consorts (Remplacement d'un sénateur élu par le Conseil provincial du Brabant)	100-20/7°			
Amendement de M. Desmedt (Composition du Sénat)	100-20/8°			
Amendements de M. de Donnée et consorts (Composition du Sénat)	100-20/9°			
Amendements de M. Monfils et consorts (Composition du Sénat)	100-20/10°			
Amendements de MM. de Donnée et Bock (Composition du Sénat)	100-20/11°			
Amendements de M. Evers et consorts (Composition du Sénat)	100-20/12°			
Amendements de M. Hatry et consorts (Composition du Sénat)	100-20/13°			
Amendement de M. de Donnée et consorts (Composition du Sénat)	100-20/14°			
Amendement de M. de Donnée et consorts (Composition du Sénat)	100-20/15°			
Amendement de M. de Donnée et consorts (Composition du Sénat)	100-20/16°			
Amendement de M. Monfils et consorts (Composition du Sénat)	100-20/17°			
Amendement de M. de Donnée et consorts (Composition du Sénat)	100-20/18°			
Amendement de M. Hasquin et consorts (Composition du Sénat)	100-20/19°			
Amendements de M. Hatry (Composition du Sénat)	100-20/20°			
Amendements subsidiaires de M. Hatry (Composition du Sénat)	100-20/21°			
Amendement de MM. Benker et Lozie (Sénateurs désignés par le Conseil de la Communauté germanophone)	100-20/22°			
Discussion générale			1468-1470, 1478-1496, 1500-1510, 1511-1516, 1517-1522	

MATIERES	DOCUMENTS		ANNALES	BULLETIN Q. et R.
	N°	Pages	Pages	Pages
<b>Constitution (suite)</b>				
<b>Révision de la Constitution (suite)</b>				
Révision de l'article 53 (Adaptation de la composition du Sénat à la structure fédérale de la Belgique) (suite)				
Discussion et discussion des amendements			1695-1711, 1714-1742	
Votes réservés			1816-1827	
Vote			1827-1831	
Révision de l'article 54 (Réforme du Sénat: suppression de l'article)				
Texte proposé de M. Van Rompuy	100-21/1°			
Rapport de M. Lallemand	100-21/2°		1462-1464	
Amendement de M. Hatry et consorts (Consultation populaire sur les réformes institutionnelles)	100-21/3°			
Discussion générale			1468-1470, 1478-1496, 1500-1510, 1511-1516, 1517-1522	
Discussion des amendements et vote			1742, 1831-1832	
Révision de l'article 55 (Réforme du Sénat: élection ou désignation des sénateurs pour 4 ans)				
Texte proposé de M. Cerexhe	100-22/1°			
Rapport de M. Lallemand	100-22/2°		1462-1464	
Amendement de M. Verreycken	100-22/3°			
Amendements de M. Van Belle et consorts (Election du Sénat)	100-22/4°			
Amendement de M. Hasquin et consorts (Election du Sénat)	100-22/5°			
Amendement de M. Foret et consorts (Consultation populaire sur les réformes institutionnelles)	100-22/6°			
Discussion générale			1468-1470, 1478-1496, 1500-1510, 1511-1516, 1517-1522	
Discussion et discussion des amendements			1742-1744	
Votes réservés			1832-1834	
Vote			1834-1835	
Révision de l'article 56, 3° et 4° (Réforme du Sénat: abaissement de la condition d'âge pour pouvoir être élu sénateur)				
Texte proposé de M. Erdman	100-23/1°			
Rapport de M. Lallemand	100-23/2°		1462-1464	
Amendements de M. de Donnée et consorts (Age requis pour être sénateur)	100-23/3°			
Amendement de M. Hasquin et consorts (Consultation populaire sur les réformes institutionnelles)	100-23/4°			
Discussion générale			1468-1470, 1478-1496, 1500-1510, 1511-1516, 1517-1522	
Discussion et discussion des amendements			1744-1745	
Votes réservés			1835-1837	
Vote			1837	
Révision de l'article 56ter (Réforme du Sénat: suppression de l'article)				
Texte proposé de M. Moureaux	100-24/1°			
Rapport de M. Lallemand	100-24/2°		1462-1464	
Amendement de M. Hatry et consorts (Consultation populaire sur les réformes institutionnelles)	100-24/3°			
Discussion générale			1468-1470, 1478-1496, 1500-1510, 1511-1516, 1517-1522	
Discussion et discussion des amendements			1745	
Votes réservés			1838	
Vote			1838	
Révision de l'article 56quater (Réforme du Sénat: suppression de l'article)				
Texte proposé de M. Vandenberghe	100-25/1°			
Rapport de M. Lallemand	100-25/2°		1462-1464	
Amendement de M. de Donnée et consorts (Consultation populaire sur les réformes institutionnelles)	100-25/3°			
Discussion générale			1468-1470, 1478-1496, 1500-1510, 1511-1516, 1517-1522	
Discussion et discussion des amendements			1746	
Votes réservés			1838-1839	
Vote			1839	
Révision de l'article 58 (Réforme du Sénat: membres de la Famille royale)				
Texte proposé de M. Van Rompuy	100-26/1°			
Rapport de M. Pedé	100-26/2°		1467	
Amendement de M. Verreycken	100-26/3°			

MATIERES	DOCUMENTS		ANNALES Pages	BULLETTIN Q. et R. Pages
	N°	Pages		
<b>Constitution (suite)</b>				
<b>Révision de la Constitution (suite)</b>				
Révision de l'article 58 (Réforme du Sénat: membres de la Famille royale) (suite)				
Amendement de M. Desmedt (L'héritier du trône est de droit membre de la Chambre des représentants)	100-26/4°			
Amendement de M. Foret et consorts (Consultation populaire sur les réformes institutionnelles)	100-26/5°			
Discussion générale			1468-1470, 1478-1496, 1500-1510, 1511-1516, 1517-1522	
Discussion et discussion des amendements			1746-1748	
Votes réservés			1839-1840	
Vote			1840	
Révision du Titre III, chapitre IIIbis en vue d'y ajouter des dispositions relatives à la prévention et au règlement des conflits d'intérêts (Article 107ter-bis) (Réforme du bicaméralisme: répartition des compétences entre Chambre et Sénat; compétence exclusive du Sénat pour le règlement des conflits d'intérêt au niveau des assemblées)				
Texte proposé de M. Cerexhe	100-27/1°			
Rapport de M. Benker	100-27/2°		1467-1468	
Amendement de M. de Seny	100-27/3°			
Amendements de M. de Donnée et consorts	100-27/4°			
Amendements de MM. Monfils et de Donnée	100-27/5°			
Amendement de M. de Donnée et consorts	100-27/6°			
Amendement de M. Cerexhe et consorts	100-27/7°			
Rapport complémentaire de M. Benker	100-27/8°			
Amendement de MM. de Donnée et Monfils	100-27/9°			
Amendements de MM. de Donnée et Monfils	100-27/10°			
Amendement de M. Monfils et consorts	100-27/11°			
Discussion générale			1468-1470, 1478-1496, 1500-1510, 1511-1516, 1517-1522	
Renvoi en commission (Motion d'ordre de M. de Donnée)			1554-1555	
Discussion et discussion des amendements			1748-1759	
Votes réservés			1841-1848	
Vote			1848	
Révision de l'article 115, alinéa premier (Réforme du bicaméralisme — Répartition des compétences entre Chambre et Sénat: budgets et dotations)				
Texte proposé de M. Moureaux	100-28/1°			
Rapport de M. Benker	100-28/2°		1467-1468	
Amendement de M. Verreycken	100-28/3°			
Amendement de MM. Goovaerts et Van Belle	100-28/4°			
Amendement de M. Hasquin et consorts (Consultation populaire sur les réformes institutionnelles)	100-28/5°			
Discussion générale			1468-1470, 1478-1496, 1500-1510, 1511-1516, 1517-1522	
Discussion et discussion des amendements			1759-1762	
Votes réservés			1849-1850	
Vote			1850-1851	
Révision du Titre III, en vue d'y insérer un article nouveau relatif aux compétences résiduelles et concurrentes				
Texte proposé de M. Schiltz	100-29/1°			
Texte proposé de M. Cerexhe	100-29/2°			
Devenu sans objet suite à l'adoption de la proposition tendant à insérer un article 107ter-bis dans la Constitution			1944	
Rapport de M. Vandenberghe	100-29/3°			
Amendements de M. de Donnée et consorts	100-29/4°			
Discussion et discussion des amendements			2043-2064	
Votes réservés			2079-2080	
Vote			2080-2081	
Révision de l'article 57 (Indemnité des sénateurs)				
Texte proposé de M. Goossens	100-30/1°			
Révision de l'article 1 <sup>er</sup> (La Belgique fédérale, ses composantes et son territoire — Bruxelles-Capitale — Provinces du Brabant)				
Projet de texte <sup>a</sup>	100-31/1°			
Rapport de M. Cerexhe	100-31/2°			

MATIERES	DOCUMENTS		ANNALES Pages	BULLETTIN Q. et R. Pages
	N°	Pages		
<b>Constitution (suite)</b>				
<b>Révision de la Constitution (suite)</b>				
Révision de l'article 1 <sup>er</sup> (La Belgique fédérale, ses composantes et son territoire — Bruxelles-Capitale — Provinces du Brabant) (suite)				
Amendements de M. de Donnée et consorts (Etat de droit, droits de l'homme, engagements internationaux — Union du peuple belge — Monarchie — Communes et provinces — Caractère fédéral de la Belgique — Province de Brabant — Région de Bruxelles-Capitale — Fourons — Communauté germanophone — Entrée en vigueur après consultation populaire et après dépôt d'un projet de révision)	100-31/3°			
Amendement de M. Hasquin et consorts (Ecrire les mots « Etat fédéral », « Communautés » et « Régions » en capitales)	100-31/4°			
Amendements de MM. Verreycken et Buelens (La Belgique se compose de 3 Communautés — Séparatisme)	100-31/5°			
Amendement de MM. Verreycken et Van Wallegem (Bruxelles)	100-31/6°			
Amendements de M. Desmedt (Sécurité sociale — Territoire de la Région bruxelloise)	100-31/7°			
Amendements de M. Goovaerts et consorts (Division du territoire — Bruxelles — Eaux territoriales et plateau continental — Election des conseils provinciaux du Brabant wallon et du Brabant flamand — Fourons)	100-31/8°			
Amendement de M. De Croo (Terminologie)	100-31/9°			
Discussion générale et discussion des amendements			2130-2142, 2145-2166	
Votes réservés			2391-2396	
Vote			2396-2397	
Révision de l'article 32 (« Les membres des deux chambres représentent la nation, et non uniquement ceux qui les ont élus »)				
Projet de texte*	100-32/1°			
Rapport de M. Lozie	100-32/2°			
Amendements de MM. de Donnée et Monfils (Entrée en vigueur après consultation populaire et après dépôt d'un projet de révision)	100-32/3°			
Amendement de M. de Donnée	100-32/4°			
Amendement de MM. Verreycken et Peeters	100-32/5°			
Discussion générale et discussion des amendements			2167-2168	
Votes réservés			2397-2399	
Vote			2399	
Révision de l'article 49 (Membres de la Chambre des Représentants: nombre)				
Projet de texte*	100-33/1°			
Rapport de M. Seeuws	100-33/2°			
Amendements de MM. Bock, Hasquin et consorts (Augmentation du nombre des représentants)	100-33/3°			
Amendement de MM. Verreycken et Bosman (Terminologie)	100-33/4°			
Amendement de M. Goovaerts et consorts (Sénat des Communautés)	100-33/5°			
Amendements de M. Evers et consorts (Représentation de la Communauté germanophone à la Chambre)	100-33/6°			
Discussion et discussion des amendements			2253-2256	
Votes réservés			2400-2403	
Vote			2403-2404	
Révision du Titre III, en vue d'y insérer des dispositions nouvelles relatives aux Communautés et aux Régions (Révision du Titre III, chapitre 1 <sup>er</sup> , par l'insertion d'une section IV et d'un article 59 <sup>quater</sup> relatifs aux Conseils de Communauté et de Région)				
Projet de texte*	100-34/1°			
Rapport de MM. Goovaerts et Moureaux	100-34/2°			
Amendements de M. Hasquin et consorts (Régions et Communautés — Procédure de révision de la Constitution — Référendum — Immunité des membres des Gouvernements des Communautés et des Régions — Entrée en vigueur après consultation populaire et après dépôt d'un projet de révision)	100-34/3°			
Amendement de MM. Raes et Verreycken (Elections)	100-34/4°			
Amendement de M. Desmedt (Région bruxelloise)	100-34/5°			
Amendements de M. Goovaerts et consorts (Terminologie — Sénat des Communautés — Immunité des membres d'un Conseil — Election directe des Conseils)	100-34/6°			
Discussion et discussion des amendements			2256-2264, 2267-2274	
Votes réservés			2404-2407	
Vote			2407-2408	

MATIERES	DOCUMENTS		ANNALES Pages	BULLETIN Q. et R. Pages
	N°	Pages		
<b>Constitution (suite)</b>				
<b>Révision de la Constitution (suite)</b>				
Révision du Titre III, en vue d'y insérer des dispositions nouvelles relatives aux Communautés et aux Régions (Insertion d'un nouvel article 59quinquies relatif aux Conseils de Communauté et de Région) (Exercice de compétences de la Communauté française par le Conseil de la Communauté française et par le Conseil régional wallon ou le groupe linguistique français du Conseil de la Région de Bruxelles-Capitale)				
Projet de texte*	100-35/1°			
Rapport de MM. Goovaerts et Moureaux	100-35/2°			
Amendements de M. de Donnée et consorts (Communauté française, Région wallonne et groupe linguistique français du Conseil de la Région de Bruxelles-Capitale — Entrée en vigueur après consultation populaire et après dépôt d'un projet de révision)	100-35/3°			
Amendement de M. Evers et consorts (Communauté germanophone)	100-35/4°			
Amendements de M. Goovaerts et consorts (Transfert des compétences communautaires par une Région — Redistribution de compétences entre le Conseil flamand et la Commission communautaire flamande)	100-35/5°			
Discussion et discussion des amendements			2274-2289	
Votes réservés			2408-2410	
Vote			2410	
Révision du Titre III, en vue d'y insérer des dispositions nouvelles relatives aux Communautés et aux Régions (Insertion d'un article 59sexies relatif aux Conseils de Communautés et de Région) (Responsabilité des membres des Gouvernements de Communauté et de Région)				
Projet de texte*	100-36/1°			
Rapport de MM. Goovaerts et Moureaux	100-36/2°			
Amendements de M. Hatry et consorts (Entrée en vigueur après consultation populaire)	100-36/3°			
Discussion et discussion des amendements			2289-2290-2293	
Votes réservés			2410-2411	
Vote			2411	
Révision du Titre III, en vue d'y insérer des dispositions nouvelles relatives aux Communautés et aux Régions (Insertion d'un article 59septies relatif aux Conseils de Communauté et de Région) (Responsabilité des secrétaires d'Etat régionaux)				
Projet de texte*	100-37/1°			
Rapport de MM. Goovaerts et Moureaux	100-37/2°			
Amendements de M. Hatry et consorts (Entrée en vigueur après consultation populaire)	100-37/3°			
Amendement de M. Goovaerts et consorts (Secrétaires d'Etat régionaux)	100-37/4°			
Discussion et discussion des amendements			2289, 2290-2293	
Votes réservés			2411-2413	
Vote			2413	
Révision de l'article 116 (Cour des comptes)				
Texte proposé de M. Verreycken	100-38/1°			
Projet de texte*	100-38/2°			
Rapport de M. Cerexhe	100-38/3°			
Amendements de M. de Donnée et consorts (Entrée en vigueur après consultation populaire et après dépôt d'un projet de révision)	100-38/4°			
Discussion et discussion des amendements			2312-2316	
Vote réservé			2428-2429	
Vote			2429	
Révision de l'article 65, en vue d'y ajouter un nouvel alinéa (Le Conseil des Ministres compte 15 membres au plus — Démission du Gouvernement)				
Projet de texte*	100-39/1°			
Rapport de M. Vandenberghe	100-39/2°			
Amendements de M. Hasquin et consorts (Nombre maximum de ministres et de secrétaires d'Etat — Gouvernement de législature — Entrée en vigueur après consultation populaire et après dépôt d'un projet de révision)	100-39/3°			
Amendements de M. Van Belle et consorts (Gouvernement de législature — Motion de méfiance — Nombre maximum de ministres et de secrétaires d'Etat)	100-39/4°			

MATIERES	DOCUMENTS		ANNALES	BULLETIN Q. et R.
	N <sup>o</sup>	Pages	Pages	Pages
<b>Constitution (suite)</b>				
<b>Révision de la Constitution (suite)</b>				
Révision de l'article 65, en vue d'y ajouter un nouvel alinéa (Le Conseil des Ministres compte 15 membres au plus — Démission du Gouvernement) (suite)				
Amendement de M. Verreycken et consorts (Réduction du nombre de ministres)	100-39/5 <sup>o</sup>		2293, 2294-2299	
Discussion et discussion des amendements			2413-2416	
Votes réservés			2416	
Vote				
Révision de l'article 71 (Dissolution de la Chambre des Représentants par le Roi)				
Projet de texte*	100-40/1 <sup>o</sup>			
Rapport de M. Vandenberghe	100-40/2 <sup>o</sup>			
Amendements de M. Monfils et consorts (Dissolution des Chambres par le Roi — Motion de méfiance constructive — Entrée en vigueur après consultation populaire et après dépôt d'un projet de révision)	100-40/3 <sup>o</sup>		2293-2294-2297, 2299-	
Discussion et discussion des amendements			2301	
Vote réservé			2417	
Vote			2417-2418	
Révision de l'article 73, en vue d'étendre l'exception qui y est prévue à l'égard des Ministres aux membres des Exécutifs				
Projet de texte* (Réduction ou remise de peines par le Roi)	100-41/1 <sup>o</sup>			
Rapport de M. Stroobant	100-41/2 <sup>o</sup>			
Amendements de M. Hasquin et consorts (Entrée en vigueur après consultation populaire et après dépôt d'un projet de révision — Terminologie)	100-41/3 <sup>o</sup>			
Amendement de M. Verreycken et consorts (Amnistie)	100-41/4 <sup>o</sup>		2301, 2302-2305	
Discussion et discussion des amendements			2418-2419	
Votes réservés			2419	
Vote				
Révision de l'article 91 (Gracier un Ministre ou un membre du Gouvernement de Communauté ou de Région condamné par la Cour de cassation)				
Projet de texte*	100-42 1 <sup>o</sup>			
Rapport de M. Stroobant	100-42 2 <sup>o</sup>			
Amendements de M. Hasquin (Entrée en vigueur après consultation populaire et après dépôt d'un projet de révision — Terminologie)	100-42 3 <sup>o</sup>		2301-2303-2304, 2305	
Discussion et discussion des amendements			2419-2420	
Votes réservés			2420	
Vote				
Révision de l'article 95, alinéa 2, à l'exception des mots « Cette Cour ne connaît pas du fond des affaires » (Jugement d'un Ministre ou d'un membre du Gouvernement et de Communauté ou de Région par la Cour de cassation)				
Projet de texte*	100-43/1 <sup>o</sup>			
Rapport de M. Stroobant	100-43/2 <sup>o</sup>			
Amendements de M. Monfils et consorts (Entrée en vigueur après consultation populaire et après dépôt d'un projet de révision — Terminologie)	100-43/3 <sup>o</sup>		2301, 2302-2304, 2305-	
Discussion et discussion des amendements			2306	
Votes réservés			2420-2421	
Vote			2421	
Révision de l'article 99 (Révision de l'article 99, alinéas 2 et 3) (Nomination des magistrats des cours d'appel, des tribunaux de première instance et de la Cour de cassation)				
Projet de texte*	100-44/1 <sup>o</sup>			
Rapport de M. Hasquin	100-44/2 <sup>o</sup>			
Amendements de M. de Donnée et consorts (Conseillers à la Cour de cassation — Entrée en vigueur après consultation populaire et après dépôt d'un projet de révision)	100-44/3 <sup>o</sup>		2308-2309-2310	
Discussion et discussion des amendements			2424-2425	
Votes réservés			2425	
Vote				
Révision de l'article 104, 1 <sup>o</sup> (Ressort de la Cour d'appel de Bruxelles)				
Projet de texte*	100-45/1 <sup>o</sup>			
Rapport de M. Hasquin	100-45/2 <sup>o</sup>			
Amendements de M. Hasquin et consorts (Entrée en vigueur après consultation populaire et après dépôt d'un projet de révision)	100-45/3 <sup>o</sup>		2309, 2310	
Discussion et discussion des amendements			2425-2426	
Vote réservé			2426	
Vote				

MATIERES	DOCUMENTS		ANNALES Pages	BULLETTIN Q. et R. Pages
	N°	Pages		
<b>Constitution (suite)</b>				
<b>Révision de la Constitution (suite)</b>				
Révision du Titre VIII, en vue de le compléter par l'insertion d'une disposition finale permettant aux Chambres constituantes d'adapter la numérotation des articles de la Constitution ainsi que les subdivisions de celle-ci en titres, chapitres et sections, et de modifier la terminologie des dispositions non soumises à révision pour les mettre en concordance avec la terminologie des nouvelles dispositions (Révision du Titre VIII par la réinsertion de l'article 132)				
Projet de texte*	100-46/1°			
Rapport de M. Goovaerts	100-46/2°			
Amendements de M. Monfils et consorts (Adaptations numérogiques et terminologiques — Avis du Conseil d'Etat sur l'avant-projet ou l'avant-proposition de modification de la Constitution — Entrée en vigueur après consultation populaire)	100-46/3°			
Amendements de M. Van Belle et consorts (Disposition transitoire)	100-46/4°			
Discussion et discussion des amendements			2316-2317	
Vote réservé			2429-2432	
Vote			2432	
Proposition du Gouvernement fédéral portant application de l'article 132	100-46/5°			
Révision de l'article 134 (Mise en accusation d'un ministre ou d'un membre d'un Gouvernement de Communauté ou de Région — Cour de cassation)				
Projet de texte*	100-47/1°			
Rapport de M. Stroobant	100-47/2°			
Amendements de M. Evers et consorts (Entrée en vigueur après consultation populaire et après dépôt d'un projet de révision — Mise en accusation d'un ministre)	100-47/3°			
Discussion et discussion des amendements			2301, 2302-2304, 2306	
Votes réservés			2421-2422	
Vote			2422	
Révision du Titre III, en vue d'y insérer un chapitre nouveau relatif aux juridictions administratives et au Conseil d'Etat				
Projet de texte*	100-48/1°			
Rapport de M. Hasquin	100-48/2°			
Discussion générale et vote			2674-2677, 2945-2946	
Révision du Titre II, en vue d'y insérer un article 24 <sup>ter</sup> relatif à la publicité et à la motivation des actes de l'administration, et au médiateur				
Projet de texte* (Insertion d'un article 24 <sup>ter</sup> relatif à la publicité de l'administration)	100-49/1°			
Rapport de M. Seeuws	100-49/2°			
Discussion générale et vote			2671-2674, 2945	
Révision de l'article 31 (Organes territoriaux intracommunaux — Fusions de communes)				
Texte proposé de M. Erdman	100-50/1°			
Sur la procédure parlementaire suivie			1348	
Politique que le Gouvernement entend suivre en matière de sanction, de promulgation et de publication des différents articles soumis à révision				
Question orale urgente de M. Lallemand			1593-1594	
Ordre des travaux (Etat d'avancement des travaux et vote préalable à la Chambre des Représentants)			1607-1608, 1610	
Déclarations au nom des groupes politiques avant le vote final sur une série d'articles (Réformes institutionnelles)			2385-2391	
Discussion générale sur l'ensemble de la réforme de l'Etat				
Voir: Droit public (Réformes institutionnelles)				
Voir aussi: Communautés européennes — Cour d'arbitrage — Dette publique — Elections — Ministres et Ministères (Généralités) — Motions et motions d'ordre — Ordre des travaux — Règlement du Sénat				
<b>Construction</b>				
Modification de la loi du 9 juillet 1971, réglementant la construction d'habitations et la vente d'habitations à construire ou en voie de construction. — Recours en justice. — Jurisprudence				2161, 2240
Pyramide des âges. — Amélioration des possibilités d'emploi pour de jeunes chômeurs				3351, 3431
Aide non rémunérée de la famille et d'amis lors de la construction et de la transformation d'habitations				3569, 3573, 3766, 3777
Voir aussi: Droits d'enregistrement — Logement — Travail				

MATIERES	DOCUMENTS		ANNALES Pages	BULLETIN Q. et R. Pages
	N°	Pages		
<b>Construction navale</b>				
Voir: Pêche				
<b>Consultation populaire</b>				
Instauration du référendum	100-15/4°	29, 30, 45, 46, 54	1373-1374, 1378, 1379, 1392	
Consultation populaire des habitants des communes Proposition de loi de M. Pataer à Fourons et à Kortessem Voir aussi: Fourons Voir aussi: Communautés européennes — Droit public (Réformes institutionnelles) — Population	844-1			2432, 2528
<b>Contrats de louage de travail</b>				
Modification des articles 124 et 126 de la loi du 3 juillet 1978 relative aux contrats de travail (Travail des étudiants) Proposition de loi de M. Pataer	686-1			
Modification de l'article 26 de la loi du 3 juillet 1978 relative aux contrats de travail (Rupture du contrat pour cause de force majeure) Proposition de loi de M. Pataer	691-1			
Modification de la loi du 3 juillet 1978 relative aux contrats de travail (Incapacité de travail) Proposition de loi de Mme Maximus et de M. Stroobant	767-1			
Congé de maladie pour cause d'intoxication alcoolique				1085, 1895
Rupture de contrat de travail dans le secteur privé. — Conséquences d'un licenciement sur le plan du chômage				1765
pour employés. — Prolongation du délai de préavis par suite de maladie. — Calcul				2330
Voir aussi: Assurance maladie-invalidité — Transports — Travail				
<b>Coopération au développement</b>				
Fonds pour la coopération au développement	529-2	71		
Amérique latine	530-7	8-9	553, 558	
Retour de Chiliens dans leur pays d'origine Guatemala				2917 3260
Aide publique au développement. — Norme de 0,7 p.c.	530-9	2-4, 6	551-552, 554, 555, 557, 3452	
Octroi d'une aide d'urgence et d'une aide alimentaire par le biais du F.I.D.A. (Fonds alimentaire international — Blocage de fonds)	530-9	3		1369, 1697
Afrique	530-9	3, 4, 6, 9		2879, 3111
Rwanda	530-9	5, 6		
Plan d'action pour le Mozambique Voir aussi: Rwanda — Zaïre				2999
Remise des dettes des pays en développement. — Endettement du tiers monde Voir aussi: Emprunts	530-9	4-5	552, 557	
Europe de l'Est Voir aussi: Agriculture	530-9	5		
Lien entre les droits de l'homme et la coopération	530-9	6-7	554, 559, 560	
Démographie	530-9	7	555, 559	
Indonésie	530-9	7		1160, 1319
Droits de l'homme qui constitueraient un obstacle au renouvel- lement d'un Traité de coopération Question orale de M. Pataer			2942-2943	
Organisations non gouvernementales	530-9	7, 9	551, 553, 554, 559	
Cours d'eau navigables	530-9	10	556	
Evaluation de la politique de coopération en fonction du respect des droits de l'homme Projet de loi*	750-1			
Fonctionnement des organisations de développement multilatérales des Nations unies (F.M.I. et Banque mondiale)	804-5	2		
Blocage de 1,3 milliard destiné à l'aide alimentaire Question orale de Mme Maes			125-127	
Aide humanitaire (Définition des notions de pays en voie de dévelop- pement et de l'aide d'urgence. — Aide à la Yougoslavie) Interpellation de Mme Van Cleuvenbergen			336-339	

MATIERES	DOCUMENTS		ANNALES Pages	BULLETIN Q. et R. Pages
	N°	Pages		
<b>Coopération au développement (suite)</b>				
Activité du Fonds de survie et stratégie générale en matière de coopération au développement, notamment avec le Zaïre			339-345, 500-501	
Interpellation de Mme Maes			552	
Investissements privés dans les pays en voie de développement			555	
Populations autochtones dans les pays en voie de développement				1318, 1647
Forum pour la défense de leurs intérêts ( <i>Fondo-Indigena</i> )				2340
Année des peuples indigènes. — Contribution belge				
<i>Voir aussi</i> : Affaires étrangères				
Proposition de mettre des bateaux destinés au déchetage à la disposition du tiers monde			556	
Commerce extérieur et coopération			558	
Mesures politiques nécessaires pour associer davantage la population à la coopération au développement				
Interpellation de Mme Maes			2332-2336, 2433-2434	
<b>Coopération universitaire</b>				
Situation inextricable des étudiants camerounais en Belgique (Retard apporté par le Gouvernement du Cameroun au paiement des bourses)				
Question orale de M. Hasquin			2346	
Accueil, par des universités belges, d'étudiants originaires de pays en voie de développement. — Bourses d'études A.G.C.D.				1600
Coopération				2537
Pratiques suspectes d'une organisation non gouvernementale ( <i>Overseas Missions Secretariat</i> )				
Question orale de M. Benker			2645-2646	
Etude de Tractebel concernant des travaux d'électrification au Viêt-nam. — Financement par l'A.G.C.D.				1370, 1441
<i>Voir aussi</i> : Enseignement (Enseignement supérieur)				
Les « 12 jours de la coopération au développement » à Waregem				1645
Turquie				2211
Laos				2340
Sections de coopération belge dans les pays du tiers monde				3000
<i>Voir aussi</i> : Affaires étrangères — Barrages — Budgets (Affaires étrangères) (Commerce extérieur) (Coopération au développement) — Commerce extérieur — Communautés européennes — Droits de l'homme — Emprunts — Environnement — Fonds de la coopération au développement — Fonds de survie pour le tiers monde — Produits pharmaceutiques				
<b>Cooptation de sénateurs</b>				
Election d'un sénateur coopté, en remplacement de M. Verwilt, démissionnaire			17	
Election d'un sénateur coopté, en remplacement de M. Gijs, démissionnaire			52-53	
<b>Cotisation de solidarité</b>				
Exemption de cotisations sociales accordée aux indépendants. — Nombre. — Montants				1395
<b>Cour d'arbitrage</b>				
Cour constitutionnelle	100-15/4°	55, 56, 70	1348, 1372, 2719, 2798-2799	
<b>Présentation de candidats</b>				
à une place de juge à la Cour, devenant vacante suite à la mise à la retraite de M. le Président Wathélet				
Scrutin	550		19, 325 592, 594	
à une place de juge à la Cour, devenant vacante suite à la mise à la retraite de M. le Président Delva				
Scrutins	599		325, 525-526 993, 1007	
à une place de juge à la Cour devenant vacante suite à la mise à la retraite de M. le Président André				
à une place de juge à la Cour, devenant vacante suite à la mise à la retraite de M. le Président Debaedts	832		1079 3481	

MATIERES	DOCUMENTS		ANNALES	BULLETIN Q. et R.
	N°	Pages	Pages	Pages
<b>Cour d'arbitrage (suite)</b>				
Modification de la loi spéciale du 6 janvier 1989 sur la Cour (Nomination des juges) Amendements	558-5 558-5 558-9 558-20 558-48	65, 75, 90 332-334 18-19 11 1	2719, 2798	
Arrêts, recours en annulation et questions préjudicielles			60, 82-83, 257, 463-464, 525-526, 583, 741, 814, 899, 1095-1096, 1277, 1363, 1471, 1499, 1549, 1657, 1941-1942, 1994, 2042-2043, 2069, 2144, 2176, 2201, 2265, 2451, 2553-2554, 2685, 2757, 2935, 3097-3098, 3201, 3288-3289, 3385-3386, 3753, 3865, 4027-4028, 4057	
<i>Voir aussi:</i> Constitution (Révision de la Constitution) — Droit public (Réformes institutionnelles) — Gendarmerie — Impôts sur les revenus (Impôt des sociétés) — Informatique — Magistrats				
<b>Cour de cassation</b>				
Présentation de candidats				
à deux places de conseiller à la Cour, devenues vacantes à la suite de l'accession à l'éméritat de M. le Premier président Soetaert et de la mise à la retraite de M. le Président Rauws Scrutins	495		19 39, 43, 66-67, 71, 73	
à une place de conseiller à la Cour, devenue vacante à la suite du décès de M. le Président de section Boon Scrutins	600		816 993, 1007, 1060, 1070	
à une place de conseiller à la Cour, devenue vacante suite à la mise à la retraite de M. le Président de section De Peuter Scrutins	705		2267 2531, 2541, 2542	
à une place de conseiller à la Cour, devenue vacante à la suite de la nomination de M. De Baets à la Cour d'arbitrage Scrutins	754		2662 2943, 3019, 3020, 3025-3026	
<i>Voir aussi:</i> Constitution (Révision de la Constitution) — Finances provinciales et communales — Impôts sur les revenus				
<b>Cour des comptes</b>				
Communications. — Observations			14-15, 83, 103, 464, 525, 741-742, 772, 814-815, 1096, 1319-1320, 1403, 2144, 2176, 2265-2266, 2588, 2685-2686, 2818, 3033, 3098, 3201, 3247, 3386, 3437, 3753, 3866, 3963, 4029, 4057-4058 2222	
Contrôle sur la perception des recettes fiscales Conformité de budgets administratifs au contenu et aux objectifs du Budget général des Dépenses <i>Voir:</i> Budgets (Budget général des Dépenses)				1759
<i>Voir aussi:</i> Budgets (Généralités) (Voies et Moyens) — Comptabilité de l'État — Foires et expositions — Handicapés — Informatique — Ministres et Ministères (Généralités) — Partis politiques — Pensions (Secteur public) — Promotion sociale				
<b>Cours d'appel</b>				
<i>Voir:</i> Code judiciaire — Constitution (Révision de la Constitution)				

MATIERES	DOCUMENTS		ANNALES Pages	BULLETIN Q. et R. Pages
	N°	Pages		
<b>Cours du travail</b>				
Voir: Juridictions du travail				
<b>Crèches</b>				
Subventionnement de la garde d'enfants Voir aussi: Enseignement (Généralités) — Famille — Office national d'allocations familiales pour travailleurs salariés — Publi- cations			383, 384	
<b>Crédit communal de Belgique</b>				
Parts de capital détenues par la province de Brabant Composition du conseil d'administration. — Place réservée aux Luxembourgeois	777-2	78-80		2185
<b>Criminalité et violence</b>				
<b>Aide aux victimes</b>	530-5	3, 4, 15, 19, 34	529, 567, 568	
Fonds spécial destiné à l'indemnisation des victimes d'actes inten- tionnels de violence			567, 570, 571	
Disparition du Fonds Question orale de M. Hatry			2076	
Informations à la famille				2871
Protection des victimes et des témoins de délits				3509, 3515, 3701
Fonctionnement de la Commission pour l'aide aux victimes d'actes intentionnels de violence				3819
<b>Sécurité du citoyen</b>	530-5 530-6	3, 9 3, 5	527, 528, 639, 641	
à Bruxelles			2452, 2456	
Montée d'un sentiment d'insécurité Voir aussi: Budgets (Premier Ministre) — Communes			4052-4053, 4055	
Police technique (Politique scientifique)	530-5	9-10		
Efficacité des systèmes d'alarme individuels	530-5	21, 28		
Taux d'élucidation des infractions	530-5	21, 36		3511, 3589
Faible taux				
<b>Evolution de la criminalité</b>				
Hausse	530-5	28	566, 567	
Statistiques relatives aux stupéfiants, à la criminalité organisée et à la mafia	530-6	5-15, 23		2555 2555 2556, 3932 3590
au niveau national				
dans le Grand-Anvers				
à la Région de Bruxelles-Capitale				
à Eeklo-Maldegem				
<b>Lutte contre la criminalité</b>	530-5	28-29	567, 568, 571, 639	1175, 2117
Structures internationales				
<b>Responsabilité personnelle des entreprises à surveiller</b>	530-6	25, 31		
<b>Entreprises de gardiennage</b>				
Modification des articles 5 et 6 de la loi du 10 avril 1990 sur les entreprises de gardiennage, sur les entreprises de sécurité et sur les services internes de gardiennage (Personnes ayant exer- cé des fonctions militaires)				
Proposition de loi de MM. Vermeiren et Van Aperen	676-1			
Rapport concernant la situation des secteurs de gardiennage et de sécurité pour l'année 1992			2818-2819	
<b>Modification de la loi du 1<sup>er</sup> août 1985 portant des mesures fiscales et autres (Article 42: indemnité spéciale au bénéfice des membres du personnel de l'armée et des services de police et de secours en cas de dommage résultant d'actes intentionnels de violence)</b>				
Projet de loi*	733-1			
Rapport de M. Arts	733-2			
Discussion et vote			3318, 3322-3323	
<b>Vols</b>				
Lutte contre les vols de bicyclettes				
Proposition de loi de M. H. Van Rompaey	782-1			
dans les camions				
Question orale de M. Desutter			587-588	

MATIERES	DOCUMENTS		ANNALES Pages	BULLETIN Q. et R. Pages
	N°	Pages		
<b>Criminalité et violence (suite)</b>				
<b>Vols (suite)</b>				
Vol à la tire par des mineurs d'âge			2024-2026	
Interpellation de M. Deworme				1712, 2058
Récupération de biens volés par les propriétaires				3392, 3589
Voitures volées et voitures retrouvées				
<i>Voir aussi</i> : Circulation routière				
<b>Prostitution et traite des femmes</b>				
Refus d'octroyer des autorisations de séjour aux victimes de la traite des femmes qui désirent porter plainte et actions tendant à sensibiliser les différents services de police en la matière			130-131, 132-136	
Interpellation de Mme Verhoeven				
Multiplication des preuves du laxisme dont témoignent les autorités belges à l'égard de la traite des femmes et la conduite à adopter pour prévenir cette pratique			131-136	
Interpellation de Mme Maes				2556, 2825
Poursuite pour cause de prostitution et de proxénétisme. — Nationalités des personnes poursuivies				3145
Visa d'entrée pour les femmes des Philippines				3189, 3523
Contrôle des cafés d'animation. — Perquisitions des parties privées				3190, 3197, 3362, 3681
Location de maisons à des fins de prostitution				3190, 3210, 3311, 3523
Police et services judiciaires. — Informateurs dans le milieu de la prostitution				3191, 3197, 3291, 3302
Faillites de cabarets				3191
Trafic de drogue, prostitution et traite des femmes. — Attitude des avocats				3197, 3302
Cafés d'animation. — Récupération des impôts éludés				3275, 3282, 3311, 3399
Délivrance de visas, passeports et cartes de travail				3278, 3523
Cabarets. — Efficacité des contrôles				3278
Doutes au sujet de la politique menée				3278, 3280, 3284, 3494, 3637, 3761
Contrôle des cabarets. — Nombre. — Résultats				3279, 3524
Contrôle des cabarets. — Perquisitions des parties privées				3281, 3762
Paiements par les proxénètes en faux dollars				3283, 3773
Mesures contre la prostitution. — Statut juridique de la prostituée				3283
Permis de travail pour les artistes de cabaret				3284
Artistes de cabaret. — Définition. — Exécution des arrêtés ministériels récents				3342
Attitude du parquet de Gand				3343, 3348
Rapport d'Interpol. — Mesures				3343, 3348
Contrôle des victimes de la traite des femmes faisant une déposition auprès de la police				3343, 3348
Publicité pour la prostitution. — Lutte				3343, 3348
Accueil de femmes voulant témoigner contre leurs « protecteurs »				3343, 3348
Blanchiment des revenus de la prostitution aux Pays-Bas				3346, 3762
Traite internationale des femmes. — Octroi de passeports et de cartes de travail				3348, 3350, 3775, 3943
Ordre de quitter le pays. — Contrôle				3349
Autorisation d'occupation pour les artistes de cabarets. — Définition du concept de danse				3351, 3776
Cabarets. — Fraude fiscale				3393, 3762
Pratique du classement sans suite relatif à la traite des femmes				3449, 3524
Dispositions pénales. — Harmonisation au niveau européen				3449
Règlements-taxes communaux sur les cabarets. — Infractions au Code pénal				3519, 3524, 3866
Contrôle des cabarets. — Mesures d'inspection sociale				3573, 3779
Traite des femmes. — Coopération entre les services des ministères des Finances et de la Justice				3667
Vices de procédure. — Approche globale				3727, 3730
<i>Voir aussi</i> : Enfance et jeunesse — Impôts sur les revenus				
Mesures qui ont été prises à la suite des récentes bagarres dans le métro de Bruxelles			467-468	1115, 1711, 1946
Question orale de M. Van Wallegem				
Viols. — Données				
<i>Voir aussi</i> : Réfugiés				
Assassinat d'un contremaître dans une entreprise liégeoise				1366, 1417, 2833

MATIERES	DOCUMENTS		ANNALES Pages	BULLETIN Q. et R. Pages
	N°	Pages		
<b>Criminalité et violence (suite)</b>				
Ligue juive de défense. — Risques d'attentats dans des pays européens				1674, 1749
Vandalisme à proximité des bâtiments de la B.R.T.N.				2100, 3048
Prévention de la « petite » criminalité				
Résultats de la politique de prévention. — Pourcentage de cas élucidés				2101, 3049
Campagnes préventives menées aux niveaux national et communal contre les pickpockets. — Résultats				2101, 2662
<i>Voir aussi</i> : Communes — Procédure pénale				
Condamnations pour inceste				3078
Attaques à main armée des bureaux de police et des casernes de gendarmerie. — Mesures				3348, 3422
Déprédations aux voitures. — Sanctions				3391, 3589
Criminalité internationale				
Interventions non coordonnées des services de police				3626
Lutte contre le circuit de fraude				3627
Tragédie lors du match de football au stade du Heysel le 29 mai 1985				
<i>Voir</i> : Budgets (Intérieur et Fonction publique)				
Terrorisme				
<i>Voir aussi</i> : Réfugiés				
<i>Voir aussi</i> : Affaires étrangères — Armes — Budgets (Premier Ministre) — Cinéma — Communes — Droit pénal — Education physique et sports — Enfance et jeunesse — Etrangers — Institut national de criminalistique — Justice — Ministres et Ministères (Vice-Premier Ministre, Justice et Affaires économiques) — Postes — Procédure pénale — Racisme — Radio et télévision — Réfugiés — Société nationale des chemins de fer belges				
<b>Criminologie</b>				
<i>Voir</i> : Ministres et Ministères (Vice-Premier Ministre, Justice et Affaires économiques)				
<b>Croix-Rouge</b>				
Ecoles provinciales de formation	530-15	10		2412
Analyses de sang. — Coût des analyses biologiques				
<i>Voir aussi</i> : Assurance maladie-invalidité — Hygiène et santé — Réfugiés				
<b>Cultes</b>				
Reconnaissance du culte islamique. — Traitement des imans	530-5	17, 26, 34-35	569, 570, 572-573	
Augmentation du traitement des ministres des cultes				
Traitements des titulaires de certaines fonctions publiques et des ministres des cultes (Augmentation barémique pour les magistrats, les greffiers et secrétaires des parquets, les titulaires d'une fonction auprès du Conseil d'Etat et les ministres des cultes)				
Projet de loi*	569-1			
Rapport de M. Lozie	569-2			
Discussion et vote			816-825, 999	
Augmentation	804-8	2	3876	
Abrogation de l'article 72 de la loi du 18 germinal an X (8 avril 1802) relative à l'organisation des cultes (Modification de l'affectation des presbytères)				
Proposition de loi de M. Wierinckx	755-1			
Fabrique d'église. — Charges des communes relatives au culte. — Logement mis à la disposition des « desservants »				2558, 2837
Visite du Pape en Belgique. — Compétence en matière de sécurité				3133
<i>Voir aussi</i> : Armée — Budgets (Justice) — Cartes d'identité — Fabriques d'église — Politique sociale — Viande				
<b>Culture fruitière</b>				
<i>Voir</i> : Horticulture — Prix				

MATIERES	DOCUMENTS		ANNALES	BULLETIN Q. et R.
	N°	Pages	Pages	Pages
<b>D</b>				
<b>Décès</b>				
Anciens sénateurs				
MM. Raoul Van Spitael			17	
Simon Poncin			17	
Alfred Bonjean			17	
Joseph De Grauw			815-816	
Roger Dekeyser			815-816	
Paul Herbiet			1301	
Georges Neuray			1461	
Georges Dejardin			1657	
César Heylen			1943	
Emile Lacroix			2127	
Mme Claudette-Coorens			2202	
MM. Albert Lavens			4031	
Elie Van Bogaert			4031	
Emile Henckaerts			4031	
Georges Marmenout			4031	
Antoon Beck			4031	
Carlos De Baeck			4031	
Jean Goffart			4058	
Mode de sépulture. — Enregistrement des dernières volontés				2024
Voir aussi: Armes — Roi et Famille royale				
<b>Défense nationale</b>				
Voir: Affaires étrangères — Armée — Budgets (Défense nationale) — Constitution (Révision de la Constitution) — Ministres et Ministères (Défense nationale)				
<b>Défense sociale</b>				
Personnes internées				
Application de la législation en matière de sécurité sociale				1303
Compétences des Communautés. — Aperçu du nombre d'internés dans les établissements pénitentiaires				1808
<b>Démissions</b>				
M. Verwilt, sénateur			17	
Mme Harnie, sénateur			1079	
M. Vandersmissen, sénateur			2250	
M. Gijs, sénateur			52-53	
<b>Démographie</b>				
Voir: Coopération au développement — Population				
<b>Dentistes</b>				
Orthodontie				
Reconnaissance ultérieure du titre d'orthodontiste (Directives C.E. — A.M.I.)				
Interpellation de M. Goovaerts			1653-1655	
Agrégation de la spécialisation en orthodontie				2273
Voir aussi: Accès à la profession — Assurance maladie-invalidité				
<b>Déportés</b>				
Voir: Invalides de guerre				

MATIERES	DOCUMENTS		ANNALES	BULLETIN Q. et R.
	N°	Pages	Pages	Pages
<b>Députations permanentes</b>				
<i>Voir</i> : Finances provinciales et communales — Langues — Provinces				
<b>Détention préventive</b>				
Evaluation de la nouvelle loi sur la détention préventive	530-5	24, 37		
<b>Détenus</b>				
<i>Voir</i> : Biens — Droit pénal — Etablissements pénitentiaires — Peines				
<b>Dettes publiques</b>				
<b>Débudgétisation</b>				
de la dette de la Société nationale pour la restructuration des secteurs nationaux (S.N.S.N.) et de la dette de la S.A. Socobesom (secteur textile)	526-8	2, 3		
<i>Voir aussi</i> : Budgets (Généralités)				
Charges d'intérêt sur la dette. — Effet « boule de neige »	529-2	8-10, 38, 40, 43, 59, 61	1013, 3104, 3112, 3115, 3441, 3833	
	762-2	15, 17		
	798-2	15, 21		
Meilleure gestion de la dette	529-2	9-10, 28, 29, 31, 36, 58-60	534, 541, 544, 2209, 2212, 2220, 2222, 2227, 2235, 2239, 2242, 3115, 4042, 4068, 4077	
Emission d'un emprunt à coupon zéro	529-2	31, 36, 60		
Réaménagement (consolidation) de la dette	529-2	32	517, 534, 535, 1013	
Ampleur de la dette	798-2	16, 18, 31-32	515-516, 517-518, 535, 536, 1013, 3438	
Evolution. — Compression				1180
Dettes extérieures	798-2	29, 37-38		
« Constitutionnalisation » de la dette			3439, 3442	
Constitution et répartition				1630, 2844
Création d'un fonds d'amortissement				
<i>Voir</i> : Emprunts				
<i>Voir aussi</i> : Budgets (Dettes publiques) — Emprunts — Finances — Régions et Communautés				
<b>Distinctions honorifiques</b>				
Limitation de la portée des lois relatives aux rentes afférentes aux ordres nationaux conférés aux militaires de rang subalterne (Cadre de réserve)				
Projet de loi*	746-1			
Rapport de M. Marchal	746-2			
Discussion et vote			3406, 3546-3547	
<b>Distrigaz</b>				
<i>Voir</i> : Gaz				
<b>Divorce</b>				
Droits des enfants				1251, 1626
Avocats à la disposition des enfants				1658, 2120
Non-communication du procès-verbal de non-rapprochement au procureur du Roi				1498, 3296
Droit de visite. — Sanctions en cas de non-respect des accords				2428, 3148
Divorce de ressortissants turcs. — Justice belge				2755, 2759, 3051, 3402
<i>Voir aussi</i> : Affaires étrangères — Code judiciaire — Droit pénal — Impôts sur les revenus (Charges et dépenses déductibles) — Pensions (Généralités) (Secteur public)				

MATIERES	DOCUMENTS		ANNALES	BULLETIN Q. et R.
	N°	Pages	Pages	Pages
<b>Domaines</b>				
Insertion d'un article 1412bis dans le Code judiciaire (Saisie sur des biens du domaine public ou privé) Projet amendé par la Chambre des Représentants	769-1			
Travaux qui ont été réalisés sans permis de bâtir dans le domaine Ryckvelde à Beernem Question orale de M. Lozie			1282-1283	1291, 1397
Domaines militaires Classement comme sites Interpellation de M. Loones			3033-3036, 3037-3040-3041, 3230-3232	
Affectation de domaines susceptibles d'être aliénés Interpellation de M. Vermeiren			3036-3040-3041, 3230-3232	
Délabrement de la caserne Dailly Vente de domaines en Flandre occidentale Exercices de tir par temps sec Vente d'un domaine à Zoersel-Hal Organisation d'un rallye dans le domaine de Lagland (Réserve naturelle)				1719, 1835 2103, 2200 2949, 3546 3596 3922
<b>Dommages de guerre</b>				
Réparation des dommages aux biens nécessaires à un service public ou à la poursuite d'une fin d'intérêt général. — Clôture des procédures d'indemnisation	526-9 526-12	1-2 1-2		
Législation. — Restauration du béguinage d'Aarschot Voir aussi: Politique sociale				3014, 3141
<b>Douanes et accises</b>				
Entrepôts douaniers (Aspects qui ne sont pas prévus par les règlements C.E.E: cautionnement, gestion du type F, peines) Projet de loi Rapport de M. Weyts Amendements du Gouvernement Discussion et vote	516-1 516-2 516-3		761-765, 786-787, 792-793	
Perception d'écotaxes sous forme d'accises Intérêts de retard et intérêts moratoires	529-2 591-2 (Annexes)	56 104		
Modification de la loi générale sur les douanes et accises (Politique agricole commune — Droit de la C.E.) Projet de loi Rapport de M. Tavernier Discussion et vote	657-1 657-2		3305-3317, 3321	
Constitution obligatoire d'une garantie par les entrepôts douaniers Question orale de M. Suykerbuyk			1998	
Proposition de réduction des droits d'accises de 90 p.c. sur les biocarburants Interpellation de Mme Dardenne			3807-3809	
Contrôles Trafic de marchandises. — Suppression des contrôles aux frontières. — Preuve de livraison aux postes frontalières intérieures de la C.E. — Fouilles de voitures Brigades volantes Contrôles dans les agglomérations urbaines et pendant le week-end sur le flux de marchandises Répartition territoriale. — Bilan				1886 1950 3207, 3304 3207, 3305
Voir aussi: Aéronautique — Armes — Communautés européennes — Ministres et Ministères (Finances) (Intégration sociale, Santé publique et Environnement) — Produits pétroliers — Taxe sur la valeur ajoutée — Taxis				
<b>Drapeau</b>				
Voir: Fourons — Navigation				

MATIERES	DOCUMENTS		ANNALES	BULLETIN Q. et R.
	N°	Pages	Pages	Pages
<b>Droit des gens</b>				
Voir: Affaires étrangères — Droit pénal				
<b>Droit maritime</b>				
Voir: Police				
<b>Droit pénal</b>				
Compétence des Communautés et des Régions en matière de droit pénal	100-15/4° 558-5	51, 66 66, 70, 71-72, 86, 184- 200	1369, 1373, 2678, 2688, 2692-2693, 2695, 2696, 2698, 2703, 2706-2708, 2710, 2772, 2777, 2778, 2779, 2780, 2784	
Perquisition	558-14 558-32 100-15/4° 558-5 558-32 558-5	1-2 1-2 66 200 2 197-198	2694, 2706, 2710, 2789, 2790 2693, 2694, 2698	
Agents et officiers de police judiciaire				
Blanchiment de capitaux				
Prévention de l'utilisation du système financier aux fins du blanchiment (Adaptation de notre droit à la directive du Conseil de la C.E.E.)				
Projet de loi S.E. 1991-1992				
Amendement de M. de Donnée	468-3			
Amendement de M. Cooreman	468-4			
Rapport complémentaire de M. Van Thillo	468-5			
Discussion et vote			29-39, 67, 68	
Motion d'ordre de M. Cooreman (Demande le renvoi en commission des Finances)			39-40	
Complément à l'article 2, alinéa 1 <sup>er</sup> , de la loi du 11 janvier 1993 relative à la prévention de l'utilisation du système financier aux fins de blanchiment (Biens immobiliers)				
Proposition de loi de M. Garcia	669-1			2972
Blanchiment d'or dans les banques suisses (Président Mobutu)				
Voir aussi: Criminalité et violence — Impôts — Jeux et paris				
Répression des infractions graves aux Conventions internationales de Genève du 12 août 1949 et au Protocole I du 8 juin 1977 additionnel à ces Conventions				
Projet de loi S.E. 1991-1992				
Rapport de M. Loones	481-2			
Evasion de détenus				
Abrogation de l'article 335, alinéa 2, du Code pénal (Acte contribuant à permettre l'évasion d'un détenu — Cause d'excuse: parents et alliés)				
Projet de loi	506-1			
Rapport de M. R. Van Rompaey	506-2			
Discussion et vote			1963-1964, 2012-2013	
Proposition de loi relative à la répression de l'évasion			567	
Répression de la contestation, de la remise en cause et de la négation ou de l'apologie des crimes contre l'humanité et des crimes de guerre				
Proposition de loi de M. Lallemand	517-1			
Informatisation du casier judiciaire	530-5	6	570	
Liaison avec les communes				3344, 3643
Mission des services de police communale				3349, 3646
Correctionnalisation de crimes	530-5	6, 13-14		
« Socialisation » du droit pénal	530-5 558-5	18-19 185	569	
Dépénalisation de certaines infractions au code de la route moyennant le paiement d'une somme	530-17	3		
Modification de l'article 496 du Code pénal (Tentative d'escroquerie)				
Projet de loi	597-1			
Rapport de M. Hermans	597-2			
Discussion et vote			1964, 2012-2013	

MATIERES	DOCUMENTS		ANNALES Pages	BULLETIN Q. et R. Pages
	N°	Pages		
<b>Droit pénal (suite)</b>				
Modification de l'article 369bis du Code pénal relatif à l'enlèvement d'enfants ( <i>Legal kidnapping</i> ) Proposition de loi de Mme Herzet	611-1			
Insertion d'un article 30ter dans le livre premier, chapitre II, du Code pénal (Effacement d'une condamnation — Mention des déchéances et des interdictions dans le jugement de condamnation) Proposition de loi de M. Erdman	668-1			
Insertion d'un article 331ter dans le Code pénal afin de réprimer davantage la violence et les débordements des spectateurs lors de manifestations sportives et notamment de matches de football Proposition de loi de M. Foret	702-1			
Poursuites contre les personnes morales (e.a. délits environnementaux) Proposition de loi de M. Cuyvers	805-1			
Politique criminelle Expert en matière pénale. — Coûts de photographie. — Adaptation des tarifs			567	
Révision d'une condamnation Vagabondage et mendicité Voir: Justice — Politique sociale				1200, 2650 3279
Suspension, sursis et probation Voir: Peines Voir aussi: Aéronautique — Affaires étrangères — Art de guérir — Constitution (Révision de la Constitution) — Criminalité et violence — Enfance et jeunesse — Environnement — Etrangers — Peines — Procédure pénale — Racisme — Stupéfiants				
<b>Droit public</b>				
<b>Réformes institutionnelles</b>				
Accord de la Saint-Michel. — Dialogue de Communauté à Communauté. — Discussion «générale» sur l'ensemble de la réforme de l'Etat	100-15/4° 558-5	3-115 3, 86	1347-1362, 1363-1384, 1389-1402, 1415-1424, 2678, 2681, 2687-2690, 2701, 2702-2703, 2705, 2706, 3534, 3554, 3555, 3556, 3559-3560, 4041, 4068, 4070	
Transfert de compétences entre l'Etat fédéral et les entités fédérées	100-15/4° 558-5	7-8, 33- 35, 41- 42, 46 65, 66-72, 79, 87, 124-158	1350-1351, 1352, 1354, 1358, 1372-1373, 1383, 2691-2692, 2695, 2705- 2706, 2720-2721	
Compétences résiduelles, implicites ou accessoires	100-15/4° 558-5	13, 23-26, 32-34, 54, 66 65, 70- 72, 136	1392, 1394, 1419, 2691, 2692	
Voir aussi: Régions et Communautés Entrée en vigueur après consultation populaire	100-15/4° 558-5 558-9	18, 45, 46, 53 334-335 19	1361, 1369, 1373-1374, 1375, 1392, 1400, 1422	
Achèvement de la structure fédérale de l'Etat (Loi spéciale) (Modification de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, de la loi spéciale du 12 janvier 1989 relative aux institutions bruxelloises, de la loi spéciale du 16 janvier 1989 relative au financement des Communautés et des Régions, de la loi du 2 août 1963 sur l'emploi des langues en matière administrative, des lois sur l'emploi des langues en matière administrative et de la loi spéciale du 6 janvier 1989 sur la Cour d'arbitrage) Proposition de loi de M. Van Rompuy Avis du Conseil d'Etat Amendements de M. Van Rompuy et consorts Avis du Conseil d'Etat sur les amendements doc. n° 558-3	558-1 558-2 558-3 558-4		1569	

MATIERES	DOCUMENTS		ANNALES Pages	BULLETIN Q. et R. Pages
	N°	Pages		
<b>Droit public (suite)</b>				
<b>Réformes institutionnelles (suite)</b>				
Achèvement de la structure fédérale de l'Etat (Loi spéciale) (Modification de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, de la loi spéciale du 12 janvier 1989 relative aux institutions bruxelloises, de la loi spéciale du 16 janvier 1989 relative au financement des Communautés et des Régions, de la loi du 2 août 1963 sur l'emploi des langues en matière administrative, des lois sur l'emploi des langues en matière administrative et de la loi spéciale du 6 janvier 1989 sur la Cour d'arbitrage) (suite)				
Rapport de MM. Schiltz et Benker	558-5			
Amendement de M. Vandenberghe et consorts	558-6			
Amendements de M. Van Rompuy et consorts	558-7			
Amendements de M. de Donnée et consorts	558-8			
Amendements de M. Desmedt	558-9			
Amendements de M. de Donnée et consorts	558-10			
Amendement de M. de Donnée et consorts	558-11			
Amendements de M. Houssa et consorts	558-12			
Amendements de M. Hasquin et consorts	558-13			
Amendements de M. Barzin et consorts	558-14			
Amendements de M. Monfils et consorts	558-15			
Amendements de M. de Donnée et consorts	558-16			
Amendements de M. Monfils et consorts	558-17			
Amendements de M. Monfils et consorts	558-18			
Amendements de M. de Donnée et consorts	558-19			
Amendements de M. Monfils et consorts	558-20			
Amendements de M. Evers et consorts	558-21			
Amendement de M. Monfils et consorts	558-22			
Amendements de M. Evers et consorts	558-23			
Amendement de M. Hatry et consorts	558-24			
Amendement de M. Monfils et consorts	558-25			
Amendements de M. de Donnée et consorts	558-26			
Amendements de M. de Donnée et consorts	558-27			
Amendement de MM. de Donnée et Hasquin	558-28			
Amendements de M. Monfils et consorts	558-29			
Amendement de M. Monfils et consorts	558-30			
Amendement de M. de Donnée et consorts	558-31			
Amendements de M. Barzin	558-32			
Amendement de M. Monfils et consorts	558-33			
Amendements de M. Van Belle	558-34			
Avis du Conseil d'Etat (Droit de préemption des Communautés et des Régions)	558-35			
Amendements de MM. Verreycken et Raes	558-36			
Amendements de MM. Verreycken et van Walleghem	558-37			
Amendement de MM. Verreycken et Peeters	558-38			
Amendements de MM. Verreycken et Buelens	558-39			
Amendement de MM. Verreycken et Bosman	558-40			
Amendement de M. Van Belle	558-41			
Rapport complémentaire de MM. Benker et Schiltz	558-42			
Amendements de M. de Donnée et consorts au texte adopté par la Commission	558-43			
Amendement de M. Hatry et consorts au texte adopté par la Commission	558-44			
Sous-amendement de M. Van Belle (au doc. n° 558-41)	558-45			
Amendements de M. Goovaerts et consorts	558-46			
Amendement de MM. Goovaerts et Van Thillo	558-47			
Amendement de M. Goovaerts	558-48			
Amendements de M. Goovaerts au texte adopté par la Commission	558-49			
Amendement de M. Van Belle et consorts	558-50			
Motion d'ordre de M. De Croo (Avis du Conseil d'Etat sur des amendements)			1529-1530, 1569	
Discussion générale			2677-2684, 2686-2711,	
			2713-2726, 2772-2780,	
			2783-2800, 2819	
			2819-2883	
			2946-3017	
			3017-3020	
Discussion des articles			1392, 1401, 1420	
Votes réservés				
Vote				
Hiéarchie des normes	558-5	136		

MATIERES	DOCUMENTS		ANNALES Pages	BULLETIN Q. et R. Pages
	N°	Pages		
<b>Droit public (suite)</b>				
<b>Réformes institutionnelles (suite)</b>				
Modification de la loi spéciale du 8 août 1980				
Amendements	558-9	1-8		
	558-10	1-3		
	558-11	1		
	558-12	1-4		
	558-13	1-3		
	558-14	1-3		
	558-15	1-2		
	558-16	1-2		
	558-17	1-4		
	558-18	1-2		
	558-20	12		
	558-21	1-2		
	558-22	1		
	558-23	1-2		
	558-24	1-2		
	558-25	1-2		
	558-27	1		
	558-28	1		
	558-29	1-2		
	558-30	1		
	558-31	1		
	558-32	1-3		
	558-33	1		
	558-34	1-3		
	558-36	1-3		
	558-41	1		
	558-45	1		
	558-50	1		
Entrée en vigueur après adaptation au programme minimal en 10 points du Conseil flamand	558-40	1		
Réforme de l'Etat				
Proposition de résolution de MM. de Donnée et Monfils	645-1			
Rapport de M. Cerexhe	645-2			
Discussion et vote			2130-2142, 2145-2160, 2385-2386	
Organisation d'une consultation populaire sur l'actuelle réforme de l'Etat connue sous le nom d'« Accord de la Saint-Michel »				
Proposition de loi de MM. Desmedt et de Donnée	708-1			
Achèvement de la structure fédérale de l'Etat (Loi ordinaire) (Elections du Conseil régional wallon et du Conseil flamand — Election simultanée du Conseil régional wallon, du Conseil flamand, du Parlement européen et des Chambres législatives — Modifications du Code électoral — Election du Sénat et de la Chambre des représentants — Modification de la loi du 3 juillet 1971 relative à la répartition des membres des Chambres législatives en groupes linguistiques — Modification de la loi du 6 août 1931 établissant des incompatibilités et interdictions concernant les Ministres et les membres des Chambres législatives — Modification de la loi du 10 janvier 1974 réglant l'admissibilité de certains services pour l'octroi des pensions à charge du Trésor public — Modifications de la loi du 31 décembre 1983 de réformes institutionnelles pour la Communauté germanophone et de la loi du 6 juillet 1990 réglant le mode d'élection du Conseil de la Communauté germanophone — Modifications de la loi du 12 janvier 1989 réglant les modalités de l'élection du Conseil de la Région de Bruxelles-Capitale — Modification de la loi du 23 mars 1989 relative à l'élection du Parlement européen — Modification de la loi provinciale et de la loi du 19 octobre 1921 organique des élections provinciales; Bra- bant — Délimitation des provinces du Brabant wallon et Brabant flamand et désignation de leurs chefs-lieux — Modification de la nouvelle loi communale et de la loi électorale communale — Modification des lois sur l'emploi des langues en matière adminis- trative — Accords de coopération; juridiction — Loi relative à la suppression ou à la restructuration d'organismes d'intérêt public; O.N.D.A.H. — Protection civile — Compétence fiscale des Com- munautés et des Régions — Modifications du Code judiciaire et de la loi du 15 juin 1935 concernant l'emploi des langues en matière judiciaire, suite à la scission de la province de Brabant — Ecotaxes)				
Projet de loi*	777-1			
Rapport (Commission de l'Intérieur) de M. Quintelier	777-2			

MATIERES	DOCUMENTS		ANNALES Pages	BULLETIN Q. et R. Pages
	N°	Pages		
<b>Droit public (suite)</b>				
<b>Réformes institutionnelles (suite)</b>				
Achèvement de la structure fédérale de l'Etat (Loi ordinaire) (suite)				
Rapport (Commission de la révision de la Constitution et des réformes des institutions) de M. Arts	777-3			
Rapport (Commission des Finances) (Congé politique des parlementaires fonctionnaires) de Mme Delcourt-Pètre	777-4			
Rapport (Commission des Finances) (Ecotaxes) de M. Tavernier	777-5			
Amendements (Elections du Conseil régional wallon et du Conseil flamand — Modification du Code électoral, de la loi du 6 juillet 1990 réglant le mode d'élection du Conseil de la Communauté germanophone, de la loi du 12 janvier 1989 réglant les modalités de l'élection du Conseil de la Région de Bruxelles-Capitale, de la loi du 23 mars 1989 relative à l'élection du Parlement européen, de la loi du 19 octobre 1921 organique des élections provinciales et de la loi électorale communale) de M. Pedé	777-6			
Amendements (Ecotaxes) de M. De Grauwe et consorts	777-7			
Amendements (Ecotaxes) de MM. Hatry et van Weddingen	777-8			
Amendements (Ecotaxes) de MM. van Weddingen et Hatry	777-9			
Amendements (Ecotaxes) de M. Houssa et consorts	777-10			
Amendements (Ecotaxes) de MM. Hatry et van Weddingen	777-11			
Amendements (Ecotaxes) de MM. van Weddingen et Hatry	777-12			
Amendements (Elections du Conseil régional wallon et du Conseil flamand — Modification du Code électoral) de MM. de Donnée et Vandenhautte	777-13			
Amendements (Modification du Code électoral, de la loi du 10 janvier 1974 réglant l'admissibilité de certains services pour l'octroi des pensions à charge du Trésor public, de la loi du 6 juillet 1990 réglant le mode d'élection du Conseil de la Communauté germanophone, de la loi du 22 janvier 1989 réglant les modalités de l'élection du Conseil de la Région de Bruxelles-Capitale, de la loi du 23 mars 1989 relative à l'élection du Parlement européen et de la loi provinciale) de MM. de Donnée et Vandenhautte	777-14			
Amendements (Modification de la loi organique des élections provinciales et de la loi électorale communale) de MM. de Donnée et Vandenhautte	777-15			
Amendements (Modification de la loi du 6 août 1931 établissant des incompatibilités et interdictions concernant les Ministres et les membres des Chambres législatives) de M. de Donnée et consorts	777-16			
Amendements (Modification de la loi du 31 décembre 1983 de réformes institutionnelles pour la Communauté germanophone) de MM. Evers et de Donnée	777-17			
Amendements (Elections du Conseil régional wallon et du Conseil flamand — Modification de la loi du 31 décembre 1983 de réformes institutionnelles pour la Communauté germanophone) de M. Evers et consorts	777-18			
Amendements (Modification de la loi du 31 décembre 1983 de réformes institutionnelles pour la Communauté germanophone, de la loi provinciale, de la loi organique des élections provinciales et de la loi du 23 septembre 1985 relative à l'emploi de la langue allemande en matière judiciaire et à l'organisation judiciaire) de M. Evers et consorts	777-19			
Amendement (Modification de la loi du 12 janvier 1989 réglant les modalités de l'élection du Conseil de la Région de Bruxelles-Capitale: résidence principale) de MM. de Donnée et Vandenhautte	777-20			
Amendement (Modification de la loi du 2 août 1963 sur l'emploi des langues en matière administrative: Bruxelles-Capitale; enseignement) de M. de Donnée et consorts	777-21			
Amendement (Suppression de l'obligation de vote) de M. Pedé	777-22			
Amendement (Elections du Conseil régional wallon et du Conseil flamand) de M. Verreycken et consorts	777-23			
Amendements (Modification du Code électoral) de M. Verreycken et consorts	777-24			
Amendements (Modification du Code électoral — Election du Parlement européen — Modification de la loi provinciale) de M. Verreycken et consorts	777-25			
Amendements (Modification de la loi provinciale — Brabant flamand — Ecotaxes) de M. Verreycken et consorts	777-26			

MATIERES	DOCUMENTS		ANNALES Pages	BULLETIN Q. et R. Pages
	N°	Pages		
<b>Droit public (suite)</b>				
<b>Réformes institutionnelles (suite)</b>				
Achèvement de la structure fédérale de l'Etat (Loi ordinaire) (suite)				
Amendements (Modification du Code électoral; Hal-Vilvorde) de MM. Van Hooland et Appeltans	777-27			
Amendements (Modification du Code électoral; Hal-Vilvorde — Election du Parlement européen; Hal-Vilvorde) de MM. Van Hooland et Appeltans	777-28			
Amendements (Election du Parlement européen; Hal-Vilvorde) de MM. Van Hooland et Appeltans	777-29			
Discussion générale			3533-3536, 3552-3561, 3563-3572	
Discussion des articles			3572-3728	
Votes réservés			3762-3782	
Vote			3782-3787	
Achèvement de la structure fédérale de l'Etat et complément à la législation électorale relative aux Régions et aux Communautés (Elections du Conseil régional wallon et du Conseil flamand — Election du Conseil de la Région de Bruxelles-Capitale — Elections simultanées pour le renouvellement des Chambres législatives ou du Parlement européen et des élections pour les conseils régionaux et communautaires)				
Projet de loi spéciale*	778-1			
Rapport de M. Arts	778-2			
Discussion et vote			3729-3730, 3782	
Accord de la St. Michel			12, 518, 519, 527, 528, 529-530, 532, 2391	
<i>Voir aussi</i> : Constitution (Révision de la Constitution)				
Réduction du nombre des mandataires politiques			1376-1378	
Attitude des écologistes dans le cadre de la réforme de l'Etat			2197	
Fédéralisme d'union			2221	
Complexité des textes. — Déficit démocratique			2682, 2684, 2690-2691	
Réforme de l'Etat dans un esprit de loyauté fédérale			4032, 4050-4051, 4053, 4062-4063, 4067, 4074	
<b>Réforme du Sénat</b>				
<i>Voir aussi</i> : Chambres législatives — Ordre des travaux				
Protection des minorités				
<i>Voir</i> : Langues				
Règlement du problème des chèques-repas				
<i>Voir</i> : Rémunérations et salaires				
<i>Voir aussi</i> : Chambres législatives — Conseils des communautés — Conseils régionaux — Constitution (Révision de la Constitution) — Cour d'arbitrage — Provinces — Régions et Communautés — Sénat				
<b>Publicité de l'administration</b>	100-15/4°	29	528, 1378, 1417	
<i>Voir aussi</i> : Constitution (Révision de la Constitution)	530-6	2, 9		
Obligation de publier annuellement la liste des mandats, fonctions et professions exercés en Belgique ou à l'étranger par les membres de la Chambre des représentants et du Sénat, les membres des Conseils communautaires et régionaux, les membres du Conseil de la Région de Bruxelles-Capitale ainsi que les membres belges du Parlement européen				
Proposition de loi de M. Appeltans	723-1			
Obligation de publier annuellement la liste des mandats, fonctions et professions exercés en Belgique ou à l'étranger par les membres des conseils provinciaux, les membres des conseils communaux, les membres de l'assemblée générale des intercommunales ainsi que les membres des conseils de l'aide sociale				
Proposition de loi de M. Appeltans	724-1			
Obligation de publier annuellement la situation de revenu et de fortune des ministres et secrétaires d'Etat fédéraux, des membres des gouvernements communautaires et régionaux, des membres de l'Exécutif de la Région de Bruxelles-Capitale ainsi que des membres des collèges des commissions communautaires et certaines incompatibilités				
Proposition de loi de M. Appeltans	726-1			
Obligation de publier annuellement la situation de revenu et de fortune des membres des députations permanentes, des membres des collèges de bourgmestre et échevins, des membres des conseils d'administration et des comités de direction des intercommunales ainsi que des présidents des C.P.A.S. et certaines incompatibilités				
Proposition de loi de M. Appeltans	727-1			

MATIERES	DOCUMENTS		ANNALES	BULLETIN Q. et R.
	N°	Pages	Pages	Pages
<b>Droit public (suite)</b>				
Centralisation de la gestion politique et causes institutionnelles possibles de la persistance du divorce entre la politique et le citoyen dans l'état fédéral belge (Provinces et communes)			2461-2464	
Interpellation de M. Dierickx			4062	
Renouveau culturel (Nouvelle politique culturelle et sociale)			4066	
Règles éthiques en matière de politique				
Voir aussi: Marchés de l'Etat — Politique sociale				
<b>Droits d'auteur</b>				
Transposition de la directive relative à la protection juridique des programmes d'ordinateurs	530-16	7		
Organisation du droit de suite en Belgique			1272-1275	2614, 3149
Interpellation de M. Hatry				
Législation — Marché de l'art			4055	3565
Droit de copie privée				
Examens publics dans les écoles de musique et les conservatoires				
<b>Droits de l'homme</b>				
Création d'un Centre pour l'égalité ethnique				
Projet de loi*	497-1			
Rapport de M. De Loor	497-2			
Discussion et vote			1530-1535, 1541-1546, 1610-1611	
Violation des droits de l'homme au Viêt-nam				
Proposition de résolution de M. Valkeniers	800-1			1342, 5666, 3838
au Chili. — Répression contre les indiens Mapuche				1422
au Niger. — Répression contre les Touaregs				1424
en Haïti				1461
au Salvador. — Commission de la vérité. — Mandat				1624
en Inde, notamment dans l'Etat du Pendjab				1744
en Inde, dans les Etats du Pendjab et du Cachemire				1807
en Turquie. — Droit à l'autodétermination pour les Kurdes				
Voir aussi: Affaires étrangères				
au Burundi. — Militaires impliqués dans le meurtre de civils. — Résultats de l'enquête promise				1807
en Grèce. — Personnes condamnées en raison de leur idéologie				2362
en Birmanie. — Mme Aung San Suu Kyi (Prix Nobel) en résidence surveillée				2363, 2364
au Kosovo. — Violation des droits politiques des Albanais				2365
au Kosovo. — Protection de la population albanaise				2643
au Viêt-nam. — Droit à la liberté d'expression				2643
en Colombie. — Terrorisme d'Etat				2644
par le Gouvernement sud-africain et l'A.N.C.				2646
en Colombie. — Assassinat d'activistes				2970
au Tchad				3091, 3259
Respect des droits de l'homme au Viêt-Nam				3221
Dispersion des Macédoniens égéens en Europe				3355
Risque d'échec de la Conférence mondiale sur les droits de l'homme qui se tiendra à Vienne du 14 au 25 juin 1993				
Question orale de M. Pataer			2766	
en matière sociale. — Introduction de clauses sociales dans les traités commerciaux et de coopération				3587
Voir aussi: Affaires étrangères — Burundi — Constitution (Révision de la Constitution) — Coopération au développement — Organisation des Nations Unies — Rwanda — Zaïre				
<b>Droits d'enregistrement</b>				
Evolution des recettes	529-2	22, 50-56		
Nouvelles dispositions légales	529-2	30		
	591-2	42-43		
Adaptation des règles de restitution d'une partie des droits en cas de revente rapide d'un immeuble (Art. 212 du Code)	529-2	30-31, 56	981, 982, 983, 1009	
	591-2	4, 6, 71-74		
	591-14	7-8		
	591-15	8-9		
	591-18	10		

MATIERES	DOCUMENTS		ANNALES	BULLETIN Q. et R.
	N°	Pages	Pages	Pages
<b>Droits d'enregistrement (suite)</b>				
Acquisition d'une habitation modeste				
Modification de l'article 60 du Code des droits d'enregistrement, d'hypothèque et de greffe (Réduction à 6 p.c. du droit d'enregistrement en cas d'acquisition d'une habitation modeste — Inscription au registre de l'état civil de la commune où l'immeuble est situé)				
Proposition de loi de M. Bouchat	549-1			
Adaptation des droits d'enregistrement à taux réduit en Région de Bruxelles-Capitale				
Proposition de résolution de M. de Donnée	688-1 591-2	102		
Intérêts de retard et intérêts moratoires	(Annexes)			
Droits sur aéronefs et modification du Code judiciaire et du Code des droits d'enregistrement, d'hypothèque et de greffe				
Projet de loi 1990-1991				
Document paru antérieurement	614-1			
Adaptation des amendes figurant dans le Code des droits d'enregistrement, d'hypothèque et de greffe	762-2 762-12 762-22	5, 11 20 7	3102, 3104, 3122, 3126	
<i>Voir aussi</i> : Impôts				
Augmentation du droit fixe général	762-2 762-13 798-2	10-11 21 33		
<i>Voir aussi</i> : Impôts				
A.S.B.L. — Apports à titre gratuit. — Droit proportionnel				1678
Achat d'une maison délabrée				2943, 3157
Encouragement à la construction de nouvelles habitations. — Réduction des droits				3129, 3483
Mesure générale anti-abus de droit				3200, 3484
Redressements				3846
Estimation de biens immeubles. — Terres agricoles				3921
<i>Voir aussi</i> : Baux à loyer — Impôts — Nationalité — Taxe sur la valeur ajoutée				
<b>Droits de succession</b>				
Adaptation des amendes figurant dans le Code	762-2 (Annexes) 762-12 762-22	138-139 20 6	3102, 3104, 3122, 3126	
<i>Voir aussi</i> : Impôts				
Taxe annuelle sur les organismes de placement collectif	762-2 (Annexes) 762-3 762-11	139 7-8 18		
<i>Voir aussi</i> : Impôts				
Centres de coordination (Code des droits de succession) — Taxe annuelle	591-2 591-16	75-78 9	1010	
Projet de loi sur la réduction des droits de succession sur les biens forestiers. — Position des Exécutifs régionaux				2321
Exonération des parts et actions				2561, 2896
Vérification de la valeur vénale des biens mobiliers. — Sous-évaluation. — Références				3199, 3409
Ouverture de coffres. — Abus				3199, 3531
Mesure générale anti-abus de droit				3200, 3484
Dation d'œuvres d'art				3627, 3766
Exonération en faveur des héritiers en ligne directe. — Inflation. — Adaptation du montant				3671, 3888
Redressements				3846
Estimation de biens immeubles. — Terres agricoles				3921
<b>Droits de timbre</b>				
Modifications au Code des droits de timbre et des taxes assimilées au timbre. — Adaptation des montants. — Majoration des amendes	762-2 762-2 (Annexes) 762-11 798-2	5, 11 136-138 18 33	3102, 3104, 3122, 3126	
<i>Voir aussi</i> : Impôts				
<i>Voir aussi</i> : Impôts				

MATIERES	DOCUMENTS		ANNALES	BULLETIN Q. et R.
	N°	Pages	Pages	Pages
<b>E</b>				
<b>Eau</b>				
<i>Voir</i> : Affaires étrangères — Agriculture — Communautés européennes — Environnement — Pollution des eaux — Produits alimentaires				
<b>Ecole royale militaire</b>				
Eventuel déménagement. — Rénovation	530-10	10, 17-18, 20, 22-23		
Projet de loi relatif à la reconnaissance des diplômes	530-18	11		
Concours d'admission Officiers de carrière Projet d'A.M. organisant le concours. — Contrôle de la connaissance de la seconde langue nationale				1086, 1966, 2913
Application de la loi concernant l'usage des langues à l'armée				3374
Ecole militaire de Lierre. — Tentatives de transfert à Bruxelles				3286, 3784
<i>Voir aussi</i> : Armée				3633, 3793
<b>Economie</b>				
Note de politique générale du Ministère des Affaires économiques	530-16	3-19	573-574	
Politique de concurrence	530-16	4, 24-27	576	
Création du Conseil de la concurrence. — Composition	530-16	4, 25		1378
Concurrence internationale dans la C.E. — Principe de subsidiarité			2210-2211	1177
Connaissance de la deuxième langue nationale. — Preuve. — Diplôme				2758
Conseil de la concurrence. — Renseignements divers				3196, 3938
Actions au niveau du droit économique	530-16	17		
Transposition de directives européennes	530-16	17, 34		
Crise économique				
Conjoncture économique. — Croissance économique	530-16 591-2	19-20 8	516, 522, 526, 534, 545, 976, 987, 1013, 2186-2187, 2197-2198, 2199, 2203, 2220, 2226, 2229, 2236, 2239, 3438, 3873-3874, 4047-4048, 4073, 4074	
<i>Voir aussi</i> : Budgets (Voies et Moyens)				
Politique de relance	762-2 798-2	13, 14, 15 27-28	538	
<i>Voir aussi</i> : Communautés européennes				
Détérioration de la situation économique du pays et conséquences sur l'emploi, le chômage, le plan de convergence européen, le budget et la sécurité sociale				
Interpellation de M. de Donnée			1535-1541	
Appréhension en tant qu'indépendant d'une aggravation nouvelle de la crise économique et du chômage			2235	
Comparaison de la crise de 1984-1986 avec la situation en 1992-1993			2238	
Etroitesse de la marge de manœuvre du Gouvernement			4046, 4074	
Considérations sur la crise dans son contexte européen			4074-4075	
Sauvegarde et redressement de la compétitivité	798-2	5	2177, 2186, 2189, 2192, 2211, 2220-2222, 2236, 2241, 3104, 3111, 3438, 4032, 4033, 4034, 4048, 4051, 4063, 4064, 4071- 4072, 4075	3079, 3224
Compétitivité par rapport à l'Europe de l'Est et au Sud-Est asiatique			3438, 3440	3530, 3572, 3574, 3605, 3782
Position concurrentielle au sein de l'Europe			4074, 4077	
<i>Voir aussi</i> : Energie				
Programme futur de la Commission de l'Economie du Sénat			574	
Baisse du pouvoir d'achat			2237, 4044, 4046	

MATIERES	DOCUMENTS		ANNALES Pages	BULLETIN Q. et R. Pages
	N°	Pages		
<b>Economie (suite)</b>				
Régression des investissements étrangers en Belgique			3833	
Plan <i>Lubbers</i> aux Pays-Bas			4046, 4047	
Crise des mentalités. — Relance de l'esprit d'entreprise et de créativité			4048-4049	
Arrondissement d'Ostende. — Programmes d'impulsion				1221
Etude sur la comparaison internationale de la productivité. — Entreprises belges. — Modalités de calcul de l'indice				1228
Reprise économique attendue en Inde				3537
Conséquences pour les échanges commerciaux				3568, 3759
Conséquences pour la production industrielle de la C.E. et de notre pays				3538
Importance de la R.D. pour la reprise économique de l'Europe. — Taxe d'automatisation				
Compensations économiques				
<i>Voir: Armée</i>				
<i>Voir aussi: Abus de puissance économique — Affaires étrangères —   Armée — Commerce extérieur — Communautés euro-   péennes — Constitution (Révision de la Constitution) —   Energie — Entreprises — Industrie — Politique sociale</i>				
<b>Economie agricole et horticole</b>				
Rapport pour la période 1991-1992			772	
<i>Voir aussi: Agriculture</i>				
<b>Education nationale</b>				
<i>Voir: Enseignement</i>				
<b>Education physique et sports</b>				
Imposition aux clubs et organisateurs de manifestations, dites à hauts risques, du coût de la sécurité				
Proposition de loi de M. Lenfant	632-1			
<i>Voir aussi: Armes — Assurance maladie-invalidité — Droit pénal —   Impôts sur les revenus (Charges et dépenses déductibles)   — Pêche — Taxe sur la valeur ajoutée</i>				
<b>Elections</b>				
Remplacement de l'obligation de vote par le droit de vote	100-15/4° 558-5 558-30 558-41 558-45 777-2	56 246 1 1 1 3, 19-20	2715, 2716-2717, 2788, 3533, 3561	
Arrondissement de Bruxelles-Hal-Vilvorde. — Scission	100-15/4° 558-5 777-2	89, 90 224-225 23-26, 37, 39, 41, 59- 61, 68-73, 95	1349, 1357, 1359, 1365, 1370, 1371, 1390, 1391, 1396, 1397, 1402, 2678, 2702, 3534, 3555, 3556, 3557, 3559	
<i>Voir aussi: Conseils des communautés — Justice</i>				
Modification de l'article 167 et abrogation de l'article 174 du Code électoral (Amélioration de la représentativité — Système <i>Nie- meyer</i> )	507-1			
Proposition de loi de M. Appeltans	558-5	73, 74, 89, 90, 243- 254, 266- 267, 270	1378, 1381, 1390, 1391, 1396, 1419, 3554, 3556- 3557, 3558	
Election des Conseils. — Circonscriptions électorales	558-16 558-17 558-31 558-34 777-2	1-2 1-2 1 1-3 3-20		
Election du Conseil régional wallon et du Conseil flamand	777-2	45-48		
<i>Voir aussi: Conseils des Communautés — Conseils régionaux</i>				
Modifications de la loi du 6 juillet 1990 réglant le mode d'élection du Conseil de la Communauté germanophone				
<i>Voir aussi: Droit public (Réformes institutionnelles)</i>				

MATIERES	DOCUMENTS		ANNALES	BULLETIN Q. et R.
	N°	Pages	Pages	Pages
<b>Elections (suite)</b>				
Congé politique au profit des agents qui ressortissent de la compétence de l'Etat fédéral, des Communautés et des Régions. — Personnel enseignant	558-15 558-46	2 3	2786-2787, 3555	
<i>Voir aussi</i> : Fonction publique				
Neutralisation du vote en case de tête	777-2	11-13, 14, 16	3554, 3559, 3561	
Election simultanée des Chambres législatives, du Conseil régional wallon, du Conseil flamand et du Parlement européen	777-2	20-23	3534, 3555	
<i>Voir aussi</i> : Droit public (Réformes institutionnelles)				
Coordination et codification des législations électorales	777-2 777-3	21-22 3	3534, 3559, 3560	
Modification des législations électorales (Réformes institutionnelles). — Code électoral	777-2	23-44	2682, 3554, 3559, 3560-3561 1368-1369, 1390, 1391, 2697, 3559	
Appareusement				
Elections pour la Chambre, le Sénat et les conseils provinciaux. — Circonscriptions et cantons électoraux. — Brabant			1390-1391	
Sénat. — Circonscriptions électorales			1390, 1391, 1396, 3557	
Simplification et modernisation			2788	
Système des suppléants	777-2	27	3561	
Election du Parlement européen. — Modification de la loi du 23 mars 1989	777-2	59-74	3558	
<i>Voir aussi</i> : Droit public (Réformes institutionnelles)				
Modifications de la loi du 19 octobre 1921 organique des élections provinciales (Réformes institutionnelles)	777-2	80-88		
<i>Voir aussi</i> : Droit public (Réformes institutionnelles)				
Modifications de la loi électorale communale (Réformes institutionnelles)	777-2	90-93	3554	
Abrogation de la loi du 7 mars 1984 portant répartition des sièges des sénateurs élus directement et fixant le nombre de sénateurs élus par les conseils provinciaux et par le Sénat	777-2	95		
<i>Voir aussi doc. n° 777-1</i>				
Limitation et contrôle des dépenses électorales				
Dépenses afférentes aux élections des Conseils	778-2	2		
<i>Voir aussi</i> : Partis politiques				
Mentions obligatoires sur certains documents électoraux (Sexe du candidat)				
Proposition de loi de M. de Donnée	802-1		2215	
Considérations sur de prochaines élections				
Traité de Maastricht. — Droit de vote des citoyens C.E.				1885
<i>Voir aussi</i> : Communautés européennes				
<i>Voir aussi</i> : Bourgmestres, échevins et conseillers communaux — Burundi — Communautés européennes — Conseils des communautés — Conseils régionaux — Constitution (Révision de la Constitution) — Droit public (Réformes institutionnelles) — Nationalité — Partis politiques				
<b>Electricité</b>				
Politique énergétique				
Réduction des émissions de CO <sub>2</sub>	530-16	16-17	574, 575 578	
<i>Voir aussi</i> : Environnement				
Lignes à haute tension. — Champs électriques et magnétiques				
Construction de lignes				
Proposition de résolution de M. Maertens	780-1		625	
Conséquences pour la santé				1139
Effets. — Activités de la commission d'experts				1140, 1347
Insertion dans l'environnement				2616, 2718
Nombre de lignes autorisées				2617, 2719
Construction de lignes. — Procédure				
Déclaration politique d'Electrabel. — Jabbeke. — Construction de lignes				2617, 2720
Communication d'informations. — Elargissement à un plus grand rayon				2619, 2723
Activités au niveau européen. — Utilisation de canalisations souterraines				2619, 2723
Inventaire. — Campagne de mesure				2619, 2724
Etude sur les effets des champs magnétiques sur la santé publique				2686, 2902, 3679
Pose de câbles souterrains. — Lignes partant de la centrale de Zeebrugge vers la station Waggelwater				3079, 3155
<i>Voir aussi</i> : Politique scientifique				

MATIERES	DOCUMENTS		ANNALES Pages	BULLETIN Q. et R. Pages
	N°	Pages		
<b>Electricité (suite)</b>				
Langue des publications du « Comité européen de normalisation électrotechnique » Question orale de M. Geens			3963-3964	
Région Bruges-Ostende. — Travaux d'électricité				2617, 2721
Loi sur l'approvisionnement en électricité				2618, 2721
Définition d'utilité générale				2618, 2722
Champ d'application. — Mâts et lignes à haute tension				2618, 2722
Libre circulation en Europe. — Réseau de grand-transport. — Réglementation				2654, 2868, 2968
Tarif spécial en faveur de la Régie des Voies aériennes				
Voir aussi: Coopération au développement — Finances — Impôts sur les revenus (Impôt des sociétés) — Politique scientifique				
<b>Elevage</b>				
Usage d'hormones				
Modification de la loi du 15 juillet 1985 relative à l'utilisation de substances à effet hormonal ou à effet anti-hormonal chez les animaux (Définition de la condition pour qu'il y ait faute)				
Proposition de loi de MM. Vandenberghe et Cardoen S.E. 1991-1992				
Rapport de M. Matthijs	414-2			
Discussion et vote			2911-2914, 3026	
Etat actuel de la lutte contre l'emploi et le commerce de substances illégales à effet hormonal ou antihormonal ainsi que problèmes juridiques relatifs au personnel de l'Institut d'expertise vétérinaire				
Interpellation de M. Matthijs			2097-2101	
Poursuites pour flagrant délit d'utilisation d'hormones				1927
Législation nationale. — Adaptation aux directives européennes				2823, 2996
Voir aussi: Institut d'expertise vétérinaire — Viande				
Importation clandestine d'animaux	530-11	22-23		
Porcheries				
Structure des exploitations porcines	530-11	27		
Elevages illégaux de porcs en Flandre. — Nombre de procès-verbaux transmis au Ministère public				1610, 1931
Voir aussi: Agriculture				
Etablissement d'entreprises industrielles d'élevage de bétail				
Interpellation de M. Maertens			154-157, 240-241	
Races de bétail menacées. — Subsidés C.E.				2798
Alimentation pour bétail. — Adjonction de céréales dans les aliments composés				3170
Provenance des céréales				3248
Voir aussi: Animaux et protection des animaux — Epizooties — Hygiène et santé — Résolutions — Viande				
<b>Emprunts</b>				
Coupons échus après le 30 juin 1992 et afférents à des titres de l'Etat frappés d'opposition avant le 1 <sup>er</sup> juillet 1992				
Projet de loi S.E. 1991-1992				
Rapport de M. Leroy	476-2			
Discussion et vote			85, 152	
Emprunts d'Etat				
Création d'un Fonds d'amortissement (Dette de l'Etat)				
Proposition de loi de M. Cooreman	491-1			
Création	529-2	47	544-545	
	798-2	29		
Financement par augmentation du prix du carburant			545	
Obligations linéaires	529-2	9, 10, 31, 36, 59		
Voir aussi: Dette publique — Finances — Ministres et Ministères (Finances)				
Prêts d'Etat à Etat				
Politique belge et manque de cohérence de la politique à l'égard du tiers monde	530-8	3	557	
Interpellation de Mme Maes			960-964	
Voir aussi: Coopération au développement				

MATIERES	DOCUMENTS		ANNALES Pages	BULLETTIN Q. et R. Pages
	N°	Pages		
<b>Emprunts (suite)</b>				
Crédit à la consommation	530-16	5-6		
Banque centrale de données. — Organisation, utilisation et financement				1410, 1465
Possibilité de s'informer auprès de l'employeur du preneur de crédit au sujet d'une éventuelle cession de rémunération				1712, 1813
Nouvelle loi sur le crédit hypothécaire	530-16	10		
Entrée en vigueur. — Cession de créances				2375
Adaptation aux directives européennes de l'A.R. n° 55 du 10 novembre 1967 organisant le statut juridique des entreprises pratiquant la location-financement, de la loi du 12 juin 1991 relative au crédit à la consommation et de la loi du 4 août 1992 relative au crédit hypothécaire				
Proposition de loi de M. Hatry	741-1			
Crédit au logement. — Protection des personnes empêchées par des circonstances imprévues de rembourser un emprunt				1470
Emprunts engagés en faveur des communes, des C.P.A.S. et des provinces				2622, 2625, 2852, 3156
Modification de la loi du 2 janvier 1991 relative au marché des titres de la dette publique et aux instruments de la politique monétaire (Couverture des frais de fonctionnement de l'Institut belgo-luxembourgeois de change)				
<i>Voir doc. n° 762-1</i>				
<i>Voir aussi:</i> Budgets (Finances) (Premier Ministre) — Coopération au développement — Euratom — Fonction publique — Impôts sur les revenus (Charges et dépenses déductibles) — Rémunérations et salaires — Sécurité sociale				
<b>Energie</b>				
Politique énergétique	530-16	16-17, 33-34	573, 574-575, 580	
C.E.			574, 575, 580	
Retards successifs mis à entamer un débat et absence apparente de politique du Gouvernement en la matière				
Interpellation de M. Hatry			2568-2574	
Cotisation sur l'énergie				
Instauration d'une cotisation en vue de sauvegarder la compétitivité et l'emploi				
Projet de loi*	817-1			
Rapport de Mme Cahay-André	817-2			
Amendements de MM. Hatry et van Weddingen	817-3			
Amendements de M. Desmedt	817-4			
Discussion et vote			3855-3862, 3866-3871, 3983-3984, 3990-3991	
Ecotaxes			578, 2722, 3451, 3452, 3453, 3454	
<i>Voir aussi:</i> Communautés européennes — Impôts				
Taxe sur l'énergie			3109, 3111, 3115	
Cotisation sur la consommation d'énergie pour le financement de la sécurité sociale			3886, 3890	
Instauration d'une taxe sur les ressources naturelles rares				3539
Utilisation rationnelle de l'énergie			578	
<i>Voir aussi:</i> Budgets (Affaires économiques)				
Construction à Zeebrugge d'une centrale au charbon et d'une centrale au gaz. — Opposition				1091
Production d'énergie à partir de combustibles solides				2559, 2562, 2568, 2772, 2787, 2804, 2611, 2619, 2774, 3030
Etudes énergétiques pour les bâtiments d'utilité publique				2619, 2660, 2775, 2619, 2773
Part de la Belgique dans les divers programmes énergétiques européens				
Consommation d'énergie. — Part des différentes sources d'énergie				
<i>Voir aussi:</i> Communautés européennes — Politique scientifique				
<b>Energie nucléaire</b>				
Financement du passif nucléaire	530-16	3		
Gestion des déchets nucléaires	530-16	17	575, 578	
Déchets nucléaires revenant de La Hague. — Stockage. — Etude de faisabilité de l'O.N.D.R.A.F.			578	2059, 2081
Stockage en mer			580, 625	
Entreposage de déchets faiblement radioactifs. — Point de la situation. — Etude de l'O.N.D.R.A.F. — Symposium à Anvers			2060	

MATIERES	DOCUMENTS		ANNALES Pages	BULLETIN Q. et R. Pages
	N°	Pages		
<b>Energie nucléaire (suite)</b>				
Politique énergétique	530-16	17	578-579, 1379, 1380	
Combustible Mox	530-16	33	578, 580	
Utilisation à l'étranger du combustible Mox fabriqué à Mol-Dessel				3093
Sécurité nucléaire				
Protection de la population et de l'environnement contre les dangers résultant des rayonnements ionisants et Agence fédérale de contrôle nucléaire (Ancien intitulé: Protection de la population et de l'environnement contre les dangers résultant des rayonnements ionisants et Agence nationale de contrôle nucléaire)				
Projet de loi	610-1			
Rapport de M. Pataer	610-2			
Amendements du Gouvernement	610-3			
Rapport complémentaire de M. Pataer	610-4			
Amendements de M. Cuyvers et consorts	610-5			
Discussion et renvoi en commission			3057	
Discussion et vote			3298-3305, 3323-3339, 3536-3537, 3540-3542	
Suite à donner aux recommandations émises par la Commission sénatoriale d'information et d'enquête en matière de sécurité nucléaire à propos du retraitement des combustibles nucléaires usés				
Proposition de résolution de M. Pataer	635-1			
Redevances en faveur du Fonds de sécurité technique des installations nucléaires et du Fonds pour la protection contre les radiations ionisantes. — Modification de la loi du 29 mars 1958	804-7	1-2	3881, 3912	
Suite que le Gouvernement a réservée aux recommandations formulées par la commission sénatoriale d'information et d'enquête en matière de sécurité nucléaire				
Interpellation de M. Pataer			456-461	
Sécurité des centrales. — <i>Telerad</i>			579, 661, 662	
Transport de plutonium par paquebots				
Interpellation de M. Pataer			2900-2905, 3028-3029	
Réduction annoncée du contrôle des radiations dans l'entreprise nucléaire <i>Belgoprocess</i>				
Question orale de M. Pataer			3391-3392	
Organisme national des déchets radioactifs et des matières fissiles enrichies (O.N.D.R.A.F.). — Rapport pour l'année 1991			1096	
Europe de l'Est				
Poudrière nucléaire				
Interpellation de M. Deworme			1257-1259	
Installations nucléaires en Europe centrale et de l'Est dans le cadre de la question type posée aux Ministres compétents des Etats membres du Conseil de l'Europe à l'occasion de la recommandation 1209 (1993) de l'Assemblée parlementaire				
Question orale de M. Seeuws			3754	
Centrales nucléaires. — Dangers				1680
Rénovation d'installations. — Aide de l'Office national du Ducroire				2133, 3307
Participation belge				3300
Traitement et enrichissement de l'uranium issu du retraitement des combustibles irradiés				
Question orale de Mme Dardenne			2345-2346	
Poursuite de l'exécution des contrats passés entre la Synacom et la Société française Cogema de la Hague, en matière de retraitement des combustibles nucléaires usés				
Question orale de M. Pataer			3759	
Actions contre les essais atomiques. — Attitude de la Belgique				1424
Investissement belge dans le surrégénérateur à Kalkar				3126, 3300
Voir aussi: Affaires étrangères — Budgets (Affaires étrangères) — Environnement — Politique sociale — Pollution des eaux — Transports				
<b>Enfance et jeunesse</b>				
Protection de la jeunesse				
Modification de la loi du 8 avril 1965 en ce qui concerne le droit de défense des mineurs d'âge devant le tribunal de la jeunesse				
Proposition de loi de M. Erdman S.E. 1991-1992				
Rapport de M. Pataer	115-2			
Discussion. — Tombe suite à l'adoption du projet n° 633-1			3357-3371, 3543	

MATIERES	DOCUMENTS		ANNALES Pages	BULLETIN Q. et R. Pages
	N°	Pages		
<b>Enfance et jeunesse (suite)</b>				
Protection de la jeunesse (suite)				
Modification de l'article 38 de la loi du 8 avril 1965 (Actes délictueux commis par un mineur d'âge de plus de 16 ans. — Juridiction pénale compétente)				
Proposition de loi de Mme Herzet	492-1			
Rapport de M. Pataer	492-2			
Discussion. — Tombe suite à l'adoption du projet n° 633-1			3357-3371, 3543	
Protection de la jeunesse	530-5	14, 26, 31		
Réforme de la loi de 1965. — Projets de loi	530-5	14, 31	568, 571-572	
Crimes commis par des mineurs	530-5	26, 31		
<i>Voir aussi</i> : Criminalité et violence				
Modification des articles 36, 4° et 37 et abrogation de l'article 37bis de la loi du 8 avril 1965 et insertion d'un article 43bis				
Projet de loi*	573-1			
Rapport de M. Pataer	573-2			
Amendements de M. Arts	573-3			
Discussion et vote			825-832, 994, 999-1000	
Modification de la loi du 8 avril 1965				
Projet de loi*	633-1			
Rapport de M. Pataer	633-2 + <i>Annexes</i>			
Amendement de M. Lallemand et consorts	633-3			
Amendement de Mme Herzet	633-4			
Discussion et vote			3357-3383, 3537-3538, 3542-3543	
Prostitution d'enfants. — Recherche et sanctions				1410
Délinquance juvénile				
<i>Voir</i> : Criminalité et violence — Gendarmerie				
Service au profit de la collectivité				
<i>Voir</i> : Sécurité sociale				
<i>Voir aussi</i> : Affaires étrangères — Art de guérir — Circulation routière — Communautés européennes — Divorce — Droit pénal — Handicapés — Hygiène et santé — Peines — Publications — Réfugiés — Travail				
<b>Enquêtes</b>				
<i>Voir</i> : Etablissements hospitaliers — Justice				
<b>Enseignement</b>				
<b>Généralités</b>				
Financement	100-15/4°	16, 17, 47, 48		
	558-5	83-84, 90, 91, 92, 98-99		
	558-9	12		
Communauté germanophone	100-15/4°	19, 21	2682, 3555	
	558-5	325-326		
Région bruxelloise	100-15/4°	87-88	2719	
Charges du passé	530-18	21-22		
	798-2	21, 39		
Communauté française	558-5	90, 91, 92, 314-318	1366, 1373, 1380, 1383	
<i>Voir aussi</i> : Régions et Communautés				
Ecole de maréchalerie à Anderlecht	530-18	20		
Accueil des enfants en dehors de l'école				
Question orale de Mme Maes			3393-3394	
Ecoles européennes. — Intervention financière de l'Etat belge				1885
<i>Voir aussi</i> : Accès à la profession — Constitution (Révision de la Constitution) — Hygiène et santé — Lait et produits laitiers — Langues — Ministres et Ministères (Finances) — Population — Régions et Communautés				

MATIERES	DOCUMENTS		ANNALES Pages	BULLETIN Q. et R. Pages
	N <sup>o</sup>	Pages		
<b>Enseignement (suite)</b>				
<b>Bruxelles-Capitale</b>				
Transfert des institutions d'enseignement provincial aux Communautés <i>Voir aussi</i> : Langues — Régions et Communautés	558-9	11		
<b>Enseignement primaire et gardien</b> <i>Voir</i> : Enseignement (Personnel)				
<b>Enseignement secondaire</b> <i>Voir</i> : Armée				
<b>Enseignement supérieur</b>				
Coopération universitaire				
Crédits	530-9 530-18 798-2 530-9 558-5	8 22 14 7-8 99	556, 560	2537 2108, 2537
Bourses d'études. — Répartition des boursiers				
Financement				
Etudiants zaïrois dans les universités belges. — Bourses d'étude				
A.G.C.D. — Crédits octroyés aux universités				2095, 2147, 3044
<i>Voir aussi</i> : Coopération au développement				
Ecoles provinciales de sciences administratives <i>Voir aussi</i> : Assurance maladie-invalidité — Budgets (Coopération au développement) (Politique scientifique) — Communautés européennes. — Contrats de louage de travail — Etablissements hospitaliers — Fonction publique — Handicapés — Institut national d'assurance maladie-invalidité — Politique scientifique				3879
<b>Personnel</b>				
Statut des puéricultrices engagées dans l'enseignement fondamental ordinaire Question orale de M. Mairesse			3294	
Calcul de l'ancienneté de service. — Congé d'accouchement <i>Voir aussi</i> : Elections — Fonction publique — Pensions (Secteur public) — Régions et Communautés				3055
<b>Entrepreneurs</b>				
<i>Voir</i> : Marchés publics — Responsabilité civile — Taxe sur la valeur ajoutée — Travail				
<b>Entreprises</b>				
Entreprises publiques	529-2 530-17	36 10	646	
Fonds d'orientation des entreprises publiques. — Transfert de bénéfices de la R.T.T. à La Poste et à la S.N.C.B.	529-2 530-17	36-37, 70 5, 13, 19-20, 24	539, 647-648	
Contrôle parlementaire				
Privatisation	530-17	17	515, 522-523, 527, 529, 533, 544-545, 546, 651, 2187, 2190, 2192-2194, 2204, 2213, 2222	
<i>Voir aussi</i> : Dette publique — Finances — Institutions de crédit — Société nationale des chemins de fer belges — Télégraphes et Téléphones				
Statut social des médiateurs auprès des entreprises publiques autonomes	804-9	1-5	3876, 3881	
Autonomie. — Contrats de gestion. — Plan d'entreprise			527, 541-542, 545, 546, 647-648, 650, 651, 652	
Rôle des commissaires du gouvernement et des réviseurs d'entreprises <i>Voir aussi</i> : Postes — Institutions de crédit — Régie des Transports maritimes — Société nationale des chemins de fer belges — Télégraphes et Téléphones			985	
Frais de fonctionnement de la Commission des normes comptables à charge des entreprises	804-6	3	3881	

MATIERES	DOCUMENTS		ANNALES Pages	BULLETTIN Q. et R. Pages
	N°	Pages		
<b>Entreprises (suite)</b>				
Carcan financier			2235-2236	
Programme de coopération pour chefs d'entreprises de l'Europe de l'Est (Programme <i>Phare</i> )				1228
Centres de coordination <i>Voir</i> : Impôts — Impôts sur les revenus (Impôt des sociétés)				
Entreprises « Seveso » <i>Voir</i> : Catastrophes et accidents — Environnement				
<i>Voir aussi</i> : Conseils d'entreprises — Criminalité et violence — Dette publique — Economie — Environnement — Faillites — Formation professionnelle — Industrie — Langues — Statut social des travailleurs indépendants				
<b>Environnement</b>				
Régionalisation (Réformes institutionnelles)	100-15/4 <sup>o</sup> 558-5 558-36	8 66-67, 80 1-2	1379, 2681, 2694, 2706, 2720, 3451, 3568	
Politique de l'eau	558-5 558-36	67, 80 1-2		
Normes de produits (Compétence fédérale)	558-5	67, 150, 155	2692, 2698, 2706, 2720	
Conférence de Rio de Janeiro (juin 1992)	530-9 530-15	6 14	555, 558, 559, 578, 579, 622, 2722, 3451, 3452, 3568	1335, 1441
Suivi de la Conférence dans la politique nationale Interpellation de M. Cuyvers			49-52	
Absence d'une suite appropriée donnée aux engagements contractés par notre pays et par la C.E. lors de la Conférence des Nations Unies sur l'environnement et le développement Interpellation de M. Cuyvers			2574-2579, 2654-2655	
<i>Voir aussi</i> : Ministres et Ministères				
Ecolabel (Règlement C.E. — Label belge)	530-15	11-12, 13	579, 625, 3566	2568, 2997
Loi-cadre sur les produits écologiques	530-15	11	579	
Développement durable. — Conseil national	530-15 558-5	11-12 93	555, 578, 579, 623, 625, 2723, 3451, 3452 1810-1811	1335, 1441
Question orale de M. Cuyvers Produit non polluant. — Label européen. — Création du comité du label écologique				3679, 3808
Directive « Seveso » <i>Voir aussi</i> : Catastrophes et accidents	530-15	12	623	
Déchets				
Politique en matière de déchets	530-15	12	3451, 3453	
Incinération	530-15	12	623, 3566, 3567, 3568, 3570, 3572	
Importation, exportation et transit	558-5	67-68, 142, 143, 150, 153	2688, 2692, 2720	
Déchets radioactifs hospitaliers				1107, 1349
Lessives et adoucisseurs « compacts » (« Ultra »)				1108
Convention avec les entreprises en matière de conditionnement et de déchets d'emballage <i>Voir aussi</i> : Produits alimentaires				2744
Rôle du Gouvernement national dans la gestion, le stockage et le traitement corrects des déchets en Belgique Question orale de M. De Croo			586-587	
Déchets exportés par l'Allemagne vers la Belgique. — Renseignements divers				1599, 1794, 1912
Déversements illégaux dans les différentes carrières de sable de Kerkom (Boutersem)				3565, 3735
Application du règlement 259/93 du Conseil de la C.E. concernant la surveillance et le contrôle du transfert des déchets entre les Etats-membres, ainsi que vers l'extérieur ou l'intérieur de la Communauté				3923
Transport <i>Voir aussi</i> : Ministres et Ministères (Intégration sociale, Santé publique et Environnement)				

MATIERES	DOCUMENTS		ANNALES	BULLETIN Q. et R.
	N°	Pages	Pages	Pages
<b>Environnement (suite)</b>				
Protection de la couche d'ozone Réduction des émissions de CO <sub>2</sub>	530-15	12, 13, 14	578, 602, 623, 625, 3451, 3452, 3453, 3454	3741
Mesures à prendre concernant le trou s'agrandissant constamment dans la couche d'ozone Question orale de M. Cuyvers			63-64	
Position adoptée par la Belgique lors de la nouvelle session de négociation de Copenhague, qui s'est déroulée du 17 au 25 novembre 1992 et portait sur l'adaptation du Protocole de Montréal Interpellation de M. Cuyvers			453-456, 461, 502-503	
Droit pénal	530-15	12, 13	570, 2694, 2695, 2696	
Responsabilité pénale des personnes morales Procès-verbaux. — Accélération de la procédure judiciaire	558-5	185		1251, 1669
Distinction entre entreprises privées et publiques Répression des infractions en matière d'environnement Compétences communautaires et régionales <i>Voir</i> : Droit pénal	558-5	187	570, 573	1785, 1931, 2893 3509, 3682
Politique	530-15	12-14	579, 625-626, 2723, 2724, 2775, 3451, 3565-3566	
Recherche scientifique	777-5	6	3566	
Droit d'action des associations protectrices de l'environnement Droit d'action en matière de protection de l'environnement (Ancien intitulé: Droit d'action des associations protectrices de l'environnement)				
Projet de loi 1990-1991 (Doc. n° 1232-1) Projet de loi amendé par la Chambre des Représentants Rapport de M. R. Van Rompaey Discussion et vote	547-1			
Publication de la loi	547-2		857-861, 1001-1002	2375
Ecotaxes sur les pesticides et les produits phytopharmaceutiques <i>Voir aussi</i> : Communautés européennes — Droit public (Réformes institutionnelles) — Impôts	777-5	4, 7	3566, 3567, 3568-3569	
Droit européen Accès à l'information en matière d'environnement (Directive C.E.) Proposition de loi de MM. Cuyvers et Daras	845-1			
Application de la directive relative aux piles et accumulateurs contenant certaines matières dangereuses Interpellation de M. Cuyvers			46-49	
Transposition dans la législation nationale Protection de l'environnement (Règlement C.E.). — Projets belges			623	2569, 3111, 3396, 3545
<i>Voir aussi</i> : Impôts (Ecotaxes) Système de radiolocalisation Loran-C. — Convention européenne Application du règlement n° 2455/92 du 23 juillet 1992. — Exportations et importations de produits chimiques dangereux				1120, 1132, 1400
Sauvegarde des forêts tropicales Renégociation de l'accord international sur les bois tropicaux. — Position de la Belgique			579	1667, 1686, 1911
<i>Voir aussi</i> : Commerce extérieur				1956
Présidence belge du Conseil européen Concrétisation du cinquième plan d'action sur l'environnement pendant la Présidence Interpellation de M. Cuyvers			3451-3454, 3551-3552	
Priorités. — Régulation du commerce du bois Manque de personnel pour les missions liées à l'environnement				2878, 3653 3215
Pollution marine Déchargement de déchets toxiques par le navire Maria Laura (Anvers, le 1 <sup>er</sup> septembre 1992)				1116, 1158, 2118
Autorisations de déversement de boues de dragage en mer. — Programme de monitoring et de recherche. — Résultats				2081
Passage de gros pétroliers par la Manche Enlèvement des huiles usées des bateaux de pêche				2551, 2958 2568
Accident et pollution sur le site de l'Eau d'Heure				1231
Incendie dans une usine de transformateurs. — Emanations de P.C.B.				1438

MATIERES	DOCUMENTS		ANNALES Pages	BULLETIN Q. et R. Pages
	N°	Pages		
<b>Environnement (suite)</b>				
C.F.C. durs				
Interdiction				1795, 1912
dans le secteur électronique				2624, 2804
Pollution de l'environnement. — Contrôles des fuites dans des réservoirs pétroliers et dans les pipelines				2289, 2765
Gaz d'échappement. — Valeurs d'émission. — Techniques écologiques. — Stimulants fiscaux				2623, 3257
Stations-service. — Normes d'implantation dans les quartiers habités. — Responsabilité civile. — Prévention et lutte contre l'incendie				2762, 2793, 2997
Autorisation, dans les halles aux poissons, de véhicules pouvant avoir une influence négative sur la qualité du poisson				3352, 3438
Munitions toxiques immergées sur les hauts fonds du « Paardenmarkt » à Heist-aan-Zee. — Etudes du sol marin				3677
<i>Voir aussi:</i> Affaires étrangères — Agriculture — Armée — Cancer — Carburants — Catastrophes et accidents — Commerce — Commerce extérieur — Commission permanente de contrôle linguistique — Domaines — Eau — Electricité — Energie nucléaire — Fonds d'investissement agricole — Gendarmerie — Incinération — Justice — Mer — Navigation — Pêche — Pollution des eaux — Postes — Publicité — Région côtière — Société nationale des chemins de fer belges — Transports — Travail — Urbanisme et aménagement du territoire				
<b>Epargne</b>				
Epargne à long terme (Epargne-pension — Assurance-vie)				
Nouveau régime fiscal	530-16 591-2 591-2 (Annexes)	7-8 2, 6, 30-33, 34-35 96-98	975, 977, 978, 979, 981, 982, 983, 986, 987, 990-993, 1008-1009, 1010, 1012, 3124, 3834	
Exécution de la loi du 28 décembre 1992 portant des dispositions fiscales, financières et diverses (Fiscalité de l'épargne à long terme)				
Question orale de Mme Gijsbrechts-Horckmans			2939	
<i>Voir aussi:</i> Assurances — Impôts — Impôts sur les revenus (Revenus mobiliers)				
Comptes d'épargne à rendement élevé. — Uniformité des jours de référence pour les dépôts et les retraits d'argent				2439, 2488, 3042
Epargne prénuptiale				
Coopération mutualités chrétiennes. — C.E.R.A. — Application de la loi sur les mutualités				2822
<i>Voir aussi:</i> Assurance maladie-invalidité				
<i>Voir aussi:</i> Impôts sur les revenus (Revenus mobiliers)				
<b>Epizooties</b>				
Aviculture	530-11	4	597	
Pseudo-peste aviaire	530-11	23		1368, 1962 2353, 2740
Fonds sanitaires. — Indemnisation des aviculteurs (mai 1992)				
Peste aviaire. — Indemnités aux exploitations touchées				
Lutte contre les épizooties	530-11	4, 19		
Lutte contre la brucellose	530-11	27		1503, 1639 1963
Nombre d'ordres d'abattage				2076
Agrément de centres d'engraissement. — Répartition des foyers. — Indemnisation				2076
Taxe d'abattage. — Indemnités dans le cadre des épidémies de brucellose				3246
Epidémie de fièvre aphteuse			2363-2366	
Interpellation de M. Bock				
Prophylaxie des maladies bovines				1205, 1898 2948, 3433
Résultats				
Fonds de lutte contre les maladies du bétail				
Lutte contre la peste porcine				1290, 1663, 1900
Importation de porcs				
Restructuration de l'élevage porcin. — Problèmes sanitaires. — Limitation de l'importation				1290, 1563

MATIERES	DOCUMENTS		ANNALES Pages	BULLETIN Q. et R. Pages
	N°	Pages		
<b>Etablissements hospitaliers</b>				
Financement	526-2	7, 8	531, 595, 622	1955
Politique hospitalière	530-14	6, 15		
	530-15	14-19		
Résumés infirmiers et cliniques minimums	530-14	16		
	530-15	15		
Statut du médecin hospitalier	530-15	15		
Hôpitaux psychiatriques	530-15	16-17	622	
Modification de l'article 78 de la loi sur les hôpitaux, coordonnée le 7 août 1987 (Loi du 17 juillet 1975 relative à la comptabilité et aux comptes annuels des entreprises — Publication des comptes annuels et des rapports de gestion)				
Proposition de loi de M. Pataer	692-1			
Modification de la loi sur les hôpitaux, coordonnée le 7 août 1987 (Nombreuses modifications)				
Proposition de loi de M. Dierickx et de Mme Nélis	760-1			
Avis de la Commission paritaire nationale médecins-hôpitaux pour le financement des prestations supplémentaires du personnel paramédical	804-4	2-6		
Surproduction dans certains hôpitaux			370	
Perception centrale des honoraires			531	
Discrimination résultant du fait que la perception à l'hôpital n'est pas effectuée par l'établissement lui-même, mais par un organisme privé				
Interpellation de M. Valkeniers			767-768	
Hôpitaux universitaires				
Subsides supplémentaires				
Question orale de M. Valkeniers			1409-1410	
Remboursement à l'acte. — Montant facturé à l'I.N.A.M.I. en biologie clinique et en imagerie médicale				2045, 2046, 2251, 2411
Suppléments hors honoraires. — Facturation au patient des frais de constitution du dossier				2066
Exécution de l'A.R. n° 407 du 18 avril 1986 modifiant et complétant la loi du 23 décembre 1963 sur les hôpitaux (Loi du 7 août 1987 — Gestion des hôpitaux et statut du médecin hospitalier — Conseils médicaux)				
Interpellation de M. Dierickx			1550-1552	
Fermeture de l'hôpital de Schaerbeek. — Destination				1104
Hôpitaux généraux et psychiatriques. — Ecartés régionaux entre les prix d'une journée d'hospitalisation				1367, 1562, 2094
Personnel paramédical. — Complément fonctionnel pour les psychologues cliniques				2016, 2066
Evolution du nombre de lits et des coûts d'hospitalisation par jour répartis par région				2408
Composition et fonctionnement des conseils médicaux				2459
Etablissements publics de soins. — Intérêts sur les crédits de caisse dus à des retards de paiement. — Mesures				2622, 3062
Reconnaissance du statut de l'hôpital de jour				2743
Nombre de lits V en Flandre orientale				3397, 3601
<i>Voir aussi</i> : Art de guérir — Assurance maladie-invalidité — Environnement — Impôts sur les revenus (Revenus immobiliers) — Personnel infirmier — Personnes âgées — Politique sociale — Rémunérations et salaires				
<b>Etablissements pénitentiaires</b>				
Politique pénitentiaire	530-5	6-8, 14, 24, 30	567, 571, 646	
Congé pénitentiaire				
Limitation			568, 571	
Application				1176
Evasions. — Evaluation				1675
Changement de politique				3016
Guidance psychosociale des détenus				
Réinsertion sociale			568-569, 571	
Assistants sociaux dans les prisons. — Moyenne annuelle des détenus				1784, 2315
Mise en service du centre d'observation pénitentiaire rattaché à la prison de Forest				1870, 3509, 3511, 3693
Surcharge des travailleurs sociaux				3512, 3694

MATIERES	DOCUMENTS		ANNALES	BULLETIN Q. et R.
	N°	Pages	Pages	Pages
<b>Etablissements pénitentiaires (suite)</b>				
Problématique des prisons surpeuplées			2026-2027, 2028-2032	
Interpellation de M. Laverge				
Situation dans les prisons			2027-2032, 2082-2083	
Interpellation de M. Foret				
Escalade dans le monde pénitentiaire			2490-2491, 2502-2516- 2518, 2536-2540	
Interpellation de M. Goovaerts				
Délabrement du système pénitentiaire et absence de volonté politique et de mesures efficaces pour y remédier			2495-2498, 2502-2516- 2518, 2536-2540	
Interpellation de M. Foret				
Construction et rénovation de prisons				1115-1463
Extension de la prison de Saint-Hubert				1287, 2651, 2939,
Nouvelle prison de Bruges. — Coût. — Effectif du personnel				2942, 3460, 3690 1610
Construction d'une nouvelle prison à Andenne				1784, 3756
Logements pour les gardiens à Merksplas. — Travaux de répara- tion				3014, 3016
Rénovation de Louvain-central				3508, 3510
Construction et rénovation				3508, 3510, 3882
Construction de nouvelles prisons à Saint-Hubert et à Andenne				3524
Transformations. — Nouvelles cellules				
Personnel pénitentiaire				1136
Absences de gardiens				1746
Formation				3518, 3525, 3703, 3882
Recrutement de gardiens contractuels				
Prison d'Anvers. — Achèvement de l'aile A. — Engagement de personnel				3525, 3842
Prison d'Anvers. — Intervention des gardiens dans les bagarres entre détenus				3919
Drogues				1168, 2313
Drogues dans les prisons				
Nombre de personnes en prison pour des délits liés à la vente et l'utilisation de drogue				3017, 3691
Prescription de calmants et de drogues aux détenus				3126, 3839
Détenus. — Délits liés à la drogue. — Perspectives politiques				3514, 3521, 3806
Détection de la drogue dans les prisons				3726
Etrangers				1783, 1787, 1794, 2145, 2371 1783, 2314
Immigrants illégaux. — Incarcération				
Ressortissants de la C.E. dans les prisons belges				2759, 3310
Centres pour illégaux				2761
Hébergement d'illégaux à Merksplas				
Localisation				
Accueil de demandeurs d'asile dans l'ancienne prison des femmes à Bruges				2819, 2906
Transfert des personnes condamnées				3514
Augmentation du nombre d'étrangers dans les prisons				3516, 3525, 3702
Surpopulation des prisons. — Rapatriement des étrangers en situation illégale				3516, 3861
Demandeurs d'asile déboutés				3625, 3758
Visite aux détenus				1784, 2373
Problèmes rencontrés récemment lors de la remise des cadeaux de fin d'année				2002
Mesures visant à encourager les visites				
Information du grand public. — Visites personnelles de la famille aux détenus de longue durée				2616, 2976
Visite sans surveillance. — Adaptation des bâtiments				3509, 3511
Droit de visite. — Organisation des visites				3510, 3841
Emprisonnement remplaçant l'amende				1946
Conversion en établissements semi-ouverts				2058
Règles minimales. — Contrôle. — Conseil de l'Europe ou C.E.				2556, 3297, 3626, 3935 2577
Situation à la prison de Forest				
Libération conditionnelle				3016
Changement de politique				3511
Application				3513
Efficacité				3079
Quartiers de haute surveillance				

MATIERES	DOCUMENTS		ANNALES Pages	BULLETIN Q. et R. Pages
	N°	Pages		
<b>Etablissements pénitentiaires (suite)</b>				
Plan pluriannuel. — Avis du Conseil supérieur de la politique pénitentiaire				3079, 3692
Efficacité du système pénitentiaire				3511-3882
Détenus francophones en Flandre				3512
Droit des détenus de porter plainte				3512, 3842
Surpopulation. — Grâce collective. — Comparution immédiate				3513
Budget. — Différences entre les Pays-Bas et la Belgique				3514, 3695
Mutinerie à la prison de Saint-Gilles				3514, 3843
Cantines des prisons				3726
Financement. — Vente de produits du potager. — Destination des fonds				3819
Vagabondage				
<i>Voir: Justice</i>				
<i>Voir aussi: Affaires étrangères — Budgets (Justice) — Défense sociale — Droit pénal</i>				
<b>Etat civil</b>				
Inscription des épouses de militaires encore casernés en Allemagne				2820, 3051
<i>Voir aussi: Communes (Bruxelles-Capitale) — Ministres et Ministères (Intérieur et Fonction publique) — Noms et prénoms — Population</i>				
<b>Etrangers</b>				
Modification de l'article 12 de l'A.R. n° 34 du 20 juillet 1967 relatif à l'occupation de travailleurs de nationalité étrangère (Permis de travail — Période d'absence)				
Proposition de loi de Mme Delcourt-Pêtre	503-1			
Aide sociale accordée aux candidats réfugiés et aux personnes en séjour illégal. — C.P.A.S.	526-13	1-2		
Commissariat royal à la Politique des immigrés	530-3	3, 6, 11-12	547, 548	
Centre pour l'égalité ethnique	530-3	11-12	547, 548	
Politique des étrangers	530-5	26-27		
	530-6	6-8, 22		
Lutte contre l'immigration clandestine	530-6	3, 29, 36	2452, 2456	
Octroi de permis de séjour	530-6	4, 5		
Imposition de sanctions aux employeurs occupant des étrangers en séjour illégal en Belgique (Modification de la loi du 30 juin 1971 relative aux amendes administratives, applicables en cas d'infraction à certaines lois sociales, de l'A.R. n° 34 du 20 juillet 1967 relatif à l'occupation d'étrangers, de la loi du 16 novembre 1972 concernant l'inspection du travail, de la loi du 15 décembre 1980 sur les étrangers, de la loi du 14 juillet 1991 sur les pratiques de commerce et du Code d'instruction criminelle)				
Projet de loi*	641-1			
Rapport de M. Stroobant	641-2			
Discussion et vote			2353-2359, 2384-2385	
Modification des articles 10, 11, 12 et 14 de la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers et insertion d'un article 12bis				
Projet de loi*	735-1			
Rapport de Mme Lieten-Croes	735-2			
Discussion et vote			3952-3955, 3996	
Conversations au niveau européen concernant le renvoi de délinquants dans leur pays d'origine				
Question orale de M. Van Walleghem			585-586	
Problématique de l'immigration à Bruxelles			2452, 2456	
Centre pour l'égalité des chances et pour la lutte contre le racisme. — Etude			2686	
Regroupement familial. — Définition. — Nombre				1327, 1330, 1375
Office des étrangers				
Personnel chargé des dossiers « réfugiés »				1331, 2021
Surcroît de travail. — Fonctionnaires chargés du contact avec les communes				1789
Organisation pratique de l'Office				2099
Fonctionnement				3282, 3697
Législation relative à l'asile politique et au séjour. — Coordination				1788, 2073

MATIERES	DOCUMENTS		ANNALES Pages	BULLETIN Q. et R. Pages
	N°	Pages		
<b>Etrangers (suite)</b>				
Personnes assimilées aux étrangers C.E. — Age maximum				2226, 2392
Expulsion d'illégaux				
Politique				3130
Expulsions depuis le 1 <sup>er</sup> juillet 1992				3348, 3699
Bâtiments de l'armée. — Prisons				3513, 3516, 3552, 3591, 3703
Asile				
<i>Voir aussi:</i> Réfugiés				
<i>Voir aussi:</i> Aéronautique — Affaires étrangères — Assurance maladie-invalidité — Budgets (Justice) — Centres publics d'aide sociale — Circulation routière — Commission permanente de contrôle linguistique — Communautés européennes — Conseil d'Etat — Criminalité et violence — Cultes — Divorce — Droits de l'homme — Etablissements pénitentiaires — Extradition — Gendarmerie — Impôts sur les revenus (Impôt des non-résidents) — Inspection automobile et permis de conduire — Mariage — Milice — Ministres et Ministères (Intérieur et Fonction publique) (Premier Ministre) — Nationalité — Passeports et visas — Police — Politique sociale — Population — Procédure pénale — Racisme — Réfugiés — Stupéfiants — Travail				
<b>Euratom</b>				
Prêts Euratom				
Question orale de Mme Dardenne			3395-3396	
<b>Eurochemic</b>				
<i>Voir:</i> Budgets (Affaires économiques)				
<b>Europe</b>				
Evaluation de la situation politique en Europe			2196	
<i>Voir aussi:</i> Affaires étrangères — Armée — Communautés européennes — Economie — Enseignement (Généralités) — Etrangers — Impôts sur les revenus (Revenus mobiliers) — Monnaie				
<b>Exécutifs</b>				
Composition et fonctionnement. — Statut des membres. — Incompatibilités. — Conditions d'éligibilité	558-5	73, 74, 231, 258, 260, 261- 262, 277, 279	2714-2715	
Nombre maximum des membres	558-5	261, 276- 277		
<i>Voir aussi:</i> Régions et Communautés				
Coopération entre le Gouvernement de la Communauté française et le Gouvernement régional wallon	558-5	263		
Mécanisme de concertation	558-9	10		
<i>Voir aussi:</i> Constitution (Révision de la Constitution) — Droit public — Droits de succession — Régions et Communautés				
<b>Expansion économique</b>				
<i>Voir:</i> Communautés européennes — Industrie				
<b>Experts-comptables</b>				
Possibilité dont disposent les experts-comptables de se faire représenter par leurs collaborateurs lors des contrôles fiscaux				1366, 1427
<i>Voir aussi:</i> Réviseurs d'entreprises				

MATIERES	DOCUMENTS		ANNALES	BULLETTIN Q. et R.
	N <sup>o</sup>	Pages	Pages	Pages
<b>Expositions</b>				
<i>Voir</i> : Foires et expositions				
<b>Expropriations</b>				
Simplification de la procédure				2290, 2724
<i>Voir aussi</i> : Régions et Communautés — Société nationale des chemins de fer belges				
<b>Extradition</b>				
Circonstances et raisons pour lesquelles W. Vandergucht, condamné pour escroquerie, n'a jamais été extradé en Belgique, alors que les autorités connaissaient, ou devaient raisonnablement connaître son lieu de résidence effectif			310-313	
Interpellation de M. Vandenberghe				1091
Résidence d'un prévenu en Espagne. — Extradition				3277, 3282, 3295,
Demandeurs d'asile déboutés. — Politique d'extradition				3934
				3570
Collaboration des pays d'origine d'une famille basque				3566
<i>Voir aussi</i> : Peines				
<b>F</b>				
<b>Fabriques d'église</b>				
Vente d'un presbytère par une fabrique d'église				2092, 2101, 2788
Réparation aux propriétés. — Projets de recyclage du V.D.A.B.				2558, 2836
<i>Voir aussi</i> : Cultes — Impôts sur les revenus — Population				
<b>Faillites</b>				
Réforme de la législation	530-16	17		
Concordat de réorganisation				
Proposition de loi de MM. Hasquin et van Weddingen	601-1			
Traitement des faillites			579	
Conséquences du grand nombre de faillites en ce qui concerne les recettes fiscales et les recettes en matière de sécurité sociale				
Question orale de M. Laverge			3298	
Agents de change faillis. — Protection des clients				2047, 2244
Fonds d'indemnisation des travailleurs licenciés par suite de fermeture d'entreprises. — Faillites sans actif				3350, 3776
Sociétés en faillite. — Liquidateurs. — Renseignements divers				3876
<i>Voir aussi</i> : Code judiciaire — Criminalité et violence — Impôts sur les revenus (Impôt des sociétés) (Revenus professionnels) — Sécurité sociale				
<b>Faits allégués</b>				
<i>Voir</i> : Règlement du Sénat				
<b>Faits personnels</b>				
M. Verreycken (Mouvement flamand — Propos tenus par M. Schiltz)			1421-1422	
M. de Donnée (Réfute les propos de M. Vandenberghe qui prétend qu'il aurait usé de termes anti-flamands)			1721	
M. Maertens (Concession de l'exploitation du « Boyau de la mort » à Dixmude)			2443	
M. Maertens (Domaines militaires — Protection de la nature)			3040	
<i>Voir aussi</i> : Régions et Communautés — Règlement du Sénat				

MATIERES	DOCUMENTS		ANNALES	BULLETIN Q. et R.
	N°	Pages	Pages	Pages
<b>Famille</b>				
Fonds d'équipements et de services collectifs (Possibilités d'accueil pour les enfants de 0 à 12 ans — Financement par le régime des allocations familiales — Loi du 29 juin 1981 établissant les principes généraux de la sécurité sociale des travailleurs salariés, art. 38, § 3, 5°) Proposition de loi de Mme Delcourt-Pêtre, S.E. 1991-1992 Erratum	431-2 530-14	16		3397, 3602
Fonds d'équipements et de services collectifs Transfert d'excédents vers des secteurs déficitaires de la sécurité sociale <i>Voir aussi doc. n° 731-1</i> <i>Voir aussi: Office national d'allocations familiales pour travailleurs salariés</i>				
Instauration d'une allocation socio-pédagogique Proposition de loi de MM. Laverge et Anthuenis Interpellation de M. Laverge <i>Voir aussi: Chômage — Etablissements pénitentiaires — Etrangers — Impôts sur les revenus (Impôt des sociétés) — Travail</i>	719-1		43-46, 70-71	
<b>Fédéralisme</b>				
<i>Voir: Droit public (Réformes institutionnelles)</i>				
<b>Femmes</b>				
Mission et composition du Conseil de l'égalité des chances entre hommes et femmes Question orale de Mme Nélis <i>Voir aussi: Criminalité et violence — Langues — Objecteurs de conscience — Pensions (Travailleurs et assurés libres) — Police — Politique sociale — Règlement du Sénat — Rémunérations et salaires — Stupéfiants</i>			2074-2075	
<b>Fermeture d'entreprises</b>				
<i>Voir: Faillites — Impôts sur les revenus (Revenus professionnels)</i>				
<b>Finances</b>				
Assainissement des finances publiques — Solde net à financer	100-15/4° 529-2	67-68 7-8, 12-16, 19-20, 22, 25, 32, 33-34, 41-42, 50, 61-70	515-516, 520-521, 522, 526, 527, 528, 529, 532, 536, 537, 538, 539, 540, 541, 542, 544, 975, 976, 982, 987, 1013, 3100-3101, 3104, 3105, 3106-3107-3108, 3110, 3112-3113, 3115-3120, 3438, 3439, 3440, 3441-3442, 3832-3833, 3834, 4033, 4046, 4052, 4074	
Union monétaire et économique. — Normes de Maastricht	100-15/4 529-2	85 11, 28, 31, 35, 38-39, 44-45, 67, 69	515-516, 518-519, 534, 535, 536, 2197, 2202-2203, 2207, 2211, 2216, 2219, 2696-2697, 3104, 3107, 3110, 3112, 3113, 3114, 3120, 3439, 3833, 3834	
	591-2 762-2 798-2	9, 14-15 13, 15, 21 2-38 8 15, 17-18, 19 2, 21, 23, 26		

MATIERES	DOCUMENTS		ANNALES	BULLETIN Q. et R.
	N°	Pages	Pages	Pages
<b>Finances (suite)</b>				
Assainissement des finances publiques — Solde net à financer (suite)				
Union monétaire et économique. — Normes de Maastricht (suite)				
Plan de convergence	529-2	11, 16, 20, 24, 25, 28, 31-32, 38- 39, 43, 51- 54, 62, 64, 69	523, 526, 527, 529, 532, 533, 537, 545-546, 975, 976, 977, 981, 982, 983, 986, 1012, 1013, 1014, 1381, 2177, 2189, 2192, 2199, 2202- 2203, 2209, 2211-2212, 2215, 2228-2229	
	591-2	2, 4, 7-8, 35		
	798-2	2, 6-8, 15, 18, 21, 24, 32, 34, 37		
<i>Voir aussi</i> : Economie				
Etude du directeur général de l'Administration du budget et du contrôle relative à une meilleure maîtrise des dépenses publiques	529-2	14, 65	526, 546	
Stratégie à long terme pour la période de l'après-Maastricht	529-2	27-28		
Indépendance entre les finances de l'Etat fédéral et celles des Communautés et des Régions	529-2 798-2	32, 37, 53 34	516, 522, 976, 1363- 1364, 1381, 3834 2203-2204	1975
Mesures d'économie. — Equité, solidarité et efficacité				
Evolution du déficit entre 1980 et 1992				
<i>Voir aussi</i> : Budgets (Généralités) — Dette publique — Régions et Communautés				
Modernisation des marchés financiers	529-2	9, 58-59	976, 983	
Cession de créances (Titrisation)	591-2	45-46		
<i>Voir aussi</i> : Emprunts				
Dépenses fiscales	529-2	23, 29, 64		
Privatisation et cession d'actifs	529-2	24, 35, 48, 49, 50, 58	532, 2178, 3439, 3440, 4033	1724
	798-2	24, 25		
Cession de participations dans des institutions publiques financières ou de participations détenues par de telles institutions	762-2	6, 17	3099, 3103-3104-3105, 3111, 3112, 3115, 3125- 3126, 3132	
Activités de la Commission d'évaluation des actifs de l'Etat (Vente d'actifs. — Privatisation) (S.N.I. — C.E.N. — S.N.C.I. — C.G.E.R. — O.C.C.H.)				
Question orale de M. Van Belle			1404	
Privatisation d'une série d'actifs des pouvoirs publics (I.P.C. — Producteur d'électricité S.P.E. — Ancrage)				
Interpellation de M. Goovaerts			1938-1939	
<i>Voir aussi</i> : Aéronautique — Caisse générale d'épargne et de retraite — Comptabilité de l'Etat — Dette publique — Entreprises — Impôts — Institutions de crédit — Office central de crédit hypothécaire — Société nationale de crédit à l'Industrie — Société nationale d'investissement				
Adaptation de la loi relative aux opérations financières et aux marchés financiers, visant à éviter un usage abusif des organismes de placement collectif ou de leur régime fiscal	591-2	4, 5		
Meilleure maîtrise des dépenses publiques en Belgique				
Proposition de résolution de M. Van Hooland	642-1			
Opération sur certaines valeurs mobilières (Ouverture de l'accès au système de liquidation aux assujettis à l'impôt des personnes physiques ainsi qu'aux personnes morales et extension de son fonctionnement à tous les titres à revenus fixes. — Précompte mobilier)				
Projet de loi	646-1			
Rapport de M. Weyts	646-2			
Discussion et vote			2477-2485, 2531-2532	
Troisième souscription additionnelle de la Belgique au capital de la Société financière internationale				
Projet de loi	694-1			
Rapport de M. Geens	694-2			
Discussion et vote			3831-3832, 3989-3990	
Déficit de l'ensemble des pouvoirs publics et de la sécurité sociale				
Question orale de M. de Donnée			1231-1232	

MATIERES	DOCUMENTS		ANNALES Pages	BULLETIN Q. et R. Pages
	N°	Pages		
<b>Finances (suite)</b>				
Organismes de placement collectif				
Non-organisation des sociétés d'investissement à capital fixe (SICAF)				
Question orale de M. Hatry			2071-2072	
SICAF			3103	
SICAV				
<i>Voir:</i> Code de commerce — Droits de succession — Impôts				
<i>Voir aussi:</i> Impôts				
Place financière et boursière de Bruxelles				
Avenir			3103	
Cotation boursière des valeurs étrangères				3416
Fin prochaine de l'Union monétaire belgo-luxembourgeoise				
Question orale de M. Tavernier			3206	
Situation économique et financière			4073	
Statistiques des recettes publiques des pays membres de l'O.C.D.E.				
— Prélèvement fiscal global				1349, 1378
Capitaux belges. — Investissements à l'étranger				3727, 3888
Evolution des taux d'intérêt réels. — Mouvements de capitaux				3857
Blanchiment de capitaux				
<i>Voir:</i> Droit pénal				
<i>Voir aussi:</i> Code de commerce — Comptabilité de l'Etat — Constitution (Révision de la Constitution) — Droits de succession — Emprunts — Fonds monétaire international — Impôts — Indice des prix — Monnaie — Régions et Communautés				
<b>Finances provinciales et communales</b>				
Province de Brabant				
Dotation	526-12	2		
<i>Voir aussi:</i> Provinces				
Réforme de la comptabilité générale de l'Etat et de la comptabilité provinciale. — Commission de normalisation de la comptabilité publique	529-2	51		
Nouvelle comptabilité communale	530-6	2, 4, 12-13		
Coût exorbitant du nouveau plan comptable communal suite à l'inaction du Ministère de l'Intérieur en matière d'informatique				
Interpellation de M. Hatry			147-151, 240	
Nouvelle comptabilité communale				
Interpellation de M. Matthijs			3465-3468	
Pouvoirs subordonnés. — Instruments comptables et budgétaires				
Sécurité routière. — Acquisition de matériel ( <i>Speedgun</i> ). — Subvention	530-6	3, 23		2667
<i>Voir aussi:</i> Circulation routière				
Receveurs communaux et régionaux				
Revalorisation de la fonction de receveur communal	530-6	4, 23		
Abrogation de l'article 70, deuxième alinéa, de la nouvelle loi communale (Receveur régional — Incompatibilité — Profession exercée par l'épouse)				
Projet de loi*	586-1			
Modification des articles 65 et 67 de la nouvelle loi communale et insertion d'un article 136bis (Receveurs locaux et régionaux)				
Projet de loi*	751-1			
Sommes dues pour prestations de receveurs régionaux				2529
Fonds des provinces				
Transfert à la Région de Bruxelles-Capitale	530-6	28, 42		
	558-5	82, 84, 118, 119		
	558-5	68-69, 81-82, 102		
Régionalisation				
Répartition				1356, 2328
Compensations pour la mainmorte (Propriétés immunisées du pré-compte immobilier)	558-5	297-298, 319-321		
	558-7	1-4		
	558-8	5-7		
	558-42	3-37		
	558-43	1-3		
	558-44	1		
	558-49	1-2		
<i>Voir aussi:</i> Impôts — Régions et Communautés				

MATIERES	DOCUMENTS		ANNALES	BULLETIN Q. et R.
	N°	Pages	Pages	Pages
<b>Finances provinciales et communales (suite)</b>				
Versement de la taxe additionnelle communale à l'I.P.P. Question orale de M. Quintelier			543 1228	1757
Contrôle sur les institutions provinciales et ce en raison des problèmes posés par le Centre provincial pour l'étude et la promotion de Bruxelles (Subventions provinciales à des a.s.b.l.) Interpellation de M. Tavernier			2329-2332	1411, 1468
Fiscalité communale. — Evaluation budgétaire Voir aussi: Impôts				1411, 1468
Contrôle des subventions octroyées par les pouvoirs locaux aux a.s.b.l. para-provinciales				2166, 2663
Litiges afférents aux impôts provinciaux et locaux Pourvoi en cassation Plainte à la députation permanente				3126, 3881 3129, 3860 3729, 3945
Liquidations de dettes en cas de fusion de communes Voir aussi: Centres publics d'aide sociale — Code civil — Communes — Constitution (Révision de la Constitution) — Crédit communal de Belgique — Impôts sur les revenus — Informatique — Intercommunales — Provinces — Régions et Communautés				
<b>Foires et expositions</b>				
Exposition universelle de Séville 1992 Vente du pavillon belge Crédits (Affaires économiques). — Analyse de la Cour des comptes Visites de délégations officielles Pavillon belge. — Emploi des langues Foires commerciales. — Réductions de prix Internationale Gartenbau Ausstellung 1993 à Stuttgart. — Participation de l'O.N.D.A.H. Voir aussi: Armes	530-16	35	2144	1287, 1464 2181 1410 2198
<b>Fonction publique</b>				
Recrutements. — Arrêt des recrutements	100-15/4° 592-2 530-6 798-2 798-2	76 46, 71 28, 35-36 11 27-28	2213	1100    1309 1255, 1432 3879, 3947
Personnel non statutaire pour les services fédéraux Personnel statutaire pour les services fédéraux Niveau 1 Voir aussi: Entreprises				
Mobilité du personnel	100-15/4° 529-2 530-6	77 46, 71 30-31, 37	523	
à l'intérieur de l'administration et entre l'administration et le secteur privé dans et vers l'administration. — Dispositions statutaires. — Admissibilité de services antérieurs rendus dans l'enseignement dans le calcul de l'ancienneté pécuniaire et administrative				1117, 1232
Effectifs. — Evolution Gonflement de la Fonction publique. — Pléthore de personnel Données tout à fait incertaines quant à l'importance des effectifs de la fonction publique en Belgique, malgré l'apparente précision des relevés publiés régulièrement à ce sujet par le service d'administration générale Interpellation de M. Hatry	529-2 798-2	46, 71 27	977 2221, 3109, 3565	1118, 1183 1100, 2194
Mise au travail dans les secteurs publics. — Différences régionales Membres du personnel contractuels dans les ministères et les parastataux Emplois spécialisés du niveau 2 +			3091-3096	1085, 1183
Radioscopie	529-2 530-6	71 2, 10, 27, 30, 33, 37, 39-41	637	1331, 1390 3283, 3423
Point de la situation. — Blocage des recrutements Voir aussi: Ministres et Ministères — Politique scientifique — Régie des Bâtiments				3081, 3239

MATIERES	DOCUMENTS		ANNALES Pages	BULLETIN Q. et R. Pages
	N°	Pages		
<b>Fonction publique (suite)</b>				
Prime syndicale	530-3	4, 6		
Système de signalement. — Objectivation des promotions. — Système de rémunération	530-6	2, 10	638	
Interruption de carrière	530-6	4, 25, 31	640	
Travail à temps partiel			638	
Congés	530-6	25, 35		
pour activités syndicales				3349, 3492
pour accompagner des handicapés. — Personnel auxiliaire rattaché au ministère des Finances				3595
Normes de productivité	530-6	27, 35	638	
Formation. — Création d'une école royale d'administration	530-6	28, 35	638, 640, 641	
Congé politique	558-5	230-231, 233, 234, 236, 237, 272		
Certaines mesures en matière de Fonction publique (Simplification de la réglementation — Recrutement et mobilité — Mandats renouvelables pour fonctions de haut niveau — Banque de données — Relations autorité-représentations syndicales — Statut syndical de la gendarmerie — Contrôle d'organismes d'intérêt public)				
Projet de loi	661-1			
Rapport de M. Cardoen	661-2			
Amendement (Banque de données) de M. Cardoen	661-3			
Amendement (S.P.R.) de MM. de Donnée et Vandenhautte	661-4			
Amendements (Dépolitisation S.P.R.) de M. de Donnée et consorts	661-5			
Article modifié par la Commission (Banque de données)	661-6			
Discussion et renvoi en commission			3249	
Discussion et vote			3255-3273, 3318-3319, 3320-3321	
Amélioration du management dans le secteur public			536-537, 2234	
Erreurs de management des services et institutions ministériels fédéraux				
Interpellation de M. Van Hooland			2617-2619	
Modernisation. — Amélioration de la gestion			546, 637-638, 639, 640, 3109	
Revalorisation			638	
Recherche scientifique			638	
Déconcentration			638	
Comparaison entre la situation dans le Luxembourg belge et au Grand-Duché				2024
Dépolitisation			638, 640	
Désignations et avancements				1933
Nominations à l'Institut belge des services postaux et des télécommunications				3620
Banque de données centrale de la fonction publique			638, 641	
Coût. — Nouveau projet de décentralisation				1663, 1894
Stratégie et politique relatives à la fonction publique en Belgique				
Interpellation de M. Van Hooland			868-872	
Accès des ressortissants d'Etats membres des C.E. autres que belges aux emplois dans l'administration publique				
Question orale de M. Cerexhe			2072	
Irrégularités dans la désignation de secrétaires d'administration de qualification générale				
Question orale de M. Van Hooland			2346-2347	
Cumul de mandats auprès de personnes morales de droit privé pour compte de l'autorité. — Contrôle				1451, 1520
Contrôle médical. — Remboursement des frais de déplacement				1638, 1662, 1893
Travail à domicile				2261
Docteurs en médecine vétérinaire fonctionnaires de l'Etat. — Echelles barémiques				2493, 2590
Mise au travail de handicapés				2564, 2739
Fonction supérieure. — Rôle linguistique				2591
Manque de juristes dans les services publics				2820, 2988
Adjudications — Paiement de commissions aux courtiers				3344, 3406
Inventaire des matériaux contenant de l'amiante				3394, 3491
Fonctionnaires. — Cumuls. — Paiements au Trésor public				3877
Voir aussi: Code judiciaire — Communautés européennes — Ministres et Ministères — Objecteurs de conscience — Personnel de l'Etat — Secrétariat permanent au recrutement				

MATIERES	DOCUMENTS		ANNALES Pages	BULLETIN Q. et R. Pages
	N°	Pages		
<b>Fondation Roi Baudouin</b> <i>Voir: Budgets (Premier Ministre) — Hommages — Roi et Famille royale</i>				
<b>Fonds africain de développement</b> Contribution de la Belgique à la sixième reconstitution générale des ressources du Fonds Projet de loi S.E. 1991-1992 ( <i>Doc. n° 441-1</i> ) Discussion et vote			28-29, 67-68	
<b>Fonds agricole</b> Régionalisation	530-11 558-5	7, 12 68, 82, 141	2773	
<b>Fonds asiatique de développement</b> Contribution de la Belgique à la cinquième reconstitution des ressources du Fonds Projet de loi S.E. 1991-1992 Rapport de Mme Delcourt-Pêtre Discussion et vote	486-2		85-86, 152-153	
<b>Fonds de la coopération au développement</b> Données budgétaires Dépenses Conversion du Fonds	530-9 798-2 804-5	2, 3, 4 22 1-2	3881	
<b>Fonds des calamités</b> <i>Voir: Catastrophes et accidents — Impôts sur les revenus (Revenus immobiliers)</i>				
<b>Fonds des maladies professionnelles</b> <i>Voir: Maladies professionnelles</i>				
<b>Fonds des provinces</b> <i>Voir: Finances provinciales et communales</i>				
<b>Fonds de survie pour le tiers monde</b> Programmation de la deuxième phase Manque d'une stratégie générale continue de lutte contre la sous-alimentation				2274 2538
<b>Fonds d'investissement agricole</b> Régionalisation	100-15/4° 530-11 558-3 558-5	64 6, 7, 10, 11 6-7 68, 82, 138-139, 140	597, 600, 601, 606, 2688, 2772, 2773	
Données budgétaires Règlement des dossiers	530-11 530-11	3, 6 3, 6, 12-13	597	
Retard dans le paiement des subsides pour jeunes agriculteurs Nombre de dossiers de demande d'aide en suspens				1596 1904

MATIERES	DOCUMENTS		ANNALES	BULLETIN Q. et R.
	N <sup>o</sup>	Pages	Pages	Pages
<b>Fonds d'investissement agricole (suite)</b>				
Investissements en matière d'environnement	530-11	21-22	597	
Rapport sur l'activité dudit fonds au cours de l'année 1991			15-16	
au cours de l'année 1992			3753-3754	
Nombre d'aides				1904
<b>Fonds européen d'orientation et de garantie agricole (F.E.O.G.A.)</b>				
<i>Voir:</i> Agriculture				
<b>Fonds monétaire international</b>				
Rapport du F.M.I. relatif à la situation financière du pays				
Question orale de M. de Donnée			65-66	
<i>Voir aussi:</i> Coopération au développement				
<b>Fonds national de garantie pour dégâts houillers</b>				
Réparation de dégâts. — Fermeture de la S.A. des Charbonnages du Centre de Jumet				3344, 3479
Alimentation du Fonds B				3361
<b>Fonds national de la recherche scientifique</b>				
<i>Voir:</i> Politique scientifique				
<b>Fonds national de retraite des ouvriers mineurs</b>				
Déficit du Fonds	530-16	36		3672, 3676, 3801, 3865
Mobilité des agents				
Octroi du statut de chef de ménage dans le cadre du régime des invalidités des ouvriers mineurs. — Discrimination				3922
<b>Fonds social européen</b>				
Aide à la lutte contre la pauvreté	530-15	5		
<b>Formation professionnelle</b>				
Formation de jeunes chômeurs en entreprise				1503, 2135
Techniciens en imagerie radiologique. — Définition, statut et forma- tion				1713
<i>Voir aussi:</i> Assurance maladie-invalidité. — Travail				
<b>Fourons</b>				
Référendum à Fouron	100-15/4	45		1661, 2190
<i>Voir aussi:</i> Consultation populaire				
Mesures disciplinaires à prendre à l'encontre d'administrateurs com- munaux qui entendent se servir à Fouron de locaux, de matériel et de personnel communaux en vue d'une consultation populaire illégal				
Interpellation de M. Verreycken			506-507	
Réformes institutionnelles			2689, 2721	
Arrestation par la Gendarmerie. — Drapeau flamand				3921
<i>Voir aussi:</i> Conseils des communautés — Conseils régionaux — Constitution (Révision de la Constitution) — Consulta- tion populaire — Population				

MATIERES	DOCUMENTS		ANNALES Pages	BULLETIN Q. et R. Pages
	N°	Pages		
<b>Frontaliers</b>				
Réduction de l'indemnité compensatoire de change payée aux travailleurs frontaliers en France Question orale de M. D'hondt			326-327	1522
Travailleurs frontaliers âgés. — Allocations de chômage et indemnités complémentaires <i>Voir aussi</i> : Chômage — Impôts sur les revenus (Impôt des non-résidents)				1394
<b>G</b>				
<b>Gardes champêtres</b>				
<i>Voir</i> : Communes (Personnel)				
<b>G.A.T.T.</b>				
<i>Voir</i> : Affaires culturelles — Agriculture — Commerce extérieur — Communautés européennes				
<b>Gaz</b>				
Politique énergétique Distrigaz. — Composition du Conseil d'administration. — Place réservée aux Luxembourgeois <i>Voir aussi</i> : Carburants — Energie — Protection civile — Services d'incendie	530-16	16-17	574, 575	2162, 2242
<b>Gendarmerie</b>				
Mise sur pied d'un service de police de première ligne Cadre administratif et logistique (Militaires travaillant à la gendarmerie)	530-6	5, 16		
Statut syndical	530-6	5, 16		
Exigence du diplôme de l'enseignement supérieur pour tous les gendarmes du corps opérationnel	530-6	5, 16-17		
Adaptation à une société multiculturelle Démilitarisation de la formation Remplacement de la flotte aérienne Informatique et télématique Plan quinquennal (Investissements) Diversification de la formation d'officier Méconnaissance des lois linguistiques par la gendarmerie Question orale de M. Verreycken	530-6 530-6 530-6 530-6 530-6 530-6 530-6	5-6, 17-18 6, 18 6, 18 6, 19-20 6, 20 8, 18-19 18	3754-3755	
Annulation par la Cour d'arbitrage d'une disposition de la loi du 24 juillet 1992 concernant le statut du personnel de la gendarmerie Question orale de M. Desmedt			3968-3969	
Formation à la conduite de certains véhicules Confiscation de véhicules. — Conservation Chevaux de la gendarmerie. — « Prêt » de chevaux réformés Cadre actif de la gendarmerie. — Statut du personnel. — Equilibre en ce que concerne l'application tant de sanctions disciplinaires que de sanctions administratives				1367, 1475 1452, 1562 1578, 1764
Propos tenus dans la presse par des membres de la gendarmerie sur le rôle joué par l'immigré dans la délinquance juvénile				1791, 2023
Possibilité de faire partie de conseils pour l'environnement au niveau communal				2099
Assistance aux huissiers de justice Examens linguistiques organisés par la gendarmerie Application de la loi relative à l'emploi des langues à l'armée. — Emplois vacants. — Répartition linguistique				2099, 2986 2166, 2590 2226, 2466
Lutte contre la drogue. — Chiens				2394
Constat d'accidents de roulage. — Données relatives aux véhicules impliqués				2564, 2667
Caserne de Londerzeel				2770 2939, 2946, 3099, 3830
Centre des finances sur les terrains de l'ancienne caserne				2939, 2944, 3158, 3462

MATIERES	DOCUMENTS		ANNALES Pages	BULLETIN Q. et R. Pages
	N°	Pages		
<b>Gendarmerie (suite)</b>				
Effectif insuffisant de la brigade de Veltem-Beisem				2945, 3052
Absence pour raison de maladie				3019, 3099
Accords entre la gendarmerie et la BRTN lors de l'enregistrement filmé d'excès de vitesse				3081, 3235
Constitution d'archives balistiques				3282, 3421
Effectifs disponibles. — Permanence de 24 heures dans les communes rurales				3347, 3896
<i>Voir aussi:</i> Circulation routière — Commerce — Criminalité et violence — Education physique et sports — Fonction publique — Fourons — Manifestations — Police — Syndicats				
<b>Gouvernement</b>				
Gouvernement de législature	100-15/4°	9, 10, 14, 56	1373, 1389, 1393, 1394	
Politique d'information officielle <i>Voir aussi:</i> Institut belge d'information et de documentation (Inbel)	530-3	7, 12-13	526, 547, 548	
Exécution des mesures décidées lors des conclaves budgétaires			377, 378	
Coalition gouvernementale			519, 520	
Le Premier Ministre offre la démission du Gouvernement au Roi			2173	
Communication du Gouvernement (Contrôle budgétaire)			2177-2179	
Discussion			2185-2188-2200, 2202-2222, 2225-2242	
Vote sur la motion de confiance <i>Voir aussi:</i> Motions et motions d'ordre — Ordre des travaux			2242-2244	
Demande de M. De Croo quand seront déposés au Parlement les projets de loi contenant les mesures du plan d'assainissement du Gouvernement			2181	
Crise politique évitée. — Accord politique			2185, 2186, 2199-2200, 2210, 2225, 2229, 2235, 2241-2242	
Manque de programme en matière de sécurité, d'intégration et d'emplois pour les jeunes			2187	
Perception différente de la crise dans le monde politique flamand et francophone			2228	
Orientations gouvernementales dans un cadre de politique générale			2196-2197	
Nouvelle culture politique			2213-2214	
Solutions en trompe-l'œil			2242	
Démission et nomination de membres du Gouvernement			2487, 4031	
Accueil de deux nouveaux collègues sur les bancs ministériels (Mme De Galan et M. Anselme) sans que le Premier Ministre en ait informé le Sénat			2565	
Présentation, suite à l'avènement de sa Majesté le Roi Albert II, de la démission du Gouvernement. — Le Roi refuse la démission			4031	
Déclaration du Gouvernement sur sa politique générale			4031-4034	
Discussion			4034, 4041-4056, 4059-4077	
Refus d'un vote			4034	
Discours creux du Premier Ministre contrairement aux suggestions formelles des Gouvernements voisins			4045, 4046, 4047	
Dépôt de motion			4077-4078	
Crise de confiance dans la population et à l'échelon international quant aux capacités du Gouvernement d'assainir la situation économique			4044, 4045, 4047	
Interruption provisoire de l'exercice de leur fonction par les membres du Gouvernement				1993
<i>Voir aussi:</i> Art de guérir — Chambres législatives — Constitution (Révision de la Constitution) — Impôts — Ordre des travaux — Rwanda				
<b>Greffiers</b>				
<i>Voir:</i> Code judiciaire — Justice				
<b>Grèves</b>				
<i>Voir:</i> Société nationale des chemins de fer belges (Personnel)				

MATIERES	DOCUMENTS		ANNALES Pages	BULLETIN Q. et R. Pages
	N°	Pages		
<b>H</b>				
<b>Handicapés</b>				
Allocations	526-2 530-14 798-2	29-38 16-20 10	353, 356, 361, 369, 371, 530	
Evaluation du handicap	526-2	31-32	363	
Cumul d'allocations	526-2	32-33	353	
Droits acquis	526-2	33-34	353	
Récupération des sommes versées indûment	526-2	34-36		3826
Nombre de bénéficiaires d'allocations suivant les législations successives	526-2	36-37		
Modification de l'article 9 de la loi du 27 février 1987 (Visite médicale: délai)				
Proposition de loi de M. Van Aperen	773-1			
Retards dans le traitement des demandes			71-72	
Question orale de M. Van Aperen				
Critères d'évaluation et retards accumulés dans l'examen des dossiers			143-144	
Question orale de M. Cardoen				1157
Remarque de la Cour des comptes				1239
Introduction des demandes. — Personnes âgées. — Procuration				
Aides aux personnes âgées handicapées. — Paiement exécuté par le service des allocations aux handicapés				1436
Province de Brabant. — Octroi d'une indemnité annuelle aux handicapés				1518
Liquidation des arriérés				1665, 2079
Décentralisation du service médical				1665, 2080
Informatisation. — Programme informatique unilingue				1694
Demandes de reconnaissance comme handicapé. — Décisions favorables				1695
Demandes de reconnaissance comme handicapé. — Information des personnes concernées				1719, 1836
Retenue sur les indemnités. — Seuils. — Ajustement automatique des coefficients de calcul				2129
Ministère de la Prévoyance sociale. — Service des handicapés. — Décentralisation. — Paiement des arriérés				2204
Retard dans le traitement des dossiers				2436, 2684, 3252
Révision d'office. — Réduction des montants				2436, 2684
Indemnité de chef de ménage. — Indemnité d'invalidité. — Débiteur d'une pension alimentaire				2877, 3176
Retard accumulé par le service médical				3021, 3251
Procédure. — Garantie du secret médical. — Règles déontologiques imposées aux mandataires communaux				3582, 3651
Utilisation du système Handitel (Moyen d'information)				3677, 3867
<i>Voir aussi:</i> Ministres et Ministères (Intégration sociale, Santé publique et Environnement)				
Intégration dans la vie sociale	530-14	18, 20		
Augmentation des salaires dans les ateliers protégés	530-14	19		
Répercussions budgétaires en matière de pensions provenant de décisions unilatérales prises par l'Exécutif flamand (Conflit opposant le Ministre flamand des Affaires sociales aux éducateurs des secteurs de la jeunesse et des handicapés)				
Question orale de M. Hatry			3207	
Allocataires tributaires de l'I.N.A.M.I. et handicapés. — Inscriptions à l'Université				1202, 1267
Prélèvement à charge des assureurs et des assurés				1720, 1908, 2290, 2381
Dénomination « personne atteinte d'un handicap » remplaçant la dénomination « handicapé »				2229, 2408
Cartes spéciales de stationnement. — Stationnement réservé en face du domicile				3125, 3831
<i>Voir aussi:</i> Allocations familiales — Armée — Assurance maladie-invalidité — Fonction publique — Malades mentaux — Ministres et Ministères (Vice-Premier Ministre, Justice et Affaires économiques) — Personnes âgées — Politique sociale — Société nationale des chemins de fer belges — Télégraphes et Téléphones — Transports publics — Victimes de la guerre				

MATIERES	DOCUMENTS		ANNALES Pages	BULLETTIN Q. et R. Pages
	N°	Pages		
<b>Hommages</b>				
Proposition du président Ulburghs de respecter une minute de silence, en mémoire des Indiens d'Amérique victimes de la colonisation, à l'occasion du 500 <sup>e</sup> anniversaire de la découverte des Amériques par Christophe Colomb			10-11	
aux victimes de la catastrophe naturelle en Provence (Vaison-la-Romaine)			14	
aux victimes de la catastrophe aérienne aux Pays-Bas			14	
Bienvenue à une délégation autrichienne du <i>Bundesrat</i>			90	
à la mémoire de M. Alexandre Dubcek, président de l'Assemblée fédérale tchécoslovaque			258	
Vœux de bonnes vacances			1072, 4000	
au général-major Kesteloot, Commandant militaire du Palais de la Nation			2003	
à la mémoire de M. Emile Lacroix, ancien sénateur, ancien premier vice-président			2127	
à la mémoire de quatre militaires belges ayant trouvé la mort en Somalie			2127	
Vœux de M. le Président du Sénat à l'occasion de Pâques			2244	
Commémoration du cinquantième anniversaire du soulèvement du ghetto de Varsovie et de l'attaque du vingtième convoi			2266-2267	
Bienvenue à une délégation étrangère (Parlementaires de différents pays d'Europe centrale et d'Europe de l'Est. — Initiative de la Fondation Roi Baudouin)			2528-2529	
Vœux de rétablissement à M. Timmermans			3762	
Notification du décès et hommage à la mémoire de Sa Majesté le Roi Baudouin. — Séance solennelle d'hommage			4023-4024	
<i>Voir aussi</i> : Roi et famille royale				
<b>Hôpitaux</b>				
<i>Voir</i> : Etablissements hospitaliers				
<b>Horaire d'été</b>				
Evaluation. — Concertation européenne				2001
<b>Horeca</b>				
<i>Voir</i> : Statistiques — Taxe sur la valeur ajoutée				
<b>Horticulture</b>				
Avenir de la culture maraîchère belge				
Interpellation de M. Steenbergen			1290-1292	
Criées aux fruits. — Prélèvements sur la vente pour les jardins d'essais				1769
<i>Voir aussi</i> : Agriculture — Commerce extérieur — Foires et expositions				
<b>Huissiers de justice</b>				
<i>Voir</i> : Gendarmerie — Impôts — Police				

MATIERES	DOCUMENTS		ANNALES Pages	BULLETIN Q. et R. Pages
	N°	Pages		
<b>Hygiène et santé</b>				
Sida				
Institution d'un dispositif d'indemnisation en faveur de personnes contaminées par le virus d'immuno-déficience humaine à la suite de l'administration de produits sanguins (Fonds d'indemnisation)				
Proposition de loi de M. de Donnée	508-1			
Lutte contre le Sida	530-15	2		
Coordination de la campagne de prévention			2070-2071	
Question orale de M. De Croo				3022, 3331
Contrôle du sang par la Croix Rouge				
<i>Voir aussi</i> : Politique scientifique				
Collecte de sang	530-15	2-3	622	
Certaines dispositions relatives à la santé publique (Substances soporifiques et stupéfiantes — Conseil national de l'art infirmier — Modification de la loi du 8 juillet 1964 relative à l'aide médicale urgente)				
Projet de loi*	650-1			
Protection contre les effets nocifs de l'amianté			623	
R.G.P.T. — Utilisation de l'asbeste. — Produits de substitution				2910
Inventaire obligatoire par les administrations publiques des matériaux contenant de l'asbeste, sur les lieux de travail				3918
<i>Voir aussi</i> : Fonction publique — Société nationale des chemins de fer belges				
Hygiène dans les cuisines scolaires et qualité des repas scolaires				
Question orale de M. Eeman			2561	
Teneur en nitrates et résidus de pesticides dans les légumes verts. — Normes de tolérance. — Contrôle				1119, 1191, 2102, 2196
Catalyseur. — Additifs dans l'essence sans plomb. — Risques pour la santé				1310, 1644
Matières toxiques dans les jouets d'enfants				1666, 1682, 1909
Population médicalement à risque. — Mesures préventives				1714, 1819
Jeux vidéo				
Troubles psychiques et physiques provoqués par les jeux vidéos				1987, 1990, 2121, 2268
Conséquences néfastes pour la santé des utilisateurs				2171, 2273
Contrôle des résidus dans les poissons d'eau douce. — Limites de la comestibilité. — Méthodes de production				1989, 2026
Qualité bactériologique des poissons fumés				1989, 2205
Expertise du poisson lors de l'importation et de l'exportation				2030
Hypervitaminose A. — Mesures				2170, 2271
Contrôle de l'importation, de la conservation et de l'administration des plantes				2477
Teneur en sel du pain				2598
Consommation de graisses saturées				3063
Réseau G.M.S. de Belgacom (Mobilophonie). — Conséquences pour la santé publique				3352, 3803
Tuberculose. — Mesures de prévention				3397, 3652
Prophylaxie alimentaire				3733
<i>Voir aussi</i> : Agriculture — Assurance maladie-invalidité — Cancer — Circulation routière — Eau — Electricité — Elevage — Lait et produits laitiers — Pêche — Politique scientifique — Produits alimentaires — Produits pharmaceutiques — Tabac — Travail — Viande				
<b>Hypothèques</b>				
Mention de la date d'envoi sur les certificats hypothécaires				2825
Régime hypothécaire. — Organisation				3920
<i>Voir aussi</i> : Droits d'enregistrement — Emprunts — Impôts				

MATIERES	DOCUMENTS		ANNALES Pages	BULLETIN Q. et R. Pages
	N°	Pages		
<b>I</b>				
<b>Immondices</b>				
<i>Voir</i> : Environnement — Société nationale des chemins de fer belges				
<b>Immunité parlementaire</b>				
Poursuites à charge d'un membre du Sénat Rapport de M. Lallemand	596		990	
Poursuites à charge d'un membre du Sénat			85, 2641	
Poursuites à charge d'un membre du Sénat			3248	
<i>Voir aussi</i> : Constitution (Révision de la Constitution)				
<b>Impôts</b>				
<b>Ecotaxes</b>				
	100-15/4°	40, 47, 51, 52, 85, 88	518, 519, 530, 532- 533, 539, 578, 987,	
	529-2	22-23, 29- 30, 56-58	1348, 1349-1350, 1355, 1356, 1358, 1359, 1360,	
	558-5	66, 77, 79, 87-88, 93- 97, 99, 103-104, 111-113, 137-138	1362, 1364-1465, 1367, 1368, 1375, 1379, 1380, 1383, 1417, 1419, 1421, 1423, 2208, 2681, 2682, 2683, 2684, 2687-2688, 2690, 2697, 2698, 2701, 2702, 2703, 2704, 2711,	
	591-2	10	2721-2722, 2774-2775, 2776, 2787-2788, 3534- 3536, 3554, 3557-3558,	
	777-5	1-61	3563-3564-3567-3569, 3570-3572	
Répartition du produit entre les Régions	558-5	300-302	3565, 3568, 3569	
	558-8	1-2		
	558-9	13-14		
Emballages et institution d'un mécanisme d'écoredevance Proposition de loi de MM. Desmedt et Lenfant	691-1			
Conformité au droit européen	777-5	4-5	3564, 3566, 3568	
Conséquences pour l'industrie et l'emploi	777-5	9	2722, 2724, 3565, 3566- 3567, 3569, 3571	
Influence sur le commerce en Belgique et sur le comportement d'achat du consommateur			3568	1875
Achat à l'étranger afin d'éviter les écotaxes. — Pertes pour le Trésor				1878
Etude comparative des coûts énergétiques et de l'influence sur la pollution des modes d'emballages pour l'eau minérale				1659, 1668, 1874, 2274
sur les produits de préservation et de protection du bois				2050
sur les appareils photo à usage unique. — Entrée en vigueur				2429, 2430, 2509, 2771, 3770
<i>Voir aussi</i> : Communautés européennes — Douanes et accises — Droit public (Réformes institutionnelles) — Papier — Postes — Produits alimentaires				
Pression fiscale et parafiscale	100-15/4°	68-70,	516-517, 521-522, 524,	
	529-2	34, 42-43, 45, 47, 50, 80	537, 539, 976, 980, 987, 1008, 2191, 2212- 2213, 2214-2215, 2217,	
	591-2	6, 9, 10, 14	2221, 3100-3101, 3104, 3107, 3109, 3110, 3111,	
	762-2	7, 8-9, 15, 16, 20	3113, 3115, 3119, 3120, 3123, 3438, 3439, 3440	
	798-2	17-18, 19, 32, 40-41		

MATIERES	DOCUMENTS		ANNALES Pages	BULLETIN Q. et R. Pages
	N°	Pages		
<b>Impôts (suite)</b>				
Pression fiscale et parafiscale (suite) des autorités locales et régionales O.C.D.E. et C.E.	591-2 591-2 762-2	9-10 9 130-132	976 3100	
Rage taxatoire du Gouvernement	(Annexes) 762-2 762-9	8 16	445, 2230, 2234-2235, 3100-3101, 3104, 3107, 3109, 3110, 3115	
Désaccord devenu à présent public, existant entre le Ministre des Finances et la Banque nationale, sur les informations relatives à la charge fiscale et parafiscale, informations qui ont été communiquées au Parlement sur la base de chiffres inexacts par le Ministre des Finances Interpellation de M. Hatry			3829-3831	
Fraude fiscale	529-2 591-2 762-2 798-2 591-2	21-22, 29, 55 2, 3, 15, 44 7, 16 19, 32 4, 7, 43-45	528, 538, 543, 544, 982, 984-985, 986, 987, 1012-1013, 2189, 2194, 2195, 2204-2205, 2237-2238, 3105, 3107, 3124, 3125 975, 983	3453
Répression pénale. — Inspection spéciale des impôts  Voir aussi: Ministres et Ministères (Finances) — Procédure pénale				
Proposition de résolution de M. Geens Contrôle des sociétés. — Recrutement de personnel qualifié Fraude fiscale et arriéré fiscal	813-1		2194, 2195, 3107, 3109	1713, 2010
Voir aussi: Criminalité et violence — Impôts sur les revenus — Ministres et Ministères (Finances) — Pêche — Produits pétroliers — Taxe sur la valeur ajoutée				
Amélioration de la perception et du contrôle de l'impôt	529-2 591-2 762-2	34, 46, 72, 77 2 2	538, 978, 983, 984, 2177, 2189, 2194, 2199- 2200, 2210, 2226, 2235, 2241, 3100, 3106, 3125	3846
Renforcement de la communication entre les receveurs des contri- butions et les huissiers de justice pour accélérer le recouvre- ment des impôts Voir aussi: Budgets (Voies et Moyens)	529-2	73, 77-78		
Réforme (harmonisation) des procédures fiscales Privilège du fisc Voir aussi: Impôts sur les revenus	529-2 798-2	74-75, 76 20, 35	3125	
«Compte courant unique» par contribuable	529-2	75, 76		
Dispositions fiscales, financières et diverses (Fiscalité directe: C.I.R. — Loi du 4 décembre 1990 relative aux opérations financières et aux marchés financiers — Loi du 28 décembre 1990 relative à diverses dispositions fiscales et non fiscales — Loi du 17 juin 1991 portant organisation du secteur public du crédit et harmonisation du contrôle et des conditions de fonctionnement des établisse- ments de crédit — Loi du 28 juillet 1992 portant des dispositions fiscales et financières — A.R. n° 15 du 9 mars 1982 portant encouragement à la souscription ou à l'achat d'actions ou parts représentatives de droits sociaux dans des sociétés belges — Code des taxes assimilées aux impôts sur les revenus — Confirmation d'arrêts royaux) (Fiscalité indirecte: T.V.A. — Accises — Rede- vance de contrôle pour le fuel domestique — Code des taxes assimilées au timbre — Code des droits d'enregistrement, d'hypot- hèque et de greffe — Code des droits de succession — Centres de coordination — Code des droits de timbre) (Epargne à long terme) (Dispositions diverses)				
Projet de loi*	591-1			
Rapport de M. Didden	591-2 +			
	Annexes			
Amendement de M. Hatry et consorts	591-3			
Amendements de M. van Weddingen et consorts	591-4			
Amendement de M. Hatry et consorts	591-5			
Amendement subsidiaire de M. van Weddingen et consorts	591-6			
Amendement subsidiaire de M. de Donnée et consorts	591-7			
Amendement de MM. van Weddingen et Hatry	591-8			
Amendement de MM. Hatry et van Weddingen	591-9			
Amendement de MM. van Weddingen et Hatry	591-10			

MATIERES	DOCUMENTS		ANNALES	BULLETIN Q. et R.
	N°	Pages	Pages	Pages
<b>Impôts (suite)</b>				
Dispositions fiscales, financières et diverses (suite)				
Amendement de MM. Hatry et van Weddingen	591-11			
Amendement de MM. van Weddingen et Hatry	591-12			
Amendement de MM. Hatry et van Weddingen	591-13			
Amendements de MM. van Weddingen et Hatry	591-14			
Amendement de MM. Hatry et van Weddingen	591-15			
Amendements de MM. van Weddingen et Hatry	591-16			
Amendement de MM. Hatry et van Weddingen	591-17			
Amendement de M. van Weddingen et consorts	591-18			
Amendement de MM. Hatry et van Weddingen	591-19			
Amendement de MM. van Weddingen et Hatry	591-20			
Amendement de MM. van Weddingen et consorts	591-21			
Amendement de MM. Hatry et van Weddingen	591-22			
Amendements de M. Tavernier	591-23			
Amendements de M. De Grauwe	591-24			
Discussion et vote			974-987, 990-993, 1008-1052, 1060-1069, 1070-1071	
Evasion fiscale	591-2	2, 3, 15, 35	538, 2222, 3101, 3107, 3108	
Création de sociétés d'une personne	762-2	7, 16, 17		
	591-2	3, 6, 15-16	406, 407, 3108	
<i>Voir aussi</i> : Impôts sur les revenus (Impôt des sociétés)				
Ingénierie fiscale			980, 983, 2210, 3105, 3106, 3107, 3108, 3125, 3127, 3131	
<i>Voir aussi</i> : Ministres et Ministères (Finances)				
Violation du principe de la non-rétroactivité des lois fiscales	591-2	5		
Modifications trop fréquentes des lois fiscales. — C.I.R.	591-2	35	543, 544, 976, 984, 1008, 1010, 3111, 3123, 3124, 3131, 3132, 3833, 3834	
	762-2	12		
Organismes de placement collectif. — <i>Sicav</i>	591-2	96-98	983, 3112, 3122	
	(Annexes)			
Taxe sur les opérations de bourse (Code des taxes assimilées au timbre)	762-2	12		
	762-2	6	3098, 3103, 3104, 3106, 3112, 3118	
	762-3	6-7		
	762-11	18-19		
	798-2	33		
Taxe annuelle sur les sociétés d'investissement	762-2	6	3099, 3103, 3104, 3106	
<i>Voir aussi</i> : Droits de succession				
<i>Voir aussi</i> : Finances				
Intérêts de retard et intérêts moratoires en matière de taxes assimilées aux impôts sur les revenus et en matière de taxes assimilées au timbre	591-2	100, 103		
	(Annexes)			
Automobiles				
Modification de la taxation des moyens de transport neufs et d'occasion (T.V.A., taxes assimilées aux impôts sur les revenus, taxes assimilées au timbre)				
Projet de loi*	737-1			
Rapport de M. Deprez	737-2			
Amendement de MM. van Weddingen et Hatry	737-3			
Discussion et vote			2625-2631, 2650, 2653- 2654	
Suppression de la taxe à l'immatriculation sur les voitures d'occasion	798-2	33	1250, 1251	
Effets destructeurs sur la revente des voitures d'occasion, tant par les particuliers que par le commerce automobile, suite à l'adoption, par le Gouvernement, d'une politique discriminatoire au détriment de la Belgique, lors de la fixation du régime fiscal qui entrera en vigueur le 1 <sup>er</sup> janvier 1993 (Taxe à l'immatriculation — T.V.A. — Directive C.E. relative aux biens d'occasion)				
Interpellation de M. Hatry			1250-1252	
Taxe de mise en circulation				
<i>Voir</i> : Circulation routière				
<i>Voir aussi</i> : Taxe de circulation — Taxe sur la valeur ajoutée				

MATIERES	DOCUMENTS		ANNALES Pages	BULLETIN Q. et R. Pages
	N°	Pages		
<b>Impôts (suite)</b>				
Dispositions fiscales et financières (Impôts directs: Mesures en vue d'améliorer le contrôle et la perception des recettes fiscales [Mesure anti-abus de droit — Assurance-vie — Taux de l'impôt des sociétés — Assujettis à l'impôt des personnes morales: P.M. — Q.F.I.E. — Critères de sélection des dossiers à vérifier — Privilège du Trésor et hypothèque légale en matière de précomptes — Débiteurs du précompte professionnel — Majoration des amendes administratives] — Régime spécial du doublement des amortissements linéaires — Suppression du précompte immobilier fictif et de l'imputation du précompte immobilier dans le chef des sociétés — Contribution complémentaire de crise) (Adaptation des amendes dans le Code de la T.V.A., le Code des droits de timbre, le Code des taxes assimilées au timbre, le Code des droits de succession et le Code des droits d'enregistrement — Code de la T.V.A.: privilège du Trésor — Code des droits de timbre: adaptation des montants — Code des taxes animilées au timbre: taxe sur les opérations de bourse; <i>Sicav</i> — Code des droits de succession: adaptations techniques; taxe annuelle sur les organismes de placement collectif — Code des droits d'enregistrement: augmentation du droit fixe général; amende — Loi du 22 décembre 1989 portant des dispositions fiscales: adaptation du montant des droits de timbre — Confirmation d'A.R.: T.V.A.; directives C.E.) (A.R. n° 15 et sociétés de reconversion — Loterie nationale: prélèvement sur les bénéfices en faveur du budget de l'Etat — Loi du 8 décembre 1992 relative à la protection de la vie privée à l'égard des traitements de données à caractère personnel: blanchiment de capitaux — Institut belgo-luxembourgeois de Change: couverture des frais de fonctionnement — Loi du 22 mars 1993 relative au statut et au contrôle des établissements de crédit: adaptation portant sur la terminologie — I.N.C.A.: régularisation d'une avance de trésorerie — Cessions de participations dans des institutions publiques financières ou de participations détenues par de telles institutions: S.N.C.I., S.N.I., O.C.C.H.)				
Projet de loi	762-1			
Rapport de M. Didden	762-2			
	+ Annexes			
Amendements de M. Goovaerts et consorts	762-3			
Amendements de MM. Jonckheer et Tavernier	762-4			
Amendements de M. Goovaerts et consorts	762-5			
Amendements de MM. Hatry et van Weddingen	762-6			
Amendements de MM. van Weddingen et Hatry	762-7			
Amendements de MM. Hatry et van Weddingen	762-8			
Amendements de MM. van Weddingen et Hatry	762-9			
Amendement de MM. Hatry et van Weddingen	762-10			
Amendements de MM. Hatry et van Weddingen	762-11			
Amendements de MM. Hatry et van Weddingen	762-12			
Amendements de MM. van Weddingen et Hatry	762-13			
Amendements de M. Desmedt	762-14			
Discussion			3098-3109, 3110-3118, 3119-3133	
Discussion des articles			3133-3155	
Votes réservés			3209-3224	
Vote			3227-3228	
Projet amendé par la Chambre des Représentants (Entrée en vigueur)				
Rapport de M. Didden (Entrée en vigueur)	762-15			
Amendements de MM. Hatry et van Weddingen	762-16			
Amendements de MM. van Weddingen et Hatry	762-17			
Amendements de MM. Hatry et van Weddingen	762-18			
Amendement de MM. Hatry et van Weddingen	762-19			
Amendement de MM. van Weddingen et Hatry	762-20			
Amendement de MM. Hatry et van Weddingen	762-21			
Amendements de MM. van Weddingen et Hatry	762-22			
Discussion			3832-3835	
Discussion des articles			3835-3855	
Votes réservés			3979-3983	
Vote			3990-3991	
Majoration des amendes administratives	762-2	5, 11	3102, 3104, 3122, 3126	
	762-12	20		
	762-22	6, 7		
	798-2	33-34		
Taxes assimilées au timbre	762-12	20		
	762-22	6		
Impôt sur la fortune			2178, 2236, 3833	
Instauration d'un cadastre des fortunes			3115	
Injustice du système fiscal			2188	

MATIERES	DOCUMENTS		ANNALES Pages	BULLETIN Q. et R. Pages
	N°	Pages		
<b>Impôts (suite)</b>				
Transposition de directives européennes en droit belge <i>Voir aussi:</i> Assurances — Budgets (Voies et Moyens) — Douanes et accises — Droits d'enregistrement — Droits de succession — Droits de timbre — Energie — Energie nucléaire — Entreprises — Faillites — Finances — Impôts sur les revenus — Institutions de crédit — Justice — Postes — Professions — Tabac — Taxe de circulation — Taxe sur la valeur ajoutée			3131-3132	
<b>Impôts sur les revenus</b>				
Suppression de l'indexation des barèmes fiscaux	529-2	24, 25-27, 40-41, 45, 54-55	521, 523-524, 529, 534-535, 975, 976, 978-979, 980, 981, 982, 983,	
	591-2	4, 6, 10, 11-14, 16-29, 34	986, 1008, 1011, 1012, 3106, 3118, 3120, 3123, 3124, 3129	
	591-3	2		
	591-4	2		
	762-2	4-5, 12, 20-21		
	762-2	132		
	(Annexes)			
	798-2	19		
Fait allégué de M. Hatry <i>Voir aussi:</i> Budgets (Voies et Moyens)			3163	
Maintien des lignes de force de la réforme de l'I.P.P.	592-2	24, 45	524, 529, 981, 982,	
	762-2	9	983, 1008, 1011, 3119, 3120, 3123	
Déclarations				
Suppression des fiches de salaires et envoi au contribuable de déclarations mentionnant déjà les revenus	529-2	73		
	591-2	3-4		
Projet de déclaration automatisée <i>Belcotax</i>	529-2	77, 86-88		
	591-2	3-4, 41		
	762-8	14-15		
Volet statistique				
Contribuables n'ayant pas rentré de déclaration				2733
Impôts de 1992. — Nombre de déclarations. — Montants. — Effectifs du personnel				3197, 3761
Déclarations revenus 1992. — Délivrance tardive des fiches de salaire et de pension par la S.N.C.B.				3346, 3413
Données				
Comparaison internationale de l'I.P.P. sur le revenu du salarié moyen	529-2	81		
Statistiques I.P.P.	762-2	134-135		
	(Annexes)			
Rendement fiscal. — Déclarations modifiées et majorations de revenus. — Accroissement de l'efficacité générale. — Inspection spéciale des impôts			3109	2826, 3846
Population et rendement de l'impôt. — Répartition régionale				1587
Recouvrement. — Evolution				3203
Répartition des recettes entre l'I.P.P. et l'impôt des sociétés				3203, 3412
Vérifications sur place. — Majorations de revenus				3205, 3846, 3854
Intérêts de retard et intérêts moratoires	591-2	4		
	591-2	99		
	(Annexes)			
	591-10	6		
Mesure générale anti-abus de droit. — Principe de la « réalité économique » et <i>ruling</i> (Accord entre fisc et contribuable sur l'interprétation de la législation). — C.I.R., art. 344, § 1 <sup>er</sup> , nouveau	591-2	15	2190, 2194-2195, 2207,	
	762-2	3, 7-8, 9, 13, 16	2210, 2222, 2227, 2229, 2241, 3099, 3100, 3101,	
	762-5	10	3104, 3105, 3106, 3107,	
	762-7	13-14	3108, 3109, 3111, 3112,	
	762-8	15	3114, 3115, 3116-3118,	
	762-9	15-16	3120-3122, 3123, 3126-	
	762-10	17-18	3127-3128, 3129-3132,	
	762-14	22-23	3133, 3834	
	762-18	2-3		
	762-19	4		
	762-21	5		
	798-2	33		

MATIERES	DOCUMENTS		ANNALES	BULLETIN Q. et R.
	N°	Pages	Pages	Pages
<b>Impôts sur les revenus (suite)</b>				
Mesure générale anti-abus de droit. — Principe de la « réalité économique » et <i>ruling</i> (Accord entre fisc et contribuable sur l'interprétation de la législation). — C.I.R., art. 344, § 1 <sup>er</sup> , nouveau ( <i>suite</i> )				
Cas concrets				
Vente d'actions à un nouvel holding. — Paiement sous forme de <i>management fees</i>			3117	
<i>Leasing</i>			3117	
Dividende décrété annuellement par les intercommunales mixtes au bénéfice de leurs actionnaires privés				3203, 3854
Réorganisation d'entreprise non imposée				3670, 3887
Notion « besoins légitimes de caractère financier ou économique »				3670, 3671, 3886, 3888
<i>Voir aussi</i> : Droits d'enregistrement — Droits de succession — Impôts				
Procédure et réclamations				
Charte du contribuable	591-8	5	1010	
	591-11	6		
	591-12	7		
	591-13	7		
Droits du contribuable. — Meilleure sécurité juridique				2899
<i>Voir aussi</i> : Procédure pénale				
Privilège du Trésor et hypothèque légale	762-2	4-5, 12	3118	
	798-2	20, 35		
Suppression de l'obligation d'envoyer les avertissements-extraits de rôle par recommandé			999	
Procédure de dégrèvement d'office				2013
Avis rectificatif. — Obligation de répondre aux remarques du contribuable				3128, 3229
Saisie-arrêt. — Solidarité. — Notification. — Délai de réponse				3281, 3532
<i>Voir aussi</i> : Impôts				
Contribution complémentaire de crise (3 centimes additionnels)	762-2	2, 5, 15, 17, 19, 20-21	2178, 2189, 2200, 2209-2210, 2216, 2217, 2222, 3098, 3103, 3104, 3106, 3109, 3111, 3112, 3113, 3124, 3128-3129	
	762-2	132		
	(Annexes)			
	762-3	6		
	762-9	16-17		
	762-20	4-5		
	798-2	33		
	804-11	2-3		
<i>Voir aussi</i> : Impôts sur les revenus (Revenus mobiliers)				
Majoration des amendes administratives	762-2	5, 11	3102, 3104, 3122, 3126	
	762-3	5-6		
	762-9	16		
	762-22	5-6		
<i>Voir aussi</i> : Impôts				
Remboursement de sommes de moins de 100 francs				1412, 1469
Comptabilité par ordinateur. — Obligation de conserver la disquette contenant la comptabilité analytique pour la détermination des revenus imposables				1557
Fraude fiscale et arriéré fiscal				1713, 2010
<i>Voir aussi</i> : Criminalité et violence — Impôts — Impôts sur les revenus (Impôt des sociétés)				
Plus-values				
réalisées par les marchands de biens immobiliers				2123
Biens immobiliers utilisés dans un but professionnel				
Indemnisation par le Fonds des calamités. — Plus-value forcée				2453
Indépendants qui tiennent une comptabilité simplifiée				2818, 2897
<i>Voir aussi</i> : Impôts sur les revenus (Revenus professionnels) (Impôt des sociétés) (Charges et dépenses déductibles)				
Cession par un particulier à une société d'un droit d'usufruit sur un immeuble				2620, 2729
Prêt sans intérêt accordé par une société à un associé actif (Avance sur rémunération <i>versus</i> rémunération du capital investi)				2979
Législation fiscale. — Emploi des langues. — « Pourvoi en cassation »				3160
Assistance mutuelle des Etats membres C.E. en matière de contrôle				3669
Organisation de festivités gratuites (p.e. « Gentse feesten »)				3857
Conventions tendant à éviter la double imposition				
<i>Voir</i> : Affaires étrangères				
<i>Voir aussi</i> : Affaires étrangères — Budgets (Voies et Moyens) — Cour des comptes — Criminalité et violence — Experts-comptables — Finances — Impôts — Navigation — Publications — Régions et Communautés				

MATIERES	DOCUMENTS		ANNALES Pages	BULLETIN Q. et R. Pages
	N°	Pages		
<b>Impôts sur les revenus (suite)</b>				
<b>Revenus immobiliers</b>				
Modification de l'article 12, § 1 <sup>er</sup> , du C.I.R. 1992 en vue de faire bénéficier les maisons de repos ordinaires de l'exonération du revenu cadastral (Maisons de repos gérées par une a.s.b.l.) Proposition de loi de M. De Roo	504-1			
Précompte immobilier				
Abrogation du précompte pour la communauté non confessionnelle Proposition de loi de M. Seeuws	552-1			
Octroi d'office de la réduction du précompte Proposition de loi de MM. De Roo et Lenssens	662-1 762-3	4		
Suppression du précompte fictif <i>Voir aussi</i> : Impôts				
Problèmes posés par la mise en application de l'ordonnance du 23 juillet 1992 du Conseil de la Région de Bruxelles-Capitale Question orale de M. Desmedt			107-108	
Exonération. — Crédit spécial 1992 aux communes. — Province de Hainaut				1099
Transfert des centimes additionnels aux provinces et communes. — Retards				1429
Exonération. — Compétence des Régions				1754
Réduction pour improductivité				2063
Cabine électrique dans une propriété privée				2186
Exonération. — Biens immobiliers des communes				3159
Habitations rénovées. — Fixation du revenu cadastral				3489
Mainmorte <i>Voir</i> : Régions et Communautés				
<i>Voir aussi</i> : Code civil — Impôts — Impôts sur les revenus (Impôt des sociétés) (Impôt des non-résidents) (Charges et dépenses déductibles)				
Des associés de s.p.r.l.				2984
Données relatives aux biens immobiliers. — Moyens pour l'administration des Contributions directes de connaître ces données <i>Voir aussi</i> : Cadastre — Ministres et Ministères (Finances)				3345, 3412
<b>Revenus mobiliers</b>				
Revenus du capital	529-2	32, 34, 35, 39-40, 48	533, 534, 987, 2200, 2234, 3111 2234	
Contribution complémentaire de crise (3 centimes additionnels)				
Précompte mobilier				
Dividendes. — Relance du capital à risque basée sur une diminution du précompte	529-2	48-49		2944, 3043
Modification de l'article 269 du C.I.R. 1992, en ce qui concerne l'organisation d'un dividende optionnel (Précompte de 10 p.c.) Proposition de loi de M. Cooreman	730-1			
<i>Voir aussi</i> : Impôts sur les revenus (Impôt des sociétés)				
Application du précompte au livret d'épargne ordinaire Interpellation de M. Van Thillo	762-2	2-3	3101 768-770	
Instauration d'un précompte européen Interpellation de M. Tavernier	762-2	3, 14, 18	533, 2241 2475-2476	
Contrats d'assurance-vie à court terme. — Bons de capitalisation	762-2	3-4	3100, 3106, 3112	
Impôt des personnes morales. — Exemption du précompte	762-2 762-6	4 11	3098, 3106	
<i>Voir aussi</i> : Impôts				
Suppression du précompte entre filiales et sociétés-mères (Directive européenne)	762-2 (Annexes)	140		
Intérêts payés à des administrateurs d'a.s.b.l.				1288, 1466
Intérêts payés à des administrateurs. — Pertes				1366, 1466
Epargnants non-résidents. — Exonération du précompte				1620, 3629
Vente de titres à revenus fixes				1879
Instances dispensées de payer le précompte sur les capitaux placés				2016
Société en faillite. — Récupération par le curateur du précompte sur les actions et obligations				2842
sur les intérêts				2842
Cotisation spéciale sur revenus mobiliers (Précompte compensatoire). — Réinvestissement. — Exonération de la taxe pour l'exercice 1991 <i>Voir aussi</i> : Finances — Impôts				3198

MATIERES	DOCUMENTS		ANNALES	BULLETIN Q. et R.
	N°	Pages	Pages	Pages
<b>Impôts sur les revenus (suite)</b>				
<b>Revenus mobiliers (suite)</b>				
Différentes propositions des Etats membres C.E. et de la Commission européenne concernant des accords relatifs aux impôts directs ayant pour objet la lutte contre l'évasion des capitaux			1278-1279	
Question orale de M. Van Belle				
<b>Epargne à long terme</b>				
Contrats d'assurance-vie venus à terme				1093
Taxation des pensions dites « gratuites »				2320
Assurance-vie et assurance groupe. — Primes versées par un ressortissant français, hollandais ou luxembourgeois				2620, 2729
<b>Epargne-pension</b>				
Imposition anticipative				2734
Choix de l'imposition à 60 ans et versements exonérés entre 60 et 64 ans				3569
Primes d'assurance-vie et amortissements de capital				3307
<i>Voir aussi:</i> Assurances — Epargne — Impôts				
Concession d'un droit d'usage sur les biens immobiliers bâtis en vertu d'une convention non résiliable d'emphytéose ou de superficie. — <i>Leasing</i>				2620, 2729
<b>Revenus professionnels</b>				
<b>Revenus de remplacement</b>				
Prépensionnés. — Travail autorisé	529-2	35		1302, 1332, 1595
Pensionnés bénéficiant d'une allocation pour maladie professionnelle				1881, 1889
Indemnités de prépensionnés pour des cours de recyclage				3568, 3572, 3765, 3899
<b>Précompte professionnel</b>				
Plus-values immobilières réalisées par des non-résidents	591-2	3	983	
Débiteurs du précompte en cas de faillite, concordat judiciaire ou mise en liquidation (Curateurs et liquidateurs)	762-2	5		
	762-5	9-10		
Transmission tardive du précompte par les secrétariats sociaux			2891-2893	
Interpellation de M. Valkeniers				2380
Arriérés de précompte des sociétés qui ont fait faillite en 1992				2560, 2655
Licenciement d'un employé. — Indemnité de licenciement. — Abus de droit. — Dédommagement moral				2780
Quote-part des additionnels communaux				3160
Déclaration trimestrielle				
<i>Voir aussi:</i> Impôts				
Complément à l'article 177 du C.I.R. 1992 (Versements anticipés — Bonification pour versements complémentaires)				
Proposition de loi de MM. Goovaerts et Monset	595-1			
<b>Pompiers volontaires</b>				
Modification du C.I.R. en ce qui concerne les pompiers volontaires				
Projet de loi*	828-1			
Rapport de M. Garcia	828-2			
Discussion et vote			3976-3979, 3998	
Indemnités. — Exonération				2456
Entrée en vigueur				2736
Déclaration faite par un collaborateur du Ministre des Finances à propos des revenus des administrateurs de société				
Question orale de M. Hatry			2642-2643	
<b>Accords individuels</b>				
Exonération des salaires ou indemnités de certaines catégories professionnelles				1753
Primes de fin d'année octroyées par les communes				1928, 2012
Bourse d'études octroyée par une a.s.b.l. à un enfant d'un travailleur				2126
Honoraire perçu de la part d'une entreprise				2222, 2319
<i>Voir aussi:</i> Agriculture — Conseils régionaux — Jeux et paris — Pensions (Travailleurs et assurés libres) — Professions				3921
<b>Revenus divers</b>				
Rentes alimentaires. — Montants déclarés par les débiteurs et par les bénéficiaires				3280, 3411
<i>Voir aussi:</i> Impôts sur les revenus (Impôt des non-résidents)				
<i>Voir aussi:</i> Jeux et paris				

MATIERES	DOCUMENTS		ANNALES Pages	BULLETIN Q. et R. Pages
	N°	Pages		
<b>Impôts sur les revenus (suite)</b>				
<b>Impôt des sociétés</b>				
Fraude fiscale. — Internationalisation	529-2	21-22	544, 3125	
A.R. n° 15 du 9 mars 1982 encourageant la souscription d'actions. — Exonération des dividendes. — Actions A.F.V. — Sociétés et zones de reconversion	529-2 591-2 762-2 762-2 (Annexes) 762-3 762-13 798-2	54 3, 12, 17 3, 6, 10 140 8 21 33	978, 983, 3099, 3100, 3103, 3104, 3109, 3112, 3122	3220
<i>Voir aussi</i> : Impôts Nouvelles mesures	591-2 762-2 (Annexes)	2, 3, 4 140	975, 977-978, 983, 986, 1010-1011	
Taux réduit	591-2 591-5 591-6 591-7 591-9 591-24 762-3 762-6 762-17	3, 6, 35-36 3 4 4 5-6 14 3-4 11 2	977, 980, 983, 990, 1009, 1011	
Exclusion des entreprises non industrielles, commerciales ou agri- coles	762-2 762-3 762-6	4, 9, 10, 12, 16, 17 3-4 10-11	3102, 3104, 3105, 3106, 3108-3109, 3112, 3122	
<i>Voir aussi</i> : Impôts Nécessité d'une diminution de l'impôt Taux de 28 p.c.			1008	1266
Revenus définitivement taxés	591-2 591-4	3, 36-37 2-3	541, 975, 986	
Société <i>Indaver</i> à Anvers Déductibilité de dividendes attribués par une société étrangère Dividendes			541	2457 3205
Centres de coordination	591-2 762-2 762-2 (Annexes) 798-2	4, 29-30, 78-79, 111-120 11 140 20-21, 34, 35	975, 976-977, 986, 1010, 3103	2162, 2318
<i>Voir aussi</i> : Droits de succession				
Fiscalité des producteurs d'électricité. — Intercommunales	591-2	4, 41-42	977, 983, 986	
Recettes fiscales	591-2	13, 15	533-543, 975, 1014	
<i>Voir aussi</i> : Budgets (Voies et Moyens)				
Lutte contre l'usage impropre de la forme sociétaire	591-2 762-2 762-3	15, 16 12 3	982, 983, 3105, 3106, 3108-3109	
<i>Voir aussi</i> : Impôts				
Harmonisation européenne. — Directives européennes	591-2	37-38		
Opérations portant sur la perception de coupons, combinée à des ventes de titres	591-2	46-47		
Régime des participations. — Plus-values sur actions. — Revenus définitivement taxés. — Dividendes	591-2 591-2 (Annexes) 591-4 591-9 591-23 591-24	49-52 94-95 2-3 5-6 13 13-14	975, 983	
Instauration, dans le cadre du droit fiscal belge, d'un système de consolidation fiscale nationale (Société-mère et filiale) Proposition de loi de MM. Laverge et De Grauwe	736-1			

MATIERES	DOCUMENTS		ANNALES Pages	BULLETIN Q. et R. Pages
	N°	Pages		
<b>Impôts sur les revenus (suite)</b>				
<b>Impôt des sociétés (suite)</b>				
Quotité forfaitaire d'impôt étranger	762-2 762-3 762-7 798-2	2, 4, 10 4-5 12 8-9, 33	2178, 2222, 3098, 3100, 3102, 3106, 3109, 3126	2899
<i>Voir aussi</i> : Impôts				
Suppression de l'imputabilité du précompte immobilier et suppression du précompte immobilier fictif	762-2 762-3 762-7 798-2	5, 10, 20 2-3 11-12-13 33	2178, 3098, 3102-3103, 3106, 3122	2899
<i>Voir aussi</i> : Impôts				
Sociétés patrimoniales	762-2	9, 12, 16-17	3105, 3106, 3119, 3126	
Dispositions fiscales en matière de fusion et de scission de sociétés				
Projet de loi	765-1			
Rapport de M. Geens	765-2			
Amendements de MM. van Weddingen et Hatry	765-3			
Discussion et vote			3524-3531, 3539-3540, 3550-3551	
Déséquilibre entre la Flandre et la Wallonie			3112	
Fusion ou absorption. — Exonération			3118, 3130	1556
Suppression de l'exonération d'impôts			3126	
Dissolution et liquidation				1168, 1223
Taux pour les sociétés en liquidation				2183
Acquisition d'actions propres				1180
Plus-values de cession de valeurs immatérielles. — Echelonnement du paiement				1350
Redressement fiscal à l'égard de la société <i>Beaulieu</i>				1351
Sociétés de médecins hospitaliers				
Amortissement et cession de la clientèle				1612, 3728
Prise de position de l'administration fiscale				3629
Exonérations pour les entreprises wallonnes. — Compétence. —				
Recours en annulation auprès de la Cour d'arbitrage				2295
Avantages anormaux ou bénévoles				2457
Rémunération d'administrateur versée à une autre société				2656
Intérêts payés aux administrateurs. — Montant des réserves taxées à prendre en considération				2784
A.s.b.l. de planning familial. — Impôts des sociétés <i>versus</i> impôts des personnes morales				2819, 2898
Transfert de clientèle à une s.p.r.l. — Amortissement				3197
Notion de dividende. — Remboursement du capital social				3231
Technique comptable				3627, 3767
Prime d'émission				3628, 3767
<i>Voir aussi</i> : Affaires étrangères — Impôts — Impôts sur les revenus (Revenus mobiliers)				
<b>Impôt des personnes morales</b>				
Fabriques d'église				3628, 3768
<i>Voir aussi</i> : Impôts sur les revenus (Revenus mobiliers) (Impôt des sociétés)				
<b>Impôt des non-résidents</b>				
Régime fiscal	591-2	38-41		
Suppression de l'imputation du précompte immobilier sur l'impôt des non-résidents établi à charge des sociétés	762-3	2-32		
Cadres étrangers. — Foyer d'habitation en Belgique				1169, 1223
Abattement fiscal. — Rente alimentaire				2123
Mesures contre les abus				3203, 3304
<i>Voir aussi</i> : Impôts sur les revenus (Revenus mobiliers) (Revenus professionnels)				
<b>Charges et dépenses déductibles</b>				
Charges et dépenses professionnelles				
Annuité d'amortissement dégressif	591-2	5, 123		
Précompte immobilier	762-3	2		
Déduction pour investissement	762-2	140	1011	
	(Annexes)			
Investissements dans le recyclage				1684
Location de tentes				1755

MATIERES	DOCUMENTS		ANNALES Pages	BULLETIN Q. et R. Pages
	N°	Pages		
<b>Impôts sur les revenus (suite)</b>				
<b>Charges et dépenses déductibles (suite)</b>				
Charges et dépenses professionnelles (suite)				
Intérêts pouvant être déduits par les administrateurs et les associés actifs				1093
Cotisations sociales dues par des mandataires exerçant leur mandat à titre gratuit				1141
Frais de déplacement				
Remboursement des frais. — Exonération. — Discrimination en défaveur des transports privés par bus				1412, 1510
Trafic effectué par les militaires isolés entre le domicile en Belgique et la garnison en Allemagne				1556
Exonération pour le trajet domicile-lieu de travail. — Notion de « cotisation obligatoire de l'employeur »				1755
Moyens de transport collectifs				1949
Frais de voiture pour les déplacements du domicile au lieu de travail. — Indépendants				2062
Collaborateurs d'a.s.b.l.				2247
Utilisation d'une voiture de l'employeur. — Nombre de km considérés comme utilisation privée				2561, 2841
Remboursement des frais propres à l'employeur. — Chèques-repas				1684
Location de biens meubles à usage professionnel à un indépendant par le conjoint-propriétaire				1753, 2439
Paiement anticipé des intérêts d'un emprunt				1948
Intérêts payés après la cession par un indépendant de l'activité professionnelle				1988, 2062
Cotisations dans le cadre du statut social des médecins				2044, 2124, 2734
Règles particulières pour certaines catégories de contribuables (Article 50, § 2, C.I.R.)				2249
Moins-values sur actions				2656
Cotisations sociales des agriculteurs. — Revenus de leurs champs situés aux Pays-Bas				2900
Frais de restaurant et de réception. — Complexes sportifs				3280, 3410
Reprise de plus-values déjà taxées				3280, 3487
Assurance-vie et assurance groupe				
<i>Voir: Impôts sur les revenus (Revenus mobiliers)</i>				
<i>Voir aussi: Epargne — Impôts</i>				
Libéralités				
Institutions reconnues				1225
à des associations culturelles. — Notion « éducation permanente et animation culturelle »				2320
à des a.s.b.l.				3628, 3768
<i>Voir aussi: Partis politiques</i>				
Achat d'une concession au cimetière par une a.s.b.l.				1512
Divorce. — Transfert d'un emprunt hypothécaire à l'un des conjoints. — Assurance solde restant dû au nom du preneur				2186
Avertissement-extrait de rôle. — Mention des montants déductibles pour la détermination du revenu globalement imposable				3365
Rentes alimentaires				
<i>Voir: Impôts sur les revenus (Revenus divers)</i>				
<b>Inbel</b>				
<i>Voir: Institut belge d'information et de documentation</i>				
<b>Incapacité de travail</b>				
<i>Voir: Assurance maladie-invalidité — Contrats de louage de travail — Objecteurs de conscience — Statut social des travailleurs indépendants — Travail</i>				
<b>Incineration</b>				
Crématoriums				
Nombre, gestion et effectifs				1716, 2133
Création et contrôle				2563, 3645
Normes auxquelles doivent répondre les cercueils				2225, 2664
Dispersion en mer des cendres des corps incinérés				2945, 3369
<i>Voir aussi: Cimetières</i>				

MATIERES	DOCUMENTS		ANNALES Pages	BULLETIN Q. et R. Pages
	N°	Pages		
<b>Incivisme</b>				
Amnistie en faveur des victimes de la répression qui suivit la Seconde Guerre mondiale				
Proposition de loi de M. Goossens	638-1		2380-2382	
Sur la prise en considération. — Rejet				
Effacement des conséquences de la répression et de l'épuration				
Proposition de résolution de M. Goossens	858-1			
Répression (Condamnations pour faits de collaboration, Seconde Guerre mondiale)			2679	
Recouvrement des droits civils				1300
Réhabilitation. — Amnistie				1344
<i>Voir aussi</i> : Constitution (Révision de la Constitution)				
<b>Indépendants</b>				
<i>Voir</i> : Accès à la profession — Allocations familiales — Assurance maladie-invalidité — Classes moyennes (Petites et moyennes entreprises) — Cotisation de solidarité — Economie — Impôts sur les revenus (Charges et dépenses déductibles) — Pensions (Indépendants) — Statut social des travailleurs indépendants				
<b>Indice des prix</b>				
Ecotaxes	529-2	57-58		
Problématique du saut d'index			2200, 2207-2208	
Conséquences pour les finances publiques et pour la sécurité sociale				2510, 2621
A.R. portant obligation de communiquer les données pour le calcul de l'indice des prix à la consommation. — Emploi des langues				2894
<i>Voir aussi</i> : Assurance maladie-invalidité				
<b>Industrie</b>				
Secteurs nationaux				
Transfert de la dette de la S.N.S.N du budget des Affaires économiques au budget de la Dette publique	529-2	23-24, 69		
Gestion de la dette. — S.N.S.N.	530-16	14	540, 573	
Accréditation et certification	530-16	11, 13-14		
Aide publique aux entreprises	530-16	12		
	798-2	14		
Aide de la Région wallonne à la firme <i>Louis De Poortere</i> (Industrie du tapis)			1401, 1417	
Subventions directes et indirectes à la société <i>Beaulieu</i>				1084, 1138
Aide en investissements accordée à l'industrie margarinère				1928, 2007
<i>Voir aussi</i> : Commerce extérieur				
Politique industrielle	530-16	12-13, 29-30		
Expansion économique	530-16	29		
Politique scientifique. — Centre <i>De Grootte</i>	530-16	29-30		
Inspection économique	530-16	15-16, 32-33		
Métrologie et normalisation			577	
<i>Voir aussi</i> : Commerce				
Investissements publics (Projets belges dans le cadre de l'initiative de croissance décidée par le Conseil européen d'Edimbourg)			2643-2644	
Question orale de M. Jonckheer				
Rentabilité du secteur de Fabrimétal. — Evolution de l'emploi				1750
Difficultés économiques de l'industrie du bois				3844
Compensations économiques				
<i>Voir</i> : Armée				
Fonds pour la rénovation industrielle				
<i>Voir</i> : Régions et Communautés				
Normes de produits				
<i>Voir</i> : Environnement				
<i>Voir aussi</i> : Commerce — Communautés européennes — Economie — Environnement — Tabac				
<b>Inflation</b>				
<i>Voir</i> : Droits de succession — Economie — Finances				

MATIERES	DOCUMENTS		ANNALES Pages	BULLETIN Q. et R. Pages
	N°	Pages		
<b>Informatique</b>				
Registre national				
Utilisation des informations par l'administration chargée de l'application de la réglementation en matière de sécurité sociale des travailleurs indépendants	526-3	20		1254, 1550
Informations concernant les fonctionnaires des institutions des C.E. en Belgique				1851, 2024
Nature des prestations				1960
Accès des services de police				
Bistel	530-3	3-4, 6, 7, 15-17		
Raccordement du Sénat au système Bistel	530-3	15-16		
Modification de l'article 34 de la loi du 23 décembre 1974 relative aux propositions budgétaires 1974-1975 (Tutelle en matière d'informatique — Communes — Services du Sénat, de la Chambre, de la Cour des comptes et de la Cour d'arbitrage — Procédures d'acquisition)				
Projet de loi*	674-1			
Rapport de M. Vandenhoute	674-2			
Discussion et vote			2614, 2653	
Voir aussi: Communes				
Matériel informatique des services des contributions. — Manuels anglais				1146, 1632
Voir aussi: Accès à la profession — Circulation routière — Communes — Droits d'auteur — Finances provinciales et communales — Fonction publique — Gendarmerie — Handicapés — Impôts sur les revenus — Justice — Ministres et Ministères (Finances) (Vice-Premier ministre, Justice et Affaires économiques) — Police — Protection de la vie privée — Sabena — Sécurité sociale — Société nationale des chemins de fer belges — Taxe sur la valeur ajoutée				
<b>Inondations</b>				
Voir: Aéronautique — Assurances — Catastrophes et accidents — Institut royal météorologique				
<b>Inspection automobile et permis de conduire</b>				
Inspection automobile	530-17	13		1924, 2298
Contrôle technique des véhicules — C.E.				
Permis de conduire				
Chauffeurs routiers internationaux détenant un permis de conduire délivré à l'étranger. — Equivalence des documents en Belgique				1655, 1734
Mention des déchéances. — Protection de la vie privée				2426, 2429, 3026
Remise du permis de conduire international. — Compétence				3447, 3745
Permis provisoire. — Réussite de l'examen pratique. — Accidents de la route				3564
Voir aussi: Circulation routière — Gendarmerie — Milice				
<b>Institut belge d'information et de documentation (Inbel)</b>				
Subside à Inbel (Budget Premier Ministre)	530-3	4, 6, 7	547	
Régime de pension du personnel	530-3	6, 8		
Recrutements	530-3	7-8		
Dépliants déposés à la poste				1993
Voir aussi: Gouvernement				
<b>Institut d'expertise vétérinaire</b>				
Obligations, pour l'I.E.V., de verser un montant de ses réserves au Trésor	526-6	1-5	433-434	
	526-13	2		
	526-6	2, 3		
Restructuration de l'Institut				
Cadre du personnel			434	

MATIERES	DOCUMENTS		ANNALES Pages	BULLETTIN Q. et R. Pages
	N°	Pages		
<b>Institut d'expertise vétérinaire (suite)</b>				
Accroissement prévu du nombre d'agents de l'Institut Interpellation de M. Valkeniers			160-163	
Mesures que le Gouvernement a prises à la suite de l'annulation par le Conseil d'Etat du cadre du personnel de l'Institut Question orale de M. Matthijs			2645	
Institut d'expertise vétérinaire Interpellation de M. Benker			3233-3239	
Fixation de l'ancienneté administrative et pécuniaire de certains inspecteurs-experts				1106, 1452, 1520, 2169, 2271 3022, 3255
Frais de téléphone, de bureau, de vêtements et de déplacement				1437
Frais professionnels des agents. — Publication des A.R. accordant une indemnité				1486
Limitation du budget en 1992				1598
Nomination d'inspecteurs-experts				
Produit des droits d'expertise par secteur et par Région. — Nombre d'abattages. — Nombre de vétérinaires				1617, 2029
Transfert de fonds à d'autres articles budgétaires				1644
Formation continue des fonctionnaires et vétérinaires				1720, 1838
Prélèvement de droits d'expertise sur les contrôles vétérinaires aux frontières externes de la C.E.				2146
Réduction du nombre d'expertises effectuées par les vétérinaires indépendants				2168, 2169
Lutte contre l'utilisation des hormones. — Recrutement d'inspecteurs-experts. — Réserve de recrutement				2355, 2476
Exécution des A.R. en matière de remboursement des frais de bureaux, frais de téléphone et frais de nettoyage de vêtements				3130, 3256
<i>Voir aussi</i> : Comité supérieur de contrôle — Elevage — Politique sociale				
<b>Institut d'hygiène et d'épidémiologie</b>				
Régionalisation de l'Institut	530-15 558-5	13, 14 77, 80		
Avenir de l'Institut Question orale de M. Vaes			904-905	
Fonctionnement de l'Institut. — Avenir. — Régionalisation				2106, 2270
<b>Institut économique et social des classes moyennes</b>				
Pension des agents de l'Institut <i>Voir aussi</i> : Politique sociale	526-3	21		
<b>Institut géographique national</b>				
<i>Voir</i> : Marchés publics				
<b>Institutions de crédit</b>				
Institutions publiques de crédit Restructuration	529-2	48, 73-74, 75-76	976	
Privatisation	529-2 762-4	48, 50 8-9		
Privatisation d'un certain nombre d'institutions publiques (C.G.E.R., S.N.I., O.C.C.H., S.N.C.I.) Interpellation de M. Goovaerts				3801-3803, 3813, 4001-4002
Bons de caisse: taxe sur les opérations de bourse Organes administratifs et cadres linguistiques (e.a. la C.G.E.R.) Question orale de M. Van Hooland	798-2	33		144
<i>Voir aussi</i> : Caisse générale d'épargne et de retraite — Crédit communal de Belgique — Entreprises — Finances — Impôts — Institut national de crédit agricole — Office central de crédit hypothécaire — Société nationale de crédit à l'industrie				

MATIERES	DOCUMENTS		ANNALES Pages	BULLETIN Q. et R. Pages
	N°	Pages		
<b>Institutions de crédit (suite)</b>				
Statut et contrôle des établissements de crédit				
Projet de loi	616-1			
Rapport de MM. Didden et Garcia	616-2			
	+ Annexes			
Amendements de MM. Hatry et van Weddingen	616-3			
Amendements de MM. van Weddingen et Hatry	616-4			
Amendements de MM. Hatry et van Weddingen	616-5			
Amendement de MM. van Weddingen et Hatry	616-6			
Amendement de MM. Hatry et van Weddingen	616-7			
Amendement de MM. Hatry et van Weddingen	616-8			
Amendements de MM. Goovaerts et De Grauwe	616-9			
Discussion et vote			1867-1938, 2004-2008, 2009-2010	
<i>Voir aussi</i> : Impôts				
<i>Voir aussi</i> : Banques — Emprunts				
<b>Institut national d'assurance maladie-invalidité</b>				
Modification du système de la prise de décision au sein de l'I.N.A.M.I.	530-14	11, 12, 13	355, 370, 376-377	
Déficit			530	
Réforme de l'I.N.A.M.I.				
Problèmes que la modification des prestations de l'I.N.A.M.I. pose aux petites maisons de repos				
Interpellation de M. Eeman			596-597	
Allocataires tributaires de l'I.N.A.M.I. et handicapés. — Inscriptions à l'université				1202, 1267
Service du contrôle médical. — Emploi des langues				1471
Conseil général des soins de santé. — Représentation des cadres				1633
Représentation des mutualités dans les organes à la tête de l'I.N.A.M.I.				2877, 3597
<i>Voir aussi</i> : Assurance maladie-invalidité — Etablissements hospitaliers				
<b>Institut national de crédit agricole</b>				
Assainissement financier. — Dette de l'Institut	529-2	31, 72, 75	975, 985	
<i>Voir aussi</i> : Budgets (Finances) — Impôts				
<b>Institut national de criminalistique</b>				
Fonctionnement de l'Institut	530-5	3, 10-11, 14, 30		
Avenir de l'Institut				
<i>Voir aussi</i> : Budgets (Justice)				1327, 1810
<b>Institut national des industries extractives</b>				
<i>Voir</i> : Budgets (Affaires économiques)				
<b>Institut national de statistique</b>				
Réévaluation des tâches de l'Institut. — Restructuration	530-16	19, 34-35	577-578, 580	
Résultats du recensement de 1991	530-16	34		
<i>Voir aussi</i> : Statistiques				
<b>Institut pour l'amélioration des conditions de travail</b>				
<i>Voir</i> : Travail				

MATIERES	DOCUMENTS		ANNALES Pages	BULLETIN Q. et R. Pages
	N°	Pages		
<b>Institut pour l'encouragement de la recherche scientifique dans l'industrie et l'agriculture (I.R.S.I.A.)</b>				
Dissolution de l'Institut	558-5 804-3 804-12	171 6, 7 6	3880, 3903	
Incidences sur l'évaluation de la recherche à finalité industrielle. — Région de Bruxelles-Capitale				3195
Incidences sur l'évaluation de la recherche agronomique. — Financement de la recherche forestière				3370
Conséquences				3669
Actions, financement et procédures futures de la section « recherches agronomiques »				3784
Crédits	798-2	14		
Subsidiation de projets de pêche maritime et d'agriculture biologique				1717, 1749, 1901, 2289, 2331
<i>Voir aussi:</i> Agriculture — Budgets (Affaires économiques) — Chômage — Politique scientifique — Politique sociale				
<b>Institut royal météorologique</b>				
Pluies torrentielles dans l'arrondissement de Hal-Vilvorde. — Mesures effectuées par l'I.R.M. — Résultats				2132
<i>Voir aussi:</i> Politique scientifique				
<b>Intercommunales</b>				
Adaptation du statut des intercommunales. — Législation-cadre. — Réformes institutionnelles (Régionalisation)	100-15/4° 558-5	8, 50 65, 66- 67, 149, 151-152	2696, 2698	
Examen de rapports annuels par le conseil communal	530-6	2		
Régionalisation	530-6 558-12 558-21	13, 14 3 1-2		
Cantons de l'Est				
Conseiller provincial et secrétaire communal. — Représentation. — Incompatibilité				1255, 1475
Composition du conseil d'administration d' <i>Intermixt.</i> — Place réservée aux Luxembourgeois				2182
<i>Voir aussi:</i> Armée — Constitution (Révision de la Constitution) — Droit public — Impôts sur les revenus (Impôt des sociétés) — Pensions (Secteur public) — Provinces				
<b>Interpellations</b>				
M. Jonckheer (Implications de la crise monétaire en Europe ainsi que les modalités de l'Union monétaire)			40-43	
M. Laverge (Allocation socio-pédagogique)			43-46, 70-71	
M. Cuyvers (Application de la directive européenne relative aux piles et accumulateurs contenant certaines matières dangereuses)			46-49	
M. Cuyvers (Suivi de la Conférence de Rio de Janeiro dans la politique nationale)			49-52	
M. Cardoen (Contrat gestion de la Poste)			53-56	
M. Bock (Non-respect par le Gouvernement, du plan quinquennal de rattrapage des pensions des travailleurs indépendants encore inférieures au revenu minimum garanti aux personnes âgées) (S.E. 1991-1992)				68-69
Vote sur la motion pur et simple				
M. Vermeiren (Mesures prévues pour le personnel civil des forces armées en Allemagne à l'occasion de leur retour en Belgique dans le cadre de l'opération Reforbel)				74-77
M. Dierickx (Note d'orientation concernant la politique d'aide sociale aux candidats réfugiés)				86-89
M. de Donnée (Politique du Gouvernement à l'égard du Zaïre)				89-96, 153-154
Mme Nélis (Plan d'accompagnement pour chômeurs au vu du marché du travail sans perspectives)				112-115
M. Benker (Vente de biens immeubles par la S.N.C.B.)				115-117
M. Lozie (Difficultés du contrôle de la viande bovine liées à l'usage d'hormones)				117-125
M. Cuyvers (Position de la Belgique sur l'expérimentation animale en vue d'essayer les produits de beauté)				127-129

MATIERES	DOCUMENTS		ANNALES Pages	BULLETIN Q. et R. Pages
	N°	Pages		
<b>Interpellations (suite)</b>				
Mme Verhoeven (Refus d'octroyer des autorisations de séjour aux victimes de la traite des femmes qui désirent porter plainte et actions tendant à sensibiliser les différents services de police en la matière)			130-131, 132-136	
Mme Maes (Multiplication des preuves du laxisme dont témoignent les autorités belges à l'égard de la traite des femmes et la conduite à adopter pour prévenir cette pratique)			131-136	
M. Hatry (Coût exorbitant du nouveau plan comptable communal suite à l'inaction du Ministère de l'Intérieur en matière d'informatique)			147-151, 240	
M. Maertens (Etablissement d'entreprises industrielles d'élevage de bétail)			154-157, 240-241	
M. Valkeniers (Délais anormalement longs en matière d'enregistrement des médicaments)			157-160	
M. Valkeniers (Accroissement prévu du nombre d'agents de l'Institut d'expertise vétérinaire)			160-163	
M. Vermeiren (Aménagement du T.G.V. dans le Brabant flamand)			247-252, 308-309	
M. de Donnée (Réalisation et financement du R.E.R. bruxellois)			252-256, 309-310	
M. Vandenberghe (Circonstances et raisons pour lesquelles W. Vandergucht, condamné pour escroquerie, n'a jamais été extradé en Belgique, alors que les autorités connaissaient, ou devaient raisonnablement connaître son lieu de résidence effectif)			310-313	
Mme Dardenne (Actuelles négociations du G.A.T.T.)			315-318	
M. Ulburghs (Situation au Kosovo)			331-336	
Mme Van Cleuvenbergen (Aide humanitaire [Définition des notions de pays en voie de développement et de l'aide d'urgence — Aide à la Yougoslavie])			336-339	
Mme Maes (Activité du Fonds de survie et stratégie générale en matière de coopération au développement, notamment avec le Zaïre)			339-345, 500-501	
M. Valkeniers (Mesures récentes dans le domaine de la sécurité sociale et de la santé publique qui traduisent un manque total de connaissance et de vue d'ensemble en matière de soins de santé)			371-374, 378-381, 501-502	
M. Cuyvers (Position adoptée par la Belgique lors de la nouvelle session de négociation de Copenhague, qui s'est déroulée du 17 au 25 novembre 1992 et portait sur l'adaptation du Protocole de Montréal relatif à une meilleure protection de la couche d'ozone)			453-456, 461, 502-503	
M. Pataer (Suite que le Gouvernement a réservée aux recommandations formulées par la commission sénatoriale d'information et d'enquête en matière de sécurité nucléaire)			456-461	
Mme Dardenne (Position du Gouvernement belge face aux projets d'accord du G.A.T.T. en matière d'agriculture)			475-480, 794-795	
Report du vote sur la motion pure et simple			592-593	
M. de Seny (Aspects économiques de la restructuration de l'armée)			503-506	
M. Verreycken (Mesures disciplinaires à prendre à l'encontre d'administrateurs communaux qui entendent se servir à Fourons de locaux, de matériel et de personnel communaux en vue d'une consultation populaire illégale)			506-507	
M. Eeman (Problèmes que la modification des prestations de l'Inami pose aux petites maisons de repos)			596-597	
M. Vermeiren (Attitude des autorités militaires à l'égard des militaires belges affectés à l'étranger à des missions de l'O.N.U.)			627-628, 636-637	
M. Scharff (Conséquences néfastes, pour la province de Luxembourg, du récent plan d'entreprise de la S.N.C.B.)			652-653, 659-660, 795-796	
M. Desmedt (Décision du Ministre de l'Intérieur de s'opposer à la décision de la députation permanente du Brabant octroyant des subsides à des organisations culturelles francophones situées dans des communes néerlandophones — [Bibliothèques])			718-720	
M. Hatry (Poursuite sur le territoire belge, des activités de M. Luis Arce Borja, réfugié politique péruvien faisant l'éloge du terrorisme dans son pays d'origine par la voie de la presse)			720-724, 796-797	
M. de Donnée (Situation financière de l'O.S.S.O.M. et désorganisation de son mécanisme de financement, suite au non-versement de l'intégralité de l'intervention de l'Etat depuis plusieurs années)			765-767	
M. Valkeniers (Discrimination résultant du fait que la perception centrale à l'hôpital n'est pas effectuée par l'établissement lui-même, mais par un organisme privé)			767-768	
M. Van Thillo (Application du précompte mobilier au livret d'épargne ordinaire)			768-770	

MATIERES	DOCUMENTS		ANNALES Pages	BULLETIN Q. et R. Pages
	N°	Pages		
<b>Interpellations (suite)</b>				
M. Hasquin (Attitude de la Belgique à l'égard du Rwanda à la suite de la remise en cause par le Président de la République des accords qui avaient été conclus)			785-786	
M. Van Aperen (Projets du Ministre de l'Intérieur et de la Fonction publique concernant la réforme de la protection civile)			802-806	
M. Van Hooland (Promotion effective de la sécurité routière en Belgique)			863-866	
M. Van Hooland (Stratégie et politique relatives à la fonction publique en Belgique)			868-872	
Mme Mayence-Goossens (Attitude du Gouvernement belge face aux atrocités perpétrées récemment en Bosnie)			893-894, 896-898, 1005-1006	
M. Péciaux (Actes de violence dans les camps de l'ex-Yougoslavie)			894-895, 896-898, 1005-1006	
M. Benker (Aide aux victimes des viols systématiques en ex-Yougoslavie)			895-898, 1005-1006	
Mme Maes (Politique belge en matière de prêts d'Etat à Etat et manque de cohérence de la politique à l'égard du tiers monde)			960-964	
M. Valkeniers (Echelles de traitements des psychologues occupés dans les hôpitaux)			964-965	
M. Van Hooland (Restructuration des forces armées belges)			1209-1216	
M. Maertens (Conséquences désastreuses que le manque d'une politique belge de la pêche maritime entraîne pour l'homme et l'environnement)			1217-1224, 1448-1449	
M. de Donnée (Grande pagaille qui règne autour de la gestion et de l'agrandissement de l'aéroport de Bruxelles-National [B.A.T.C.])			1244-1250, 1449	
M. Hatry (Effets destructeurs sur la revente des voitures d'occasion, tant par les particuliers que par le commerce automobile, suite à l'adoption, par le Gouvernement, d'une politique discriminatoire au détriment de la Belgique, lors de la fixation du régime fiscal qui entrera en vigueur le 1 <sup>er</sup> janvier 1993 [Taxe à l'immatriculation — T.V.A. — Directive C.E. relative aux biens d'occasion])			1250-1252	
M. Bougard (Droit des peuples indigènes et soutien de notre pays à leurs revendications)			1252-1256, 1447-1448	
M. Deworme (Poudrière nucléaire dans les pays de l'Est)			1257-1259	
M. Hatry (Organisation du droit de suite en Belgique)			1272-1275	
M. Cuyvers (Mesures qui s'imposent en vue de permettre une action sévère contre le travail au noir dans le transport de marchandises par la route)			1284-1286, 1450-1451	
M. Streenbergen (Avenir de la culture maraîchère belge)			1290-1292	
M. Vanlerberghe (Avenir de l'industrie belge de la viande)			1292-1294	
M. Cuyvers (Nécessité d'interdire le commerce des animaux capturés à l'état sauvage et de limiter le commerce des animaux sauvages élevés par l'homme)			1295-1297, 1449-1450	
M. Goovaerts (Campagne publicitaire menée par un membre du Gouvernement au sujet des procédures accélérées)			1424-1426	
M. de Donnée (Détérioration de la situation économique du pays et conséquences sur l'emploi, le chômage, le plan de convergence européen, le budget et la sécurité sociale)			1535-1541	
M. Dierickx (Exécution de l'A.R. n° 407 du 18 avril 1986 modifiant et complétant la loi du 23 décembre 1963 sur les hôpitaux [Loi du 7 août 1987 — Gestion des hôpitaux et statut du médecin hospitalier — Conseils médicaux])			1550-1552	
M. Ulburghs (Point de vue de la Belgique dans l'affaire des 415 expulsés palestiniens à l'occasion de la visite de Shimon Perez à la C.E. en février)			1552-1554	
M. Hatry (Conséquences néfastes pour les immeubles à appartements de l'inaction dont témoigne le département des Affaires économiques, en ce qui concerne les règles applicables aux immeubles à appartements dotés d'un ascenseur [R.G.P.T. — Concierges])			1650-1653, 1815	
M. Goovaerts (Reconnaissance ultérieure du titre d'orthodontiste [Directives C.E. — A.M.I.])			1653-1655	
M. Vermeiren (Situation des derniers miliciens)			1657-1659	
M. Vermeiren (Investissements prévus dans le plan de restructuration de l'armée, en particulier la construction de nouvelles casernes, notamment à Ath et à Angleur)			1659-1663, 1815-1816	
M. Bock (Suppression de la caserne du troisième régiment des chasseurs ardennais et départ des militaires qui y sont affectés actuellement)			1663-1667	
Mme Maes (Evénements dramatiques de Kinshasa à la suite du coup d'Etat de fait de Mobutu et manière dont le Gouvernement belge y a réagi)			1667-1670, 1672-1677	
M. Ulburghs (Position de la Belgique à l'égard de la situation politique au Zaïre)			1670-1676, 1677	

MATIERES	DOCUMENTS		ANNALES	BULLETIN Q. et R.
	N°	Pages	Pages	Pages
<b>Interpellations (suite)</b>				
M. Verreycken (Nouvelle situation en ex-Yougoslavie)			1677-1680	
M. Didden (Programme d'investissement de la S.N.C.B.)			1681-1683	
M. Valkeniers (Rejet des propositions du Ministre des Affaires sociales concernant les honoraires médicaux ainsi que du manifeste pour une nouvelle politique de la santé)			1683-1692	
M. de Donnée (Situation financière particulièrement dramatique de la Régie des Bâtiments, causes et conséquences de celle-ci)			1807-1810	
M. Cuyvers (Position de la Belgique à l'égard du projet de directive européenne 88/496 concernant la protection légale des inventions biotechnologiques ou, en d'autres termes, l'octroi de brevets relatifs à des organismes génétiquement modifiés [Premier brevet européen portant sur les animaux — Agriculture et élevage])			1851-1858, 2014-2015	
M. Hatry (Attitude du Gouvernement belge à l'égard du règlement proposé par la Commission européenne à l'égard des importations de bananes provenant de l'extérieur de la C.E.)			1858-1861, 2015	
M. Goovaerts (Privatisation d'une série d'actifs des pouvoirs publics [I.P.C. — Producteur d'électricité S.P.E. — Ancrage])			1938-1939	
M. Hatry (Caractère inopportun des déclarations qui sont prêtées au Gouverneur de la Banque nationale de Belgique)			1944-1947, 2015-2016	
M. Vermeiren (Raccordement de l'aéroport national au réseau du T.G.V. en Belgique)			1981-1984, 2016-2017	
M. Van Hooland (Lutte contre les vols de voiture par l'enregistrement des épaves)			1984-1986	
M. de Donnée (Mesures que doit prendre le Gouvernement pour obtenir d'Agusta le respect de ses engagements en matière de compensations)			1986-1988, 1989-1991, 2017-2018	
M. Vermeiren (Respect des clauses du contrat <i>Agusta A-109</i> , relatives aux compensations économiques)			1988-1990, 1991, 2017-2018	
M. Deworme (Vol à la tire par des mineurs d'âge)			2024-2026	
M. Laverge (Problématique des prisons surpeuplées)			2026-2027, 2028-2032	
M. Foret (Situation dans les prisons)			2027-2032, 2082-2083	
M. de Donnée (Etat du patrimoine immobilier des institutions culturelles nationales à Bruxelles et plus particulièrement des musées royaux d'art et d'histoire)			2032-2036, 2083-2084	
M. Vermeiren (Exécution du contrat d'achat d' <i>Agusta A-109</i> )			2036-2040	
M. Goovaerts (Manière dont certains ministres organisent leurs permanences sociales [Défense nationale — Collaborateurs du cabinet du Ministre])			2084-2085	
M. Verreycken (Attitude anti-flamande de certains membres du Gouvernement [Ministre de la Politique scientifique et Ministre des Affaires sociales])			2085-2087	
M. Ulburghs (Ratification par la Belgique de la Convention de l'Unesco et reconnaissance d'Anvers comme capitale culturelle de l'Europe 1993)			2087-2090, 2432-2433	
M. Van Belle (Situation au Rwanda et attitude du Gouvernement belge dans l'actuel conflit)			2091-2092, 2094-2096	
Mme Maes (Dégradation du processus de démocratisation au Rwanda, laquelle débouche sur la violence et la menace d'une guerre civile, conséquences pour les autres pays de la région ainsi que façon dont le Gouvernement belge réagit à cette situation, et notamment à l'attitude de la France)			2092-2096	
M. Matthijs (Etat actuel de la lutte contre l'emploi et le commerce de substances illégales à effet hormonal ou antihormonal ainsi que problèmes juridiques relatifs au personnel de l'Institut d'expertise vétérinaire)			2097-2101	
M. Van Aperen (Arriéré des dossiers relatifs aux allocations pour l'aide aux personnes âgées)			2101-2104	
M. Van Aperen (Réglementation du transport des marchandises par la route)			2323-2324	
M. Bougard (Attitude du Vice-Premier Ministre et Ministre des Communications et des Entreprises publiques suite à la décision de la S.N.C.B. de supprimer la ligne ferroviaire 163 Libramont-Bastogne)			2324-2326	
Mme Herzet (Politique des transports en commun et plus particulièrement la réalisation du R.E.R. et ses conséquences pour les navetteurs en Brabant wallon)			2326-2329	
M. Tavernier (Contrôle sur les institutions provinciales et ce en raison des problèmes posés par le Centre provincial pour l'étude et la promotion de Bruxelles [Subventions provinciales à des a.s.b.l.]			2329-2332	
Mme Maes (Mesures politiques nécessaires pour associer davantage la population à la coopération au développement)			2332-2336, 2433-2434	

MATIERES	DOCUMENTS		ANNALES Pages	BULLETIN Q. et R. Pages
	N°	Pages		
<b>Interpellations (suite)</b>				
M. Stroobant (Ensemble des problèmes des conflits collectifs du travail et rôle des pouvoirs publics [Tribunal de première instance — Astreinte — Entreprises de gardiennage — Conciliateurs sociaux])			2359-2361	
M. Bock (Epidémie de fièvre aphteuse)			2363-2366	
M. Bock (Quotas laitiers)			2366-2368, 2369-2374, 2434-2435	
Mme Dardenne (Décisions du Ministre de l'Agriculture en matière de quotas laitiers et application des mesures d'accompagnement dans le cadre de la réforme de la politique agricole commune)			2368-2373, 2374, 2435- 2436	
M. Loones (Concession de l'exploitation du « Boyau de la mort » à Dixmude)			2436-2439, 2442-2443, 2533-2535	
Demande de la présence en séance publique du Ministre de la Défense nationale			2353	
M. de Donnée (Absence d'accords-cadres de coopération entre l'Etat et la Région de Bruxelles-Capitale)			2452-2456	
M. Hasquin (Attitude du Gouvernement à l'égard de ou des partis de la majorité qui veulent l'abrogation de la loi relative au Pacte culturel)			2456-2458	
M. Vermeiren (Relations entre l'autorité et les syndicats du personnel militaire)			2458-2461, 2535-2536	
M. Dierickx (Centralisation de la gestion politique et causes institutionnelles possibles de la persistance du divorce entre la politique et le citoyen dans l'état fédéral belge [Provinces et communes])			2461-2464	
M. Valkeniers (Problèmes des demandeurs d'asile)			2465-2470	
M. Tavernier (Instauration d'un précompte mobilier européen)			2475-2476	
M. De Grauwe (Privatisation de la C.G.E.R.)			2476-2477	
M. Goovaerts (Loi du 8 décembre 1992 relative à la protection de la vie privée à l'égard des traitements de données à caractère personnel)			2490-2491, 2502-2516, 2518, 2536-2540	
M. Goovaerts (Escalade dans le monde pénitentiaire)			2490-2491, 2502-2516, 2518, 2536-2540	
M. Goovaerts (Résultats de l'épreuve écrite d'admission à la magistrature)			2490-2491, 2502-2516, 2518, 2536-2540	
M. Vandenberghe (Mesures supplémentaires qui s'imposent en vue d'améliorer le fonctionnement du pouvoir judiciaire)			2492-2495, 2502-2516, 2518, 2536-2540	
M. Foret (Délabrement du système pénitentiaire et absence de volonté politique et de mesures efficaces pour y remédier)			2495-2498, 2502-2516, 2518, 2536-2540	
M. Loones (Mesures annoncées et qui s'imposent en vue de réformer notre système judiciaire)			2498-2500, 2502-2516, 2518, 2536-2540	
M. Desmedt (Propos indécents tenus au Sénat, le 22 avril 1993, par le Ministre de la Justice concernant le rôle des avocats dans le cadre du procès Haemers)			2500-2502-2516, 2518, 2536-2540	
M. de Donnée (Caractère mal défini des missions et du rôle des militaires belges en Somalie)			2542-2544	
M. Cardoen (Gestion de La Poste)			2544-2546	
M. Hatry (Retards successifs mis à entamer un débat sur la politique de l'énergie et absence apparente de politique du Gouvernement en la matière)			2568-2574	
M. Cuyvers (Absence d'une suite appropriée donnée aux engagements contractés par notre pays et par la C.E. lors de la Conférence des Nations Unies sur l'environnement et le développement qui s'est tenu à Rio de Janeiro)			2574-2579, 2654-2655 2579-2882, 2656-2657	
M. Bougard (Campagne de soutien aux casques bleus)			2594-2596, 2603-2608, 2609, 2657-2658	
M. Benker (Evolution catastrophique de la situation en ex-Yougoslavie et position de la Belgique sur le plan de paix en Bosnie)			2594-2596, 2603-2608, 2609, 2657-2658	
M. Buelens (Agression post-communiste incessante en Bosnie-Herzégovine)			2596-2598, 2603-2608, 2609, 2657-2658	
M. H. Van Rompaey (Politique européenne relative à l'ex-Yougoslavie)			2598-2599, 2603-2609, 2657-2658	

MATIERES	DOCUMENTS		ANNALES	BULLETIN Q. et R.
	N°	Pages	Pages	Pages
<b>Interpellations (suite)</b>				
M. de Donnée (Politique suivie par la Belgique pour aboutir à une solution dans le drame vécu par l'ex-Yougoslavie et en particulier par la Bosnie-Herzégovine et la Croatie)			2599-2600, 2603-2608, 2609, 2657-2658	
M. De Backer (Situation actuelle dans l'ex-Yougoslavie)			2600-2608, 2609, 2657-2658	
Mme Maes (Situation politique au Burundi et les mesures nécessaires pour prévenir toute montée des tensions au cours de la période de préparation des élections)			2609-2612	
M. Verreycken (Raison d'être des provinces)			2615-2617	
M. Van Hooland (Erreurs de management des services et institutions ministériels fédéraux)			2617-2619	
M. de Seny (Modalités erronées à partir desquelles l'administration a tendance à appliquer la loi du 12 juillet 1976 sur les crédits de restauration quant aux dégâts causés à la forêt belge par les trois tempêtes de 1990)			2631-2633, 2634-2636	
M. Bock (Interprétation que fait l'administration quant à l'application de la loi du 12 juillet 1976 à propos des dégâts causés à la forêt belge par les tempêtes de 1990)			2633-2635, 2636	
M. Goovaerts (Circonstances de la mort de Patrick Haemers et conséquences de celle-ci notamment en ce qui concerne le procès ajourné jusque dans le courant du mois de septembre)			2636-2640	
Mme Delcourt-Pêtre (Mesures prises en matière de travail à temps partiel)			2749-2756	
M. Valkeniers (Imputation de frais de séminaire, par le Centre interuniversitaire des médecins généralistes aux médecins qui n'ont pas adhéré à l'accord médico-mutualiste)			2883-2884	
M. Valkeniers (Non-instauration du <i>numerus clausus</i> prévu pour les étudiants en médecine)			2884-2889	
M. Valkeniers (Mesures récentes en matière de sécurité sociale qui entraîneront de nouvelles dépenses [Extension des catégories de bénéficiaires du tiers payant — Dépenses afférentes au développement et à l'évolution de nouvelles techniques médicales])			2890-2891	
M. Valkeniers (Transmission tardive du précompte professionnel par les secrétariats sociaux)			2891-2893	
M. Capoen (Convention en matière de sécurité sociale avec la République fédérale d'Allemagne et son extension à l'ancienne République démocratique allemande)			2893-2895	
M. Van Belle (Problèmes qui se posent dans le secteur de la logopédie et attitude du Ministre à leur égard)			2895-2898	
Mme Nélis (Nécessité de prendre des mesures en matière de soins à domicile et d'assurance dépendance au vu du vieillissement de la population)			2898-2900	
M. Pataer (Transport de plutonium par paquebots)			2900-2905, 3028-3029	
M. Loones (Classement comme sites de domaines militaires)			3033-3036, 3037-3040-3041, 3230-3232	
M. Vermeiren (Affectation de domaines militaires susceptibles d'être aliénés)			3036-3040-3041, 3230-3232	
Mme Van Cleuvenbergen (Conditions d'hébergement intolérables du barreau de Tongres)			3041-3043	
M. Loones (Fonctionnement de la police maritime)			3043-3046	
M. Vermeiren (Participation de la Belgique à l'Eurocorps)			3046-3049, 3232	
M. Vermeiren (Campagne en faveur des casques bleus belges)			3049-3052, 3233	
M. Harry (Données tout à fait incertaines quant à l'importance des effectifs de la fonction publique en Belgique, malgré l'apparente précision des relevés publiés régulièrement à ce sujet par le service d'administration générale du Ministère de l'Intérieur et de la Fonction publique)			3091-3096	
M. Benker (Institut d'expertise vétérinaire)			3233-3239	
M. Van Hooland (Lenteurs de la réorganisation du service de l'immatriculation de véhicules et manière déplorable dont ce service fonctionne)			3239-3241	
M. Goovaerts (Bruxelles et la Présidence belge de la C.E.)			3249-3252	
M. Cuyvers (Enfants des rues du Brésil)			3252-3255	
M. Desutter (Catastrophe maritime du 3 juin 1993)			3273-3276	
M. Benker (Plan de paix pour la Bosnie-Herzégovine après la Conférence de Copenhague)			3276-3281	
M. Cuyvers (Politique menée par la Belgique dans le domaine de la lutte contre le cancer)			3339-3342	

MATIERES	DOCUMENTS		ANNALES Pages	BULLETIN Q. et R. Pages
	N°	Pages		
<b>Interpellations (suite)</b>				
M. Bouchat (Exercice du droit de contrôle de l'usage fait de la subvention accordée par l'Etat à la Croix-Rouge de Belgique pour l'hébergement des candidats réfugiés politiques aux centres de Nassogne et de Lint)			3342-3346	
Mme Nélis (Ligne politique que Mme le Ministre de l'Emploi et du Travail compte adopter au cours de sa Présidence du Conseil européen, notamment à propos des directives ayant trait à l'emploi)			3409-3412	
M. De Roo (Résultats de la première phase de la Conférence nationale de l'emploi)			3412-3415	
M. Vandenberghe (Etendue, portée et mise en œuvre du programme pluriannuel de la Justice)			3419-3427	
M. Vandenberghe (Initiatives susceptibles d'être prises à l'échelon juridique européen à l'occasion de la Présidence belge du Conseil européen)			3427-3429	
Mme Mayence-Goossens (Mesures à prendre pour que l'Europe soit bien préparée à affronter la concurrence, notamment celle des Etats-Unis)			3429-3433	
M. Cuyvers (Concrétisation du cinquième plan d'action sur l'environnement pendant la Présidence belge du Conseil européen)			3451-3454, 3551-3552	
M. Verreycken (Interprétation des lois linguistiques par la Commission permanente de contrôle linguistique [Emploi du français, de l'arabe et du turc en Flandre])			3455-3457	
M. Matthijs (Nouvelle comptabilité communale)			3465-3468	
Mme Verhoeven (Situation et accueil des réfugiés à Zaventem)			3468-3470	
M. Loones (Circulation ferroviaire transfrontalière à Adinkerke-Ghyvelde)			3470-3472, 3790	
M. Scharff (Réduction du trafic sur la ligne ferroviaire Athus-Meuse)			3472-3475	
Mme Delcourt-Pêtre (Protection des mineurs d'âge dans l'utilisation du réseau Belgacom pour les messageries à connotation sexuelle)			3475-3476	
M. Liesenborghs (Problèmes de gestion financière et de gestion du personnel de la Sabena)			3476-3479	
M. De Roo (Insertion d'une clause sociale dans les traités de commerce [O.I.T.])			3481-3483	
Mme Cahay-André (Relation à établir dans le cadre de la Présidence belge du Conseil européen entre l'aide au développement, les déséquilibres internationaux et leurs conséquences dans nos pays et dans le reste du monde)			3483-3487	
Mme Maes (Aggravation de la violence au Zaïre, situation désespérée de la population, refus du président Mobutu de respecter les accords relatifs à la démocratisation et manière dont notre pays réagit à tout cela)			3487-3491, 3792-3793	
M. Bougard (Politique de sécurité et de prévention des conflits sur l'ensemble du continent européen dans le cadre de la Présidence belge du Conseil européen)			3492-3495, 3791-3792	
M. Pécriaux (Future politique du Gouvernement à l'égard du Burundi)			3497-3499	
M. Bougard (Adoption du plan d'investissement à moyen terme de la défense nationale et décision du Gouvernement de moderniser les avions F-16)			3499-3502	
M. de Donnée (Absence des mesures concrètes promises par le Gouvernement pour encourager les déagements volontaires du personnel militaire dans le cadre de la restructuration de nos forces armées)			3502-3504	
M. Desmedt (Intervention du parquet de Bruxelles lors d'un incident de circulation routière survenu à Watermael le 13 juin 1993)			3793-3795	
M. de Donnée (Retards considérables accumulés par le Ministre de la Justice dans la mise en place du dispositif belge de participation au système d'information Schengen [Commission Sirène])			3795-3797	
M. Desutter (Situation précaire de l'industrie belge du cigare)			3799-3801	
M. Goovaerts (Privatisation d'un certain nombre d'institutions publiques [C.G.E.R., S.N.I., O.C.C.H., S.N.C.I.])			3801-3803, 3813, 4001-4002	
M. Jonckheer (Conclusions du Conseil européen de Copenhague)			3803-3807	
Mme Dardenne (Proposition de réduction des droits d'accises de 90 p.c. sur les biocarburants)			3807-3809	
M. Vaes (Objectifs, calendrier et mesures d'organisation de la péréquation cadastrale)			3810-3813	
M. Hatry (Action que compte entreprendre le Ministre des Finances en vue de porter remède aux détournements de trafic de produits pétroliers conduisant à des pertes chiffrées à 17 milliards de francs au détriment du Trésor)			3813-3816	
M. Loones (Reconnaissance de la zone côtière de Bredene-Ostende-Middelkerke-Nieuport [Pêche])			3816-3819, 4001-4002	

MATIERES	DOCUMENTS		ANNALES	BULLETIN Q. et R.
	N°	Pages	Pages	Pages
<b>Interpellations (suite)</b>				
M. Loones (Reconnaissance du Westhoek comme zone rurale)			3816-3819, 4001-4002	
Mme Dardenne (Affaire du <i>corn gluten feed</i> et conséquences pour l'agriculture européenne [Maïs])			3820-3821, 4001-4002	
M. Mairesse (Avenir de l'a.s.b.l. Promotion créée au sein de l'O.N.D.A.H.)			3821-3822	
M. Hatry (Désaccord devenu à présent public, existant entre le Ministre des Finances et la Banque nationale de Belgique sur les informations relatives à la charge fiscale et parafiscale prélevée en Belgique, informations qui ont été communiquées au Parlement sur la base de chiffres inexacts par le Ministre des Finances)			3829-3831	
<i>Voir aussi</i> : Ordre des travaux — Règlement du Sénat				
<b>Interpol</b>				
<i>Voir</i> : Affaires étrangères — Criminalité et violence				
<b>Invalides de guerre</b>				
Modification de la loi du 15 mars 1954 relative aux pensions de dédommagement des victimes civiles de la guerre 1940-1945 et de leurs ayants droit et modification de la loi du 1 <sup>er</sup> juillet 1969 fixant le droit des invalides et des orphelins de guerre au bénéfice des soins de santé aux frais de l'Etat (Déportés pour le travail obligatoire et réfractaires au travail obligatoire)				
Proposition de loi de MM. Bouchat et Cardoen	521-1			
<i>Voir aussi</i> : Politique sociale				
<b>Investissements</b>				
<i>Voir</i> : Affaires étrangères — Agriculture — Armée — Budgets (Budget général des Dépenses) — Commerce extérieur — Coopération au développement — Economie — Energie nucléaire — Finances — Gendarmerie — Impôts sur les revenus (Charges et dépenses déductibles) — Industrie — Postes — Régie des Bâtiments — Société nationale des chemins de fer belges				
<b>J</b>				
<b>Jardin botanique</b>				
Heures d'ouverture du jardin botanique national (Domaine de Bouchout)				3247
<b>Jeux et paris</b>				
Instauration de l'imposition des gains en provenance de jeux et paris (I.P.P.: Revenus divers)				
Proposition de loi de M. Lenfant	667-1			
Appareils de bingo				
Normes techniques. — Contrôle				2102, 2466, 2872,
Utilisation abusive. — Commande à distance				3681
Appareils automatiques de jeux et de paris. — Blanchiment d'argent				3193
Jeux vidéos				3566
<i>Voir</i> : Hygiène et santé				
<b>Juridictions du travail</b>				
Modification de l'article 1 <sup>er</sup> de la loi du 7 juillet 1969 déterminant le cadre du personnel des cours et tribunaux du travail (Tribunaux du travail: Premiers substituts et substituts de l'auditeur du travail)				
Proposition de loi de M. Weyts	670-1			

MATIERES	DOCUMENTS		ANNALES Pages	BULLETIN Q. et R. Pages
	N°	Pages		
<b>Juridictions du travail (suite)</b>				
Montant des jetons de présence des juges et conseillers sociaux			902	
Question orale de M. Taminiaux			3757	
Question orale de M. Taminiaux				
Tournai				
Nouveaux locaux pour héberger le tribunal du travail			2648	
Question orale de Mme Buyle				
Nouvelle implantation des services administratifs du tribunal du travail et de l'auditorat du travail				3273
Tribunal du travail. — Abandon de l'immeuble occupé par les services administratifs				3298
<i>Voir aussi:</i> Code judiciaire — Travail				
<b>Justice</b>				
Lignes de politique générale	530-5	2-11	565-566	
Meilleure administration de la Justice	530-5	2, 14-15, 19, 25, 32	567, 568	
Assistance judiciaire	539-5	3, 8-9		
Certificat d'indigence pour l'obtention de l'assistance judiciaire devant le tribunal. — Délai de délivrance				2941, 3404
Arriéré judiciaire	530-5	4, 20, 22, 26, 32-33, 35		
Tribunal de première instance de Bruxelles. — Insuffisance de magistrats néerlandophones				1609, 1678
Dossiers de naturalisation pendants au parquet de Bruxelles				2091, 2450
Suppression de la loi du 27 novembre 1891 sur la répression du vagabondage et de la mendicité	530-5	6, 14, 16, 18, 24, 31-32	568, 569, 572	
Nouvelle affectation des établissements de Wortel et de Merksplas	530-15	3-4		3513, 3695
Régime transitoire en ce qui concerne l'accueil des personnes concernées	530-15	3-4		1945, 3147
<i>Voir aussi:</i> Politique sociale — Société nationale des chemins de fer belges				
Projet de loi sur les écoutes téléphoniques	530-5	11		
Arriéré législatif	530-5	11		
Réforme des juridictions militaires	530-5	11, 17		
Magistrats spécialisés dans les matières fiscales	530-5	16, 33	985	
Limites territoriales des arrondissements judiciaires	530-5	19, 35		
Tribunaux de police	530-5	35		
Etudes et recherches scientifiques demandées par le département de la Justice	530-5	20, 37		
Abus de procédures judiciaires	530-5	23, 25		
Traitements des titulaires de certaines fonctions publiques et des Ministres des Cultes (Augmentation barémique pour les magistrats, les greffiers et secrétaires des parquets, les titulaires d'une fonction auprès du Conseil d'Etat et les Ministres des Cultes)				
Projet de loi*	569-1			
Rapport de M. Lozie	569-2			
Discussion et vote			816-825, 999	
Création de l'arrondissement judiciaire de Hal-Vilvorde				
Proposition de loi de MM. Diegenant et Cardoen	835-1			
Institution d'une prime de bilinguisme pour les greffiers et le personnel du greffe des cours et tribunaux				
Proposition de loi de M. Cardoen	839-1			
Informatisation des services judiciaires			566, 567	
Aide aux victimes			569	2427
Déclarations mettant en cause nos structures judiciaires figurant dans des livres parus récemment				
Question orale de M. De Croo			1229-1231	
Tongres				
Bâtiments du Palais de Justice				
Question orale de Mme Van Cleuvenbergen			1476-1477	
Conditions d'hébergement intolérables du barreau				
Interpellation de Mme Van Cleuvenbergen			3041-3043	
Bâtiments du palais de justice				1286, 1540, 1780, 1873, 2698, 2829

MATIERES	DOCUMENTS		ANNALES Pages	BULLETIN Q. et R. Pages
	N°	Pages		
<b>Justice (suite)</b>				
Ecoutes téléphoniques et perquisitions ordonnées chez des journalistes par la justice Question orale de M. Pataer			1999-2000	
Signification politique de la remise du procès Haemers, acquittement dans l'affaire Kirschen et conclusions politiques qu'il convient d'urgence d'en tirer Question orale de M. Vandenberghe			2341-2344	
Mesures supplémentaires qui s'imposent en vue d'améliorer le fonctionnement du pouvoir judiciaire Interpellation de M. Vandenberghe			2492-2495, 2502-2516, 2518, 2536-2540	
Mesures annoncées et qui s'imposent en vue de réformer notre système judiciaire Interpellation de M. Loones			2498-2500, 2502-2516, 2518, 2536-2540	
Circonstances de la mort de Patrick Haemers et conséquences de celle-ci notamment en ce qui concerne le procès ajourné jusque dans le courant du mois de septembre Interpellation de M. Goovaerts			2636-2640	
Plans d'un nouveau Palais de Justice à Anvers Question orale de M. Suykerbuyk			3202-3203	
Réorganisation du casier judiciaire Question orale de M. Van Hooland			3203	
Etendue, portée et mise en œuvre du programme pluriannuel de la Justice Interpellation de M. Vandenberghe			3419-3427	
Initiatives susceptibles d'être prises à l'échelon juridique européen à l'occasion de la Présidence belge du Conseil européen Interpellation de M. Vandenberghe			3427-3429	
Opportunité et légalité du système d'observation mobile (SOM) dans l'état actuel de la législation Question orale de M. Van Belle			3965-3966	
Violation de la législation par certains marchands d'automobiles dans la zone du canal à Bruxelles Question orale de M. Van Walleggem			3966	
Nouveau palais de justice d'Arlon « Cellule Cools » (Cellule d'enquête sur l'assassinat du ministre-président) — Composition et organisation				1168, 1266, 2057 1366, 1456, 2448
Mesures en vue d'éliminer les artifices de procédure visant à différer la prononciation d'une condamnation (Affaire Amocofina)				1578, 2449
Juristes en Belgique. — Nombre excessif par rapport aux autres pays européens				1584
Instruction judiciaire. — Indiscrétions dans la presse				1611, 2717
Perception des amendes				2620, 2980
Lecture de jugements et arrêts. — Compréhensibilité				2817, 3933
Finition du nouveau complexe judiciaire de Termonde. — Mission de la Régie des Bâtimens				3074
Accueil et service aux visiteurs dans les cours et tribunaux				3079
Interprètes et traducteurs réquisitionnés par les parquets. — Tarifs. — Paiement d'arriérés				3276, 3920
Avis de saisie. — Remplacement des bacs à fiches. — Questions pratiques				3392
Arrestation de mineurs d'âge. — Réseau criminel				3726
<i>Voir aussi:</i> Aliments — Biens — Budgets (Premier Ministre) — Circulation routière — Code judiciaire — Constitution (Révision de la Constitution) — Criminalité et violence — Elevage — Enfance et jeunesse — Environnement — Extradition — Langues — Magistrats — Ministres et Ministères (Finances) — Peines — Presse — Procédure pénale — Racisme — Radio et télévision — Rémunérations et salaires — Stupéfiants — Télégraphes et Téléphones — Zaïre				
<b>Justices de paix</b>				
Circonscriptions territoriales <i>Voir aussi:</i> Ministres et Ministères (Vice-Premier Ministre, Justice et Affaires économiques)	530-5	19, 35		

MATIERES	DOCUMENTS		ANNALES	BULLETIN Q. et R.
	N°	Pages	Pages	Pages
<b>K</b>				
<b>Kinésithérapie</b>				
Modification de l'A.R. n° 78 du 10 novembre 1967 relatif à l'exercice de l'art de guérir, de l'art infirmier, des professions paramédicales et aux commissions médicales, en vue de la réglementation de l'exercice de la kinésithérapie				
Proposition de loi de Mme Delcourt-Pêtre	541-1			
Attribution d'un statut professionnel aux kinésithérapeutes				
Proposition de loi de MM. Gevenois et Taminiaux	636-1			
Exercice de la kinésithérapie				
Proposition de loi de MM. Gevenois et Taminiaux S.E. 1991-1992			1550	
Retrait				
Voir aussi: Art de guérir — Assurance maladie-invalidité				
<b>L</b>				
<b>Laïcité</b>				
Révision de l'article 117 de la Constitution, en y ajoutant un alinéa 2 élargissant éventuellement aux conseillers laïques les dispositions de l'alinéa 1 <sup>er</sup>				
Proposition de révision de M. Lallemand S.E. 1991-1992				
Rapport de M. Stroobant	100-3/2°			
Texte adopté par la Commission	100-3/3°			
Discussion et vote			1329-1343, 1455-1456	
Retard apporté à exécuter la loi instaurant des conseillers moraux à l'armée				
Question orale de M. Hasquin			1998-1999	
Voir aussi: Armée — Impôts sur les revenus (Revenus immobiliers)				
<b>Lait et produits laitiers</b>				
Quotas laitiers	530-11	14-18	598, 600, 601, 604, 607, 2772, 2773	
Régionalisation	558-12	1-2		
Interpellation de M. Bock			2366-2368, 2369-2374, 2434-2435	
Décisions du Ministre de l'Agriculture en matière de quotas et application des mesures d'accompagnement dans le cadre de la réforme de la politique agricole commune				
Interpellation de Mme Dardenne			2368-2373, 2374, 2435-2436	
Question orale de M. Bock			2937-2938	
Transferts. — Contrôle. — Intermédiaires				1238
Volume total				1903
Dépassement. — Amendes. — Répartition par province				2399
Octroi d'un quota supplémentaire aux jeunes agriculteurs. — Demande d'une augmentation				2991
Contribution financière des agriculteurs à la publicité en faveur des produits laitiers (O.N.D.A.H.)				
Question orale de M. Houssa			3207-3208	
Evolution de la consommation de beurre dans l'U.E.B.L.				1523
Evolution de la consommation de margarine dans l'U.E.B.L.				1524
Evolution de la production de margarine en Belgique				1541, 1679
Vente de lait dans les écoles. — Subventions. — Emballage				2855
Dioxines dans le lait à proximité des incinérateurs				
Incinérateur de Menin. — Risque de cancer				3710
Analyses				3880
Protection de la santé du consommateur. — Consommation de graisses saturées				3726, 3939
Voir aussi: Hygiène et santé — Industrie — Politique sociale — Taxe sur la valeur ajoutée				

MATIERES	DOCUMENTS		ANNALES Pages	BULLETIN Q. et R. Pages
	N°	Pages		
<b>Langues</b>				
Protection des minorités (Réformes institutionnelles)	100-15/4° 558-5	12, 38, 55 66, 75, 238, 326- 332	1349, 1372, 1373, 1395- 1396, 2679, 3555, 3558- 3559, 3560	
	777-3	16		
Gouverneur et vice-gouverneur de la province du Brabant flamand. — 6 communes périphériques à facilités	100-15/4° 558-5	12, 42-43, 47, 55, 89 90	1373, 1395-1396, 1397, 2689, 2719, 3558-3559	
19 communes de la Région de Bruxelles-Capitale. — Vice-gouverneur	100-15/4°	12, 55	1373, 1390, 1395, 1396, 2679, 3559	
Commission permanente de contrôle linguistique. — Nouvelles compétences	100-15/4° 558-9	12 16-18, 55, 327-330	1370, 1373, 2679, 2798	
<i>Voir aussi:</i> Commission permanente de contrôle linguistique Francophones des communes sans régime linguistique spécial de l'arrondissement administratif de Hal-Vilvorde	558-5	327-328, 332		
<i>Voir aussi:</i> Provinces — Régions et Communautés (Communauté germanophone) (Région bruxelloise)				
Modifications de la loi du 2 août 1963 sur l'emploi des langues en matière administrative et des lois sur l'emploi des langues en matière administrative coordonnées le 18 juillet 1966 (Réformes institutionnelles)	558-5	65, 75, 326-332	2678, 2798	
Amendements	558-9 558-20 558-39 777-3	16-18 10-12 1-2 16-19		
Gouverneur adjoint de la province du Brabant flamand	558-20 558-39	10-11 1, 2	2798	
Lois coordonnées le 18 juillet 1966 Arrondissement administratif de Bruxelles-Capitale <i>Voir doc. n° 777-1</i> Election pour le Conseil régional wallon et le Conseil flamand <i>Voir doc. n° 778-1</i> <i>Voir aussi:</i> Provinces				
Communes sans statut spécial de l'arrondissement administratif de Hal-Vilvorde	558-9	16-18		
Modification des articles 52 et 59 des lois sur l'emploi des langues en matière administrative, coordonnées le 18 juillet 1966 (Extension aux entreprises non marchandes) Proposition de loi de MM. Pataer et Garcia	752-1			
Modification de la loi du 23 septembre 1985 relative à l'emploi de la langue allemande en matière judiciaire et à l'organisation judiciaire (Députation permanente)	777-2	94		
Emploi des langues dans l'enseignement	777-3	17-19		
Modifications du Code judiciaire et de la loi du 15 juin 1935 concernant l'emploi des langues en matière judiciaire, suite à la scission de la province de Brabant <i>Voir aussi:</i> Droit public (Réformes institutionnelles)	777-3	19-20		
Tracé de la frontière linguistique et communes périphériques			1420	
Respect de la législation linguistique. — Bruxelles <i>Voir aussi:</i> Provinces			2711, 2798	
Facilités linguistiques			2798, 3557	
Charte européenne des langues régionales ou minoritaires				2001, 2237
Titres professionnels. — Emploi de la langue à des fins d'émancipation				3055
Modification de la loi du 15 juin 1935 concernant l'emploi des langues en matière judiciaire, suite à la scission de la province de Brabant <i>Voir doc. n° 777-1</i>				

MATIERES	DOCUMENTS		ANNALES Pages	BULLETIN Q. et R. Pages
	N°	Pages		
<b>Langues (suite)</b>				
Modification de la loi du 2 août 1963 sur l'emploi des langues en matière administrative. — Arrondissement administratif de Bruxelles-Capitale <i>Voir doc. n° 777-1</i> <i>Voir aussi:</i> Affaires étrangères — Aide médicale urgente — Armée — Chômage — Code de commerce — Commission permanente de contrôle linguistique — Communautés européennes — Communes — Conseils régionaux — Droit public (Réformes institutionnelles) — Ecole royale militaire — Economie — Electricité — Foires et expositions — Fonction publique — Gendarmerie — Impôts sur les revenus — Indice des prix — Informatique — Institutions de crédit — Institut national d'assurance maladie-invalidité — Justice — Lois et arrêtés — Magistrats — Ministres et Ministères — Monnaie — Pensions (Secteur public) — Personnel de l'Etat — Politique scientifique — Politique sociale — Postes (Personnel) — Provinces — Redevances radio et télévision — Réfugiés — Sabena — Société nationale des chemins de fer belges — Sociétés commerciales — Télégraphes et Téléphones (Personnel) — Timbre-poste — Travail				
<b>Logement</b>				
Modification de la loi du 9 juillet 1971 réglementant la construction d'habitations et la vente d'habitations à construire ou en voie de construction (Modifications à la « loi Breyne ») Projet de loi* Rapport de M. Hofman Discussion et vote	496-1 496-2		1960-1963, 2012	
<b>Logement social</b> Problème spécifique du logement à Bruxelles et en Flandre. — Mesures Habitations destinées aux C.P.A.S. — Taux de T.V.A. réduit <i>Voir aussi:</i> Taxe sur la valeur ajoutée				1123 2951, 3328
<b>Marché immobilier en Belgique. — Evolution</b> <i>Voir aussi:</i> Taxe sur la valeur ajoutée <i>Voir aussi:</i> Droits d'enregistrement — Emprunts — Etablissements pénitentiaires — Impôts sur les revenus (Revenus immobiliers) — Politique sociale — Prix — Régions et Communautés				1428, 1465
<b>Loi-programme</b> <i>Voir:</i> Impôts — Lois et arrêtés — Motions et motions d'ordre — Politique sociale				
<b>Lois de redressement</b> <i>Voir:</i> Criminalité et violence				
<b>Lois et arrêtés</b> Création d'une commission nationale chargée de la coordination et de la simplification de la législation Proposition de loi de M. Cerexhe S.E. 1991-1992 Rapport de M. Erdman Discussion et vote	229-2		3169-3171, 3230	
Principe de la non-rétroactivité  <i>Voir aussi:</i> Impôts	526-15 591-2	1-2 47		
Pratique de la loi-programme en tant qu'instrument législatif	591-2 762-2	5-6 11	368, 377, 975, 976, 1010, 3123	
« Loi fourre-tout » (Projet de loi portant des dispositions sociales et diverses)	804-2	2	3875, 3876, 3878, 3887	

MATIERES	DOCUMENTS		ANNALES Pages	BULLETIN Q. et R. Pages
	N°	Pages		
<b>Lois et arrêtés (suite)</b>				
Modification de l'article 3 de la loi du 31 mai 1961 relative à l'emploi des langues en matière législative, à la présentation, à la publication et à l'entrée en vigueur des textes légaux et réglementaires (Sanction et promulgation des lois: « Albert II, Roi des Belges ») Projet de loi <sup>s</sup>	856-1		984	
<i>Nemo censetur ignorare legem</i>				
Commission royale pour l'édition des anciennes lois et règlements belges				2162, 2239
Renseignements divers				2756, 2977
Publications				
Lois coordonnées sur les sociétés commerciales. — Différence entre la version française et la version néerlandaise				2162, 2579
<i>Voir aussi:</i> Armée — Armes — Comptabilité de l'Etat — Construction — Droit pénal — Environnement — Etrangers — Impôts sur les revenus — Institut d'expertise vétérinaire — Ministres et Ministères — Politique sociale — Protection de la vie privée — Victimes de la guerre				
<b>Lois sociales</b>				
Inspection des lois sociales				
Répartition des inspecteurs adjoints entre les divers districts				1104
Renforcement				1882
<i>Voir aussi:</i> Contrats de louage de travail — Etrangers — Pensions — Sécurité sociale — Travail				
<b>Loterie nationale</b>				
Prélèvement sur les bénéfices en faveur du budget de l'Etat	762-13	21		
<i>Voir aussi:</i> Impôts				
Subventions				
Subvention à l'a.s.b.l. « Aide et solidarité internationales ». — Aide de Belges rapatriés du Zaïre				1818
Organisations qui ont reçu des subventions				1951
Sponsoring de projets relatifs à la lutte contre la pauvreté et à l'intégration				2701, 2841
Crédit attribué à des fins culturelles				2735
<i>Voir aussi:</i> Impôts. — Loteries et tombolas				
<b>Loteries et tombolas</b>				
<i>Lotto.</i> — Frais d'organisation				2183
<b>Loyers</b>				
<i>Voir:</i> Baux à loyer. — Taxe sur la valeur ajoutée				
<b>M</b>				
<b>Magistrats</b>				
Recrutement des magistrats				
Collège de recrutement	530-5	2, 15, 34, 35	2936	
Nomination de deux membres suppléants du Collège (Code judiciaire, art. 259bis)	770		3208-3209 3224	
Scrutin				
Modification des articles 259bis et 259quater du Code judiciaire et complément à l'article 21, § 1 <sup>er</sup> , de la loi du 18 juillet 1991 modifiant les règles du Code judiciaire relatives à la formation et au recrutement des magistrats (Ancien intitulé: Modification de la loi du 18 juillet 1991 modifiant les règles du Code judiciaire relatives à la formation et au recrutement des magistrats [Juges suppléants qui ont été amenés à démissionner de leurs fonctions pour des motifs honorables])				
Proposition de loi de M. Henneuse	534-1			
Rapport de M. Erdman	534-2			
Discussion et vote (Fusionnée avec les propositions n <sup>os</sup> 659-1 et 779-1)				3417-3419, 3543-3544

MATIERES	DOCUMENTS		ANNALES Pages	BULLETIN Q. et R. Pages
	N°	Pages		
<b>Magistrats (suite)</b>				
Recrutement des magistrats (suite)				
Modification des articles 259bis et 259quater du Code judiciaire et complément à l'article 21, § 1 <sup>er</sup> , de la loi du 18 juillet 1991 modifiant les règles du Code judiciaire relatives à la formation et au recrutement des magistrats (Ancien intitulé: Complément à l'article 21, § 1 <sup>er</sup> , de la loi du 18 juillet 1991 modifiant les règles du Code judiciaire relatives à la formation et au recrutement des magistrats [Référendaires à la Cour d'arbitrage et membres de l'auditorat et du bureau de coordination au Conseil d'Etat])				
Proposition de loi de M. Lallemand	659-1			
Rapport de M. Erdman	659-2			
Discussion et vote (Fusionnée avec les propositions nos 534-1 et 779-1)			3417-3419, 3543-3544	
Modification des articles 259bis et 259quater du Code judiciaire et complément à l'article 21, § 1 <sup>er</sup> , de la loi du 18 juillet 1991 modifiant les règles du Code judiciaire relatives à la formation et au recrutement des magistrats (Ancien intitulé: Modification des articles 259bis et 259quater du Code judiciaire [Formation et recrutement des magistrats: examen d'aptitude professionnelle et concours d'admission au stage])				
Proposition de loi de M. Cerexhe	779-1			
Rapport de M. Erdman	779-2			
Discussion et vote (Fusionnée avec les propositions nos 534-1 et 659-1)			3417-3419, 3543-3544	
Organisation de l'examen d'aptitude professionnelle				
Question orale de M. Vandenberghe			1811	
Résultats de l'épreuve écrite d'admission			2490-2491, 2502-2516-2518, 2536-2540	
Interpellation de M. Goovaerts				
Retard mis à publier la liste des lauréats de l'épreuve d'aptitude				
Question orale de M. De Croo			3757-3758	
Equilibre linguistique (Bruxelles)	530-5	2-3		
Devoir de réserve	530-5	17-18, 21, 24, 32, 22, 30		
Revalorisation de la magistrature. — Rémunération	530-5		566	
Détachement de magistrats du parquet pour des missions administratives spécifiques. — Remplacement. — Calcul de l'ancienneté pécuniaire (Article 327bis du Code judiciaire)	804-8	10-11	3873	
Conséquences de la scission de la province de Brabant sur la procédure de présentation d'un candidat à la présidence du tribunal de première instance de Bruxelles sur base de l'article 99nouveau de la Constitution				
Question orale de M. Desmedt			2641-2642	
Voir aussi: Code judiciaire — Constitution (Révision de la Constitution) — Cour d'arbitrage — Cour de cassation — Juridictions du travail — Justice — Malades mentaux — Politique sociale — Procédure pénale — Stupéfiants — Transports				
<b>Majorité civile</b>				
Exécution de la loi abaissant à dix-huit ans l'âge de la majorité				
Question orale de M. Erdman			105-106	
Annulation de l'article 45 de la loi du 19 janvier 1990 abaissant à dix-huit ans l'âge de la majorité				
Question orale de M. Erdman			106	
<b>Malades mentaux</b>				
Compétence territoriale du juge de paix (Modification de la loi du 26 juin 1990)	804-8	2-10		
Application de la loi du 18 juillet 1991 sur la protection des biens des incapables				3391, 3528
Voir aussi: Assurance maladie-invalidité — Biens — Centres publics d'aide sociale — Défense sociale — Etablissements hospitaliers — Personnes âgées — Politique sociale				

MATIERES	DOCUMENTS		ANNALES Pages	BULLETIN Q. et R. Pages
	N°	Pages		
<b>Maladies professionnelles</b>				
Problème des maladies nouvelles	526-2	9, 11	661-662	
Problèmes de fertilité masculine induite par des agents chimiques sur les lieux de travail				1660, 1691, 1761
Vaccination contre l'hépatite A. — Remboursement par le Fonds des maladies professionnelles				3352, 3600
<i>Voir aussi</i> : Impôts sur les revenus (Revenus professionnels) — Politique sociale — Travail				
<b>Manifestations</b>				
Armement des services d'ordre privés lors de manifestations			144-145	
Question orale de M. Van Wallegghem				
Manifestation à Anvers le 24 novembre 1992 (« Jeunes contre la démocratie ») — Dégâts				1615, 2071
Protestations contre la visite d'une délégation chinoise à Anvers. — Intervention sélective de la police				3393
Formation de la police et de la gendarmerie à l'intervention lors de manifestations				3571
<b>Marchés publics</b>				
Concessions de service public				
Proposition de loi de MM. de Donnée et Foret	563-1			
Marchés publics et certains marchés de travaux, de fournitures et de services (Adaptation à des directives C.E.)				
Projet de loi	656-1			
Rapport de M. Weys	656-2			
Amendement de M. Vandenberghe et consorts	656-3			
Discussion et vote			3057-3085, 3209, 3225-3226	
Concession de terres par les pouvoirs publics (Législation sur le bail à ferme)				
Proposition de loi de M. Beerden	841-1			
Rénovation du complexe de Berlaymont (C.E.)				
Situation présente				1723
Adjudication. — Coût. — Négociations avec la Commission européenne				2159, 3133
Coût du loyer des bureaux de remplacement				2870, 3219
Législation récente en matière de marchés publics. — Problèmes d'interprétation pour les personnes de droit public. — Marchés de gré à gré				2049
Concession de l'exploitation du plateau continental. — Indemnités				3820
Concession de recherche d'exploitation de sable et de gravier				3940
Extraction de sable en mer. — Conditions de concession. — Infractions				3877, 3940
Appel d'offres restreint pour l'A.G.C.D. — Concurrence entre la s.a. Ensas et l'Institut géographique national				3954
<i>Voir aussi</i> : Armée — Communautés européennes — Informatique — Monuments et sites — Postes				
<b>Mariage</b>				
Réglementation et contrôle des activités des entreprises de courtage matrimonial				
Projet de loi*				
Rapport de Mme Creyf	466-2		1641-1650, 1814	
Discussion et vote				
Mesures à l'encontre des mariages blancs	530-6	8		
Modifications au droit matrimonial (C.C. art. 144 et 145 — Interdiction). — Conséquences pratiques				3567, 3827
<i>Voir aussi</i> : Epargne				
<b>Marine</b>				
<i>Voir</i> : Environnement — Marine marchande — Navigation — Police				

MATIERES	DOCUMENTS		ANNALES Pages	BULLETTIN Q. et R. Pages
	N°	Pages		
<b>Marine marchande</b>				
Sécurité sociale des marins	526-15	1-2		
Emprunts de la Caisse de secours et de prévoyance des marins. — Rétroactivité des dispositions légales	526-15	1-2		
<i>Voir aussi</i> : Politique sociale				
Dépavillonnement de la marine belge	530-17	7-8, 20-21	646	
Résultats de la concertation armateurs-syndicats				2552
Imposition et charges sociales en Belgique. — Comparaison avec le grand-duché de Luxembourg				2781
<i>Voir aussi</i> : Budgets (Emploi et Travail) — Navigation				
<b>Médecine du travail</b>				
<i>Voir</i> : Art de guérir				
<b>Médecine vétérinaire</b>				
<i>Voir</i> : Epizooties — Fonction publique — Institut d'expertise vétérinaire				
<b>Médecins</b>				
<i>Voir</i> : Accès à la profession — Allocations familiales — Art de guérir — Assurance maladie-invalidité — Etablissements hospitaliers — Impôts sur les revenus (Charges et dépenses déductibles) (Impôt des sociétés) — Milice — Ministres et Ministères (Affaires sociales) (Intégration sociale, Santé publique et Environnement) — Sécurité sociale — Sociétés commerciales — Taxe sur la valeur ajoutée				
<b>Médicaments</b>				
<i>Voir</i> : Produits pharmaceutiques				
<b>Mer</b>				
Modèle mathématique de la mer du Nord et de l'estuaire de l'Escaut	530-18	10, 11		3733
Vols de contrôle de la pollution marine				
Promotion de l'aquiculture. — Recherche relative au développement de la vie marine sur le béton aggloméré des ports				2788
<i>Voir aussi</i> : Affaires étrangères — Armes — Eau — Environnement — Incineration — Pêche — Pollution des eaux — Transports				
<b>Météorologie</b>				
<i>Voir</i> : Affaires étrangères — Armée — Institut royal météorologique				
<b>Méto</b>				
<i>Voir</i> : Criminalité et violence — Transports publics				
<b>Milice</b>				
Suppression du service militaire obligatoire				
Suppression de l'obligation de milice	530-6	4	528, 627, 628-630,	1790, 1792, 2199,
Levée de 1994. — Demandes tardives	530-10	2, 11, 23	633, 635, 636	2259
Modification des lois sur la milice, coordonnées le 30 avril 1962	530-6,	4, 23		
Projet de loi*	592-1			
Rapport de M. Mouton	592-2			
Discussion et vote			1052-1059, 1071-1072	
Dispositions en faveur des derniers miliciens « 1993 »				
Question orale de M. Van Hooland			1280-1281	
Situation des derniers miliciens				
Interpellation de M. Vermeiren			1657-1659	
<i>Voir aussi</i> : Armée				

MATIERES	DOCUMENTS		ANNALES Pages	BULLETIN Q. et R. Pages
	N°	Pages		
<b>Milice (suite)</b>				
Rapport d'activités du service de recours pour les miliciens			368	
Service civique			630, 635	
Commission pour l'examen des différences de recrutement entre flamands et wallons			631	
Cours de conduite automobile. — Demandes. — Critères				1205, 1269
Sentiment de discrimination qu'éprouvent les miliciens belges par rapport aux immigrés				1330, 1559
Dossiers d'anciens miliciens. — Protection de la vie privée				1334, 1566
Libre choix d'un médecin				1988, 2141
Prestations de travail. — Abus				2104, 2263
Service militaire de remplacement auprès d'institutions publiques. — Nombre de miliciens affectés dans des organismes non militaires				2226, 2228, 2338, 2391
Levée 1994. — Sursis en qualité de gagne-pain du ménage				2875, 3098
Obligation de fournir des prestations supplémentaires				3211, 3321
<i>Voir aussi:</i> Budgets (Intérieur et Fonction publique)				
<b>Mineurs</b>				
<i>Voir:</i> Fonds national de retraite des ouvriers mineurs — Pensions (Travailleurs et assurés libres)				
<b>Mineurs d'âge</b>				
<i>Voir:</i> Art de guérir — Cinéma — Criminalité et violence — Justice — Majorité civile				
<b>Minimum vital</b>				
Transferts du secteur des allocations familiales au bénéfice des jeunes minimexés de moins de 25 ans			353	
Possibilité d'extension aux bénéficiaires du minimex de l'application de l'A.R. du 19 juin 1987 permettant aux chômeurs indemnisés d'exercer un travail limité				
Question orale de M. Desmedt			3292-3293	
C.P.A.S. — Franchise de port pour les envois adressés aux bénéficiaires du minimum de moyens d'existence. — Problème du respect de la vie privée				1271
Etudiants. — Droit au minimum de moyens d'existence				1483
Preuve de la volonté de travailler				1485
Calcul des moyens d'existence. — Discrimination				1837
Bénéficiaires du minimex dans l'arrondissement d'Alost				2205
Evolution du nombre de bénéficiaires. — Impact budgétaire				
Allocations sociales. — Domicile fictif. — Plusieurs adresses par bénéficiaire				3581, 3582, 3907
<i>Voir aussi:</i> Centres publics d'aide sociale — Politique sociale — Revenu garanti — Travail				
<b>Ministres et Ministères</b>				
<b>Généralités</b>				
Limitation du nombre des ministres	100-15/4° 558-5	9, 11, 14 74	1377, 1389	
Incompatibilités et interdictions concernant les ministres				
Incompatibilité entre un mandat parlementaire et un mandat de ministre	100-15/4° 558-5	9, 11 65, 74, 258		
Modifications de la loi du 6 août 1931. — Incompatibilité entre la fonction de ministre et le mandat de membre des Chambres. — Congé politique	777-3	4-10	2786, 3534	
<i>Voir aussi:</i> Droit public (Réformes institutionnelles) — Exécutifs				
Traitement des ministres	777-3	6, 7		
Mesures d'économie dans les départements	798-2	13-14		
Frais de fonctionnement des cabinets ministériels			548	
Manière dont certains ministres organisent leurs permanences sociales (Défense nationale — Collaborateurs du cabinet du Ministre)				
Interpellation de M. Goovaerts			2084-2085	

MATIERES	DOCUMENTS		ANNALES Pages	BULLETIN Q. et R. Pages
	N°	Pages		
<b>Ministres et Ministères (suite)</b>				
<b>Généralités (suite)</b>				
Attitude anti-flamande de certains membres du Gouvernement (Ministre de la Politique scientifique et Ministre des Affaires sociales)			2085-2087	
Interpellation de M. Verreycken				
Usage linguistique des membres du Gouvernement			2086-2087	
Question orale de M. Van Hooiand				
Certaines déclarations de ministres (A.M.I. — Révision de la Constitution)			2555	
Question orale de M. Verreycken				
Délibérations budgétaires du Conseil des ministres. — Observations de la Cour des comptes. — Régularisation par le Parlement				1144
<i>Voir aussi:</i> Constitution (Révision de la Constitution) — Droit public — Fonction publique — Gouvernement — Hygiène et santé				
<b>Affaires sociales</b>				
Sur la considération de M. Valkeniers qu'un ministre des Affaires sociales doit être médecin			377	
Utilisation de papier recyclé et de papier non chloré dans les services publics				1451, 1514
Adjoint linguistique dans les ministères fédéraux				2130
Véhicules des pouvoirs publics. — Carburant				2382, 2511
Législation. — Arrêts d'exécution				2491, 2625, 3108
Jugements et arrêts à charge du budget national. — Liquidation				2491, 2743, 2802
Etudes et recherches commandées par les départements				2514
Nombre de personnes recrutées				2515
Organes consultatifs et de concertation				2561, 2625, 2992
Syndicats				
Délégués syndicaux				2561, 2993
Détachement de fonctionnaires dans les organisations syndicales				2561, 2993
Gestion de services sociaux par les organisations syndicales. — Détachement de fonctionnaires				2582
Conférence de Rio. — Intégration des engagements pris dans la politique nationale et dans les budgets 1993-1994				3109
Personnel des services publics. — Cumul				3604
Radioscopie. — Mesures concrètes				3880
<i>Voir aussi:</i> Ministres et Ministères (Généralités) — Ordre des travaux				
<b>Budget</b>				
Utilisation de papier recyclé et de papier non chloré dans les services publics				1453, 1975
Adjoint linguistique dans les ministères fédéraux				2147
Véhicules des pouvoirs publics. — Carburant				2414
Nombre de personnes recrutées				2496, 2801
Etudes et recherches commandées par les départements				2536
Jugements et arrêts à charge du budget national. — Liquidation				2536
Législation. — Arrêts d'exécution				2536
Organes consultatifs et de concertation				2569, 2686
Syndicats				
Détachement de fonctionnaires dans les organisations syndicales				2569, 2801
Délégués syndicaux				2569, 2802
Gestion de services sociaux par les organisations syndicales. — Détachement de fonctionnaires				2599
Conférence de Rio. — Intégration des engagements pris dans la politique nationale et dans les budgets 1993-1994				3108
Personnel des services publics. — Cumul				3581, 3760
<i>Voir aussi:</i> Budgets (Finances) — Ministres et Ministères (Vice-Premier Ministre et Budget) — Parastataux				
<b>Commerce extérieur et Affaires européennes</b>				
Utilisation de papier recyclé et de papier non chloré dans les services publics				1472
Adjoint linguistique dans les ministères fédéraux				2132
Véhicules des pouvoirs publics. — Carburant				2382
Législation. — Arrêts d'exécution				2519
Nombre de personnes recrutées				2520
Etudes et recherches commandées par les départements				2520

MATIERES	DOCUMENTS		ANNALES Pages	BULLETTIN Q. et R. Pages
	N°	Pages		
<b>Ministres et Ministères (suite)</b>				
<b>Commerce extérieur et Affaires européennes (suite)</b>				
Jugements et arrêts à charge du budget national. — Liquidation				2520
Organes consultatifs et de concertation				2583
Syndicats				
Délégués syndicaux				2585
Détachement de fonctionnaires dans les organisations syndicales				2585
Gestion de services sociaux par les organisations syndicales. — Détachement de fonctionnaires				2585
Conférence de Rio. — Intégration des engagements pris dans la politique nationale et dans les budgets 1993-1994				3097
Personnel des services publics. — Cumul				3491
Radioscopie. — Mesures concrètes				3891
<b>Coopération au Développement (Secrétaire d'Etat)</b>				
Pénurie de personnel au département			555, 559	
Administration générale de la coopération au développement (A.G.C.D.)				
Accord de coopération avec la Chine en matière de téléphonie				1317
Communications téléphoniques ou par fax avec l'étranger				2031
Réglementation des déplacements des étudiants boursiers et des coopérants O.N.G. — Agence de voyage <i>Acotra</i>				2210
Collaboration avec <i>Acotra</i> — Evaluation				2805
<i>Voir aussi</i> : Commerce extérieur — Enseignement (Enseignement supérieur) — Fonds de survie pour le tiers monde — Marchés publics				
Utilisation de papier recyclé et de papier non chloré dans les services publics				1486
Adjoint linguistique dans les ministères fédéraux				2148
Véhicules des pouvoirs publics. — Carburant				2414
Législation. — Arrêts d'exécution				2539
Etudes et recherches commandées par les départements				2539
Nombre de personnes recrutées				2539
Organes consultatifs et de concertation				2569, 2687
Syndicats				
Délégués syndicaux				2600
Détachement de fonctionnaires dans les organisations syndicales				2600
Gestion de services sociaux par les organisations syndicales. — Détachement de fonctionnaires				2600
Jugements et arrêts à charge du budget national. — Liquidation				2999
Conférence de Rio. — Intégration des engagements pris dans la politique nationale et dans les budgets 1993-1994				3112
Personnel des services publics. — Cumul				3587, 3808
Radioscopie. — Mesures concrètes				3880
<b>Défense nationale</b>				
Données budgétaires. — Economies	530-10	2, 3, 4, 19, 21		
Cabinet de politique générale auprès du ministre de la Défense natio- nale. — Justification				1459
Utilisation de papier recyclé et de papier non chloré dans les services publics				1481
Visite du ministre à des unités militaires. — Respect de l'équilibre linguistique				1543, 1640
Adjoint linguistique dans les ministères fédéraux				2143
Véhicules des pouvoirs publics. — Carburant				2355, 3371
Etudes et recherches commandées par les départements				2494, 2676
Législation. — Arrêts d'exécution				2494, 2912
Jugements et arrêts à charge du budget national. — Liquidation				2495, 2677
Nombre de personnes recrutées				2533
Organes consultatifs et de concertation				2567, 2679
Syndicats				
Gestion de services sociaux par les organisations syndicales. — Détachement de fonctionnaires				2567, 2681
Détachement de fonctionnaires dans les organisations syndicales				2596, 2681
Délégués syndicaux				2596, 2682
Conférence de Rio. — Intégration des engagements pris dans la politique nationale et dans les budgets 1993-1994				3083
Personnel des services publics. — Cumul				3580
Radioscopie. — Mesures concrètes				3880
<i>Voir aussi</i> : Domaines — Ministres et Ministères (Généralités)				

MATIERES	DOCUMENTS		ANNALES Pages	BULLETIN Q. et R. Pages
	N°	Pages		
<b>Ministres et Ministères (suite)</b>				
<b>Emploi et Travail, chargé de la Politique d'égalité des chances entre hommes et femmes</b>				
Utilisation de papier recyclé et de papier non chloré dans les services publics				1478
Transposition de directives européennes				1962
Adjointes linguistiques dans les ministères fédéraux				2136
Véhicules des pouvoirs publics. — Carburant				2395
Législation. — Arrêtés d'exécution				2494, 2795
Nombre de personnes recrutées				2580
Etudes et recherches commandées par les départements				2530
Jugements et arrêtés à charge du budget national. — Liquidation				2530
Organes consultatifs et de concertation				2564, 2670, 2796
Syndicats				
Gestion de services sociaux par les organisations syndicales. —				
Détachement de fonctionnaires				2592, 3425
Détachement de fonctionnaires dans les organisations syndicales				2592, 3426
Délégués syndicaux				2593, 3494
Conférence de Rio. — Intégration des engagements pris dans la politique nationale et dans les budgets 1993-1994				3082, 3240
Personnel des services publics. — Cumul				3496
Radioscopie. — Mesures concrètes				3900
<i>Voir aussi:</i> Lois sociales				
<b>Finances</b>				
Politique du personnel. — Modernisation de l'administration	529-2	72	3124-3125	
Recyclage et réaffectation d'agents	529-2	73		
Restructuration des administrations. — Audit	529-2	72, 73, 76-77	536	1541, 1589
Fusion des administrations du Cadastre et de l'Enregistrement				1683
Evolution des effectifs	529-2	72, 77, 84-85		
Nombre de personnes recrutées	798-2	19-20		2497, 2896
Répartition des effectifs				3204, 3291
Adaptation du cadre de personnel à l'évolution des catégories de contribuables				3204, 3363
Inspection spéciale des impôts				
Restructuration	529-2	77	538	2736
Compétences			3107, 3125	
Effectifs			3107	
Recrutement d'universitaires et d'experts				3207, 3305
Bâtiment à Hasselt				2223, 2376
Nombre d'impositions. — Montants des impôts				2458
Nombre de dossiers traités et montant de la majoration d'impôts qui en découle				2781
Respect des lois sur l'emploi des langues				2783
Accès aux banques de données d'autres administrations fiscales				3161
Infrastructure informatique et bureautique				3209
Siège et compétence territoriale des services extérieurs				3366
<i>Voir aussi:</i> Impôts — Impôts sur les revenus — Procédure pénale				
Administration des Douanes et Accises				
Suppression des barrières et contrôles douaniers à l'intérieur de la C.E. en 1993	530-6	8, 30		
Lutte contre le trafic de la drogue	530-6	8, 24		
Agents en douane indépendants. — Solution à la suppression de leur fonction au 1 <sup>er</sup> janvier 1993			909-910	
Question orale de M. Suykerbuyk				2845, 2947, 3054, 3242
Reconversion et aide financière de la C.E.				
<i>Voir aussi:</i> Statut social des travailleurs indépendants				
Bureaux et postes de douane supprimés et maintenus. — Cadre du personnel de l'administration centrale				1659, 1713, 1814, 2838
Conséquences régionales. — Maintien de services douaniers				1756
Personnel resté en service. — Coût budgétaire. — Reconversion de personnel				2093, 2895
Commune de Brunehaut. — Services de Bléharies. — Reclassement des fonctionnaires				2184
Arrondissement de Thuin. — Reclassement des fonctionnaires				2184
Ex-bureau de douane. — Gaspillage de grandes quantités de papier				2247
Répartition des emplois par région linguistique				2379

MATIERES	DOCUMENTS		ANNALES Pages	BULLETIN Q. et R. Pages
	N°	Pages		
<b>Ministres et Ministères (suite)</b>				
<b>Finances (suite)</b>				
Administration des Douanes et Accises (suite)				
Papiers gaspillés dans les bureaux de douane			1803-1804	1351
Question orale de M. Snappe				
Contrôle des bateaux de plaisance par les agents des douanes				2454, 3490
Contrôle de la vente au noir de poisson. — Razzias dans les minques belges				3535
Promotion d'agents mutés				
Voir aussi: Douanes et accises — Ministres et Ministères (Intégration sociale, Santé publique et Environnement)				
Administration des Contributions directes				
Implantation des directions « Brabant flamand » à Louvain	530-6	25-26, 32, 34	469	2873, 2980 2943, 3157 3232
Question orale de M. Cardoen				
Recrutement de contractuels. — Statut				
Mouvements de personnel				
Informatisation. — Inspections de comptabilité				
Modification de la mission et de la circonscription administrative de la direction Bruxelles II, sociétés				3450, 3763
Voir aussi: Impôts sur les revenus				
Organisation et gestion du Ministère des Finances				
Rapport de M. Geens	543			
Proposition de résolution de M. Geens	812-1			
Malaise au sein de l'administration			543-544	
Inspection des Finances			546, 3441	
Efficacité générale des administrations fiscales. — Rendement fiscal			3109	2826, 3846
Administration du Budget et du Contrôle des dépenses. — Structure organique				1142
Visite du ministre au Brunei. — Placement d'instruments financiers				1221
Utilisation de papier recyclé et de papier non chloré dans les services publics				1451, 2376
Examen pour la fonction de « vérificateur adjoint d'administration fiscale »				1511
Administration de la T.V.A., de l'Enregistrement et des Domaines				
Envoi de formulaires T.V.A. — Emploi des langues				1628
Information des services extérieurs sur des commentaires et/ou décisions de l'administration en matière de législation T.V.A.				2701, 2779
Activités accessoires des fonctionnaires (Enseignement — Publication). — Modernisation du <i>Commentaire administratif de la législation fiscale</i>				
				1721
Durée moyenne d'exercice des fonctions des directeurs ou des personnes assimilées et de leurs adjoints. — Nombre d'universitaires				
				1853, 3302
Adjoints linguistiques dans les ministères fédéraux				
				2126
Heures d'ouverture des services des contributions. — Bureaux de T.V.A.				
				2222, 2778
Véhicules des pouvoirs publics. — Carburant				
				2378
Fonctionnaires enseignant dans des organismes externes				
				2489
Législation. — Arrêtés d'exécution				
				2497
Jugements et arrêtés à charge du budget national. — Liquidation				
				2497, 2980
Organes consultatifs et de concertation				
				2559, 2727
Syndicats				
Délégués syndicaux				
				2560, 3846
Détachement de fonctionnaires dans les organisations syndicales				
				2560, 3845
Gestion de services sociaux par les organisations syndicales. — Détachement de fonctionnaires				
				2582
Personnel de services publics. — Cumul				
				2569, 3569, 3886
Conférence de Rio. — Intégration des engagements pris dans la politique nationale et dans les budgets 1993-1994				
				3095
Système d'information interne sur les mécanismes d'évasion ou de fraude fiscale				
				3206, 3485
Réorganisation des services de recherche				
				3206, 3855
Détachement de fonctionnaires des administrations fiscales au parquet. — Mission. — Limitations				
				3208, 3486
Administration du Cadastre. — Communication à l'administration des Contributions directes du contenu des différentes divisions cadastrales. — Retard				
				3232
Cadres linguistiques				
				3488
Radioscopie. — Mesures concrètes				
				3877
Voir aussi: Assurances — Budgets (Finances) — Centres administratifs — Communes — Informatique — Taxe sur la valeur ajoutée				

MATIERES	DOCUMENTS		ANNALES Pages	BULLETTIN Q. et R. Pages
	N°	Pages		
<b>Ministres et Ministères (suite)</b>				
<b>Intégration sociale, Santé publique et Environnement</b>				
Engagement de contractuels par le Ministère de la Santé publique et de l'Environnement			1473	
Question orale de M. Didden				1188
Cabinets. — Organisation et composition				1482
Utilisation de papier recyclé et de papier non chloré dans les services publics				1694
Vacances à la direction générale des allocations familiales et des allocations aux handicapés				1720, 1911
Fonctionnaires au Ministère de la Santé publique qui ont une formation médicale				1989, 2471
Transposition de directives européennes				2144
Adjoint linguistiques dans les ministères fédéraux				2355, 2472
Véhicules des pouvoirs publics. — Carburant				2495, 2597
Nombre de personnes recrutées				2495, 2683
Jugements et arrêts à charge du budget national. — Liquidation				2495, 2915
Législation. — Arrêtés d'exécution				2495, 3251
Etudes et recherches commandées par les départements				
Syndicats				2567, 2683
Délégués syndicaux				2598
Détachement de fonctionnaires dans les organisations syndicales				
Gestion de services sociaux par les organisations syndicales. —				2598
Détachement de fonctionnaires				2567, 2683, 2803
Organes consultatifs et de concertation				
Conférence de Rio. — Intégration des engagements pris dans la politique nationale et dans les budgets 1993-1994				3087
Cellule Environnement du département de la Santé publique				
Contradictions entre la réglementation de la Cellule Environnement et celle des Douanes et Accises en matière de déchets				3536, 3586
Maintien du poste de contrôle de l'importation, de l'exportation et du transit des déchets à Adinkerke-De Panne				3562, 3585
Pouvoir de verbalisation des agents lors du contrôle du transport transfrontalier de déchets				3563, 3585
Equipped des agents en service extérieur				3584
Situation statutaire des agents en service extérieur				3584
Personnel chargé du contrôle du transport transfrontalier de déchets				3635
Personnel des services publics. — Cumul				3582, 3650
Radioscopie. — Mesures concrètes				3880
<b>Intérieur et Fonction publique</b>				
Coopération cabinet-administration	530-6	2, 9		
Coopération Justice-Intérieur	530-6	15		
Absentéisme au département	530-6	24		
Fonctionnement de l'Office des étrangers	530-6	26, 32-34		
Utilisation de papier recyclé et de papier non chloré dans les services publics				1451, 1515
Consommation de papier dans les Ministères. — Remplacement par du papier recyclé. — Collecte sélective				2070
Adjoint linguistiques dans les ministères nationaux				1637
Changement d'adresse. — Circulaire du Ministère de l'Intérieur. —				
Problème du suivi des débiteurs				1851, 2191
Véhicules des pouvoirs publics. — Carburant				2389
Etudes et recherches commandées par les départements				2492, 2571, 3163
Législation. — Arrêtés d'exécution				2492, 2587
Jugements et arrêts à charge du budget national. — Liquidation				2492, 2986
Nombre de personnes recrutées				2493, 2661
Syndicats				
Délégués syndicaux				2562, 2662
Détachement de fonctionnaires dans les organisations syndicales				2562, 2662
Gestion de services sociaux par les organisations syndicales. —				
Détachement de fonctionnaires				2589
Organes consultatifs et de concertation				2562, 2986
Véhicules des pouvoirs publics. — Carburant				2587
Radioscopie. — Mesures concrètes				3081, 3238
Conférence de Rio. — Intégration des engagements pris dans la politique nationale et dans les budgets 1993-1994				3098
Personnel des services publics. — Cumul				3570, 3696
<i>Voir aussi:</i> Provinces				

MATIERES	DOCUMENTS		ANNALES Pages	BULLETIN Q. et R. Pages
	N°	Pages		
<b>Ministres et Ministères (suite)</b>				
<b>Pensions</b>				
Utilisation de papier recyclé et de papier non chloré dans les services publics				1472
Adjoint linguistique dans les ministères fédéraux				2133
Véhicules des pouvoirs publics. — Carburant				2383
Législation. — Arrêtés d'exécution				2520
Nombre de personnes recrutées				2523
Etudes et recherches commandées par les départements				2523
Jugements et arrêts à charge du budget national. — Liquidation				2523
Organes consultatifs et de concertation				2585
Syndicats				
Délégués syndicaux				2586
Détachement de fonctionnaires dans les organisations syndicales				2586
Gestion de services sociaux par les organisations syndicales. — Détachement de fonctionnaires				2586
Conférence de Rio. — Intégration des engagements pris dans la politique nationale et dans les budgets 1993-1994				3098
Personnel des services publics. — Cumul				3543
Radioscopie. — Mesures concrètes				3860
<b>Petites et Moyennes Entreprises et Agriculture</b>				
Réorganisation du département	530-11	5, 7-10		
Radioscopie. — Mesures concrètes	530-11	5, 7-10		3879, 3948
Restructuration du département	804-3	6-8		
Nouvelles missions du Ministère de l'Agriculture dans le cadre de la réforme de la politique agricole commune				
Question orale de M. De Meyer			2338-2339	
Utilisation de papier recyclé et de papier non chloré dans les services publics				1479, 1825
Transposition de directives européennes				1965
Adjoint linguistique dans les ministères fédéraux				2139, 2395
Véhicules des pouvoirs publics. — Carburant				2396, 2531
Législation. — Arrêtés d'exécution				2531
Jugements et arrêts à charge du budget national. — Liquidation				2532
Nombre de personnes recrutées				2532-2797
Etudes et recherches commandées par les départements				2532, 2855
Organes consultatifs et de concertation				2565, 2671, 3543
Syndicats				
Délégués syndicaux				2565, 2672, 2989
Détachement de fonctionnaires dans les organisations syndicales				2565, 2671, 2989, 3313, 3781
Gestion de services sociaux par les organisations syndicales. — Détachement de fonctionnaires				2593, 2797
Conférence de Rio. — Intégration des engagements pris dans la politique nationale et dans les budgets 1993-1994				3083, 3243
Personnel de services publics. — Cumul				3573, 3704, 3781
<i>Voir aussi</i> : Accès à la profession — Produits alimentaires				
<b>Politique scientifique</b>				
Discours unilingue récent d'un collaborateur du cabinet du Ministre Question orale de M. Van Hooland			1994-1995	1170
Cabinets. — Organisation et composition				
Utilisation de papier recyclé et de papier non chloré dans les services publics				1451, 2325
Adjoint linguistique dans les ministères fédéraux				2096, 2327
Restaurants pour le personnel. — Accès. — Coût				2131
Véhicules des pouvoirs publics. — Carburant				2353
Etudes et recherches commandées par les départements				2492, 2582
Législation. — Arrêtés d'exécution				2492, 2786
Jugements et arrêts à charge du budget national. — Liquidation				2492, 2787
Nombre de personnes recrutées				2498, 2658
Organes consultatifs et de concertation				2561, 2659
Syndicats				
Délégués syndicaux				2562, 2660
Détachement de fonctionnaires dans les organisations syndicales				2562, 2660
Gestion de services sociaux par les organisations syndicales. — Détachement de fonctionnaires				2562, 2659
Conférence de Rio. — Intégration des engagements pris dans la politique nationale et dans les budgets 1993-1994				3095
Personnel des services publics. — Cumul				3570
Radioscopie. — Mesures concrètes				3878
<i>Voir aussi</i> : Ministres et Ministères (Généralités)				

MATIERES	DOCUMENTS		ANNALES Pages	BULLETIN Q. et R. Pages
	N°	Pages		
<b>Ministres et Ministères (suite)</b>				
<b>Premier Ministre</b>				
Crédits pour le cabinet du Premier Ministre	530-3	1, 2, 3, 6		
Utilisation de papier recyclé et de papier non chloré dans les services publics				1459
Adjoint linguistique dans les ministères fédéraux				2111
Véhicules des pouvoirs publics. — Carburant				2361
Législation. — Arrêtés d'exécution				2499
Rencontre avec une délégation d'« Objectif 479.917 » (Association de couverture au P.V.D.A.)				2500
Organes consultatifs et de concertation				2573
Syndicats				
Délégués syndicaux				2574
Détachement de fonctionnaires dans les organisations syndicales				2574
Gestion de services sociaux par les organisations syndicales. — Détachement de fonctionnaires				2574
Conférence à Rio. — Intégration des engagements pris dans la politique nationale et dans les budgets 1993-1994				3089
Personnel des services publics. — Cumul				3455
Radioscopie. — Mesures concrètes				3829
<i>Voir aussi:</i> Budgets (Voies et Moyens) — Informatique — Régie des Bâtiments				
<b>Vice-Premier Ministre, Communications et Entreprises publiques</b>				
Automatisation des systèmes de paiement pour les restaurants. — Acquisition d'appareils				1083, 1213
Utilisation de papier recyclé et de papier non chloré dans les services publics				1456, 1934
Transposition de directives européennes				1986, 2176
Adjoint linguistique dans les ministères fédéraux				2089, 2303
Véhicules des pouvoirs publics. — Carburant				2350, 2708
Jugements et arrêts à charge du budget national. — Liquidation				2487, 3027
Législation. — Arrêtés d'exécution				2497
Syndicats				
Délégués syndicaux				2550, 3639
Détachement de fonctionnaires dans les organisations syndicales				2550, 2710, 3274, 3928
Gestion de services sociaux par les organisations syndicales. — Détachement de fonctionnaires				2550, 2710, 3028
Constatation de certaines infractions routières à l'aide d'appareils automatiques. — Création d'un groupe de travail interministériel				2552
<i>Voir aussi:</i> Circulation routière — Finances provinciales et communales				
Contrôle du transport de marchandises et de personnes par route. — Corps spécialisé. — Cadre du personnel				2552, 2884
Organes consultatifs et de concertation				2571
Collaborateurs du cabinet. — Permanences sociales				3073, 3143
Conférence de Rio. — Intégration des engagements pris dans la politique nationale et dans les budgets 1993-1994				3073, 3741
Personnel des services publics. — Cumul				3563, 3748
Institut belge des services postaux et des télécommunications (I.B.S.P.T.). — Responsabilités et compétences				3620
<i>Voir aussi:</i> Fonction publique — Postes — Télécommunications — Télégraphes et Téléphones				
Radioscopie. — Mesures concrètes				3876
<i>Voir aussi:</i> Circulation routière				
<b>Vice-Premier Ministre et Affaires étrangères</b>				
Recrutement de diplomates	530-6 530-7 530-7	29, 36 10 5		
Radioscopie. — Mesures concrètes				3753
Pénurie de personnel au département			555, 556, 559	
Utilisation de papier recyclé et de papier non chloré dans les services publics				1462
Communications téléphoniques ou par <i>fax</i> avec l'étranger				1943
Adjoint linguistique dans les ministères fédéraux				2116
Véhicules des pouvoirs publics. — Carburant				2361
Législation. — Arrêtés d'exécution				2506
Jugements et arrêts à charge du budget national. — Liquidation				2506
Organes consultatifs et de concertation				2575

MATIERES	DOCUMENTS		ANNALES	BULLETTIN Q. et R.
	N°	Pages	Pages	Pages
<b>Ministres et Ministères (suite)</b>				
<b>Vice-Premier Ministre et Affaires étrangères (suite)</b>				
Syndicats				
Détachement de fonctionnaires dans les organisations syndicales				2575
Gestion de services sociaux par les organisations syndicales. — Détachement de fonctionnaires				2575
Délégués syndicaux				2576
Conférence de Rio. — Intégration des engagements pris dans la politique nationale et dans les budgets 1993-1994				3091
Personnel des services publics. — Cumul				3477
Ambassades et consulats				
<i>Voir: Affaires étrangères — Passeports et visa</i>				
<i>Voir aussi: Affaires étrangères</i>				
<b>Vice-Premier Ministre et Budget</b>				
Radioscopie. — Mesures concrètes				3877
<i>Voir aussi: Ministres et Ministères (Budget)</i>				
<b>Vice-Premier Ministre, Justice et Affaires économiques</b>				
Service de la politique criminelle (Justice)	530-5	3, 9, 20-21, 36	567	
Coopération Justice-Intérieur	530-6	15		
Direction générale de la préparation des Accords économiques inter- nationaux (Affaires économiques)	530-16	14-15, 30-31		
Restructuration du département des Affaires économiques	530-16	31	573	
Informatisation du département de la Justice				1090
Ministère de la Justice. — Personnel. — Prestations réduites. — Contractuels occupés à temps partiel				1250, 1676
Greffes et parquets				
Personnel de greffe. — Preuve de la connaissance de la deuxième langue nationale par un examen au Secrétariat permanent au recrutement				1345
Greffes des justices de paix. — Réactualisation des cadres du personnel				1746
Cours à l'intention des candidats greffiers et des candidats secré- taires				1783, 2006, 2756
Session de formation permanente par les fonctionnaires de justice, organisée par l'Ecole nationale des greffes à Dijon (France)				2288, 3449
Installation de terminaux				2317
Employés. — Examen de maturité. — Session 1992				2872, 3357
Recrutement de personnel contractuel				3668, 3936
Recrutement de personnel contractuel près des juridictions du travail				3673
Utilisation de papier recyclé et de papier non chloré dans les services publics				1450, 1509
Fonctionnement du Centre de recherche et d'information des organi- sations de consommateurs (C.R.I.O.C.)				1528
Transposition de directives européennes (Justice et Affaires économi- ques)				1986, 2576
Adjointes linguistiques dans les ministères fédéraux				2091, 3478
Mise au travail de personnel handicapé au Ministère de la Justice				2221, 2835
Véhicules des pouvoirs publics. — Carburant				2371
Législation. — Arrêtés d'exécution				2487, 2716
Jugements et arrêts à charge du budget national. — Liquidation				2488, 2892
Syndicats				
Gestion de services sociaux par les organisations syndicales. — Détachement de fonctionnaires				2554, 2717
Délégués syndicaux				2554, 3755
Détachement de fonctionnaires dans les organisations syndicales				2554, 3755
Organes consultatifs et de concertation				2554, 2892, 3754
Moyens et personnel mis à la disposition de l'Inspection générale économique				2942, 3092
Service de protection du consommateur. — Moyens et personnel depuis sa création				2943, 2946, 3053, 3152, 3345
Conférence de Rio. — Intégration des engagements pris dans la politique nationale et dans les budgets 1993-1994				3077
Personnel des services publics. — Cumul				3477
Assistants de probation. — Procédure et critères de nomination				3566, 3884

MATIERES	DOCUMENTS		ANNALES Pages	BULLETIN Q. et R. Pages
	N°	Pages		
<b>Ministres et Ministères (suite)</b>				
<b>Vice-Premier Ministre, Justice et Affaires économiques (suite)</b>				
Entrée en service de contractuels au ministère de la Justice. — Criminologues				3626
Radioscopie. — Mesures concrètes				3876
Inspection alimentaire				
Voir: Produits alimentaires				
Voir aussi: Code judiciaire — Commerce — Economie — Justice				
<b>Moniteur belge</b>				
Date de parution du <i>Moniteur belge</i> en plusieurs éditions étalées sur plusieurs jours				
Question orale de M. Erdman			1413-1414	
Voir aussi: Comptabilité de l'Etat — Institut d'expertise vétérinaire — Politique scientifique				
<b>Monnaie</b>				
Politique monétaire. — Liaison du franc au <i>Deutsche Mark</i>	529-2	9, 20, 38,	516, 524, 526, 540,	
		47, 49	3813, 3833, 4032-4033,	
	762-2	18	4061, 4063, 4065, 4067,	
			4074	
Système monétaire européen	762-2	18		
Implications de la crise monétaire en Europe ainsi que les modalités de l'Union monétaire				
Interpellation de M. Jonckheer			40-43	
Position du franc			2211, 4046-4047	
Europe forte disposant d'une monnaie unique			4049-4050	
Nouveaux billets de banque				
Billet de 10 000 francs. — Utilisation des 3 langues nationales				1669, 2122
Mesures contre la contrefaçon				2359, 2454
Emission de pièces de monnaie en écu				3537
Voir aussi: Affaires étrangères — Banques — Commerce extérieur — Finances — Impôts				
<b>Monuments et sites</b>				
Ratification par la Belgique de la Convention de l'Unesco et reconnaissance d'Anvers comme capitale culturelle de l'Europe 1993				
Interpellation de M. Ulburghs			2087-2090, 2432-2433	
Concession de l'exploitation du « Boyau de la mort » à Dixmude				
Interpellation de M. Loones			2436-2439, 2442-2443, 2533-2535	
Demande de la présence en séance publique du Ministre de la Défense nationale			2353	
Concession à l' <i>IJzerbedevaart</i> comité de l'exploitation du « Boyau de la mort » à Dixmude				
Question orale de M. Suykerbuyk			2439-2442-2443	
Question orale de M. Verreycken			2439-2442, 2443	
Demande de la présence en séance publique du Ministre de la Défense nationale			2353	
Voir aussi: Dommages de guerre — Société nationale des chemins de fer belges				
<b>Motions et motions d'ordre</b>				
M. De Croo (S'informe où en est la loi-programme)			146-147	
M. Valkeniers (Allégation comme quoi M. Lenssens ne figurait pas parmi les signataires de la motion déposée en conclusion de son interpellation relative aux soins de santé)			501	
Mme Maes (Sur le fait qu'en séance plénière le Gouvernement ne soit pas représenté lors d'une partie du débat sur la réforme de l'Etat)			1402	
M. De Croo (Demande d'avis au Conseil d'Etat sur des amendements à la proposition de loi spéciale visant à achever la structure fédérale de l'Etat)			1529-1530, 1569	

MATIERES	DOCUMENTS		ANNALES Pages	BULLETIN Q. et R. Pages
	N°	Pages		
<b>Motions et motions d'ordre (suite)</b>				
M. de Donnée (Demande de renvoi en commission de la proposition et de l'amendement 100-27 — Révision de la Constitution: Article 107ter-bis)			1554-1555	
M. de Donnée (Demande que le Premier Ministre informe le Sénat au sujet de l'accord intervenu pour garantir une représentation minimale des provinces au Sénat)			1769	
M. Hasquin (Crise gouvernementale — Demande de suspendre les travaux du Sénat en attendant une communication du Gouvernement)			2169-2170	
M. Hasquin (Crise gouvernementale — Demande au Sénat d'interrompre ses travaux et demande que le Premier Ministre informe le Sénat en premier lieu — Communication du Gouvernement)			2172-2173	
M. Hasquin (Droit des sénateurs de prendre la parole lors du développement d'une question orale — Temps de parole imparti au ministre)			2344	
M. Valkeniers (Droit des sénateurs de prendre la parole lors du développement d'une question orale — Temps de parole imparti au Ministre)			2344	
M. De Croo (Non-respect des engagements du Ministre de la Justice et des Affaires économiques d'être présent à l'heure fixée pour y répondre à une série d'interpellations, étant retenu à la Chambre pour y répondre à des questions orales concernant la même matière — Indignation du Sénat quant au non-respect par la Chambre de l'ordre du jour du Sénat)			2487-2488 2774	
M. Schiltz (Réforme de l'Etat: ordre des travaux)			2820	
M. de Donnée (Déplore l'absentéisme sur les bancs du parti social-chrétien et du V.L.D. à l'occasion d'un débat sur une loi spéciale)			2857	
M. Lozie (Demande de rayer du rapport la remarque de M. Valkeniers concernant M. Dierickx)			2889	
Signature d'une motion par des sénateurs non présents			3049	
<b>Musées</b>				
Musée de l'Armée	530-10	10		
Musée instrumental	530-18	18		
Etat du patrimoine immobilier des institutions culturelles nationales à Bruxelles et plus particulièrement des musées royaux d'art et d'histoire			2032-2036, 2083-2084	
Interpellation de M. de Donnée				1555, 1780, 2052
Musée du rail				
Voir aussi: Politique scientifique — Société nationale des chemins de fer belges				
<b>Musique</b>				
Politique musicale	530-18	13		
Voir aussi: Droits d'auteur — Musées — Opéra — Palais des Beaux-Arts				
<b>Mutualités</b>				
Voir: Art de guérir — Assurance maladie-invalidité — Etablissements hospitaliers — Institut national d'assurance maladie-invalidité				
<b>N</b>				
<b>Nationalité</b>				
Modification de la loi du 28 juin 1984 relative à certains aspects de la condition des étrangers et instituant le Code de la nationalité belge (Attribution, acquisition, perte et déchéance de la nationalité — Attribution automatique de la nationalité en raison de la résidence)				
Proposition de loi de Mme Harnie	542-1			

MATIERES	DOCUMENTS		ANNALES Pages	BULLETIN Q. et R. Pages
	N <sup>o</sup>	Pages		
<b>Nationalité (suite)</b>				
Modification du Code de la nationalité belge et des lois relatives à la naturalisation (suppression de la grande naturalisation) (Code des droits d'enregistrement, d'hypothèque et de greffe, artt. 238 et 241; Loi du 19 octobre 1921 organique des élections provinciales, art. 23; Loi du 30 juillet 1926 instituant un conseil d'enquête maritime; Loi du 5 mai 1936 fixant le statut des capitaines de port; Loi du 5 février 1947 organisant le statut des étrangers prisonniers politiques; Loi du 21 juin 1960 portant statut des militaires qui ont effectué du service pendant la guerre 1940-1945 dans les forces belges en Grande-Bretagne)				
Projet de loi*	626-1			
Rapport de M. Pataer	626-2			
Amendements de M. Van Belle	626-3			
Discussion et vote			3938-3944, 3988-3989, 3997-3998	
Application défectueuse de la législation sur la nationalité aux émigrés de la deuxième génération				
Question orale de M. Pataer			3204	
Voir aussi: Constitution (Révision de la Constitution) — Criminalité et violence				
<b>Naturalisations</b>				
Feuilletons n <sup>os</sup> 1 à 28	502-1			
Rapport	502-2			
Prise en considération			146, 164-182	
Votes			151-152, 153	
Feuilletons n <sup>os</sup> 1 à 10	522-1			
Rapport	522-2			
Prise en considération			592, 609-615	
Scrutins			608	
Feuilletons n <sup>os</sup> 1 à 11	523-1			
Rapport	523-2			
Prise en considération			592, 615-620	
Scrutins			608, 717	
Feuilletons n <sup>os</sup> 1 à 28	663-1			
Rapport	663-2			
Prise en considération			2078-2079, 2104-2122	
Scrutins			2082	
Feuilletons n <sup>os</sup> 1 à 19	743-1			
Rapport	743-2			
Prise en considération			2767-2768, 2800-2814	
Scrutins			2768, 2771	
Feuilletons n <sup>os</sup> 1 à 22	820-1			
Rapport	820-2			
Prise en considération			3970, 4004-4020	
Scrutins			3970, 4004-4020	
Naturalisations accordées dans les pays qui ont signé les Accords de Schengen				2757, 2838
Voir aussi: Constitution (Révision de la Constitution) — Nationalité				
<b>Navigation</b>				
Navigation intérieure	530-17	6		
Règlement de la navigation sur l'Yser				3663, 3667
Voir aussi: Transports				
Brevets de capitaine. — Discrimination des pêcheurs flamands par rapport aux pêcheurs néerlandais				1294
Nombre de bateaux immatriculés. — Pavillons				2233
Pavillon de complaisance				2235
Sécurité de la navigation				
Intensification de l'inspection des bateaux ( <i>State Port Control</i> )				2351
Programmes d'inspection de tankers (étrangers)				2351, 3135
Calendrier pour l'adaptation ou la mise hors service de bateaux				2351, 2638
Contrôle des défauts ou manquements des navires par rapport aux traités internationaux				2754, 3033

MATIERES	DOCUMENTS		ANNALES Pages	BULLETIN Q. et R. Pages
	N°	Pages		
<b>Navigation (suite)</b>				
Navigation de plaisance Brevet de pilotage <i>Voir aussi</i> : Ministres et Ministères (Finances) <i>Voir aussi</i> : Catastrophes et accidents — Coopération au développement — Energie nucléaire — Environnement — Marine marchande — Nationalité — Pêche — Pollution des eaux — Taxe sur la valeur ajoutée — Transports				2816, 3137
<b>Noms et prénoms</b>				
Demande de correction d'un nom				1711, 2973
<b>Notariat</b>				
Réforme. — Projet de loi <i>Voir aussi</i> : Vente d'immeubles	530-5	26, 36	565, 570	
<b>O</b>				
<b>Objecteurs de conscience</b>				
Harmonisation et réduction de la durée du service civil des objecteurs de conscience et abrogation de la contribution des organismes de droit privé auprès desquels sont affectés des objecteurs de conscience Proposition de loi de Mme Nélis et de M. Tavernier S.E. 1991-1992 Rapport de M. Mouton Discussion. — Tombe suite à l'adoption du projet n° 585-1	472-2		1052-1058, 1073	
Modification de la loi des 3 août 1919 et 27 mai 1947 (Incapacité de travail — Droit de priorité pour l'accès aux emplois publics) Projet de loi*	510-1			
Modification des lois portant le statut des objecteurs de conscience, coordonnées le 20 février 1980 (Durée du service) Projet de loi* Rapport de M. Mouton Amendements de MM. Tavernier et Daras Discussion et vote	585-1 585-2 585-3		1052-1058, 1059-1060, 1069-1070, 1072-1073	
Modification des lois portant le statut des objecteurs de conscience, coordonnées le 20 février 1980 (Suppression de l'obligation de milice) Projet de loi* Rapport de M. Mouton Discussion et vote	593-1 593-2		1052-1058, 1060, 1072-1073	
Rapport semestriel sur l'application des lois portant le statut des objecteurs de conscience Abolition du statut. — Conséquences Objecteurs de conscience et réfractaires. — Nombre. — Mise au travail			1320, 2588	1519 1790, 1792, 2200, 2389
Statut des objecteurs de conscience. — Instauration d'un nouveau statut. — Droit des femmes				3210, 3310
<b>Œuvres d'art</b>				
<i>Voir</i> : Arts — Droits d'auteur — Droits de succession				
<b>Office belge de l'économie et de l'agriculture</b>				
Avenir de l'Office Restructuration <i>Voir aussi</i> : Arts — Budgets (Affaires économiques) — Politique sociale	530-16 804-3	31-32 9		

MATIERES	DOCUMENTS		ANNALES Pages	BULLETIN Q. et R. Pages
	N°	Pages		
<b>Office belge du commerce extérieur</b>				
Rôle de l'Office	530-8	4		
Compétence fédérale <i>versus</i> régionalisation	558-5	106, 108, 116	2710	
Communications téléphoniques ou par <i>fax</i> avec l'étranger <i>Voir aussi</i> : Budgets (Commerce extérieur) — Commerce extérieur				1956
<b>Office central de crédit hypothécaire</b>				
Situation de l'Office. — Dette	529-2	31, 73, 74, 75	975, 985	
Pertes d'exploitation. — Mission du commissaire du Gouvernement	591-2	90-92		1411, 1466
Privatisation <i>Voir aussi</i> : Impôts <i>Voir aussi</i> : Finances — Institutions de crédit	762-2	6	3104-3105, 3132	
<b>Office central des fournitures</b>				
Achat ou utilisation d'articles en matériaux de récupération <i>Voir aussi</i> : Ministres et Ministères (Vice-Premier Ministre, Communications et Entreprises publiques)				3918
<b>Office de contrôle des assurances</b>				
Sanctions à l'égard d'intermédiaires <i>Voir aussi</i> : Pensions (Indépendants)				3196, 3644
<b>Office de sécurité sociale d'outre-mer</b>				
Mauvaise gestion	804-2	10-11	3880, 3889, 3891	
Situation financière de l'O.S.S.O.M. et désorganisation de son mécanisme de financement, suite au non-versement de l'intégralité de l'intervention de l'Etat depuis plusieurs années				
Interpellation de M. de Donnée			765-767	
<i>Voir aussi</i> : Pensions (Pensions d'outre-mer)				
<b>Office médico-légal</b>				
Effectif du personnel médical et non médical. — Sous-occupation. — Conséquences				2208
<b>Office médico-social de l'Etat</b>				
Accidents du travail dans le secteur public. — Réparation des dommages. — Délai de prescription				2762, 3254
<b>Office national d'allocations familiales pour travailleurs salariés</b>				
Fond d'équipements et de services collectifs. — Subvention pour l'accueil d'enfants malades et pour l'accueil d'enfants en cas d'horaires de travail irréguliers <i>Voir aussi</i> : Famille				3021, 3326
<b>Office national de l'emploi</b>				
Suspension d'allocations de chômage. — Difficultés matérielles <i>Voir aussi</i> : Budgets (Emploi et Travail) — Fabriques d'église — Pêche				1289, 2263

MATIERES	DOCUMENTS		ANNALES Pages	BULLETIN Q. et R. Pages
	N°	Pages		
<b>Office national des débouchés agricoles et horticoles (O.N.D.A.H.)</b>				
Régionalisation	530-11 558-3 558-5	7, 10, 11, 12 1-3 66-67, 68, 80. 104-106	2688, 2720, 2773	
Avenir de l'a.s.b.l. Promotion créée au sein de l'O.N.D.A.H. Interpellation de M. Mairesse Organigramme. — Siège de travail Voir aussi: Budgets (Agriculture) — Droit public (Réformes institu- tionnelles) — Foires et expositions — Lait et produits laitiers — Parastataux			3821-3822	1902
<b>Office national de sécurité sociale</b>				
Voir: Sécurité sociale				
<b>Office national des pensions</b>				
Désignation d'un gestionnaire financier	526-2 526-15 526-17	39-40, 45 2 2	361, 369	
Institution d'une Commission spéciale de placement. — Mission. — Constitution	526-2 526-15 526-17	40-41, 45-46 2 2	361	
Voir aussi: Sécurité sociale				
<b>Office national du ducroire</b>				
Voir: Budgets (Finances) — Commerce extérieur — Energie nucléaire				
<b>Office national du lait et de ses dérivés</b>				
Suppression de l'Office Voir aussi: Budgets (Agriculture) — Politique sociale	804-3	6, 9		
<b>Ombudsman</b>				
Création de l'institution de médiateur Proposition de loi de M. Scharff Fonction de médiateur dans la commune Voir aussi: Armée — Constitution (Révision de la Constitution) — Entreprises — Postes — Société nationale des chemins de fer belges — Télégraphes et Téléphones	100-15/4 <sup>o</sup> 498-1 530-6	29, 30 4, 23		
<b>Opéra</b>				
Théâtre royal de la Monnaie Problèmes financiers Question orale de Mme Creyf	530-18	3-4, 11-13	3392-3393	
<b>Ordre des travaux</b>				
Projet de loi relatif aux dispositions sociales et diverses Ordre des travaux. — Discussion			352, 354 481-482, 770, 905, 1530, 1589, 1680, 1964, 2077-2078, 2250, 2353, 2355, 2498, 2661-2662, 3318	
Simultanéité de réunions du Sénat et du Conseil régional bruxellois			1411, 1412, 1413	

MATIERES	DOCUMENTS		ANNALES	BULLETIN Q. et R.
	N°	Pages	Pages	Pages
<b>Ordre des travaux (suite)</b>				
Réforme du Sénat (Révision de la Constitution). — Etat d'avancement des travaux et vote préalable à la Chambre des Représentants			1411, 1412, 1413, 1516-1517, 1607-1608, 1610 2078	
Demande de M. Hatry que l'on se tienne au calendrier parlementaire				
Crise gouvernementale				
Proposition de MM. De Croo et de Donnée de postposer le débat et les votes sur la révision de la Constitution en attendant une communication du Gouvernement			2127-2129	
Demande de suspendre les travaux du Sénat en attendant une communication du Gouvernement				
Motion d'ordre de M. Hasquin			2169-2170	
Demande de M. Hasquin d'interrompre les travaux du Sénat et demande que le Premier Ministre informe le Sénat en premier lieu. — Communication du Gouvernement			2172-2173	
Le Premier Ministre ayant offert la démission du Gouvernement au Roi, le Sénat interrompt ses travaux			2173	
Protestation de M. Valkeniers contre l'ajournement de 4 interpellations au Ministre des Affaires sociales			2465	
Questions orales (Réponse tardive du Ministre)			3208, 3224-3225	
Sur le fait que des Commissions se réunissent en même temps que la séance plénière			3511, 3512	
Déclaration du Gouvernement sur « sa politique générale » prévue pour le mardi 21 septembre 1993			4000	
Voir aussi: Commissions du Sénat — Motions et motions d'ordre				
<b>Organisation de coopération et de développement économique (O.C.D.E.)</b>				
Etude sur les budgets des ménages	530-18	10, 11		
Voir aussi: Finances — Impôts — Politique scientifique				
<b>Organisation des Nations Unies</b>				
La Belgique au Conseil de Sécurité de l'O.N.U. 1991-1992	530-7	2, 7		
Rapport du Gouvernement	648-1			
Somalie				
Intervention humanitaire. — Envoi de Casques bleus. — Participation belge	530-7 530-10	2, 8 3, 8, 9	553, 555-556, 558, 559-560, 627, 635, 636-637, 4050	
Modalités de l'envoi de soldats belges en Somalie			800-801	
Question orale de M. de Donnée				
Situation en Somalie (Intervention humanitaire de l'O.N.U.)			1995-1996	
Question orale de M. De Croo				
Caractère mal défini des missions et du rôle des militaires belges en Somalie			2542-2544	
Interpellation de M. de Donnée				
Equipement mis à la disposition des militaires				2821, 2912
Contacts avec la famille				3676
Voir aussi: Hommages — Pensions (Pensions de réparation) — Postes — Radio et télévision				
Missions de maintien de la paix	530-10	3	552, 559-560, 627, 630, 632, 633, 634, 636-637, 3047, 3048, 3049	
Conférence mondiale des Nations Unies sur les droits de l'homme, qui se tiendra à Vienne du 14 au 25 juin 1993				
Proposition de résolution de M. Pataer	710-1			
Texte adopté par la commission	710-2			
Rapport oral de M. Henneuse, discussion et vote			3194-3199, 3229-3230	
Intervention au Sahara occidental			553	
Conséquences pour la Belgique de la mise d'hommes supplémentaires à la disposition de l'O.N.U., à la demande de cette dernière, et attitude du Gouvernement à l'égard de cette demande			2072-2073	
Question orale de M. Van Belle				
Conséquences de la demande de l'O.N.U. de mettre à sa disposition un contingent supplémentaire de militaires belges et attitude du Gouvernement à l'égard de cette demande			2646	
Question orale de M. Van Belle				

MATIERES	DOCUMENTS		ANNALES Pages	BULLETIN Q. et R. Pages
	N°	Pages		
<b>Organisation des Nations Unies (suite)</b>				
Campagne en faveur des Casques bleus belges Interpellation de M. Vermeiren Envoi de soldats belges au Rwanda <i>Voir aussi</i> : Rwanda			3049-3052, 3233 4050	3294
Participation à des missions humanitaires Retrait de militaires des Nations Unies du Kurdistan (Irak) Mission humanitaire en ex-Yougoslavie <i>Voir</i> : Affaires étrangères			4052	
Problématique des peuples indigènes <i>Voir</i> : Affaires étrangères				
<i>Voir aussi</i> : Affaires étrangères — Armée — Constitution (Révision de la Constitution) — Coopération au développement				
<b>Organisation du Traité de l'Atlantique Nord</b>				
Politique	530-7 530-10	6-7 2, 5, 6, 9- 10, 11, 13, 16, 19, 20, 21, 22	552, 555, 558, 559, 628-629, 632, 633, 634, 635, 636, 3046, 3047, 3048, 3049	3922
Armement nucléaire Liaisons et structures Manœuvres de l'O.T.A.N. — <i>Action Express 93</i> <i>Voir aussi</i> : Armée	530-10 530-10	5-6, 8 12-13		
<b>Organisation internationale du travail</b>				
Insertion d'une clause sociale dans les traités de commerce Interpellation de M. De Roo			3481-3483	
<b>Organismes d'intérêt public</b>				
<i>Voir</i> : Budgets (Agriculture) — Fonction publique — Parastataux				
<b>Ouverture de la session ordinaire 1992-1993</b>				
			10	
<b>P</b>				
<b>Pacte culturel</b>				
Attitude du Gouvernement à l'égard du ou des partis de la majorité qui veulent l'abrogation de la loi relative au Pacte Interpellation de M. Hasquin <i>Voir aussi</i> : Commission nationale permanente du Pacte culturel			2456-2458	
<b>Palais des Beaux-Arts</b>				
Renouvellement du Conseil d'administration du Palais des Beaux-Arts de Bruxelles Question orale de M. Raes			1994	
<b>Papier</b>				
Ecotaxes <i>Voir aussi</i> : Impôts — Presse <i>Voir aussi</i> : Ministres et Ministères — Postes	777-5	7	3536	
<b>Parastataux</b>				
Dépassements budgétaires. — Pouvoirs du Ministre du Budget Suppression d'organismes parastataux (I.R.S.I.A., O.N.D.A.H. et O.N.L.) <i>Voir aussi</i> : Fonction publique	798-2 804-3	20, 34-35 6		

MATIERES	DOCUMENTS		ANNALES	BULLETIN Q. et R.
	N°	Pages	Pages	Pages
<b>Parkings</b>				
<i>Voir</i> : Cités administratives — Handicapés				
<b>Parlement européen</b>				
Répartition des sièges au Parlement	100-15/4° 777-2	11, 46 62-68	1349, 1389, 3534, 3554, 3558	
<i>Voir aussi doc. n° 771-1</i>				
Résolutions et recommandations			15, 103, 367-368, 771, 1319, 1713-1714, 1942- 1943, 2201-2202, 2254, 2554, 3201-3202, 3386- 3387, 4029	
Etat des négociations entre Bruxelles et Paris sur le siège du Parlement européen, à l'issue de la visite de S. M. le Roi à Paris				
Question orale de M. de Donnée			585	
Nombre ridicule de sessions du Parlement européen prévues à Bruxelles en 1993-1994				
Question orale de M. de Donnée			1997-1998	
<i>Voir aussi</i> : Communautés européennes — Droit public — Elections — Energie nucléaire — Régie des Bâtiments				
<b>Partis politiques</b>				
Dépenses électorales, financement et comptabilité ouverte				
Complément à la loi du 4 juillet 1989 relative à la limitation et au contrôle des dépenses électorales ainsi qu'au financement et à la comptabilité ouverte des partis politiques, en vue d'assurer le respect de ces dispositions pendant la période électorale (Rendre public, avant les élections, les agissements irréguliers du candidat fautif)				
Proposition de loi de M. Monfils S.E. 1991-1992				
Rapport de M. Mouton	38-2			
Discussion. — Tombe suite à l'adoption du projet n° 627-1			2914-2927, 3028	
Modification de la loi du 4 juillet 1989 relative à la limitation et au contrôle des dépenses électorales ainsi qu'au financement et à la comptabilité ouverte des partis politiques				
Projet de loi*	627-1			
Rapport de M. Mouton	627-2			
Amendement de MM. Lenssens et Cardoen	627-3			
Amendement de M. De Roo	627-4			
Amendements de M. Appeltans	627-5			
Amendements de M. Goovaerts et consorts	627-6			
Amendements de M. Tavernier	627-7			
Discussion et vote			2914-2933, 3021-3025, 3026-3028	
Commission de contrôle des dépenses électorales et de la comptabilité ouverte des partis politiques (Loi du 4 juillet 1989)				
Publication des rapports financiers des réviseurs d'entreprises	716-1			
Examen des rapports financiers des réviseurs d'entreprises sur les comptes enregistrés et clôturés de recettes et de dépenses des a.s.b.l. constituées en vertu de la loi du 4 juillet 1989, ainsi que sur les recettes et les dépenses des partis politiques (exercice 1992)				
Rapport de M. Bartholomeeussen	716-2			
Financement et comptabilité ouverte des partis politiques (Personnalité juridique des partis — Comptabilité ouverte: contrôle de la Cour des comptes — Financement: dotation publique et dons non déductibles)				
Proposition de loi de M. Appeltans	721-1			
Limitation et contrôle des dépenses électorales engagées pour l'élection de la Chambre et du Sénat, des Conseils communautaires et régionaux, du Conseil de la Région de Bruxelles-Capitale, des conseils provinciaux et communaux ainsi que des membres belges du Parlement européen				
Proposition de loi de M. Appeltans	722-1			
Extension de la limitation et du contrôle des dépenses électorales aux élections régionales			3559	

MATIERES	DOCUMENTS		ANNALES Pages	BULLETIN Q. et R. Pages
	N°	Pages		
<b>Partis politiques (suite)</b>				
Transfuges parlementaires				
Proposition de loi de M. Appeltans	725-1			
Problèmes juridiques et déontologiques posés par le passage à un autre parti			468-469	
Question orale de M. Appeltans			2191	
Pouvoir des présidents de partis			2196	
Politique du parti <i>Ecolo</i>			2198	
Politique « démagogique » des libéraux			4045	
Avenir du <i>V.L.D.</i> après les prochaines élections				
Responsabilité des trois familles politiques traditionnelles dans la mutation de la société			4059	
Plan social alternatif du <i>V.L.D.</i>			4065, 4066	
Aide publique pour un livre sur le <i>Vlaams Blok</i>				2950
<i>Voir aussi</i> : Droit public (Réformes institutionnelles) — Fonction publique — Ministres et Ministères (Premier Ministre) — Police				
<b>Passages d'eau</b>				
Bazel-Hemiksem (s.a. Flandria)				
<i>Voir</i> : Budgets (Communications et Infrastructure)				
<b>Passeports et visas</b>				
Passage en fraude d'êtres humains provenant du Burkina Faso (Dû au fait qu'il n'y a pas d'obligations de visa pour ces ressortissants)				
Question orale de Mme Maes			899-900	
Vignette du visa Benelux. — Falsifications				1744, 1787, 2072
Durée d'examen des demandes de visas				1745, 1788, 2134
Politique en matière de visas. — Extension de la compétence des représentants consulaires				1787, 2465
Augmentation du nombre de demandes de visa. — Renforcement des services				1787, 3696
Mesures contre le trafic d'êtres humains (e.a. en provenance du Burkina Faso)				2224
Permis de séjour. — Situation des artistes étrangers				2431
Prolongation de visas touristiques				2493
Visa obligatoire dans les Etats ayant constitué l'ex-Yougoslavie				2649
Octroi d'un visa aux ressortissants de l'ex-Yougoslavie				2714
Contrôle des visas. — Ressortissants zairois. — Renforcement du contrôle				2945
Contrôle des visas touristiques à l'aéroport de Zaventem. — Droit de recours à l'arrivée				3630, 3944
<i>Voir aussi</i> : Aéronautique — Affaires étrangères — Art de guérir — Criminalité et violence — Zaïre				
<b>Patrimoine</b>				
Rapport de la Commission d'évaluation du patrimoine de l'Etat	529-2	51		
<i>Voir aussi</i> : Comptabilité de l'Etat — Monuments et sites				
<b>Pays de l'Est</b>				
<i>Voir</i> : Affaires étrangères — Agriculture — Armée — Armes — Arts — Commerce extérieur — Communautés européennes — Coopération au développement — Economie — Energie nucléaire — Entreprises — Passeports et visas — Postes — Produits alimentaires — Réfugiés — Sécurité de l'Etat — Viande				
<b>Pêche</b>				
Politique en matière de pêche maritime				
Politique communautaire	530-11	23-26	600, 601, 602, 607-608	
Recherche scientifique			601	
Conséquences désastreuses que le manque d'une politique belge de la pêche maritime entraîne pour l'homme et l'environnement				
Interpellation de M. Maertens			1217-1224, 1448-1449	

MATIERES	DOCUMENTS		ANNALES	BULLETIN Q. et R.
	N°	Pages	Pages	Pages
<b>Pêche (suite)</b>				
Guerre de la sole aux Pays-Bas			2526	
Question orale de M. Maertens				
Faude fiscale sur le poisson			3758	
Question orale de M. Maertens				
Intervention de l'Onem contre des débardeurs de poisson agréés, à Ostende et à Zeebrugge			3966-3967	
Question orale de M. Maertens				
Empêchement de pêcheurs belges dans le golfe de Gascogne. — Dédommagements				1132
Arrivages de poisson étranger sur les criées belges				1311
Police maritime. — Contrôle de la pêche sportive. — Pêche sportive illégale				1609, 1615, 1689, 1733
Révision de la réglementation				2140
« Razzias » dans trois minques au poisson belges				1824, 1831, 1878
Politique en matière de projets. — Transfert aux Communautés				1826
Points de vue de la Belgique aux conseils européens de la pêche des 23 novembre et 19 décembre 1992				1827
Mesures contre les criées de poissons dans les ports étrangers				1828
Quotas de pêche				
Fermeture prématurée de la pêche. — Perte de 500 t. de quotas de sprats en 1992				1828
Soles				2397
Gestion des quotas. — Centrale des armateurs				2398
Gestion des quotas. — Dépassements de quotas				3248
Chalutage				
Pêche à double gaule électrique. — Recherche scientifique				2078
Utilisation de filets en chaîne sur les chalutiers. — Conséquences écologiques				2293, 2333
Chalutage de rechange. — Etat de la question				3497
Effets du chalutage sur l'environnement marin				3521, 3654
Conférence de ministres sur la mer du Nord en 1994. — Relation pêche-écosystème. — Participation belge				2227
Fonctionnement de la station nationale de pêche maritime à Ostende				2227
Prime de mise hors service de bateaux de pêche				2398
Mesures d'accompagnement social pour les membres d'équipage. — Taux de chômage				2759
Inspection de la pêche maritime. — Organisation et fonctionnement				2434, 2990
Pêche maritime flamande. — Flotte et quotas				2622, 2741
Pêche en mer. — Construction de bateaux en aluminium. — Aide à la construction navale				3245
Position de la Belgique en matière de pêche à la baleine				3289, 3294, 3316
Point de vue de la Belgique en matière d'industrie de la pêche, des <i>discards</i> et de leur influence sur la pêche belge				3313
Participation belge aux programmes européens de recherche en matière de pêche				3315
Manque d'équipage sur les bateaux de pêche en mer				3388
Autorisation de pêche. — Applicabilité du nouveau règlement des contrôles				3434
Infractions aux réglementations européennes dans le secteur de la pêche				3496
Contrôle du respect de la réglementation C.E. en matière de puissance du moteur des bateaux de pêche				3508
Protection des « bancs flamands » sur la côte belge				3521
Protection de la qualité des crevettes belges				3575, 3706
Contrôle du traitement des produits de la pêche				3576, 3706
Révision de la réglementation en matière de pêche sur la plage				3577, 3709
Viabilité des criées belges				3648
Augmentation du poisson retiré du marché en 1992				3649
Protection de la santé du consommateur. — Consommation de poisson				3713
<i>Voir aussi:</i> Accès à la profession — Armée — Hygiène et santé — Institut pour l'encouragement de la recherche scientifique dans l'industrie et l'agriculture (I.R.S.I.A.) — Navigation — Pollution des eaux — Produits alimentaires — Région côtière — Travail				
<b>Pécule de vacances</b>				
<i>Voir:</i> Vacances				

MATIERES	DOCUMENTS		ANNALES Pages	BULLETIN Q. et R. Pages
	N°	Pages		
<b>Peines</b>				
Instauration du travail au profit de la communauté comme peine de substitution				
Proposition de loi de M. Désir S.E. 1991-1992				
Rapport de M. Mahoux	67-2			
Discussion. — Tombe suite à l'adoption du projet n° 653-1			3748-3752, 3789	
Peines alternatives. — Travaux d'intérêt général	530-5	4-5, 7, 12, 18, 19, 28	568, 570	
Suspension, sursis et probation				
Modification de la loi du 29 juin 1964 (Elargissement des possibilités d'individualisation de la sanction — Coordination)				
Proposition de loi de M. Erdman S.E. 1991-1992				
Rapport de M. Mahoux	114-2			
Discussion. — Tombe suite à l'adoption du projet n° 653-1			3748-3752, 3789	
Modification de l'article 3 de la loi du 29 juin 1964 en vue d'autoriser la suspension du prononcé des condamnations devant les tribunaux de police				
Proposition de loi de M. Cerexhe S.E. 1991-1992				
Rapport de M. Mahoux	460-2			
Discussion. — Tombe suite à l'adoption du projet n° 653-1			3748-3752, 3789	
Modification de la loi du 29 juin 1964 (Travaux d'intérêt général — Peines alternatives)				
Projet de loi	653-1			
Rapport de M. Mahoux	653-2			
Discussion et vote			3748-3752, 3788-3789	
Correction de texte			3793	
Voir aussi: Ministres et Ministères, (Vice-Premier Ministre, Justice et Affaires économiques)				
Libération conditionnelle	530-5	17, 34	568, 571	
Application				1176
Création de la fonction de juge de l'application des peines	530-5	19, 34		
Libération anticipée	530-5	24		
Exécution des peines			529	
Renforcement et incompressibilité des peines pour certains crimes			568, 571	
Suppression de la peine de mort			568, 571	
Sanctions administratives (Amendes)			2778, 2779	
Mention des condamnations prononcées par le tribunal de la jeunesse				1299
Evolution de la durée des peines des détenus au cours des dix dernières années				1328, 2652
Détention de personnes condamnées, mais devant encore purger leur peine				1712, 3527
Convention avec les Pays-Bas concernant le transfert de personnes condamnées				2557, 3689
Voir aussi: Biens — Constitution (Révision de la Constitution) — Droit pénal — Etablissements pénitentiaires — Ministres et Ministères (Vice-Premier Ministre, Justice et Affaires économiques) — Sécurité sociale				
<b>Pensions</b>				
<b>Généralités</b>				
Evolution générale des trois régimes de pension	526-2	42-44, 72-75		
Travail autorisé	526-2	46-47	354, 356-357, 381, 450-451	
Données budgétaires	530-4	1-5	589	
Avenir des pensions. — Maintien de la viabilité des régimes	530-4	7, 10	2178, 2221, 3113	
Prépension	530-13	2, 3-4, 8	530-531, 660	
Prudence lors de l'extension du système de prépension			371	
« Société de prépensionnés »			2187, 4042	
pour agriculteurs de 60 ans. — Conséquences financières et libération des terres			607	1558, 1596
Discrimination entre chômeurs âgés et prépensionnés				1154
Travail autorisé				1791, 2668
Retenue sur les prépensions. — Seuils. — Ajustement automatique des coefficients de calcul				2129
Membres du personnel de « De Lijn » (transport public)				2760, 2909
Nombre de prépensionnés				3057
Voir aussi: Accès à la profession — Agriculture — Impôts sur les revenus (Revenus professionnels)				

MATIERES	DOCUMENTS		ANNALES Pages	BULLETTIN Q. et R. Pages
	N°	Pages		
<b>Pensions (suite)</b>				
<b>Généralités (suite)</b>				
Révision d'office des droits à la pension, établis avant le 1 <sup>er</sup> juin 1992, selon les dispositions du règlement C.E.E. n° 1248/92 (Cumul avec des prestations étrangères de même nature)	744-1			
Proposition de loi de M. Anthuenis	762-2	9-10, 11	981, 3102	
Régime fiscal des fonds de pension				
Voir aussi: Assurances — Epargne				
Table ronde	804-2	18	3874, 3891	
Harmonisation des régimes de pensions			359, 381	
Nécessité d'un débat global pour les pensions			361, 381	
Pensions des époux divorcés				
Question orale de M. Anthuenis			1226	
Economies envisagées dans le secteur des pensions			2230	
Mesures structurelles			2241	
Modification de l'article 36 de la loi du 15 mai 1984 portant mesures d'harmonisation dans les régimes de pensions (Pensions de réparation accordées aux invalides militaires du temps de paix)				
Proposition de loi de MM. Cardeon et Leclercq S.E. 1991-1992				
Retrait			3562	
Réserves			3891	
Cumul d'une activité professionnelle et d'une pension de retraite				1687
Régimes de pensions				1886
Nombre de bénéficiaires par régime				1889
Nouvelles règles pour le paiement d'avances sur pensions. — Avances à 100 %				2385
Décumul des pensions et des indemnités pour accidents du travail				3212, 3598
Informations aux pensionnés				3541
Epargne à long terme. — Epargne-pension				
Voir: Epargne				
Voir aussi: Assurance maladie-invalidité — Impôts sur les revenus (Revenus mobiliers) — Politique sociale — Régions et Communautés				
<b>Indépendants</b>				
Plan de rattrapage de la pension minimum sur le revenu garanti aux personnes âgées (Plan quinquennal)	526-3	4-6	362, 381, 401, 402-403,	2018, 2737
	526-17	3	405, 407, 599-600, 608	
	526-19	2		
	530-4	4, 5-6, 10		
	591-2	33		
	526-3	4-5		
Incidence budgétaire				
Alignement du montant de la pension minimum sur celui du revenu garanti aux personnes âgées. — Réduction de moitié et suppression de l'allocation spéciale	804-3	2		
Non-respect par le Gouvernement, du plan quinquennal de rattrapage des pensions des travailleurs indépendants encore inférieures au revenu minimum garanti aux personnes âgées				
Interpellation de M. Bock S.E. 1991-1992				
Vote sur la motion pure et simple			68-69	
Pension minimum garantie	526-17	2-3		
Allocation spéciale	526-17	3		
Données budgétaires	530-12	2, 3		
Discrimination lors de la mise à la retraite de petits employeurs			360	
Système de capitalisation collective			406, 407	
Nombre d'agriculteurs qui ont cessé leurs activités. — Age de la pension				1902
Agriculteurs. — Pension de retraite. — Nombre de demandes				1905
Voir aussi: Pensions (Généralités)				
Pension complémentaire allouée à des anciens administrateurs-délégués. — Incidence sur la pension légale et sur le paiement de cotisations sociales comme indépendant				2069
Erreur administrative. — Paiement indu de prestations. — Récupération de pensions				2070
Caisse de prévoyance des médecins				
Avantages sociaux. — Rapports annuels				3730
Membres				3731
Frais administratifs				3731
Rendement moyen des réserves				3731
Application de la législation sur les assurances				3732
Contrôle des assurances				3732
Fonds d'indemnisation des erreurs médicales				3732
Voir aussi: Politique sociale				

MATIERES	DOCUMENTS		ANNALES Pages	BULLETTIN Q. et R. Pages
	N°	Pages		
<b>Pensions (suite)</b>				
<b>Pensions de réparation</b>				
Invalides militaires du temps de paix. — Statut juridique des personnes qui s'établissent à l'étranger. — Soins médicaux				1816, 1835, 1958
Accidents F.B.A (Forces belges en Allemagne). — Blessure ou infirmité contractée durant le service par le fait du service				2202
Retard dans le traitement du dossier. — Prescription des créances à charge de l'Etat				2383, 2851
Militaires décédés en Somalie. — Pension de veuve de guerre pour les épouses				2661
Rente de mobilisé				2915
Titulaires d'un revenu garanti n'ayant pas déclaré l'existence d'une pension de guerre. — Récupérations				3821, 3892
<i>Voir aussi:</i> Anciens combattants — Assurance maladie-invalidité — Invalides de guerre				
<b>Pensions d'outre-mer</b>				
Pension des anciens coloniaux. — Revalorisation. — Situation à l'O.S.S.O.M.				2068, 2130
<b>Secteur public</b>				
Modification de l'article 2, § 1, alinéas 1 et 3, de la loi du 16 juin 1970 relative aux bonifications pour diplômés en matière de pensions des membres de l'enseignement Proposition de loi de M. L. Martens S.E. 1991-1992 Rapport de M. Weys Discussion et vote	362-2		3871-3873, 3992	
Problématique	526-2	66-71		
Régions et Communautés. — Cotisation de responsabilisation	530-4	3, 6, 7, 8-9		
Retard dans le traitement des dossiers	530-4	6, 9-10		
Pension extra-légale	530-4	7, 11		
Travail autorisé. — Amendement du Gouvernement			354, 356-357, 450-451	
Traitement de dossiers de pension de membres du personnel enseignant Question orale de M. Eeman			1801-1802	
Visa de la Cour des comptes. — Délai d'attente				1305, 2384
Minimums de pension dans le secteur public				2019
Emploi des langues				2187
Nouvelles règles pour le paiement d'avances sur pensions. — Avances à 100 p.c. — Problèmes administratifs				2383
Régime commun des pensions des administrations locales	526-4	2-10	422	
Principe de solidarité	526-4	2-7	422	
Désaffiliation	526-4	2-7		
Réaffiliation de l'intercommunale de Charleroi (I.O.S.) à l'O.N.S.S.A.P.L.	526-4	3-7		
Pensions du personnel nommé des administrations locales Projet de loi*	783-1			
Rapport de M. De Roo	783-2			
Discussion et vote			3917-3925, 3994	
Accord de principe sur une adaptation plus globale des pensions			422	
Maintien du système d'enveloppes			422	
Ajustement des pensions				1229
Péréquation	530-4 804-2	7, 8, 9, 10 20-22, 26	3880	1634, 2387, 2848
Report pour certaines catégories de revenus				3419
Informations à donner aux pensionnés				2455
Informations relatives au traitement qui sert de base pour le calcul de la pension				2905
Liste des établissements publics supprimés. — A.R. du 5 mai 1976. — Office d'identification				2462
Divorce. — Droit de l'épouse d'une partie de la pension de son mari, fonctionnaire				2906
<i>Voir aussi:</i> Armée — Institut économique et social des classes moyennes — Police — Politique sociale — Régions et Communautés — Société nationale des chemins de fer belges (Personnel)				
<b>Travailleurs et assurés libres</b>				
Subvention de l'Etat	526-2	39		
Liaison des pensions au bien-être dans le secteur privé	526-2	43		

MATIERES	DOCUMENTS		ANNALES Pages	BULLETIN Q. et R. Pages
	N°	Pages		
<b>Pensions (suite)</b>				
<b>Travailleurs et assurés libres (suite)</b>				
Modification de l'article 6 de l'A.R. du 29 avril 1981 portant exécution des articles 10 et 25 de l'A.R. n° 50 du 24 octobre 1967 relatif à la pension de retraite et de survie des travailleurs salariés (Mandat de bourgmestre, d'échevin ou de président d'un C.P.A.S.) Proposition de loi de M. Didden	677-1			
Non-indexation de la rente des pensions d'employés	804-2	18-20	3874, 3888, 3890-3891, 3892	
Régime de capitalisation individuelle (Ouvriers). — Rentabilisation des réserves			591	
Erreurs administratives. — Paiement des arriérés				1257, 2463
Activité professionnelle autorisée. — Associés actifs et administrateurs de sociétés. — Régime fiscal des revenus immobiliers « excessifs ». — Incidence en matière de pension				1353
Chômeurs remis au travail dans une catégorie inférieure. — Calcul de la pension				1431
Pension des ouvriers mineurs. — Assimilation des travailleurs licenciés en 1987-1988 et en 1989				1688, 2068
Flexibilité de l'âge de la retraite. — Différence de traitement réservé aux titulaires masculins et féminins dans le cadre de l'A.M.I.				2017, 2044, 2128
Examen d'office du droit à la pension de survie. — Octroi d'une pension de survie provisionnelle				2523
Carrière construite dans différents Etats de la C.E.				2847
Répartition des bénéficiaires et de leur coût dans chaque catégorie				3894
<i>Voir aussi</i> : Centres publics d'aide sociale — Impôts sur les revenus (Revenus professionnels) — Pensions (Généralités) — Politique sociale — Travail				
<b>Permis de conduire</b>				
<i>Voir</i> : Inspection automobile et permis de conduire				
<b>Perquisition</b>				
<i>Voir</i> : Droit pénal				
<b>Personnel d'Afrique</b>				
<i>Voir</i> : Sécurité sociale d'outre-mer				
<b>Personnel de l'Etat</b>				
Prime de bilinguisme				1152
<i>Voir aussi</i> : Fonction publique				
<b>Personnel infirmier</b>				
Accord social (Hôpitaux)	530-15	14	622	
<i>Voir aussi</i> : Accès à la profession — Aide médicale urgente — Assurance maladie-invalidité — Chômage — Etablissements hospitaliers — Hygiène et santé — Rémunérations et salaires				
<b>Personnes âgées</b>				
Maisons de repos. — Mesures	530-14	3, 9		
Qualification du personnel. — Mesures transitoires				1714, 1952
Qualifications exigées du personnel soignant				3396, 3600
Nécessité de prendre des mesures en matière de soins à domicile et d'assurance dépendance au vu du vieillissement de la population	530-14	6, 14-15	2898-2900	
Interpellation de Mme Nélis				
Politique des soins de santé et de l'assistance aux personnes âgées	530-15	15		
Personnes âgées démentes	530-15	18	363, 382	

MATIERES	DOCUMENTS		ANNALES	BULLETTIN Q. et R.
	N°	Pages	Pages	Pages
<b>Personnes âgées (suite)</b>				
Aide aux personnes âgées				
Allocations				
Question orale de M. Cardoen			2001-2002	
Arrière des dossiers relatifs aux allocations				
Interpellation de M. Van Aperen			2101-2104	
Paiement des arriérés d'allocations				
Question orale de M. Van Aperen			3208, 3291-3292	
Maisons de repos et de soins				
Augmentation du nombre de lits				1097, 1107
Forfaits M.R.S. — Contrôle				3519
<i>Voir aussi</i> : Assurance maladie-invalidité				
Cautions versées par les pensionnés des maisons de retraite. — Versement sur un compte bloqué				1541, 1589
Home Albert à Dilbeek (Anciens combattants). — Taux d'occupation. — Effectif du personnel				2756
Pourcentage dans la région de Gand-Eeklo. — Possibilité d'accueil				2770
Politique				2947, 2985, 3281, 3426
<i>Voir aussi</i> : Assurance maladie-invalidité — Centres publics d'aide sociale — Handicapés — Impôts sur les revenus (Revenus immobiliers) — Institut national d'assurance maladie-invalidité — Politique sociale — Revenu garanti				
<b>Petites et moyennes entreprises</b>				
<i>Voir</i> : Classes moyennes				
<b>Pétitions</b>				
Pétitions sur lesquelles la Commission a statué				
Feuilleton n° 1	687			
Pétitions. — Communication. — Renvoi aux commissions			84, 584, 1471, 1799, 1994, 2202, 2266, 3387	
<b>Pharmaciens</b>				
Substitution de médicaments	804-4	7-16	3876, 3880, 3882, 3889, 3890, 3905-3906-3907-3908	
Ouverture, transmission et fusion des officines pharmaceutiques				
Proposition de loi de M. Evrard	836-1			
<i>Voir aussi</i> : Accès à la profession — Produits pharmaceutiques				
<b>Plateau continental</b>				
<i>Voir</i> : Affaires étrangères — Marchés publics				
<b>Police</b>				
Loi sur la fonction de police du 5 août 1992				
Insertion d'un article 53bis dans la loi sur la fonction de police (Suppression de la discrimination, du point de vue de la responsabilité civile et de l'assistance judiciaire entre agents de l'Etat)				
Proposition de loi de M. de Donnée S.E. 1991-1992				
Rapport de Mme Tyberghien-Vandenbussche	455-2			
Discussion et vote			3248-3249, 3319-3320	
Liste des missions administratives			641-642	2291, 2391
Circulaire relative à la loi				2874
<i>Voir aussi</i> : Presse				
Complément à l'article 216 de la nouvelle loi communale, en ce qui concerne les activités politiques de la police communale				
Proposition de loi de MM. Cardoen et Flagothier S.E. 1991-1992				
Rapport de M. Quintelier	489-2			
Amendements de M. Pataer	489-3			
Amendement de MM. Verreycken et Van Walleghem	489-4			
Discussion et vote			2348-2353, 2382-2384	

MATIERES	DOCUMENTS		ANNALES Pages	BULLETIN Q. et R. Pages
	N°	Pages		
<b>Police (suite)</b>				
Coopération entre les services de police	530-6	2	639-640, 641, 642	
Coopération police-gendarmerie. — Réduction des circonscriptions territoriales. — « Zone C »	530-6	2, 6, 10-12	639-640, 641-642, 2452	
Collaboration intercommunale			639, 640, 641	
Création de « zones de police ». — Services de police 24 heures sur 24			640, 641, 642	
Corps zonaux. — Propositions du syndicat national de la gendarmerie et de la police			641	1098
Imposition de normes minimales de sécurité pour les communes				
Allègement des tâches administratives	530-6	2-3		
Police de Bruxelles et renforcement des moyens. — Fonds de sécurité	530-6	5, 15		
Informatique et télématique	530-6	6, 20		
Projet d'informatisation de la police (P.I.P.). — Informatisation policière à l'étranger. — Service d'information Schengen (S.I.S.)				1473
Recrutement de la police communale	530-6	6, 20-22		
Amélioration du statut des agents de police	530-6	15		
Liaisons par radio	530-6	20		
Compétence fédérale en matière de services de police	558-5	67, 155-156		
Comités permanents de contrôle des services de polices et de renseignements				
Modification de l'article 61 de la loi du 18 juillet 1991 organique (Régime de pension des membres des comités permanents)				
Proposition de loi de M. Flagothier	673-1			
Rapport de Mme Lieten-Croes	673-2			
Amendement de M. Arts	673-3			
Projet amendé par la Chambre	673-4			
Discussion et vote			2613-2614, 2649-2650, 2652-2653	
Nomination des membres et d'un greffier du Comité permanent de contrôle des services de renseignements (loi du 18 juillet 1991)	740		84, 2648-2649, 2658	
Prestation de serment			2686	
Premiers rapports généraux annuels			4058	
Rémunération des membres des corps de police communale	777-2	89-90		
Aide financière au fonctionnement de la police communale	804-7	2-3		
Création d'une force nationale de police (Fusion de la police judiciaire et de la B.S.R.)			567, 571	
Police d'Anvers. — « Contrat relatif à la nouvelle citoyenneté »			638	
Police maritime				
Fonctionnement				
Interpellation de M. Loones			3043-3046	
Réorganisation. — Intégration éventuelle au sein de la gendarmerie ou création d'un corps propre				1368, 1762
Formation				3507, 3518, 3647, 3834
<i>Voir aussi: Pêche</i>				
Europol				
Question orale de Mme Maes			3208, 3296-3297	
Police communale. — Fonds d'habillement				1097
Police de Liège. — Dommage causé par des chiens à un étranger convoqué par l'administration communale				1361, 2020
Police de Tirlémont. — Conditions de recrutement d'agents féminins. — Taille minimale				1390
Transfert de personnes originaires d'Afrique noire vers la Belgique par les services de police française				2100
Assistance aux huissiers de justice				2166, 2590
Transfert du personnel des parquets de police de cantons flamands vers Bruxelles				2447
Effectifs de police communale. — Normes				3019
Constitution d'archives balistiques				3282, 3421
Effectifs disponibles. — Permanence de 24 heures dans les communes rurales				3347, 3896
<i>Voir aussi: Budgets (Intérieur et Fonction publique) (Justice) — Circulation routière — Commerce — Communes (Personnel) — Criminalité et violence — Education physique et sports — Gendarmerie — Justice — Manifestations — Politique sociale — Syndicats</i>				

MATIERES	DOCUMENTS		ANNALES Pages	BULLETIN Q. et R. Pages
	N°	Pages		
<b>Police judiciaire</b> <i>Voir:</i> Droit pénal — Police				
<b>Politique foncière</b> <i>Voir:</i> Marchés publics — Régions et Communautés				
<b>Politique scientifique</b> Compétence parallèle de l'Etat fédéral, des Communautés et des Régions (Réformes institutionnelles)	100-15/4° 558-5 558-13	8, 15, 50, 88 66, 69-70, 116, 121, 123-124, 158-179 1-3	2678, 2690, 2692, 2710	
Retenues sur les réserves des centres de recherches agronomiques de Gembloux et de Gand et sur les réserves de l'I.R.S.I.A.	526-3	22-26	401, 403, 404, 405, 407-408	
Limitation de la participation dans les programmes spatiaux ou aéronautiques au niveau européen	529-2	15, 30, 69-70		
Programme Airbus <i>Voir aussi:</i> Affaires étrangères	529-2	30		
R & D dans le domaine de l'énergie	530-16	37-38		
Programme budgétaire interdépartemental	530-18	1, 24-28		
Conséquences des différents conclaves budgétaires	530-18	3-4, 29-61		
Recherche spatiale. — Agence spatiale européenne	530-18 558-5	3, 6-9 172		
Conférence du Conseil des Ministres de l'A.S.E. à Grenade	530-18	3, 4-6, 62-73		
A.S.E. — Contribution belge. — Conséquences pour la recherche scientifique				1613, 2515
Conférence interministérielle pour la Politique scientifique	530-18	6		
Reconversion de la recherche militaire	530-18	9		
Dépenses publiques pour la recherche scientifique	530-18 558-5	9 162-163, 166, 176	2775, 2776, 3566	
Inventaire permanent des recherches subsidiées	530-18	9		
Retard de la Belgique au sein de l'O.C.D.E.	558-5	162		2491, 2785
Effort scientifique du secteur privé (R & D)	530-18 558-5	10 163		
Contribution de la C.E.	530-18 558-5	10 164		
Coopération avec les universités	530-18	11		
Etablissements culturels et scientifiques nationaux	530-18	13-18	547, 663 663 663	
Situation des bâtiments				
Adaptation des effectifs. — Radioscopie				
Exécution de la loi du 28 décembre 1990 créant l'Institut royal d'établissements scientifiques et culturels nationaux			663	
Participation à des projets européens et internationaux	558-5	116, 121, 161, 166- 167	2775-2776	
Programme Eureka. — Entreprises belges	558-5	161	2775-2776	3451
Parcellisation	558-5	160, 162, 164, 165- 166, 176	2690, 2775, 2776	
Recherche agronomique				
Recherche appliquée	804-3	7-8		1832
Instituts de recherche agricole. — Retenues sur les réserves				
Instauration d'une redevance pour les visites à des institutions scientifiques et culturelles			975	
Liquidation des subventions arriérées aux projets d'étude sur le Sida au Fonds de la recherche scientifique médicale				
Question orale de M. Eeman			1279-1280	
Institutions scientifiques nationales				
Question orale de M. L. Martens			3964-3965	
Manque de personnel				2944

MATIERES	DOCUMENTS		ANNALES Pages	BULLETIN Q. et R. Pages
	N°	Pages		
<b>Politique scientifique (suite)</b>				
Projet de recherche « COST-244 » concernant les effets biomédicaux des champs électromagnétiques. — Situation actuelle				1389
Administration des Affaires communautaires et des Institutions scientifiques de l'Etat. — Emploi des langues				2431, 2518
Publication des statuts modifiés du Fonds national de la recherche scientifique au <i>Moniteur belge</i>				2446
Alimentation saine. — Maîtrise des dépenses de santé. — Travail de recherche				3728
<i>Voir aussi</i> : Agriculture — Brevets — Budgets (Politique scientifique) — Economie — Environnement — Fonction publique — Industrie — Mer — Musées — Pêche				
<b>Politique sociale</b>				
Dispositions sociales et diverses (Affaires sociales: Mesures budgétaires — Cotisations sociales — A.M.I. — Allocations familiales; prime d'adoption; Honoraires des experts médicaux — Adaptation de dispositions suite à la modification de la réglementation du chômage — Biologie clinique — Allocations aux handicapés — Maladies professionnelles — Sécurité sociale des marins de la marine marchande — Banque-carrefour de la sécurité sociale) (Pensions: Mesures budgétaires — Travailleurs salariés — Indépendants — Revenu garanti aux personnes âgées — Régime commun des pensions locales) (Statut social des indépendants) (Protection du titre professionnel et exercice des professions intellectuelles prestataires de services) (Pension des agents de l'ex-Institut économique et social des classes moyennes) (Ordre des architectes: procédure) (Lutte contre le chômage) (Aide sociale aux candidats réfugiés et aux personnes en séjour illégal) (Invalides de guerre) (I.E.V.) (Défense nationale: vente de matériel excédentaire) (Emprunts de la S.N.S.N. et de la s.a. Socobesom) (Redevance, au bénéfice du Fonds d'analyse des produits pétroliers, à charge des importateurs de pétrole) (Abrogation de la loi du 6 juillet 1948 mettant à charge de l'Etat la réparation des dommages de guerre aux biens nécessaires à un service public)				
Projet de loi	526-1			
Rapport (Articles 1 à 62, 65 à 69, 72 et 129 à 141) (Affaires sociales) de M. L. Martens	526-2			
Rapport (Articles 63, 64, 70, 71, 77 à 128) (Agriculture et Classes moyennes) de M. Vanhaverbeke	526-3			
Rapport (Articles 73 à 76) (Intérieur) de M. Cardoen	526-4			
Rapport (Articles 142 à 145) (Santé publique et Environnement) de M. Timmermans	526-5			
Rapport (Article 146) (Agriculture et Classes moyennes, Santé publique et Environnement) de Mme Creyf	526-6			
Rapport (Article 147) (Défense) de M. Kenzeler	526-7			
Rapport (Articles 148 et 149) (Economie) de Mme Van der Wildt	526-8			
Rapport (Article 150) (Infrastructure) de M. Quintelier	526-9			
Rapport (Amendement du Gouvernement: activité autorisée des pensionnés du secteur public) de Mme Cahay-André	526-10			
Texte adopté par les Commissions	526-11			
Amendements du Gouvernement	526-12			
Amendements de M. Cuyvers	526-13			
Amendements de M. Cuyvers et consorts	526-14			
Amendements de MM. Anthuenis et Vandermeulen	526-15			
Amendement de Mme Nélis et consorts	526-16			
Amendements de M. Anthuenis et consorts	526-17			
Amendements de Mme Herzet et de M. D'hondt	526-18			
Amendements de M. Bock et de Mme Herzet	526-19			
Amendements de Mme Herzet et de M. Bougard	526-20			
Amendements de Mme Herzet et de M. Houssa	526-21			
Amendement de Mme Herzet et de M. D'hondt	526-22			
Amendement de M. Hatry	526-23			
Amendements de M. Snappe	526-24			
Amendement de M. Cooreman	526-25			
Amendement du Gouvernement	526-26			

MATIERES	DOCUMENTS		ANNALES Pages	BULLETIN Q. et R. Pages
	N°	Pages		
<b>Politique sociale (suite)</b>				
Dispositions sociales et diverses (suite)				
Discussion générale			352-360	
Section : Affaires sociales			360-365, 368-383	
Discussion des articles			383-400	
Section : Agriculture et Classes moyennes			401-408	
Discussion des articles			408-422	
Section : Intérieur			422	
Discussion des articles			423-424	
Section : Santé publique et Environnement			427-431	
Discussion des articles			431-433	
Section : Agriculture et Classes moyennes, Santé publique et Environnement (Commissions réunies)			433-434	
Discussion des articles			434	
Section : Défense nationale			434-436	
Discussion des articles			436-437	
Section : Economie			445-449	
Discussion des articles			449-450	
Section : Infrastructure			450	
Discussion des articles			450	
Section : Finances			450-451	
Discussion des articles			452-453	
Votes réservés			482-497	
Vote			497-498	
Vote			625	
Lutte contre la pauvreté	530-15	4, 5		1334, 1526
Organisation d'une campagne structurelle contre la pauvreté				
<i>Voir aussi</i> : Société nationale des chemins de fer belges				
Programme d'urgence pour une société plus solidaire				
Minimum vital. — C.P.A.S. — Contrats d'intégration	530-15	4-5, 6	568-569, 621, 622, 625	
Compétences communautaires			568-569, 572	
Emploi des langues. — Droit du nécessiteux vis-à-vis du C.P.A.S.				2823, 3376
Modification de l'art. 792 du Code judiciaire (Notification d'un jugement — Délai d'appel)				3077
<i>Voir aussi</i> : Code judiciaire				
Arrêtés d'exécution				3288, 3311, 3379
Programme d'urgence pour une société plus solidaire (Modifications de la loi du 8 juillet 1976 organique des C.P.A.S., de la loi du 7 août 1974 instituant le droit à un minimum de moyens d'existence et de la loi du 2 avril 1965 relative à la prise en charge des secours accordés par les C.P.A.S. — Modifications du Code judiciaire: unification des voies de recours contre les décisions des C.P.A.S.; juridictions du travail. — Modification de la nouvelle loi communale: Droit de réquisition d'un immeuble abandonné, afin de le mettre à la disposition de personnes sans abri. — Abrogation des dispositions relatives à la répression du vagabondage et de la mendicité)				
Projet de loi*	546-1			
Rapport de M. Mahoux	546-2			
Amendements de M. Barzin	546-3			
Amendements de M. Snappe	546-4			
Amendements de Mme Herzet et consorts	546-5			
Discussion et vote			832-855, 994-998, 1000-1001	
Contrat de nouvelle citoyenneté. — Défis			2203, 2221, 4062, 4065	
<i>Voir aussi</i> : Budgets (Premier Ministre) — Code judiciaire				

MATIERES	DOCUMENTS		ANNALES Pages	BULLETIN Q. et R. Pages
	N°	Pages		
<b>Politique sociale (suite)</b>				
Dispositions sociales et diverses (Affaires sociales: Mesures budgétaires — A.M.I.; instauration d'une franchise — Pourvoyeurs de main-d'œuvre — Mineurs — Banque-carrefour de la sécurité sociale — Loi sur les hôpitaux: accord social — Accidents du travail) (Exercice de l'art de guérir: visa et redevance — Médicaments: substitution — Cotisation patronale pour le chômage temporaire — Ministère de l'Emploi et du Travail: force probante des informations traitées au moyen des technologies modernes) (Classes moyennes et statut social des indépendants) (Ministres des cultes — Malades mentaux — Code judiciaire: magistrats délégués au Ministère de la Justice; ancienneté des magistrats — Code civil: prescription de l'action des prestataires de soins — Code de commerce: prescription de l'action dérivant du transport des malades) (Protection contre les dangers résultant des radiations ionisantes: redevance — Fonds pour les risques d'accidents nucléaires — Support financier de la police communale — Risques d'accidents majeurs de certaines activités industrielles: prélèvement — Fonds pour la prévention des accidents majeurs) (Association internationale de développement) (I.R.S.I.A. — O.B.E.A. — O.N.L. — Loi santé des animaux: Lait et produits laitiers — Fonds de la santé et de la production des animaux) (Société nationale de transport par canalisations — Commission des normes comptables) (Communications: Ombudsman — Transfert de personnel de la Régie des Bâtiments)				
Projet de loi*	804-1			
Rapport (Commission Affaires sociales) de M. Ottenbourg	804-2			
Rapport (Commission Agriculture et Classes moyennes) de M. De Meyer	804-3			
Rapport (Commission Santé publique et Environnement) de Mme Creyf	804-4			
Rapport (Commission Coopération au développement) de Mme Verhoeven	804-5			
Rapport (Commission Economie) (Société nationale de transport par canalisations S.A.: redevance — Frais de fonctionnement de la Commission des normes comptables) de Mme Dardenne	804-6			
Rapport (Commission Intérieur) de M. Cardoen	804-7			
Rapport (Commission Justice) de M. R. Van Rompaey	804-8			
Rapport (Commission Infrastructure) de M. Bartholomeeussen	804-9			
Amendement de MM. Cuyvers et Snappe	804-10			
Amendements de Mme Herzet et de M. D'hondt	804-11			
Amendement de M. Hatry	804-12			
Amendements de MM. Vandermeulen et Anthuenis	804-13			
Discussion générale			3873-3881	
Sections: Affaires sociales			3881-3900	
Agriculture et Classes moyennes			3900-3905	
Santé publique et Environnement			3905-3911	
Coopération au développement			3911	
Affaires économiques			3911-3912	
Intérieur			3912-3913	
Justice			3913-3915	
Infrastructure			3984-3988	
Votes réservés			3984-3988	
Vote			3992-3994	
Etat d'avancement de l'adaptation de la législation belge aux règles européennes relatives à l'égalité de traitement de l'homme et de la femme en matière de législation sociale				
Question orale de M. Van Belle			325-326	
Restauration d'une société cohérente			2214	
« Responsabilisation »			2214	
Plan global (Pacte social)				
Pacte social relatif à l'emploi, la compétitivité et la sécurité sociale			3874, 4033, 4034, 4043, 4051, 4053, 4065-4066-4069, 4070-4071, 4073, 4075	
Equilibre entre la position concurrentielle, le coût du travail, la relance de l'emploi et le financement de la sécurité sociale			4076	
Groupe de travail, présidé par le Gouverneur de la Banque nationale, chargé de définir les contours du Pacte			4066-4067, 4071, 4075	
Réponses aux grands défis de société. — Notes d'orientation			4034, 4042, 4050	
Plan du Ministre De Meester pour le bien-être social			4069	
Réajustement du bien-être			4072, 4077	

MATIERES	DOCUMENTS		ANNALES Pages	BULLETTIN Q. et R. Pages
	N°	Pages		
<b>Politique sociale (suite)</b>				
Recherche d'un consensus avec les partenaires sociaux			4076	
Sans-abri				
Bâtiments inoccupés appartenant aux pouvoirs publics. — Réquisition pour les sans-abri				2553, 2958
Réquisition d'habitations vides pour les sans-abri. — Arrêtés d'exécution				2823, 3327
Réinsertion dans la société				3520, 3650
<i>Voir aussi:</i> Agriculture — Armée — Communautés européennes — Constitution (Révision de la Constitution) — Droits de l'homme — Fonds social européen — Loterie nationale — Partis politiques — Réfugiés — Travail				
<b>Pollution de l'air</b>				
Réduction de la pollution engendrée par les motos. — Catalyseur				2815, 2824, 3740
Emissions de dioxyde dans le voisinage de l'incinérateur de Menin. — Risque de cancer				3678
<i>Voir aussi:</i> Affaires étrangères — Catastrophes et accidents — Environnement				
<b>Pollution des eaux</b>				
Déchets radioactifs. — Immersion en mer				1207, 1438
Pollution d'origine pétrolière en mer du Nord. — Responsabilité de la Grande-Bretagne				1344, 1369, 1598
Mesures contre des pesticides non biodégradables dans l'eau potable				1440
Traité Marpol. — Déversement d'hydrocarbures en mer				2106, 3109, 3389
Gestion des cours d'eau. — Placement de panneaux de danger pour les pêcheurs en eaux polluées				2170, 2272
Directive en matière d'eaux de baignade. — Rapport annuel				2685
Contamination de l'eau de mer après le naufrage du <i>Herald of Free Enterprise</i> . — Echantillonnage				3674, 3783
Pollution de la mer du Nord par l'huile de paraffine				3679
<i>Voir aussi:</i> Armée — Armes — Environnement				
<b>Ponts</b>				
<i>Voir:</i> Société nationale des chemins de fer belges				
<b>Population</b>				
Registre de la population et registre des étrangers				
Communication d'informations contenues dans les registres de la population à des établissements scolaires			64	
Question orale de M. Desutter				
Communication des informations contenues dans les registres de la population			776	
Question orale de M. Van Aperen				
Communication d'informations provenant des registres				1927, 1928, 2373, 3308
Communication à des tiers				1927, 1928, 2191, 2292, 2468
Communication de listes d'adresses aux fabriques d'église. — Listes d'électeurs				2329
Evaluation de la nouvelle réglementation				2562, 3167
Accès aux registres de la population				2820, 2987
Informations transmises aux organisations et organismes				3019, 3235
Utilisation du registre de la population pour le référendum à Fourons				3630, 3898
Vieillesse			2230	
Recensement 1991. — Résultats				1220
Traitement des résultats				3080, 3227
Espérance de vie des Belges. — Ecart entre les régions				3063
<i>Voir aussi:</i> Assurance maladie-invalidité — Avocats — Bourgmestres, échevins et conseillers communaux — Impôts sur les revenus — Institut national de statistique				

MATIERES	DOCUMENTS		ANNALES	BULLETTIN Q. et R.
	N°	Pages	Pages	Pages
<b>Porcheries</b>				
Voir: Agriculture — Elevage				
<b>Ports</b>				
Anvers				
Traité de l'eau				
Voir: Affaires étrangères				
Voir: Société nationale des chemins de fer belges				
Bruxelles				
Voir: Communes (Bruxelles-Capitale)				
Voir: Armes — Mer				
<b>Postes</b>				
Gestion. — Contrat de gestion	530-17	5-6, 10, 24		
	804-9	4-5		
Arrêtés royaux portant approbation du contrat de gestion			16-17	
Contrat de gestion				
Interpellation de M. Cardoen			53-56	
Gestion				
Interpellation de M. Cardoen			2544-2546	
Absence de plans de gestion de La Poste et de Belgacom				
Question orale de M. Desutter			3760-3761	
Comptes annuels du quatrième trimestre 1992 de La Poste, rapport de gestion des administrateurs et rapport du Collège des commissaires			4030	
Institut belge des services postaux et des télécommunications	530-17	8, 23-24		1124
Relations de La Poste avec les éditeurs de journaux	530-17	9, 22-23		
Ombudsman	530-17	12, 17-18		3076, 3467 3342, 3472
Introduction des plaintes				
Dépôt à la poste de Bruxelles des demandes de remboursement de la taxe de sécurité et de propriété				
Question orale de M. Hatry			330-331	
Travaux dans l'arrondissement de Soignies				1167, 1419
Bureaux de poste dans la région de Louvain. — Chiffre d'affaires				1216
Attaques de bureaux de poste et de facteurs				1495, 1935
Protection des bureaux de poste				1495, 1936
Franchise postale				
pour les troupes en ex-Yougoslavie et pour la correspondance à destination de l'ex-Yougoslavie				1497, 1525, 1857
Abrogation pour les victimes civiles de la guerre				2754, 3758, 2940,
pour les militaires en Somalie				2991, 3140
Nouveau bureau de tri à Froyennes				1577, 1732
Délais pour la distribution des imprimés				1583
Suppression de bureaux de poste				
dans des régions rurales				1607, 1731
Suppression de bureaux				1924, 2041, 2299, 2301
Suppression éventuelle de la perception de Vollezele (Commune fusionnée de Gammerages)				2089, 2300
Fermeture éventuelle du bureau de Beke				2425, 2638
Envois postaux disparus				
Plaintes				1607, 1936
Envois enregistrés. — Dédommagement				2867, 2967
Recyclage des enveloppes de type « Postpac ». — Alternative pour éviter l'écotaxe				1608, 1802
Avenir de la succursale de La Poste à Ostende-Zandvoorde				1735
Avancement de l'heure de fermeture des bureaux de poste et de levée des boîtes aux lettres				1739
Emission de la carte de paiement <i>Visa Postchèque</i> . — Promotion irrégulière				1781, 1861
Centre de tri de Bruxelles X. — Timbrage des pièces. — Date				1782, 1862
Envois express. — Services prestés				1805
Comparaison entre la situation dans le Luxembourg belge et au Grand-Duché				1985, 2175
Situation des facteurs				1992
Distribution séparée des journaux et du courrier en Hainaut occidental				2000, 2350, 2637
Bureau de poste de Gooik. — Locaux pour les services de distribution				2056
Avenir du bureau de poste à Flobecq				2115

MATIERES	DOCUMENTS		ANNALES Pages	BULLETIN Q. et R. Pages
	N°	Pages		
<b>Postes (suite)</b>				
Bureaux de poste dans l'arrondissement d'Ath. — Investissements programmés. — Coût des travaux				2116, 2424, 2487, 2505, 2957
Utilisation des codes postaux en service international				2236, 2753, 2964
Avenir du bureau des postes de Mignault				2287, 2504
Utilisation de timbres. — Propriétaires				2349, 2707
Maintien du bureau de Racour				2425, 2956
Problèmes de courrier entre la C.E. et le Kosovo et la Macédoine				2487, 2641
Imprimés publicitaires à la côte. — Période d'hiver				2549, 2957
« Posté aujourd'hui, distribué demain »				2612, 2961
Equipements d'utilité publique. — Implantation. — Regroupement				2867, 2966
Adjudications dans le secteur textile et de l'habillement				2939, 3036
Adjudication à l'étranger				3037
Plan « Poste 90 ». — Nouveau bâtiment à Gand. — Mission de la Régie des Bâtiments				3075, 3465
Projets de nouveau bureau de poste à Maasmechelen				3187, 3468
Distribution d'un tract en collaboration avec <i>Greenpeace</i>				3293
Retards. — Région bruxelloise. — Section Petite Ile				3561, 3642
Horaire du bureau de poste Schepdaal-Dilbeek				3619, 3749
<i>Voir aussi</i> : Armée — Entreprises — Institut belge d'information et de documentation (Inbel) — Minimum vital — Ministres et Ministères (Vice-Premier Ministre, Communications et Entreprises publiques) — Télégraphes et Téléphones — Timbres-poste				
<b>Office des chèques postaux</b>				
Rôle et avenir	530-17	10, 11-12, 21	652	
Emploi par l'Office de contractuels subventionnés				
Question orale de M. Hatry				2525-2526
<b>Personnel</b>				
Engagement de personnel supplémentaire durant la période de Nouvel-an				652
Centre de tri postal de Bruxelles X				
Directeur — Bilinguisme				1296
Equilibre linguistique				1804
Effectifs				1391, 1621
Fautes professionnelles. — Sanction				1607, 1858
Gestion du personnel				1621
Situation des facteurs dans le Luxembourg belge et au Grand-Duché				2055
Administration du Service social. — Organisation				2178
Retard dans la livraison des uniformes				2423, 2955
Atelier général du timbre. — Promotions au grade de premier pressier				2939, 3220
Primes de productivité				3473, 3917
Absence. — Signalements				3917
<b>Pourvoyeurs de main-d'œuvre</b>				
<i>Voir</i> : Travail				
<b>Pouvoirs spéciaux</b>				
<i>Voir</i> : Chambres législatives				
<b>Presse</b>				
Agence de presse Belga	530-3	6, 8-10		
<i>Voir aussi</i> : Budgets (Premier Ministre)				
Ecotaxes sur les papiers journaux pour quotidiens	777-11	1		
Problème des relations entre la presse et la justice				
Conséquences de la loi sur la fonction de police pour la liberté de reportage				
Liberté de la presse. — Accès des journalistes aux établissements communaux				
<i>Voir aussi</i> : Etablissements pénitentiaires — Gendarmerie — Gouvernement — Justice — Postes — Radio et télévision — Réfugiés — Régie des Bâtiments — Rwanda				
			571	
				3567, 3571, 3864
				3669

MATIERES	DOCUMENTS		ANNALES Pages	BULLETIN Q. et R. Pages
	N°	Pages		
<b>Prestation de serment</b>				
Formule de prestation de serment des membres du Conseil flamand (Amendement) <i>Voir aussi:</i> Conseils des communautés — Conseils régionaux — Roi et Famille royale — Sénat	558-36	2		
<b>Prisonniers politiques</b>				
<i>Voir:</i> Affaires étrangères — Nationalité				
<b>Prisons</b>				
<i>Voir:</i> Etablissements pénitentiaires				
<b>Prix</b>				
Politique des prix Formation des prix en Belgique et dans les pays voisins Effondrement des prix dans le secteur fruitier Système de détermination du prix lors des ventes de biens immobiliers Formation des loyers des logements <i>Voir aussi:</i> Carburants — Foires et expositions — Produits pétroliers — Viande	530-16	4, 24-27	573, 575-576-577, 580	1327, 1465 2800 3194, 3358 3196
<b>Problèmes éthiques</b>				
Comité consultatif national de bioéthique Renseignements divers Transplantation d'organes <i>Voir:</i> Art de guérir <i>Voir aussi:</i> Avortement — Brevets — Cinéma — Droits de l'homme	530-5 530-15	21, 30-31 11	622, 623, 625	1200, 1376
<b>Procédure civile</b>				
Désignation d'experts <i>Voir aussi:</i> Aliments — Code judiciaire	530-5	21-22		
<b>Procédure pénale</b>				
Règlement à l'amiable en matière pénale Proposition de loi de M. Erdman S.E. 1991-1992 Rapport de M. Erdman Discussion. — Tombe suite à l'adoption du projet n° 652-1	463-2		3737-3748, 3788	
Accélération et modernisation de la procédure pénale Accélération de la procédure pénale dans le cadre de la délinquance « flagrante » ou « urbaine »	530-5	3, 4-6, 9, 13, 15, 16- 17, 24, 27, 28, 29, 30	567, 568, 570	
Certaines dispositions relatives à l'accélération et à la modernisation de la justice pénale Projet de loi Campagne publicitaire menée par un membre du Gouvernement au sujet des procédures accélérées Interpellation de M. Goovaerts Projets de loi Médiation pénale	819-1 530-5		1424-1426 568, 569, 570	1611, 2768
Organisation d'une procédure de médiation pénale Projet de loi Rapport de M. Erdman Discussion et vote	652-1 652-2		3737-3748, 3787-3788	

MATIERES	DOCUMENTS		ANNALES Pages	BULLETIN Q. et R. Pages
	N°	Pages		
<b>Procédure pénale (suite)</b>				
Réforme du Code d'instruction criminelle et du rôle du juge d'instruction	530-5	5-6, 12, 16, 27	529	
Modification de la compétence des tribunaux de police	530-5	8, 16, 35		
Problème de la prescription	530-5	15-16, 33		
Rôle des parquets	530-5	28-29		
Poursuites pénales pour fraude fiscale. — Inspection spéciale des impôts. — Détachement de fonctionnaires des Finances auprès des parquets. — Code d'instruction criminelle	591-2 591-8 591-11 591-12 591-13 591-16 591-17 591-19	4, 6-7 5 6 7 7 9 10 10-11	975, 978, 981, 983, 984, 985, 986, 1010, 1012, 1013	
Publicité gouvernementale faisant croire à des innovations en matière de procédure pénale Question orale de M. Barzin			774-776	
Rôle du juge d'instruction en ce qui concerne les rixes qui ont lieu à la place Lemmens à Anderlecht. — Jeunes étrangers Question orale de M. Van Wallegghem			2526-2527	
Cour d'assises. — Désignation de jurés Désignation à plusieurs reprises de la même personne <i>Voir aussi:</i> Code judiciaire				2488, 3297
Tiers prétendant droit sur une chose confisquée. — A.R. réglant le délai et les modalités de recours <i>Voir aussi:</i> Criminalité et violence — Détention préventive — Droit pénal — Immunité parlementaire — Peines				3191
<b>Procédure pénale militaire</b>				
<i>Voir:</i> Justice				
<b>Produits alimentaires</b>				
Ecotaxes sur les récipients pour boissons. — Eau minérale <i>Voir aussi:</i> Impôts	777-5	3-4, 9, 26, 28	1419, 3535, 3563-3564, 3566, 3567, 3570	
Modification de la loi du 24 janvier 1977 relative à la protection de la santé des consommateurs en ce qui concerne les denrées alimentaires et les autres produits (Contrôle des denrées — Directive C.E.) (Erratum) Projet de loi*	826-1			
Transport ferroviaire de produits alimentaires à destination de l'ex-Yougoslavie				1543, 1641
Inspection des denrées alimentaires Moyens et personnel supplémentaire au cours des dix dernières années. — Contrôles. — Résultats Traitement des procès-verbaux par les parquets Incorporation possible au sein du département de l'Agriculture Budget 1993 Inspection dans les poissonneries				1667, 1972 2092 2292, 2334, 2474 2293, 2475 3583, 3806
Sulfites. — Pommes pelées. — Contrôles				2762, 2995
Qualité des salades préparées				3289, 3803
Présence de mercure et d'autres métaux lourds dans certaines espèces de poisson <i>Voir aussi:</i> Commerce — Commerce extérieur — Hygiène et santé — Viande				3577, 3584, 3709
<b>Produits pétroliers</b>				
Instauration d'une redevance à charge du secteur pétrolier pour couvrir les nouveaux contrôles d'analyse des produits pétroliers	100-15/4° 526-8 526-23 526-26 526-8	69 2, 6-7, 10 5-8 1 3, 10, 11	446-447, 448	
Avis du Conseil d'Etat <i>Voir aussi:</i> Politique sociale			446, 448	

MATIERES	DOCUMENTS		ANNALES	BULLETIN Q. et R.
	N°	Pages	Pages	Pages
<b>Produits pétroliers (suite)</b>				
Contrôle des volumes et des qualités (Etudes de <i>Test-Achats</i> )	526-8	4, 10, 12	446	
Création d'un fonds d'analyse des produits pétroliers	526-8	4, 6		
Précision technique au sujet du terme « importateur ». — Amendement	526-8	5-6, 11-12	445, 447, 448-449	
Accréditation des organismes de certification et de contrôle ainsi que des laboratoires d'essais	526-8	8		
Problème de stockage. — Fraude. — Analyse de la qualité des produits pétroliers				
Manque d'effectifs	526-8	9-10		
Augmentation des perceptions sur des produits pétroliers	529-2	41		
Contrat-programme. — Efficacité	530-16	17		1168, 1219
Etude sur l'évolution des prix pétroliers à long terme	530-16	38	576, 581	
Controverse avec la Fédération pétrolière belge			446, 448	
Prélèvements à l'importation			447, 448	
Action que compte entreprendre le Ministre des Finances en vue de porter remède aux détournements de trafic de produits pétroliers conduisant à des pertes chiffrées à 17 milliards de francs au détriment du Trésor				
Interpellation de M. Hatry			3813-3816	
<i>Voir aussi</i> : Affaires étrangères — Environnement — Pollution des eaux				
<b>Produits pharmaceutiques</b>				
Cotisation spéciale sur le chiffre d'affaires réalisé par les firmes pharmaceutiques	526-18 804-11	2 3-4	354, 2231, 2232	
Coordination entre les divers services compétents en matière de médicaments	530-14	6		
Efforts demandés au secteur pharmaceutique	804-2	7-8	3874, 3877, 3880, 3882 3883, 3886, 3888, 3889	
Substitution de médicaments et médicaments génériques	804-4 804-10 804-11 804-13	7-16 2 4-6 8	3876, 3880, 3882, 3889, 3890, 3905-3906-3907- 3908	
Procédure de contrôle de médicaments de remplacement				3398, 3609
Remboursement des médicaments			531	
Importation, en provenance d'autres Etats membres de la C.E., de médicaments et de préparations chimiques et pharmaceutiques qui sont interdits en Belgique ou ne peuvent être délivrés que sur ordonnance (Stupéfiants)				
Question orale de M. Van Belle			2000-2001	
Prime offerte par certaines pharmacies sur les médicaments				
Question orale de M. Monfils			2559	
Publicité télévisée pour des médicaments potentialisant les capacités				
Question orale de M. Verreycken			3204-3205	
Projet de directive européenne relative aux médicaments homéopathiques				1087, 1119, 1158, 1240
Exportation de produits pharmaceutiques retirés du commerce en Belgique				1696
Médicaments homéopathiques et anthroposophiques. — Projet de directive européenne — Position de la Belgique				1974
<i>Nicotinell T.T.S.</i> — Problèmes cardiaques				2208
Herboristerie. — Réglementation				2356, 2533
Distribution d'échantillons				2437, 2685
Agence européenne des médicaments				2534
Copie de médicaments dont le droit de brevet est périmé				3214
Délais d'enregistrement des médicaments				
Délais anormalement longs				
Interpellation de M. Valkeniers			157-160	
Dépassement				1528, 1529
Meilleure coordination. — Harmonisation au sein de la C.E.				2339
Retard dans la procédure d'enregistrement				2686
<i>Voir aussi</i> : Assurance maladie-invalidité — Hygiène et santé — Pharmaciens — Politique sociale — Taxe sur la valeur ajoutée				

MATIERES	DOCUMENTS		ANNALES	BULLETIN Q. et R.
	N°	Pages	Pages	Pages
<b>Professions</b>				
Protection du titre de psychologue Projet de loi* (1985-1986) Rapport de M. Leclercq Discussion et vote	297-2		3945-3951, 3995	
Abrogation de l'A.R. du 31 juillet 1825 concernant des dispositions relativement à l'exercice de la profession d'arpenteur Projet de loi S.E. 1991-1992 Rapport de M. De Seranno Discussion et vote	304-2		2662-2664, 2769	
Modification de la loi-cadre du 1 <sup>er</sup> mars 1976 réglementant la protec- tion du titre professionnel et l'exercice des professions intellectuel- les prestataires de services	526-3	20-21		
Statut des éducateurs ou moniteurs-éducateurs spécialisés (classe 1) Projet de loi*	825-1		3125	
Règlementation de la profession de conseiller fiscal Profession de comptable. — Protection du titre. — Inscription. — Problème de la taxation forfaitaire				3130, 3432
<i>Voir aussi</i> : Accès à la profession — Art de guérir — Kinésithérapie — Langues — Mariage — Politique sociale — Réviseurs d'entreprises — Taxe sur la valeur ajoutée				
<b>Projets et propositions de loi</b>				
Modification de l'article 1 <sup>er</sup> de la loi du 3 mars 1977 relative aux effets de la dissolution des Chambres législatives à l'égard des projets et propositions de loi antérieurement déposés (Projets déposés en application de l'article 44 des lois coordonnées sur la comptabilité de l'Etat: dépenses en marge du budget — Droit de dépassement de crédit du Conseil des Ministres) Proposition de loi de M. Didden	519-1			
<i>Voir aussi</i> : Armes — Gouvernement — Justice — Règlement du Sénat				
<b>Promotion sociale</b>				
Congé éducatif. — Remboursement des frais salariaux. — Avis de la Cour des comptes				2433, 2794
<b>Propositions budgétaires</b>				
<i>Voir</i> : Informatique				
<b>Protection civile</b>				
Meilleure coordination entre les services d'incendie et la protection civile	530-6	8, 24		
Modifications de la loi du 31 décembre 1963 <i>Voir aussi</i> : Droit public (Réformes institutionnelles)	777-2	94		
Projets du Ministre de l'Intérieur et de la Fonction publique concer- nant la réforme de la protection civile Interpellation de M. Van Aperen			802-806	
Réorganisation des services de secours non policiers Recrutement de contractuels subventionnés. — Priorité pour les candi- dats qui ont réussi l'examen au Secrétariat permanent au recrute- ment				1253-1307
Risque d'incendie dans les environs des entreprises spécialisées dans le transbordement de gaz. — Entreprise Primagas à Werchter				1357
Sirènes. — Entretien. — Crédits <i>Voir aussi</i> : Budgets (Intérieur et Fonction publique) — Catastrophes et accidents — Criminalité et violence — Droit public (Réformes institutionnelles) — Energie nucléaire — Servi- ces d'incendie				1667, 1690, 1769, 1891 3878, 3946
<b>Protection de la jeunesse</b>				
<i>Voir</i> : Cinéma — Enfance et jeunesse — Télégraphes et Téléphones				

MATIERES	DOCUMENTS		ANNALES Pages	BULLETTIN Q. et R. Pages
	N°	Pages		
<b>Protection de la nature</b>				
<i>Voir</i> : Armée — Domaines — Environnement — Faits personnels — Société nationale des chemins de fer belges				
<b>Protection de la vie privée</b>				
Protection de la vie privée à l'égard des traitements de données à caractère personnel				
Projet de loi*				
Rapport de M. Vandenberghe	445-2			
Amendements de M. Cerexhe	445-3			
Amendements du Gouvernement	445-4			
Amendements de M. Vandenberghe	445-5			
Amendement de M. Barzin	445-6			
Amendements du Gouvernement	445-7			
Amendement de M. Barzin	445-8			
Amendements de MM. Vaes et Lozie	445-9			
Rapport complémentaire de M. Vandenberghe	445-10			
Amendements de MM. Van Belle et Goovaerts	445-11			
Renvoi en commission			247	
Discussion et vote			258-295, 303-307	
Protection de la vie privée contre les écoutes, la prise de connaissance et l'enregistrement de communications et de télécommunications privées				
Projet de loi	843-1			
Banque carrefour de la sécurité sociale				
Avis émis par la Commission de la protection de la vie privée sur le projet de loi relatif à la protection de la vie privée à l'égard des traitements de données à caractère personnel			16	
<i>Voir aussi</i> : Sécurité sociale				
Loi du 8 décembre 1992 relative à la protection de la vie privée à l'égard des traitements de données à caractère personnel				
Interpellation de M. Goovaerts			2490-2491, 2502-2516-2518, 2536-2540	
Commission générale de la protection de la vie privée. — Comités spécifiques. — Simplification administrative				2352, 3194
Loi relative à la protection de la vie privée. — Arrêtés d'exécution. — Avis du Conseil d'Etat				2872, 3403
Exigence de coopératives de locataires. — Mention du numéro du registre national				3571, 3944
Direction de l'immatriculation des véhicules. — Communication de fichiers d'adresses à des entreprises privées				3724
<i>Voir aussi</i> : Assurance maladie-invalidité — Code civil — Communautés européennes — Inspection automobile et permis de conduire — Milice — Minimum vital — Presse				
<b>Protection des animaux</b>				
<i>Voir</i> : Animaux et protection des animaux				
<b>Protection du consommateur</b>				
<i>Voir</i> : Banques — Commerce — Emprunts — Etrangers — Lait et produits laitiers — Ministres et Ministères (Vice-Premier Ministre, Justice et Affaires économiques) — Pêche — Postes — Produits alimentaires — Produits pétroliers — Tourisme — Vente d'immeubles				
<b>Protection du travail</b>				
<i>Voir</i> : Armée — Hygiène et santé — Travail				

MATIERES	DOCUMENTS		ANNALES Pages	BULLETIN Q. et R. Pages
	N°	Pages		
<b>Provinces</b>				
Réformes institutionnelles				
Durée du mandat des conseillers provinciaux et des membres de la députation permanente	100-15/4° 777-2	10 78		
<i>Voir aussi doc. n° 777-1</i>				
Scission de la province de Brabant	100-15/4°	11-12, 13, 15, 17, 42, 46, 54, 89, 90-91	547, 548, 1349, 1350, 1360, 1370, 1372, 1383, 1390, 1393, 1395, 1397, 1421, 2386, 2678, 2692,	
	530-6	28, 36	2709, 2710-2711, 2713-	
	558-5	65, 69, 75, 77, 142, 181	2714, 2715, 2718, 2719, 2720, 2790, 3554, 3555, 3557, 3559, 3560	
	558-9	16-17		
	558-20	10-11		
	558-39	1		
	777-2	78-80		
Tutelle administrative (Compétence régionale)	558-5	179-184		
Arrondissement administratif de Bruxelles-Capitale et province du Brabant flamand: statut du gouverneur et du vice-gouverneur	558-5	180-183, 331	2789, 2798, 3554, 3557, 3559, 3561	
	777-2	76-78, 80		
	777-3	16		
	777-14	16-18		
	777-26	8		
Brabant flamand				
Gouverneur et gouverneur adjoint	777-14 777-26	16-18 8		
Landen			547 548	
Emprunts et fonds provinciaux				
Effets indirects pour les districts et les cantons				
<i>Voir aussi: Constitution (Révision de la Constitution) — Crédit communal de Belgique — Droit public (Réformes institutionnelles) — Langues — Magistrats — Régions et Communautés (Région bruxelloise)</i>				
Bruxelles. — Transfert des compétences provinciales à la Région de Bruxelles-Capitale	100-15/4° 558-5	11-12, 13 180, 183, 294-297	1372, 1390, 1395, 2682, 2684	
Nomination du gouverneur	530-6	13, 14, 25, 31-32		
Adaptation du statut des interprovinciales	558-5	65, 66-67		
Modifications de la loi provinciale	777-2	74-80	1417	
Représentation de chaque province au sein du futur Sénat				
Question orale de M. de Donnée			1800	
Régionalisation de la législation organique relative aux provinces			3554-3555	
<i>Voir aussi: Chambres législatives — Constitution (Révision de la Constitution) — Droit public (Réformes institutionnelles) — Elections — Langues — Sénat</i>				
Législation provinciale	530-6	13-14		
Modification de la loi provinciale, en ce qui concerne le droit de regard et d'interpellation des conseillers provinciaux				
Proposition de loi de MM. Tavernier et Daras	690-1			
Insertion d'un article 66bis dans la loi provinciale (Budgets, comptes et rapports annuels des a.s.b.l. et des intercommunales dans lesquelles des conseillers provinciaux remplissent des mandats — Subvention à la société de développement régional)				
Proposition de loi de MM. Dierickx et Daras	833-1			
Province de Brabant				
Décision du Ministre de l'Intérieur de s'opposer à la décision de la députation permanente du Brabant octroyant des subsides à des organisations culturelles francophones situées dans des communes néerlandophones (Bibliothèques)			718-720	
Interpellation de M. Desmedt				
Subvention pour l'a.s.b.l. C.P.E.P.B. (Centre provincial pour l'étude et la promotion de Bruxelles)			2329-2332	
Droit de contrôle des conseillers provinciaux				
Voyages à l'étranger — Coût — Conclusions				
Démocratisation des conseils provinciaux et des députations permanentes			1378, 1417	
				2874, 3420
				1502, 1592, 3942 1662, 1959

MATIERES	DOCUMENTS		ANNALES Pages	BULLETIN Q. et R. Pages
	N°	Pages		
<b>Provinces (suite)</b>				
Raison d'être des provinces Interpellation de M. Verreycken			2615-2617	
Enseignement Voir: Régions et Communautés (Région bruxelloise) Voir aussi: Conseils régionaux — Enseignement (Enseignement supérieur) — Finances provinciales et communales — Fonction publique — Handicapés — Intercommunales — Motions et motions d'ordre — Pensions (Secteur public) — Politique sociale — Sécurité sociale				
<b>Publications</b>				
Brochure <i>L'accueil des enfants: aspects fiscaux</i> — Préparation d'une nouvelle édition				3018, 3094
Voir aussi: Archives — Institut belge d'information et de documentation (Inbel) — Ministres et Ministères (Finances) — Viande				
<b>Publicité</b>				
Publicité sur l'environnement Protection contre la publicité indésirée le long des routes régionales — Répression des panneaux non réglementaires			579	3017, 3154 3392
Voir aussi: Commerce — Criminalité et violence — Lait et produits laitiers — Postes — Procédure pénale — Produits pharmaceutiques — Société nationale des chemins de fer belges — Tabac				
<b>Q</b>				
<b>Questions orales</b>				
M. de Donnée (Conséquences, pour la Sabena, des récentes mesures d'économies proposées par le président d'Air France)			60-61	
M. De Croo (Nominations intervenues récemment dans le personnel de la Régie des Voies aériennes)			61-62	
M. Deworme (Accord de libre-échange [N.A.F.T.A.] conclu par le Canada, les États-Unis et le Mexique)			62-63	
M. Cuyvers (Mesures à prendre concernant le trou s'agrandissant constamment dans la couche d'ozone)			63-64	
M. Desutter (Communication d'informations contenues dans les registres de la population à des établissements scolaires)			64	
M. de Donnée (Rapport du F.M.I. relatif à la situation financière du pays)			65-66	
M. Benker (Intentions du Gouvernement belge après l'annonce de l'existence d'escadrons de la mort au Rwanda)			66	
M. Van Aperen (Retards dans le traitement des demandes d'allocations aux handicapés)			71-72	
M. Deworme (Prix de la viande du producteur au consommateur)			73	
M. Valkeniers (Généralisation du système du tiers payant)			73-74	
M. Erdman (Exécution de la loi abaissant à dix-huit ans l'âge de la majorité civile)			105-106	
M. Erdman (Annulation de l'article 45 de la loi du 19 janvier 1990 abaissant à dix-huit ans l'âge de la majorité civile)			106	
M. Suykerbuyk (Service pendulaire de conteneurs par voie ferrée entre les ports d'Anvers et de Rotterdam)			107	
M. Desmedt (Problèmes posés par la mise en application de l'ordonnance du 23 juillet 1992 du Conseil de la Région de Bruxelles-Capitale relative au précompte immobilier)			107-108	
M. de Donnée (Rénovation de l'immeuble du Berlaymont)			108	
M. Van Aperen (Application de la taxe de mise en circulation)			108-109	
Mme Herzet (Récente directive européenne relative à l'amélioration des conditions de travail des femmes enceintes)			109-110	
M. Vermeiren (Situation à la Sabena [Mécontentement social])			110	

MATIERES	DOCUMENTS		ANNALES Pages	BULLETIN Q. et R. Pages
	N°	Pages		
<b>Questions orales (suite)</b>				
M. Timmermans (Exposition d'armes organisée par l'A.F.C.E.A. et l'allocation prononcée par un membre de l'Etat-major général de l'armée belge)			110-111	
Mme Dardenne (Réduction de 15 p.c. des allocations de chômage pour les chômeurs qui exercent une activité bénévole)			111-112	
Mme Maes (Blocage de 1,3 milliard destiné à l'aide alimentaire)			125-127	
M. Cuyvers (Action <i>Walk across America</i> [Action de huit de nos compatriotes aux Etats-Unis tentant d'empêcher une expérience nucléaire souterraine « Divider » en territoire indien])			129-130	
M. Cardoen (Critères d'évaluation et retards accumulés dans l'examen des dossiers d'allocations aux handicapés)			143-144	
M. Van Hooland (Organes administratifs et cadres linguistiques dans les institutions publiques de crédit [e.a. la C.G.E.R.])			144	
M. Van Wallegghem (Armement des services d'ordre privés lors de manifestations)			144-145	
M. De Croo (Libéralisation des services de sémaphone et de mobilo-phonie)			145-146	
M. Van Belle (Etat d'avancement de l'adaptation de la législation belge aux règles européennes relatives à l'égalité de traitement de l'homme et de la femme en matière de législation sociale)			325-326	
M. D'hondt (Réduction de l'indemnité compensatoire de change payée aux travailleurs frontaliers en France)			326-327	
M. Cuyvers (Violences dans les campagnes brésiliennes et dans la forêt amazonienne)			327-328	
M. Bougard (Etat d'urgence en Colombie)			328-329	
M. Dierickx (Evolution récente en Slovaquie)			329	
M. Goovaerts (Sécurité des citoyens dans l'hypothèse d'accidents d'avions)			329-330	
M. Hatry (Dépôt à la poste de Bruxelles des demandes de remboursement de la taxe de sécurité et de propreté)			330-331	
M. Kuijpers (Incendie récent dans la région de Louvain [Danger de l'agrandissement des surfaces industrielles])			466	
M. Hasquin (Accès à la profession de détective privé pour les personnes travaillant en société)			466-467	
M. Van Wallegghem (Mesures qui ont été prises à la suite des récentes bagarres dans le métro de Bruxelles)			467-468	
M. Appeltans (Problèmes juridiques et déontologiques posés par le passage à un autre parti)			468-469	
M. Cardoen (Implantation des directions des contributions directes — Brabant flamand — à Louvain)			469	
M. De Croo (Conséquences éventuelles de l'accord de la Saint-Michel pour la poursuite des discussions avec les Pays-Bas à propos des traités Escaut-Meuse)			469-470	
M. Lozie (Situation au Liban)			470-471	
Mme Dardenne (Transport de plutonium)			471-472	
M. Boël (Offre de retrait dans le droit des sociétés)			472	
M. Gevenois (Réouverture de la ligne de chemin de fer Quiévrain-Valenciennes)			472-473	
M. Eeman (Détachement de membres du personnel de la S.N.C.B. à une société filiale)			473	
M. Goovaerts (Sécurité des citoyens dans l'hypothèse d'un accident d'avion)			584-585	
M. de Donnée (Etat des négociations entre Bruxelles et Paris sur le siège du Parlement européen, à l'issue de la visite de S.M. le Roi à Paris)			585	
M. Van Wallegghem (Conversations au niveau européen concernant le renvoi de délinquants dans leur pays d'origine)			585-586	
M. Van Hooland (Délivrance des autorisations de détention des armes à feu)			586	
M. De Croo (Rôle du Gouvernement national dans la gestion, le stockage et le traitement corrects des déchets en Belgique)			586-587	
M. Desutter (Vols dans les camions)			587-588	
M. Pataer (Attitude de la direction du Petit-Château à l'égard de demandeurs d'asile qui font la grève de la faim)			773	
M. De Croo (Libre circulation de personnes en Europe)			773-774	
M. Barzin (Publicité gouvernementale faisant croire à des innovations en matière de procédure pénale)			774-776	
M. Van Aperen (Communication des informations contenues dans les registres de la population)			776	
M. Deworme (Destination des aérodromes de Saint-Hubert et Jehonville)			798	

MATIERES	DOCUMENTS		ANNALES Pages	BULLETIN Q. et R. Pages
	N°	Pages		
<b>Questions orales (suite)</b>				
M. Bougard (Avenir du dépôt de munitions de Jehonville)			798-799	
M. Verreycken (Possibilité de faire appel aux casques bleus belges pour distribuer des vivres dans le Baranja, en Croatie)			799	
M. Maertens (Mise de militaires à la disposition des communes en vue d'y accroître la sécurité)			799-800	
M. de Donnée (Modalités de l'envoi de soldats belges en Somalie)			800-801	
M. Desutter (Décision du Gouvernement de prolonger la mission de la frégate belge F.913 en mer adriatique)			801	
M. Bock (Troisième régiment des chasseurs ardennais)			801-802	
Mme Maes (Passage en fraude d'êtres humains provenant du Burkina Faso [Dû au fait qu'il n'y a pas d'obligations de visa pour ces ressortissants])			899-900	
M. Maertens (Situation politique tendue en Roumanie)			900-901	
M. Lallemand (Application de la nouvelle législation relative aux conclusions additionnelles [Portée de l'article 748nouveau du Code judiciaire])			901-902	
M. Taminioux (Montant des jetons de présence des juges et conseillers sociaux)			902	
M. De Croo (Ecoute de conversations téléphoniques)			902-903	
M. Van Wallegem (récente décision de la Commission nationale permanente du Pacte culturel [Irrecevabilité d'une plainte du Vlaams Blok])			903-904	
M. Vaes (Avenir de l'Institut d'hygiène et d'épidémiologie)			904-905	
M. Anthuenis (Emploi impropre du statut social de travailleur indépendant [Faux indépendants])			909	
M. Suykerbuyk (Agents en douane indépendants — Solution à la suppression de leur fonction au 1 <sup>er</sup> janvier 1993)			909-910	
M. Cuyvers (Position de la Belgique quant à la pratique d'un examen de dépistage génétique lors de l'embauche des travailleurs)			1225-1226	
M. Anthuenis (Pensions des époux divorcés)			1226	
M. Vandenhautte (Saisie ou cession qui résulte d'une action en paiement d'une pension alimentaire)			1226-1227	
M. Benker (Reconnaissance par la Belgique des Républiques tchèque et slovaque et respect du droit des minorités dans ces deux nouveaux Etats)			1227-1228	
M. Quintelier (Versement de la taxe additionnelle communale à l'I.P.P.)			1228	
Mme Van der Wildt (Interruptions du raccordement téléphonique lors de travaux effectués par des firmes privées et comportement de Belgacom en cette circonstance)			1228-1229	
M. De Loor (Arrêt de l'édition de l'Agenda des examens par le S.P.R.)			1229	
M. De Croo (Déclarations mettant en cause nos structures judiciaires figurant dans des livres parus récemment)			1229-1231	
M. de Donnée (Déficit de l'ensemble des pouvoirs publics et de la sécurité sociale)			1231-1232	
M. Van Belle (Différentes propositions des Etats membres de la C.E. et de la Commission européenne concernant des accords relatifs aux impôts directs ayant pour objet la lutte contre l'évasion des capitaux)			1278-1279	
M. Hasquin (Nouvelle carte d'identité introduite en Grèce [Mention de la religion])			1279	
M. Eeman (Liquidation des subventions arriérées aux projets d'étude sur le Sida au Fonds de la recherche scientifique médicale)			1279-1280	
M. Van Hooland (Dispositions en faveur des derniers miliciens « 1993 »)			1280-1281	
M. De Roo (Mesures qui s'imposent en raison du chômage croissant)			1281	
M. Lozie (Travaux qui ont été réalisés sans permis de bâtir dans le domaine Ryckvelde à Beernem)			1282-1283	
Mme Van der Wildt (Détaxation des carburants pour automobiles aux titulaires agréés d'une autorisation d'exploitation de taxis)			1403-1404	
M. Van Belle (Activités de la Commission d'évaluation des actifs de l'Etat [Vente d'actifs — Privatisation] [S.N.I. — C.E.N. — S.N.C.I. — C.G.E.R. — O.C.C.H.])			1404	
M. Gevenois (Plan d'entreprise de la S.N.C.B.)			1404-1405	
M. Didden (Exécution du programme d'investissement de la S.N.C.B.)			1405	
M. Bock (Protection de la Sabena contre le piratage informatique)			1405-1406	
Mme Nélis (Préavis de grève déposé pour les 28 et 29 janvier 1993 à la S.N.C.B.)			1406-1407	
M. Maertens (Convention de Paris du 13 janvier 1993 sur les armes chimiques)			1407-1408	
M. Bougard (Récents opérations militaires contre l'Irak)			1408-1409	

MATIERES	DOCUMENTS		ANNALES	BULLETIN Q. et R.
	N°	Pages	Pages	Pages
<b>Questions orales (suite)</b>				
M. Valkeniers (Subsides supplémentaires pour les hôpitaux universitaires)			1409-1410	
M. Goovaerts (Réactions des médecins aux honoraires proposés)			1410	
M. Erdman (Date de parution du <i>Moniteur belge</i> en plusieurs éditions étalées sur plusieurs jours)			1413-1414	
M. Arts (Déclarations récentes d'un magistrat éminent sur une proposition de loi faisant l'objet de discussions politiques [Stupéfiants])			1414-1415	
M. Van Aperen (Répartition des services d'incendie selon des zones)			1472-1473	
M. Didden (Engagement de contractuels par le Ministère de la Santé publique et de l'Environnement)			1473	
M. Snappe (Prospection pétrolière en Somalie et aide humanitaire)			1473-1474	
M. De Croo (Position de la Belgique à l'égard du Rwanda)			1474-1475	
M. de Donnée (Tergiversations dans la mise en œuvre du syndicat d'étude du R.E.R. [Bruxelles])			1475-1476	
Mme Van Cleuvenbergen (Bâtiments du Palais de Justice de Tongres)			1476-1477	
M. Peeters (Grèves aux chemins de fer)			1477	
M. Taminiaux (Responsabilité du fait des produits défectueux)			1477-1478	
M. De Roo (Troubles à Kinshasa)			1510-1511	
M. Lallemand (Politique que le Gouvernement entend suivre en matière de sanction, de promulgation et de publication des différents articles de la Constitution soumis à révision)			1593-1594	
M. de Donnée (Représentation de chaque province au sein du futur Sénat)			1800	
M. De Croo (Aggravation de la situation en ce qui concerne les délais dans lesquels les membres du Gouvernement répondent aux questions écrites)			1800-1801	
M. Eeman (Traitement de dossiers de pension de membres du personnel enseignant)			1801-1802	
M. H. Van Rompaey (Oppression des Kurdes de Turquie)			1802-1803	
M. Verreycken (Qualification de « Gauleiter » donnée à un Ministre flamand [Président du Gouvernement flamand])			1803	
M. Snappe (Papiers gaspillés dans les bureaux de douane)			1803-1804	
M. Hatry (Initiatives européennes de relance conjoncturelle)			1804	
M. Hatry (Obligation pour le Ministre des Finances de se conformer à l'arrêt de la Cour de Justice européenne du 9 juillet 1992 imposant le remboursement de T.V.A. payée en trop sur la vente de voitures d'occasion)			1804-1805	
M. Suykerbuyk (Contrôle de la puissance émettrice des stations de radiodiffusion privées)			1805-1806	
M. Van Hooland (Gestion et effectif du personnel de la S.N.C.B.)			1806-1807	
M. Cuyvers ( <i>Ecolabel</i> [Directive européenne — Label belge])			1810-1811	
M. Vandenberghe (Organisation de l'examen d'aptitude professionnelle des magistrats)			1811	
M. Raes (Renouvellement du Conseil d'administration du Palais des Beaux-Arts de Bruxelles)			1994	
M. Van Hooland (Discours unilingue récent d'un collaborateur du cabinet du Ministre de la Politique scientifique)			1994-1995	
M. De Croo (Situation en Somalie [Intervention humanitaire de l'O.N.U.])			1995-1996	
M. Snappe (Possibilité de mise sous séquestre des biens du Président Mobutu)			1996	
M. Benker (Réfugiés rwandais)			1996-1997	
M. de Donnée (Nombre ridicule de sessions du Parlement européen prévues à Bruxelles en 1993-1994)			1997-1998	
M. Suykerbuyk (Constitution obligatoire d'une garantie par les entrepôts douaniers)			1998	
M. Hasquin (Retard apporté à exécuter la loi instaurant des conseillers moraux à l'armée)			1998-1999	
M. Pataer (Ecoutes téléphoniques et perquisitions ordonnées chez des journalistes par la justice)			1999-2000	
M. Van Belle (Importation, en provenance d'autres Etats membres de la C.E., de médicaments et de préparations chimiques et pharmaceutiques qui sont interdits en Belgique ou ne peuvent être délivrés que sur ordonnance [Stupéfiants])			2000-2001	
M. Cardoen (Allocations pour l'aide aux personnes âgées)			2001-2002	
M. Maertens (Compétence en matière de construction dans l'affaire du projet <i>Marina</i> à Heist-aan-Zee)			2069-2070	
M. De Croo (Coordination de la campagne de prévention du Sida)			2070-2071	
M. Hatry (Non-organisation des sociétés d'investissement à capital fixe [ <i>Sicaff</i> ])			2071-2072	

MATIERES	DOCUMENTS		ANNALES Pages	BULLETIN Q. et R. Pages
	N°	Pages		
<b>Questions orales (suite)</b>				
M. Cerexhe (Accès des ressortissants d'Etats membres des C.E. autres que belges aux emplois dans l'administration publique)			2072	
M. Van Belle (Conséquences pour la Belgique de la mise d'hommes supplémentaires à la disposition de l'Onu, à la demande de cette dernière, et attitude du Gouvernement à l'égard de cette demande)			2072-2073	
Mme Van Cleuvenbergen (Conséquences de la suppression de 800 emplois chez Philips-Hasselt)			2073-2074	
Mme Nélis (Mission et composition du Conseil de l'égalité des chances entre hommes et femmes)			2074-2075	
M. Pataer (Commerce international de matériel de propagande nazie)			2075-2076	
M. Hatry (Disparition du Fonds spécial pour l'aide aux victimes d'actes intentionnels de violence)			2076	
M. Van Wallegghem (Levée du secret médical en cas de violences physiques ou sexuelles ou de mauvais traitement infligés à des enfants)			2076-2077	
M. Van Hooland (Usage linguistique des membres du Gouvernement)			2086-2087	
M. De Meyer (Nouvelles missions du Ministère de l'Agriculture dans le cadre de la réforme de la politique agricole commune)			2338-2339	
M. De Croo (Ecoutes téléphoniques et observations de télécopies)			2339	
M. Van Aperen (Enlèvements de véhicules effectués par une dépanneuse sur l'ordre du parquet)			2340	
M. Pataer (Sécurité de la famille du premier Ministre zaïrois [sur le territoire belge — Octroi de visa aux membres du «clan Mobutu»])			2340-2341	
M. Vandenberghe (Signification politique de la remise du procès Haemers, acquittement dans l'affaire Kirschen et conclusions politiques qu'il convient d'urgence d'en tirer)			2341-2344	
Mme Dardenne (Traitement et enrichissement de l'uranium issu du retraitement des combustibles irradiés)			2345-2346	
M. Hasquin (Situation inextricable des étudiants camerounais en Belgique [Retard apporté par le Gouvernement du Cameroun au paiement des bourses])			2346	
M. Van Hooland (Irrégularités dans la désignation de secrétaires d'administration de qualification générale)			2346-2347	
M. Maertens (Application des droits de l'homme au Zaïre et influence de celle-ci sur les réfugiés politiques)			2348	
M. Suykerbuyk (Concession à l'IJzerbedevaartcomité de l'exploitation du « Boyau de la Mort » à Dixmude)			2353, 2439-2442-2443	
M. Verreycken (Concession à l'IJzerbedevaartcomité de l'exploitation du « Boyau de la Mort » à Dixmude) Demande de la présence en séance publique du Ministre de la Défense nationale			2439, 2442-2443	
M. Deworme (Fermeture envisagée du point-frontière ferroviaire Athus—Mont-Saint-Martin)			2353	
M. Hatry (Emploi par l'Office des chèques postaux de contractuels subventionnés)			2524-2525	
M. Maertens (Guerre de la sole aux Pays-Bas)			2525-2526	
M. Van Wallegghem (Rôle du juge d'instruction en ce qui concerne les rixes qui ont lieu à la place Lemmens à Anderlecht — Jeunes étrangers)			2526	
M. Loones (Délivrance d'extraits de registres de la population aux avocats et accès de ceux-ci au registre national)			2526-2527	
M. Pataer (Absence de création d'un comité d'orientation à l'Institut national de recherche sur les conditions de travail)			2527-2528	
M. Hatry (Personnel des principales banques d'émission du monde occidental)			2528	
M. Verreycken (Certaines déclarations de Ministres [A.M.I. — Révision de la Constitution])			2541-2542	
M. H. Van Rompaey (Politique européenne concernant l'ex-Yougoslavie)			2555	
M. Erdman (Article 792 du Code judiciaire [Notification des jugements des tribunaux du travail dans les affaires énumérées dans l'article 704 du même Code — Litiges relatifs à la sécurité sociale])			2555-2556	
M. Erdman (Abus en matière de législation sur les baux)			2556-2557	
M. Mouton (Domiciliation obligatoire et responsabilité du bourgmestre en cas d'accident dans un immeuble ne répondant pas aux normes de sécurité)			2557-2558	
M. de Donnée (Marché noir à Bruxelles d'armes de guerre provenant d'Europe centrale et orientale)			2558	
M. Monfils (Prime offerte par certaines pharmacies sur les médicaments)			2558-2559	
			2559	

MATIERES	DOCUMENTS		ANNALES	BULLETIN Q. et R.
	N°	Pages	Pages	Pages
<b>Questions orales (suite)</b>				
M. Didden (Rapport de l'Inami sur le fonctionnement des sociétés mutualistes)			2560	
M. Cuyvers (Mesures en vue de limiter le nombre excessif de visites à domicile de médecins généralistes)			2560	
M. Eeman (Hygiène dans les cuisines scolaires et qualité des repas scolaires)			2561	
M. De Croo (Absence d'un texte néerlandais valable de la majeure partie du Livre III du Code de commerce et conséquences de cette absence)			2561-2562	
M. Loones (Constatation d'infractions au Code de la route au moyen de caméras automatiques)			2567-2568	
M. Desmedt (Conséquences de la scission de la province de Brabant sur la procédure de présentation d'un candidat à la présidence du tribunal de première instance de Bruxelles sur base de l'article 99nouveau de la Constitution)			2641-2642	
M. Hatry (Déclaration faite par un collaborateur du Ministre des Finances à propos des revenus des administrateurs de société)			2642-2643	
M. Boël (Greffes d'organes)			2643	
M. Jonckheer (Investissements publics [Projets belges dans le cadre de l'initiative de croissance décidée par le Conseil européen d'Edimbourg])			2643-2644	
Mme Maes (Danger inhérent à la mise en vente d'armes belges dans le cadre de la liquidation de matériel militaire appartenant à l'armée belge, ces armes risquant de se retrouver dans de mauvaises mains)			2644-2645	
M. Matthijs (Mesures que le Gouvernement a prises à la suite de l'annulation par le Conseil d'Etat du cadre du personnel de l'Institut d'expertise vétérinaire)			2645	
M. Benker (Pratiques suspectes d'une organisation non gouvernementale [ <i>Overseas Missions Secretariat</i> ])			2645-2646	
M. Van Belle (Conséquences de la demande de l'O.N.U. de mettre à sa disposition un contingent supplémentaire de militaires belges et attitude du Gouvernement à l'égard de cette demande)			2646	
M. Pataer (Représentation du Zaïre à la Conférence de la C.E. avec les pays A.C.P.)			2646-2647	
M. De Croo (Transposition de la directive C.E. relative à l'application de la fourniture d'un réseau ouvert aux lignes louées)			2647-2648	
Mme Buyle (Nouveaux locaux pour héberger le tribunal du travail de Tournai)			2648	
M. D'hondt (Déception suscitée par l'électrification de la liaison ferroviaire Tournai-Lille)			2758-2759	
M. De Croo (Application de la directive C.E. 1991/440 relative au développement des chemins de fer dans la C.E.)			2759-2760	
M. Maertens ( <i>Leading success drivers</i> [Apprentissage d'une conduite dangereuse])			2760	
M. Desmedt (Possibilité d'étendre le champ d'application de l'A.R. du 19 juin 1987 permettant aux chômeurs indemnisés depuis un an d'exercer un travail limité)			2760-2761	
M. Van Belle (Perception de cotisation A.M.I. pour le personnel d'encadrement des équipes de jeunes footballeurs et perception de la T.V.A. sur les transferts de footballeurs)			2761-2762	
M. Erdman (Déclaration du commissaire général aux réfugiés concernant la politique en matière d'expulsion)			2762-2763	
M. de Donnée (Organisation de réunions du Conseil de Ministres de la C.E. en dehors de Bruxelles pendant la Présidence belge de la Communauté)			2763-2764	
M. Dufour (Expulsion de demandeurs d'asile)			2764-2765	
Mme Verhoeven (Fermeture de l'ambassade au Guatemala)			2765-2766	
M. Pataer (Risque d'échec de la Conférence mondiale sur les droits de l'homme qui se tiendra à Vienne du 14 au 25 juin 1993)			2766	
M. Lenssens (Insuffisance du remboursement de la dialyse rénale péritonéale ambulatoire chronique)			2766-2767	
M. De Roo (Proposition que doit formuler la commission qui vient d'être instituée concernant la responsabilité financière des mutualités)			2767	
Mme Dardenne (Méthodes de production agricole et application des mesures d'accompagnement dans le cadre de la réforme de la politique agricole commune)			2936-2937	
M. Bock (Quotas laitiers)			2937-2938	
M. Verreycken (Problème du passage de drogue au poste-frontière belgo-néerlandais de Haseldonk)			2938-2939	

MATIERES	DOCUMENTS		ANNALES Pages	BULLETIN Q. et R. Pages
	N°	Pages		
<b>Questions orales (suite)</b>				
Mme Gijsbrechts-Horckmans (Exécution de la loi du 28 décembre 1992 portant des dispositions fiscales, financières et diverses [Fiscalité de l'épargne à long terme])			2939	
M. Houssa (Transfert éventuel du 12 <sup>e</sup> régiment de ligne de Spa à Vielsalm)			2939	
M. Ulburghs (Excuses présentées par le Ministre de la Défense nationale au Gouvernement de Grande-Bretagne concernant le refus belge de livrer des grenades d'artillerie juste avant la guerre du Golfe persique)			2939-2940	
M. Desutter (Nécessité d'un équipement radar pour les hélicoptères <i>Seaking</i> )			2940	
M. Laverge (Situation chaotique régnant au Zaïre)			2940-2941	
Mme Maes (Troubles au Kivu)			2941-2942	
M. Pataer (Droits de l'homme qui constitueraient un obstacle au renouvellement d'un traité de coopération entre la Belgique et l'Indonésie)			2942-2943	
M. Suykerbuyk (Plans d'un nouveau Palais de Justice à Anvers)			3202-3203	
M. Van Hooland (Réorganisation du casier judiciaire)			3203	
M. Pataer (Application défectueuse de la législation sur la nationalité aux émigrés de la deuxième génération)			3204	
M. Verreycken (Publicité télévisée pour des médicaments potentialisant les capacités)			3204-3205	
M. Eeman (Taux de T.V.A. pour les travaux d'entretien et de réparation aux objets d'art)			3205	
M. H. Van Rompaey (Oppression des Kurdes de Turquie)			3205-3206	
M. Tavernier (Fin prochaine de l'Union monétaire belgo-luxembourgeoise)			3206	
M. Hatry (Répercussions budgétaires en matière de pensions provenant de décisions unilatérales prises par l'Exécutif flamand [Conflit opposant le ministre flamand des Affaires sociales aux éducateurs des secteurs de la jeunesse et des handicapés])			3207	
M. Houssa (Contribution financière des agriculteurs à la publicité en faveur des produits laitiers [O.N.D.A.H.])			3207-3208	
M. Van Aperen (Paiement des arriérés d'allocations pour l'aide aux personnes âgées)			3208, 3291-3292	
Mme Maes (Europol)			3208, 3296-3297	
M. Bougard (Agression par des militaires d'une personne civile lors de récents exercices militaires)			3289-3290	
M. de Donnée (Prises de position du Général Charlier concernant les investissements de la défense publiées le 23 juin 1993)			3290-3291	
Mme Tyberghien-Vandenbussche (Sécurité de l'installation de démontage de bombes à gaz à Houthulst-Poelkapelle)			3291	
M. Desmedt (Possibilité d'extension aux bénéficiaires du minime de l'application de l'A.R. du 19 juin 1987 permettant aux chômeurs indemnisés d'exercer un travail limité)			3292-3293	
M. Monfils (Etablissement, par l'Office de contrôle des mutualités, d'un rapport sur les frais d'administration des organismes assureurs)			3293	
M. Mairesse (Statut des puéricultrices engagées dans l'enseignement fondamental ordinaire)			3294	
M. Happart (Emploi de saisonniers pour la cueillette des fruits [Chômeurs et candidats réfugiés])			3294-3295	
M. Seeuws (Courses de chevaux sur la voie publique)			3295	
M. Raes (Activité récente de la Commission du pacte culturel [Plaintes du <i>Vlaams Blok</i> et du <i>Vlaams Nationaal Jeugdverband</i> ])			3295-3296	
M. Cooreman (Compensations économiques liées au contrat Agusta)			3297-3298	
M. Laverge (Conséquences du grand nombre de faillites en ce qui concerne les recettes fiscales et les recettes en matière de sécurité sociale)			3298	
M. De Croo (Lignes télécom louées et rapport de la F.E.B.)			3389	
M. de Donnée (Préfinancement par la Régie des Bâtiments de la rénovation des îlots de la Communauté flamande à la Place des Martyrs)			3390-3391	
Mme Cornet d'Elzuis (Utilité des photos aériennes réalisées après les tempêtes de février 1990)			3391	
M. Pataer (Réduction annoncée du contrôle des radiations dans l'entreprise nucléaire <i>Belgoprocess</i> )			3391-3392	
Mme Creyf (Problèmes financiers du Théâtre royal de la Monnaie)			3392-3393	
Mme Maes (Accueil des enfants en dehors de l'école)			3393-3394	
M. Mahoux (Dysfonctionnement du plan d'accompagnement des chômeurs)			3394-3395	

MATIERES	DOCUMENTS		ANNALES Pages	BULLETIN Q. et R. Pages
	N°	Pages		
<b>Questions orales (suite)</b>				
Mme Dardenne (Prêts Euratom)			3395-3396	
M. Cuyvers (Mesures à l'égard du Bourgmestre de Zwalm [Aménagement du territoire])			3455	
M. Seeuws (Installations nucléaires en Europe centrale et de l'Est dans le cadre de la question type posée aux Ministres compétents des Etats membres du Conseil de l'Europe à l'occasion de la recommandation 1209 [1993] de l'Assemblée parlementaire)			3754	
M. Verreycken (Méconnaissance des lois linguistiques par la gendarmerie)			3754-3755	
M. Suykerbuyk (Emploi des langues sous la Présidence belge de la C.E.)			3755-3756	
M. Bock (Sort de l'arrivée de la prochaine « Marche du Souvenir » en 1994 [Vielsalm])			3756-3757	
M. Taminioux (Montant des jetons de présence des juges et conseillers sociaux)			3757	
M. De Croo (Retard mis à publier la liste des lauréats de l'épreuve d'aptitude à la magistrature)			3757-3758	
M. Maertens (Fraude fiscale sur le poisson)			3758	
M. Pataer (Poursuite de l'exécution des contrats passés entre la Synacom et la Société française Cogema de la Hague, en matière de retraitement des combustibles nucléaires usés)			3759	
M. Van Hooland (Accidents mortels de la circulation)			3759-3760	
Mme Herzet (Création d'une troisième voie ferrée sur la ligne Bruxelles-Ottignies et expropriations prévues)			3760	
M. Desutter (Absence de plans de gestion de La Poste et de Belgacom)			3760-3761	
M. Geens (Langue des publications du « Comité européen de normalisation électro-technique »)			3963-3964	
M. L. Martens (Institutions scientifiques nationales)			3964-3965	
M. Van Belle (Opportunité et légalité du système d'observation mobile [S.O.M.] dans l'état actuel de la législation)			3965-3966	
M. Van Wallegghem (Violation de la législation par certains marchands d'automobiles dans la zone du canal à Bruxelles)			3966	
M. Maertens (Intervention de l'Onem contre des débardeurs de poisson agréés, à Ostende et à Zeebrugge)			3966-3967	
M. Van Aperen (Informations de presse relatives au tracé de la ligne du T.G.V. le long de l'E19 [Anvers-frontière avec les Pays-Bas])			3967-3968	
M. Desmedt (Annulation par la Cour d'arbitrage d'une disposition de la loi du 24 juillet 1992 concernant le statut du personnel de la gendarmerie)			3968-3969	
M. Benker (Candidats réfugiés refoulés vers le Zaïre)			3969-3970	
M. Pataer (Publicité de la S.N.C.B. pour les voyages dans la petite Yougoslavie)			3970	
<i>Voir aussi</i> : Motions et motions d'ordre — Ordre des travaux — Règlement du Sénat				
<b>Questions parlementaires</b>				
Aggravation de la situation en ce qui concerne les délais dans lesquels les membres du Gouvernement répondent aux questions écrites			1800-1801	
Question orale de M. De Croo				
<b>R</b>				
<b>Racisme</b>				
Renforcement de la loi sur le racisme			530-5	14, 32
Commerce international de matériel de propagande nazie				
Question orale de M. Pataer			2075-2076	
Attentats racistes				
Mesures préventives. — Cas de Saint-Trond				3878
Répression par la justice				3919
<i>Voir aussi</i> : Criminalité et violence — Etrangers				
<b>Radiations ionisantes</b>				
<i>Voir</i> : Energie nucléaire — Politique sociale				

MATIERES	DOCUMENTS		ANNALES	BULLETTIN Q. et R.
	N°	Pages	Pages	Pages
<b>Radiodiffusion-télévision belge</b>				
<i>Voir:</i> Radio et télévision				
<b>Radio et télévision</b>				
Contrôle de la puissance émettrice des stations de radiodiffusion privées			1805-1806	
Question orale de M. Suykerbuyk				
Demande que les collaborateurs de la télévision quittent la salle de séance du Sénat			3783	
Communications par mobilophone et émissions radio. — Difficulté de joindre et de capter les utilisateurs d'un mobilophone dans les tunnels				1214, 3013, 3141
Contrôle sur les radios non publiques. — Infractions				2425, 2505
Réseaux câblés. — Nouvelles formes de service				2444
Politique de recherche. — Collaboration avec la télévision				2616, 2881
Militaires en Somalie. — Discours insultant à la B.R.T.N.				2948, 3101
Mesures contre la violence à la télévision				3582, 3909
<i>Voir aussi:</i> Affaires culturelles — Circulation routière — Criminalité et violence — Gendarmerie — Gouvernement — Produits pharmaceutiques				
<b>Recensement</b>				
<i>Voir:</i> Population				
<b>Recherche scientifique</b>				
<i>Voir:</i> Cancer — Environnement — Institut pour l'encouragement de la recherche scientifique dans l'industrie et l'agriculture (I.R.S.I.A.) — Pêche — Politique scientifique				
<b>Recherche spatiale</b>				
<i>Voir:</i> Politique scientifique				
<b>Redevances radio-télévision</b>				
Produit. — Répartition régionale et communautaire				1296, 1302
Formulaires en français à Wezembeek-Oppem				2177
Transfert aux Communautés				
<i>Voir:</i> Régions et Communautés				
<b>Réformes institutionnelles</b>				
<i>Voir:</i> Droit public (Réformes institutionnelles)				
<b>Réfractaires</b>				
<i>Voir:</i> Invalides de guerre				
<b>Réfugiés</b>				
Application de la nouvelle loi sur les réfugiés	530-5	35		
Politique des réfugiés. — Accueil des candidats réfugiés politiques	530-6	4, 7	428-429, 430, 552, 621,	
	530-15	3	622, 624-625, 4055-	
	798-2	22, 30-31	4074	
Modification de la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers (Demandes d'asile — Procédure)				
Projet de loi	555-1			
Rapport de Mme Verhoeven	555-2			
Amendements de M. Wierinckx et consorts	555-3			
Amendement de M. Jonckheer et consorts	555-4			
Amendement de MM. Jonckheer et Tavernier	555-5			
Discussion et vote			1769-1797, 1811-1814	

MATIERES	DOCUMENTS		ANNALES Pages	BULLETIN Q. et R. Pages
	N°	Pages		
<b>Réfugiés (suite)</b>				
Modification de la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers (Détenation administrative — Inscription des réfugiés en un lieu déterminé) Projet de loi Rapport de Mme Verhoeven Discussion et vote	556-1 556-2		1769-1797, 1811-1814	
Note d'orientation concernant la politique d'aide sociale aux candidats réfugiés Interpellation de M. Dierickx			86-89	
Poursuite sur le territoire belge, des activités de M. Luis Arce Borja, réfugié politique péruvien faisant l'éloge du terrorisme dans son pays d'origine par la voie de la presse Interpellation de M. Hatry			720-724, 796-797	
Attitude de la direction du Petit-Château à l'égard de demandeurs d'asile qui font la grève de la faim Question orale de M. Pataer			773	
Problème des demandeurs d'asile, Interpellation de M. Valkeniers			2465-2470	
Déclaration du commissaire général aux réfugiés concernant la politique en matière d'expulsion Question orale de M. Erdman			2762-2763	
Expulsion de demandeurs d'asile Question orale de M. Dufour			2764-2765	
Exercice du droit de contrôle de l'usage fait de la subvention accordée par l'Etat à la Croix-Rouge de Belgique pour l'hébergement des candidats réfugiés politiques aux centres de Nassogne et de Lint Interpellation de M. Bouchat			3342-3346	
Situation et accueil des réfugiés à Zaventem Interpellation de Mme Verhoeven			3468-3470	
Candidats réfugiés politiques. — Recours. — Prorogation des annexes 26bis. — Refus des communes. — Conséquences				1203
Occupation dans le secteur des fruits et légumes				1205, 1457
Dossiers de réfugiés. — Traitement dans la langue du lieu de résidence				1414
Réfugiés de l'ex-Yougoslavie Statut de résidence provisoire				1414
Asile politique pour les habitants du Kosovo				1501
Reconnaissance du Kosovo et de la Macédoine en tant que zones de conflit				1613
Femmes violées en Bosnie-Herzégovine. — Droit d'asile				1868
Aide sociale aux réfugiés politiques. — Obligation de pointage dans certaines communes. — Lutte contre la fraude				1415, 1691
Problème de réfugiés au Guatemala. — Retour				1426
Commissariat général aux réfugiés et aux apatrides. — Recrutement de personnel étranger. — Accélération des formalités administratives				1451, 1763
Demandeurs d'asile. — Inscription et perception d'allocations dans différents pays				1614, 1616, 2464
Situation de demandeurs d'asile roumains				1657, 1693
Réfugiés politiques. — Ordre de quitter le pays. — Recours au Conseil d'Etat				1658, 1661, 2972, 3166
Demande d'asile politique. — Retard				1716
Législation relative à l'asile politique. — Abus				1788
Rapatriment Actions de dissuasion dans les pays de provenance				1788
Accords de rapatriement pour les demandeurs d'asile				1788
Internement en vue du rapatriement				2098
Demandeurs d'asile. — Retard croissant. — Accélération des procédures				1789
Nombre de réfugiés reconnus et de candidats réfugiés. — Répartition régionale de l'accueil. — Communes qui ne remplissent pas leur tâche				1789, 1794, 1908, 2267
« Petit-Château ». — Surpopulation. — Accueil étalé des réfugiés				1794, 2145
Législation relative au droit d'asile. — Conventions avec les pays de l'Europe centrale				2702
Réfugiés politiques et demandeurs d'asile. — Dépenses				3349, 3351, 3352, 3437, 3646
Retour de réfugiés au Maroc				3390, 3835
Demandeurs d'asile. — Pratiques de certaines agences de voyage et compagnies aériennes étrangères				3516

MATIERES	DOCUMENTS		ANNALES	BULLETIN Q. et R.
	N°	Pages	Pages	Pages
<b>Réfugiés (suite)</b>				
Enfants abandonnés dans le centre de transit de Zaventem				3517
Problème du refoulement. — Centre de transit de Zaventem. — Evasions				3518
Accueil des demandeurs d'asile à l'aéroport de Zaventem. — Matériel mis à disposition				3631, 3635, 3802, 3865
Centre d'accueil de demandeurs d'asile à Lint. — Gestion du foyer				3652
Réseaux de traite des réfugiés				3666, 3671, 3839
Actes de violence ou viol contre des femmes zairoises. — Asile				3672, 3822
<i>Voir aussi:</i> Aéronautique — Centres publics d'aide sociale — Etablissements pénitentiaires — Etrangers — Politique sociale — Rwanda — Taxe sur la valeur ajoutée — Travail — Zaïre				
<b>Régie des Bâtiments</b>				
Situation de la Régie	530-17	4, 10, 11, 13, 15-17	646, 651, 657-658	
Audit — Conclusions	798-2 530-17	20, 31 4, 10, 15	651, 657-658	2041, 2503, 2551, 2711
Berlaymont (Parlement européen)	530-17	10, 12, 16-17	658, 2453, 2455	
Transfert de personnel à la Région wallonne	804-9	3		
Situation financière particulièrement dramatique de la Régie, causes et conséquences de celle-ci			1807-1810	
Interpellation de M. de Donnée				
Préfinancement par la Régie de la rénovation des îlots de la Communauté flamande à la Place des Martyrs			3390-3391	
Question orale de M. de Donnée			3881	
Sort				1419
Construction d'une salle de presse pour les services du Premier ministre au 16 rue de la Loi				
Travaux				1799, 1866, 1924, 2830
dans la province de Luxembourg				2288, 2831
dans l'arrondissement d'Alost et d'Audenarde				3619
dans l'arrondissement de Gand-Eeklo				2295
Arriérés de loyers. — Part des Communautés et des Régions				2349, 2831
Réalisation d'études. — Architectes et bureaux d'études privés				2551, 2641
Personnel. — Perspectives				2553, 3455
Immeubles inoccupés. — Changement d'affectation				2611, 2960, 3664
Clôture des comptes annuels				3015
Règlement administratif d'entretien				3015
Palais de justice à Huy. — Ascenseurs				
Investissements				3125
dans les arrondissements de Mons, Soignies et Charleroi				3125
dans l'arrondissement de Bruges				3918
Radioscopie de la Régie				
<i>Voir aussi:</i> Budgets (Justice) — Cités administratives — Juridictions du travail — Justice — Postes				
<b>Régie des Postes</b>				
<i>Voir:</i> Postes				
<b>Régie des Télégraphes et Téléphones</b>				
<i>Voir:</i> Télégraphes et Téléphones				
<b>Régie des Transports maritimes</b>				
Situation de la Régie	530-17	4-5, 7, 10, 22	646, 647, 651, 658	
Avenir			3881	
Gestion et effectif du personnel				1619, 1802
Radioscopie de la Régie. — Résultat. — Déséquilibres structurels. — Concertation avec les parties concernées				2551, 2711, 3725
<i>Voir aussi:</i> Société nationale des chemins de fer belges				

MATIERES	DOCUMENTS		ANNALES Pages	BULLETIN Q. et R. Pages
	N°	Pages		
<b>Régie des Voies aériennes</b>				
Nominations intervenues récemment dans le personnel de la Régie Question orale de M. De Croo Gestion et effectif du personnel Concession d'un bâtiment à la Sabena <i>Voir aussi</i> : Aéronautique — Electricité			61-62	1619, 1859 3623
<b>Régie du travail pénitentiaire</b>				
Rapport, bilan général et compte général des profits et pertes particuliers pour l'exercice 1988			16	
<b>Région côtière</b>				
Reconnaissance de la zone côtière de Bredene-Ostende-Middelkerke-Nieuport (Pêche) Interpellation de M. Loones Système de surveillance côtière. — <i>Projet Coastwatch Europe</i> <i>Voir aussi</i> : Armes — Chômage — Energie — Police — Postes — Urbanisme et aménagement du territoire			3816-3819, 4001-4002	1256, 1530
<b>Régions et Communautés</b>				
Statut des membres des Conseils et des Gouvernements de Communauté et de Région	100-15/4° 558-5 558-15 558-17 558-25 558-29 558-36 558-46 558-47	11 65, 72, 73 1-2 3-4 1-2 1 2 1-2 1	2693, 2714	
<i>Voir aussi</i> : Exécutifs				
Financement Modifications de la loi spéciale du 16 janvier 1989 (Réformes institutionnelles)	100-15/4°  558-5	11, 15-16, 17, 20, 38, 41, 47-49, 56, 66-79, 85, 88, 95 45-59, 65, 75-86, 90- 93, 98-99, 102, 118	1363, 1364, 1366-1367, 1369, 1375, 1380, 1381, 2679, 2696, 2697, 2701- 2702, 2703, 2715, 2716, 2718, 2719, 2795-2799, 3534, 3553-3554	
Redevances radio-télévision Transfert aux Communautés	100-15/4° 558-5	11 66, 79, 84- 85, 102, 302-305	1351, 1366, 1381, 1421, 2679, 2697, 2794	
Régions. — Prélèvement de centimes additionnels Amendements	100-15/4° 558-3 558-5 558-7 558-8 558-9 558-20 558-38 558-42 558-43 558-44 558-49 558-5	11 1-8 297-326 1-4 1-8 13-16 1-10 1 3-37 1-3 1 1-2 66, 76, 82, 92, 306, 324-325	2453, 2455, 2683	
Augmentation de la part attribuée du produit de l'I.P.P.	558-5	1-4 5-7, 15-16 1-37	2452, 2453, 2456, 2661- 2662	
Compensations pour la mainmorte	558-7 558-8  558-42	1-4 5-7, 15-16 1-37		
<i>Voir aussi</i> : Finances provinciales et communales				

MATIERES	DOCUMENTS		ANNALES Pages	BULLETIN Q. et R. Pages
	N°	Pages		
<b>Régions et Communautés (suite)</b>				
Financement (suite)				
Modifications de la loi spéciale du 16 janvier 1989 (Réformes institutionnelles) (suite)				
Chèques-repas				
<i>Voir</i> : Rémunérations et salaires				
Ecotaxes				
<i>Voir</i> : Impôts				
<i>Voir aussi</i> : Régions et Communautés (Région bruxelloise)				
Tranfert aux Régions de l'impôt des non-résidents et de l'impôt communautaire rétrocedé à l'Etat des fonctionnaires européens				
	558-8	8	2453, 2455	
Ventilation de l'I.P.P.	558-9	11-12, 14	2453, 2455	
Communauté française				
Réformes institutionnelles	100-15/4°	8	1349, 1354-1355, 1360, 1361, 1373, 1383, 2687, 2688, 2689, 2703, 2704, 3552	
Financement. — « Démantèlement » de la Communauté	100-15/4°	48, 49, 50, 52, 56	1358, 1366-1367, 1368, 1373, 1383, 1384, 1395, 1396, 2696, 2697, 2704, 2710, 2711, 3552, 3553-3554	
	558-5	90-93, 117, 312, 314-315		
<i>Voir aussi</i> : Enseignement (Généralités)				
Tranfert de compétences à la Région wallonne ou à la Commission communautaire française à Bruxelles	100-15/4°	8	1373, 1383, 1389, 1394-1395, 1396, 1416, 1421, 2678, 2682, 2683, 2693, 2703, 2714, 2789	
	558-5	65, 73-74, 99-101, 117		
<i>Voir aussi</i> : Régions et Communautés (Région bruxelloise)				
Exercice des compétences des organes régionaux wallons par la Communauté française	558-9	7		1590
Fonds des veuves et des orphelins. — Règlement des dettes de la Communauté française				2767
Cession de la caserne « Major Sabbe » de Mons, de l'Etat à la Communauté française				
Région bruxelloise				
Réformes institutionnelles. — Conseil et Gouvernement de la Région. — Financement	100-15/4°	11, 17, 86-90, 91-93, 95	1349, 1357, 1360, 1361, 1369-1371, 1377-1378, 1381, 1382, 1389-1390, 1395, 1396, 1415-1416, 1421, 2453-2455, 2456, 2679, 2680, 2682, 2683, 2684, 2689, 2702, 2703, 2704, 2709, 2710, 2711, 2714-2715, 2716, 2718, 2719, 2777, 2791, 2792-2793, 2795, 2798, 2819, 3553	
	558-5	73-74, 77-78, 102, 116-120, 121, 122, 267-285, 298-299, 302, 306-307, 321-324		
	558-8	2-5		
	558-9	9-10, 11-12, 13, 14, 16		
Commissions communautaires	100-15/4°	11	1349, 1350, 1352, 1357, 1370, 1371, 1373, 1377-1378, 1383, 1389-1390, 1416, 2714, 2792, 2793, 2795	
	558-5	73-74, 100, 117-118, 272-273, 275, 280, 285-293		
Droits de tirage	100-15/4°	11, 17, 41	1370, 1373	
	558-5	77, 117, 119		
Pouvoir décrétoal de la COCOF	558-5	65	1369, 1370, 1377, 1389-1390, 1421, 2714	
Transfert de moyens financiers du Conseil régional aux commissions	558-5	65, 291-293	2714	
Transfert des compétences provinciales. — Province de Brabant. — Enseignement. — Transfert des membres du personnel de l'enseignement	558-5	117, 118, 119, 288-290	1370, 1395, 2454, 2682, 2684, 2719, 2795	
<i>Voir aussi</i> : Régions et Communautés				

MATIERES	DOCUMENTS		ANNALES Pages	BULLETIN Q. et R. Pages
	N°	Pages		
<b>Régions et Communautés (suite)</b>				
Région bruxelloise (suite)				
Réformes institutionnelles — Conseil et Gouvernement de la Région — Financement (suite)				
Délimitation territoriale	558-5	268-269, 321	2453	
	558-9	7-8		
Compétences. — Amélioration de texte	558-6	1	2386, 2661, 2662	
	558-9	8		
	558-42	2		
Modifications de la loi spéciale du 12 janvier 1989 relative aux institutions bruxelloises. — Amendements	558-6	1		
	558-9	8-13		
	558-19	1-4		
	558-20	12		
	558-26	1-2		
	558-37	1-2		
	558-42	2		
	558-46	1-3		
	558-47	1		
Compensations pour la mainmorte	558-42	2, 13-16, 29	2797, 2798, 2819	
<i>Voir aussi:</i> Finances provinciales et communales — Régions et Communautés				
Situation des Flamands de Bruxelles			1350, 1357, 1369, 1371, 1377-1378, 1389-1390, 1421, 2792	
Suppression de l'incompatibilité entre un mandat au sein de l'Exécutif bruxellois et un mandat au sein d'un Exécutif communautaire			1370-1371, 2792-2793	
Absence d'accords-cadres de coopération entre l'Etat et la Région de Bruxelles-Capitale				
Interpellation de M. de Donnée			2452-2456	
<i>Voir aussi:</i> Chambres législatives — Conseils régionaux — Constitution (Révision de la Constitution) — Droit public — Ecole royale militaire — Elections — Enseignement (Généralités) — Exécutifs — Impôts sur les revenus (Revenus immobiliers) — Institut pour l'encouragement de la recherche scientifique dans l'industrie et l'agriculture (I.R.S.I.A.) — Langues — Postes — Provinces — Transports publics				
Compétences régionales et communautaires (Réformes institutionnelles)				
Compétence fiscale des Communautés	100-15/4°	11, 26-27, 46, 49, 67, 70, 71	1364, 1366, 1368, 1380, 1381, 1396, 1402, 1419, 2683, 2688-2689, 2702, 2793, 2794, 2796, 2797	
	558-5	90-91		
	558-20	1-2		
Communauté germanophone	100-15/4°	11, 20-21		
Compétences régionales	100-15/4°	11	2386	
	558-12	1-4		
	558-36	1-2		
Compétence fiscale	100-15/4°	11, 26, 67, 68, 69, 70, 71		
Régime juridique de la voirie terrestre et des voies hydrauliques	558-5	143	2692	
<i>Voir aussi:</i> Affaires étrangères — Centres publics d'aide sociale — Commerce extérieur — Droit pénal — Environnement — Intercommunales — Lait et produits laitiers — Tourisme				
Droit de préemption	558-5	200-208	2691, 2704, 2710, 2711, 2779-2780, 2783-2784-2785-2786, 2789-2790, 2819	
	558-27	1		
	558-32	2-3		
	558-35	1-2		
Avis du Conseil d'Etat	558-35	1-2	2661-2662, 2691	
	558-42	3		
	558-50	1		
<i>Voir aussi:</i> Droit public (Réformes institutionnelles)				

MATIERES	DOCUMENTS		ANNALES	BULLETTIN Q. et R.
	N°	Pages	Pages	Pages
<b>Régions et Communautés (suite)</b>				
Séparatisme	100-15/4° 558-5	14, 15, 16, 18, 21, 22, 35, 39, 46, 47, 49, 53, 57-60, 86, 94 120, 124	539-540, 987, 1349, 1350, 1354, 1355, 1358, 1359, 1360, 1369, 1374, 1375-1376, 1381, 1397, 1399, 1400, 1401, 1418, 1422, 2680, 2690, 2699- 2700, 2713, 2719, 2720, 3113, 3553	
<i>Voir aussi doc. n° 645-1</i>				
Accords de coopération	100-15/4° 558-5	16 106-108, 110, 119, 144, 147- 148, 172, 173-175, 264 79	1373, 2684, 2688, 2689, 2701, 2702, 2709, 2711	
Accords en exécution de l'article 146 du Traité de Maastricht	777-2		4074	
Association de sénateurs aux travaux des Conseils (Réformes institutionnelles)	100-15/4° 558-5	17 73, 74-75, 89-90, 255-257	1396, 2682, 2718, 2721	
	558-17 558-36	2-3 2		
Communauté germanophone				
Réformes institutionnelles. — Modifications de la loi du 31 décembre 1983. — Financement	100-15/4° 558-5	18-22 102, 152- 153, 227, 229, 325- 326	1422-1423-1424, 2681, 2682, 2717-2718, 2790- 2791, 3533-3534, 3555, 3557	
	558-23 777-2 777-3 558-23	2 2, 42-43 10-16 1-2	2386	
Conseil de la Communauté				
Discrimination fiscale aux dépens de la Communauté. — Transgression <i>ratione loci</i> des compétences en matière d'enseignement				1432
Observations de M. Gerhard Palm relatives à la réforme de l'Etat				2499
<i>Voir aussi</i> : Cantons de l'Est — Chambres législatives — Conseils des communautés — Constitution (Révision de la Constitution) — Droit public (Réformes institutionnelles) — Elections — Enseignement (Généralités) — Langues				
Loi spéciale sur les relations internationales des Communautés et des Régions (Modification de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles) (Conclusion de traités — Accords de coopération — C.E.)				
Proposition de loi spéciale de M. Schiltz S.E. 1991-1992				
Rapport de M. Cerexhe	457-3			
Avis de la Communauté germanophone	457-4			
Discussion et vote			750-753, 788, 790-791	
<i>Voir aussi</i> : Constitution (Révision de la Constitution)				
Relations internationales des Communautés et des Régions (Loi ordinaire du 9 août 1980 de réformes institutionnelles: Conférence interministérielle de la politique étrangère — Loi du 31 décembre 1983 de réformes institutionnelles pour la Communauté germanophone — Juridictions de coopération — Conseil d'Etat: annulation)				
Proposition de loi de M. Schiltz S.E. 1991-1992				
Rapport de M. Cerexhe	458-3			
Avis de la Communauté germanophone	458-4			
Amendement de M. Schiltz et consorts	458-5			
Discussion et vote			753-754, 787, 788, 791-792	
<i>Voir aussi</i> : Constitution (Révision de la Constitution)				
Finances publiques. — Effet de l'Accord de la Saint-Michel (Réformes institutionnelles) sur la dette publique	526-2	44	1363-1364, 2795-2797	
Responsabilisation en matière de pensions	526-2	44-45	361, 381	
Solde net à financer				1629, 2843
<i>Voir aussi</i> : Finances				

MATIERES	DOCUMENTS		ANNALES Pages	BULLETIN Q. et R. Pages
	N <sup>o</sup>	Pages		
<b>Régions et Communautés (suite)</b>				
Octroi de l'autonomie constitutive au Conseil de la Communauté française, au Conseil régional wallon et au Conseil flamand (Réformes institutionnelles). — Conseil régional bruxellois	558-5	65, 74-75, 88-90, 97-98, 116, 121, 122, 209-222, 232, 234, 236, 247, 248, 251, 256, 258, 261, 266, 267, 269, 270-271, 276, 301	1368, 1370, 1372, 1381, 1382, 1394, 2386, 2678, 2681, 2682-2683, 2689, 2695, 2708, 2710, 2718, 2789, 2792, 3534	
	558-10	1-3		
	558-14	2-3		
	558-15	2		
	558-16	1-2		
	558-17	1		
	558-26	1-2		
	777-3	14		
<i>Voir aussi</i> : Droit public (Réformes institutionnelles) — Elections				
Fonctionnement des Conseils (Réformes institutionnelles)	558-17	3		
Publicité des débats	558-17	3		
Indemnité des ministres communautaires et régionaux	558-17	4		
Election des Gouvernements de Communauté et de Région	558-17	4		
Désignation de sénateurs de Communauté par le Conseil régional wallon et par le groupe francophone de la Région bruxelloise	558-17	4		
	558-36	3		
Loi spéciale portant modification de l'article 7, § 1 <sup>er</sup> , 1 <sup>o</sup> , de la loi spéciale du 16 janvier 1989 relative au financement des Communautés et des Régions (Critère de localisation de l'impôt des personnes physiques — Région de Bruxelles-Capitale)				
Proposition de loi de MM. Hasquin et de Donnée	756-1			
Fédéralisme			1356-1357, 1380-1381, 2679-2681, 2683, 2705, 2709, 3553, 3555-3556, 1359, 1375-1376, 1401, 1402, 1417-1418, 1421-1422, 2679, 2680, 2699, 2701, 2702, 3553, 3556, 3558	
Nationalisme flamand. — Mouvement flamand				
Fusion de fait entre la Communauté française, la Région wallonne et les institutions bruxelloises			1373	
Qualification de « Gauleiter » donnée à un Ministre flamand (Président du Gouvernement flamand)				
Question orale de M. Verreycken			1803	
Sur le fait que certains membres du Conseil flamand (Flamands de Bruxelles) et du C.R.W. (germanophones) soient exclus de la participation aux votes au sein de leur conseil réciproque			2721	
Accord relatif au Comité des Régions			4074	
Moyens provenant du Fonds pour la rénovation industrielle. — Transfert aux Régions				3393, 3480
Région wallonne				
<i>Voir aussi</i> : Conseils régionaux — Régie des Bâtiments				
Communauté flamande				
<i>Voir aussi</i> : Armée — Prestation de serment				

MATIERES	DOCUMENTS		ANNALES Pages	BULLETIN Q. et R. Pages
	N°	Pages		
<b>Régions et Communautés (suite)</b>				
Charges du passé				
<i>Voir:</i> Budgets (Affaires économiques)				
<i>Voir aussi:</i> Accès à la profession — Affaires étrangères — Agriculture — Armée — Assurance maladie-invalidité — Bibliothèques — Chambres législatives — Chômage — Classes moyennes — Commerce extérieur — Communautés européennes — Communes — Comptabilité de l'Etat — Conseils des communautés — Conseils régionaux — Constitution (Révision de la Constitution) — Défense sociale — Droit public — Elections — Etablissements hospitaliers — Finances — Fonction publique — Fonds agricole — Fonds d'investissement agricole — Impôts — Impôts sur les revenus — Institut d'expertise vétérinaire — Institut d'hygiène et d'épidémiologie — Intercommunales — Ministres et Ministères (Finances) (Petites et moyennes entreprises et Agriculture) — Office belge du commerce extérieur — Office national des débouchés agricoles et horticoles (O.N.D.A.H.) — Pêche — Pensions (Secteur public) — Population — Provinces — Redevances radio-télévision — Réfugiés — Régie des Bâti-ments — Sécurité sociale — Société nationale des chemins de fer belges — Sociétés commerciales — Taxis — Tourisme — Travail — Vacances				
<b>Registre national</b>				
<i>Voir:</i> Avocats — Informatique — Protection de la vie privée — Télécommunications				
<b>Règlement du Sénat</b>				
Modification de l'article 56 du Règlement, en ce qui concerne les mentions devant figurer dans les rapports (Nom des auteurs d'amendements)				
Proposition de M. de Donnée S.E. 1991-1992				
Rapport de M. Vaes	291-2			
Discussion et vote			3450, 3549	
Insertion dans le Règlement, d'un article 62ter, instituant un Comité d'avis pour l'émancipation de la femme				
Proposition de Mme Maes	501-1			
Modification de l'article 62bis du Règlement (Comité d'avis chargé de questions européennes et des problèmes relatifs à l'Accord de Schengen)				
Proposition de M. de Donnée	672-1			
Rapport de M. Vaes	672-2			
Discussion et vote			3450-3451, 3549	
Modification de l'article 33 du Règlement (Transmission aux présidents de groupe d'une copie du texte de chaque demande d'interpellation)				
Proposition de M. Vaes	701-1			
Modification de l'article 41 du Règlement (Suppression du Compte rendu analytique et des Annales de paroles contraires à l'ordre)				
Proposition de M. Valkeniers	729-1			
Modification de l'article 8 du Règlement (Participation des présidents des groupes à l'activité du bureau du Sénat)				
Proposition de M. Lallemand	823-1			
Article 82 (Toute proposition de modification d'articles de la Constitution à réviser ne doit pas faire l'objet d'une prise en considération préalable)			324-325	
Rappel à l'article 30 du Règlement (Votes par assis et levé et pouvoir de décision du Président et du bureau quant au résultat du vote) (Interdiction de prendre la parole entre les deux épreuves d'un vote)			501-502 715	
Présence des ministres, en séance plénière, lors du vote sur leur budget			716, 717	
Pairage			1452, 2081	
Justification de vote <i>versus</i> réouverture du débat				
Article 52bis, 1°, du Règlement (Demande d'avis au Conseil d'Etat par le Président du Sénat)			1529-1530, 1569	
Article 28 du Règlement (Vote sur la modification de l'ordre du jour)			2129	
Suspension de séance (Articles 25 et 52 du Règlement)			2172, 2173	

MATIERES	DOCUMENTS		ANNALES	BULLETIN Q. et R.
	N°	Pages	Pages	Pages
<b>Règlement du Sénat (suite)</b>				
Rappel au Règlement par M. Verreycken (Art. 25, 5°: Il est toujours permis de demander la parole pour redresser un fait allégué ou répondre à un fait personnel)			2337-2338	
Questions orales. — Temps de parole. — Droit des sénateurs de prendre la parole (Article 33bis du Règlement)			2344-2345	
Sur l'application du Règlement du Sénat. — Demande d'un vote nominatif			2383	
Question orale <i>versus</i> interpellation			2762	
Fait allégué M. Hatry (Indexation des barèmes fiscaux)			3163	
Distribution d'un rapport. — Délai (Rappel à l'article 56 du Règlement par M. Desmedt)			3511-3512	
<i>Voir aussi:</i> Motions et motions d'ordre — Ordre des travaux				
<b>Rémunérations et salaires</b>				
Chèques-repas (Réformes institutionnelles)	100-15/4° 558-5	11 66, 84, 85, 91, 102, 311	1363, 1366	
<i>Voir aussi:</i> Sécurité sociale				
Saut d'index	529-2	49		
Comparaison internationale du revenu du salarié moyen	529-2	82		
Echelles de traitements des psychologues occupés dans les hôpitaux			964-965	
Interpellation de M. Valkeniers			4049	
Niveau des salaires				
Crédit à la consommation. — Facilités de paiement demandées au juge. — Protection de la rémunération. — Pouvoirs du juge				1084, 1218
Revenu réel des femmes qui travaillent				1255, 1593
Notion de salaire. — Cession gratuite d'actions aux travailleurs				1579, 1822, 2946
Honoraires des logopèdes				2163, 2169, 2511, 3253
Ecarts entre les revenus les plus hauts et les plus bas des collaborateurs de l'A.M.I. (Médecin, personnel infirmier....)				3820
<i>Voir aussi:</i> Aliments — Armée — Cultes — Emprunts — Etablissements hospitaliers — Fonction publique — Frontaliers — Impôts sur les revenus — Indice des prix — Juridictions du travail — Justice — Magistrats — Organisation de coopération et de développement économique (O.C.D.E.) — Postes (Personnel) — Sabena — Services d'incendie — Taxe sur la valeur ajoutée				
<b>Répression</b>				
<i>Voir:</i> Incivisme				
<b>Résolutions</b>				
Propositions de résolution				
M. Stroobant (Approbation du Traité de Maastricht) (S.E. 1991-1992)				
Rapport de M. Van Wambeke	482-2			
Amendement de Mme Maes	482-3			
Amendement de M. Dierickx	482-4			
M. Stroobant (Approbation de la Convention d'application de l'Accord de Schengen du 14 juin 1985)	553-1			
Rapport de MM. Pinoie et Suykerbuyk	553-2			
Discussion et vote			1432-1437, 1442-1443	
M. W. Martens et M. H. Van Rompaey (Nécessité d'une intervention internationale en Somalie (O.N.U. — Envoi d'un contingent de casques bleus belges — Programme d'aide — Concertation politique entre groupes somaliens)	562-1			
Rapport de M. Hatry	562-2			
Amendement de MM. de Donnée et Hatry	562-3			
Amendement de M. de Donnée et consorts	562-4			
Sur la prise en considération. — Demande de procédure d'urgence par M. De Croo			584	
Discussion et vote			777-785, 786, 793-794	

MATIERES	DOCUMENTS		ANNALES Pages	BULLETIN Q. et R. Pages
	N°	Pages		
<b>Résolutions (suite)</b>				
Propositions de résolution (suite)				
M. Pataer (Suite à donner aux recommandations émises par la Commission sénatoriale d'information et d'enquête en matière de sécurité nucléaire à propos du retraitement des combustibles nucléaires usés)	635-1			
M. H. Van Rompaey (Oppression des Kurdes de Turquie)	637-1			
M. Van Hooland (Meilleure maîtrise des dépenses publiques en Belgique)	642-1			
M. Lenssens (Convention relative aux honoraires des médecins)	644-1			
MM. de Donnée et Monfils (Réforme de l'Etat)	645-1			
Rapport de M. Cerexhe	645-2			
Discussion et vote			2130-2142, 2145-2160, 2385-2386	
M. Cuyvers (Premier brevet européen portant sur les animaux)	664-1			
M. de Donnée (Adaptation des droits d'enregistrement à taux réduit pour habitations modestes en Région de Bruxelles-Capitale)	688-1			
M. Ulburghs (Situation dramatique au Kosovo)	689-1			
M. Maertens (Solution juste au conflit israélo-palestinien)	709-1			
M. Pataer (Conférence mondiale des Nations Unies sur les droits de l'homme, qui se tiendra à Vienne du 14 au 25 juin 1993)	710-1			
Texte adopté par la commission	710-2			
Rapport oral de M. Henneuse, discussion et vote			3194-3199, 3229, 3230	
M. Bougard (Problématique des peuples indigènes)	711-1			
MM. H. Van Rompaey et Van Wambeke (Encouragement du processus de paix et rétablissement des droits de l'homme dans le sud-est de la Turquie)	717-1			
Texte adopté par la Commission	717-3			
Mme Maes (Situation du Kurdistan turc)	718-1			
M. Vermeiren (Aide apportée aux villages roumains adoptés ainsi qu'à d'autres régions et mise à leur disposition de matériel et d'équipements militaires excédentaires)	777-1			
M. Cuyvers (Problème des enfants des rues au Brésil)	775-1			
M. Maertens (Construction de lignes à haute tension)	780-1			
M. Valkeniers (Droits de l'homme au Viêt-nam)	800-1			
Mme Maes (Zaire)	801-1			
M. Pataer (Rétablissement des droits de l'homme et encouragement du processus de paix au Rwanda)	811-1			
Rapport de Mme Van Cleuvenbergen	811-2			
Texte adopté par la Commission	811-3			
M. Geens (Organisation et management du ministère des Finances)	812-1			
M. Geens (Fraude fiscale)	813-1			
Mme Verhoeven et M. Van Wambeke (Rétablissement des droits de l'homme et encouragement du processus de paix au Rwanda)	818-1			
Rapport de Mme Van Cleuvenbergen	818-2			
M. W. Martens (Proposition de directive du Conseil des C.E. concernant la constitution d'un Comité d'entreprise européen dans les entreprises ou les groupes d'entreprises de dimension communautaire en vue d'informer et de consulter les travailleurs)	824-1			
M. Cuyvers (Droits territoriaux des Indiens shoshones de l'Ouest dans le Nevada)	857-1			
M. Goossens (Effacement des conséquences de la répression et de l'épuration)	858-1			
<b>Responsabilité civile</b>				
Etablissement d'une responsabilité objective en matière d'accidents de la circulation. — Projet de loi	530-5	26, 37		
Responsabilité du fait des produits défectueux. — Mise en cause des services techniques utilisateurs des produits				
Architectes. — Entrepreneurs. — Administration de l'Urbanisme				1500, 1874
Voir aussi: Assurance maladie-invalidité — Assurances — Banques				2161, 2769
— Chèques — Commerce — Constitution (Révision de la Constitution) — Environnement — Manifestations — Police				

MATIERES	DOCUMENTS		ANNALES Pages	BULLETIN Q. et R. Pages
	N°	Pages		
<b>Revenu garanti</b>				
Allocation spéciale de chauffage	526-2	47-48	354, 359, 369, 381, 427, 429-430	1304
des personnes âgées	526-24	9-10		
Virement sur un compte. — Système des certificats de vie trimestriels <i>Voir aussi</i> : Pensions (Indépendants) (Pensions de réparation) — Personnes âgées — Politique sociale	530-4	2, 4		
<b>Réviseurs d'entreprises</b>				
Contrôle des réviseurs par l'Institut des réviseurs d'entreprises Accumulation excessive de mandats Passage de la profession de comptable à celle de réviseur d'entreprises <i>Voir aussi</i> : Entreprises — Partis politiques				1850 2043, 3017, 3299, 3244, 3515, 3758
<b>Roi et Famille royale</b>				
Crédits pour la célébration 60/40 de S.M. le Roi Baudouin			548	
Notification du décès et hommage à la mémoire de S.M. le Roi Baudouin — Séance solennelle d'hommage			4023-4024	
Hommage à S.M. le Roi Baudouin			4062	
Serment constitutionnel de S.M. le Roi Albert II <i>Voir</i> : Annales des <i>Chambres réunies</i> du 9 août 1993 <i>Voir aussi</i> : Constitution (Révision de la Constitution) — Gouvernement — Lois et arrêtés — Parlement européen				
<b>Routes</b>				
Dégâts du charroi agricole sur les voies privées ou publiques Formation d'ornières <i>Voir aussi</i> : Circulation routière — Régions et Communautés	530-11	28-29		2552
<b>Rwanda</b>				
Coopération technique militaire	530-10	3, 6, 7, 8, 14		
Rétablissement des droits de l'homme et encouragement du processus de paix au Rwanda Proposition de résolution de M. Pataer	811-1			
Rapport de Mme Van Cleuvenbergen	811-2			
Texte adopté par la Commission	811-3			
Discussion et vote			3973-3976, 3999	
Rétablissement des droits de l'homme et encouragement du processus de paix au Rwanda Proposition de résolution de Mme Verhoeven et de M. Van Wambeke	818-1			
Rapport de Mme Van Cleuvenbergen	818-2			
Discussion. — Vote sur le texte adopté par la commission (voir doc. n° 811-3)			3973-3976, 3999	
Intentions du Gouvernement belge après l'annonce de l'existence d'escadrons de la mort au Rwanda Question orale de M. Benker			66	
Situation au Rwanda. — Droits de l'homme			556, 559, 560	
Attitude de la Belgique à l'égard du Rwanda à la suite de la remise en cause par le Président de la République des accords qui avaient été conclus Interpellation de M. Hasquin			785-786	
Position de la Belgique à l'égard du Rwanda Question orale de M. De Croo			1474-1475	
Réfugiés rwandais Question orale de M. Benker			1996-1997	
Situation au Rwanda et attitude du Gouvernement belge dans l'actuel conflit Interpellation de M. Van Belle			2091-2092, 2094-2096	
Dégradation du processus de démocratisation au Rwanda, laquelle débouche sur la violence et la menace d'une guerre civile, conséquences pour les autres pays de la région ainsi que la façon dont le Gouvernement belge réagit à cette situation, et notamment à l'attitude de la France Interpellation de Mme Maes			2092-2096	

MATIERES	DOCUMENTS		ANNALES Pages	BULLETIN Q. et R. Pages
	N <sup>o</sup>	Pages		
<b>Rwanda (suite)</b>				
Politique du Gouvernement à l'égard du Rwanda			4055	
Extension de la terreur. — Assistance militaire de la Belgique				1524
Mesures prises par la Belgique pour enrayer l'escalade de la violence. — Violation des droits de l'homme				2309
Aide alimentaire				3636, 3951
Report de la signature des accords d'Arusha à la demande du Président tanzanien				3684
La Belgique critiquée dans la presse rwandaise (journal <i>Kanguna</i> )				3685
<i>Voir aussi</i> : Affaires étrangères — Budgets (Finances) — Coopération au développement — Organisation des Nations Unies				
<b>S</b>				
<b>Sabena</b>				
Situation à la Sabena (Mécontentement social)				
Question orale de M. Vermeiren	530-17	6, 8, 22	110, 658	
Gestion	804-9	5-6	3876	
Conséquences, pour la Sabena, des récentes mesures d'économies proposées par le président d'Air France				
Question orale de M. de Donnée			60-61	
Protection de la Sabena contre le piratage informatique				
Question orale de M. Bock			1405-1406	
Problèmes de gestion financière et de gestion du personnel de la Sabena				
Interpellation de M. Liesenborghs			3476-3479	
Equilibre linguistique				1211
Politique du personnel. — Différents barèmes				1260
Droits d'atterrissage non exploités				1623
Composition du conseil d'administration. — Place réservée aux luxembourgeois				2158, 3829
Contrôle parlementaire. — Privatisation éventuelle avec Air France				3447, 3833
<i>Voir aussi</i> : Aéronautique — Budgets (Communications et Infrastructure) — Régie des Voies aériennes				
<b>Salaires</b>				
<i>Voir</i> : Rémunérations et salaires				
<b>Secrétaires d'Etat</b>				
<i>Voir</i> : Constitution (Révision de la Constitution) — Droit public — Gouvernement — Ministres et Ministères				
<b>Secrétariat permanent au recrutement</b>				
Service de l'Etat à gestion séparée	530-3	2		
Frais de fonctionnement	530-3	5, 6		
Arrêt de l'édition de l' <i>Agenda des examens</i> par le S.P.R.				
Question orale de M. De Loor			1229	
Concours pour le recrutement de commis. — Réserve de recrutement existante				1232
Organisation d'examens et constitution de réserves de recrutement				1233
Examen au <i>Petit-Château</i> pour le recrutement d'un directeur				1661, 2190
Recrutements. — Critères				2361
Recrutement dans les réserves				3210, 3422
Réserves de recrutement. — Renseignements divers				3350, 3648
<i>Voir aussi</i> : Ministres et Ministères (Vice-Premier Ministre, Justice et Affaires économiques) — Protection civile				
<b>Secrétariats sociaux</b>				
<i>Voir</i> : Impôts sur les revenus (Revenus professionnels)				

MATIERES	DOCUMENTS		ANNALES Pages	BULLETTIN Q. et R. Pages
	N°	Pages		
<b>Sécurité routière</b>				
<i>Voir</i> : Circulation routière				
<b>Sécurité sociale</b>				
Transferts Nord-Sud	100-15/4°	17, 39, 46	359-360, 370, 377, 378, 530, 538-539, 594, 595, 1357, 1359, 1374, 1380, 1397-1399, 1400, 1402, 1419, 2680, 2701, 2702, 3112	
Fédéralisation	100-15/4° 558-5	17-18, 53, 86 123, 135, 151	530, 594, 1402, 1419, 2687, 3113	
Application uniforme de la législation dans l'ensemble du pays <i>Voir aussi</i> : Constitution (Révision de la Constitution) Opération <i>Maribel</i> . — Réduction de la subvention	526-2 526-18 529-2 798-2	2-3, 11-12 1 15, 23, 24, 25, 70 13	1362, 1423 355, 358, 361, 363-364, 2227, 2722, 3111, 3438	
Assainissement de la sécurité sociale. — Equilibre financier	526-2 529-2 530-14 762-2 798-2	4 11, 32, 35-36, 40, 67 2-4, 7 13, 19 2, 8, 23, 24, 25, 30	355, 357-358, 359, 368, 381, 382, 532, 545, 588-589, 975, 976, 2217-2219, 2240, 3104, 3438, 3439, 3834, 3835, 3873-3875, 3876-3877-3878, 3883-3884, 3886-3887-3889, 4033, 4034, 4046, 4051, 4061-4062, 4076-4077	
Evolution des recettes et des dépenses	526-2 530-14	4-8, 63-65 3	353, 362, 364, 2212, 2240, 2291	
Subvention de l'Etat	591-2	34	541, 542	
Fonds pour l'équilibre financier de la sécurité sociale	804-2 804-11	7 2-3	3882, 3883	
Répartition des efforts			359	
Meilleure justice sociale			359, 381, 382	
Préservation des différents régimes de sécurité sociale			359	
Déficit de l'ensemble des pouvoirs publics et de la sécurité sociale			1231-1232	
Question orale de M. de Donnée			2200, 2204	
Viabilité de la sécurité sociale			2229-2230	
Menace des acquis de la sécurité sociale			2240	
Réduction des dépenses dans les transferts			3129, 4064, 4068-4069, 4071, 4072	
Financement			3129	
Contribution complémentaire de crise (3 centimes additionnels)			4069	
<i>Voir aussi</i> : Impôts sur les revenus				1883
Rapport- <i>Petit</i>				1957
Dettes de la sécurité sociale				
Prélèvement sur les réserves de l'Office national des pensions pour travailleurs salariés				
<i>Voir aussi</i> : Assurance maladie-invalidité — Economie — Energie				
Transferts entre secteurs	526-2 804-2	9-11 5	353, 355, 356, 358, 361, 369, 3874, 3876, 3884, 3887, 3890, 3891	
Cotisations sociales	530-14	3, 9		
Réaménagement	530-14	7, 8	2190	
Administrations communales bruxelloises et wallonnes. — Retards de cotisations				1095
Remboursement de cotisations perçues indûment				1147
Non-versement de cotisations par l'Université de l'Etat à Liège				1226
Arriérés de cotisations. — Exonération d'intérêts				1660
Paiement tardif des cotisations. — Intérêts				1670
Arriérés de cotisations. — Organismes du secteur des soins de santé				1715, 1819

MATIERES	DOCUMENTS		ANNALES Pages	BULLETIN Q. et R. Pages
	N°	Pages		
<b>Sécurité sociale (suite)</b>				
Cotisations sociales (suite)				
Arriérés de cotisations des entreprises qui ont fait faillite en 1992				2431, 2497
Arriérés de cotisations. — Entreprises de transport routier national et international				2822, 2995
<i>Voir aussi</i> : Chômage — Code judiciaire — Statut social des travailleurs indépendants — Travail				
Serpent social européen	530-14	10	516	
Institution de « La charte » de l'assuré social				
Projet de loi*	634-1			
Confirmation des A.R. pris en exécution de l'article 39bis, § 5, de la loi du 29 juin 1981 établissant les principes généraux de la sécurité sociale des travailleurs salariés (Fonds pour l'équilibre financier de la sécurité sociale)			2685-2686	
Projet de loi	720-1			
Rapport de Mme Van Cleuvenbergen	720-2			
Discussion et vote			3317, 3321-3322	
Privilège de l'O.N.S.S. en cas de faillite	762-2	4-5, 12	3118	
	798-2	20, 35		
	762-2	13, 14	3104, 3106	
Fraude sociale				
Force probante des informations traitées au moyen des technologies modernes	804-2	22-23		
Statut social des volontaires qui accomplissent un service au profit de la collectivité (Maintien de l'assurance-maladie et du droit aux allocations familiales — Délai d'attente pour l'obtention des allocations de chômage)				
Proposition de loi de M. Arts	850-1			
Banque-carrefour				
Rapport d'activité 1992 du Comité de surveillance			27	
<i>Voir aussi</i> : Politique sociale — Protection de la vie privée				
Suppression des organismes de paiement politisés			360	
Mesures récentes dans le domaine de la sécurité sociale et de la santé publique qui traduisent un manque total de connaissance et de vue d'ensemble en matière de soins de santé				
Interpellation de M. Valkeniers			371-374, 378-381, 501-502	
			527	
			527	
Réforme				
Chèques-repas				
<i>Voir aussi</i> : Rémunérations et salaires				
Erreurs dans le secteur. — Manque de mesures drastiques			2205	
Mesures récentes en matière de sécurité sociale qui entraîneront de nouvelles dépenses (Extension des catégories de bénéficiaires du tiers payant — Dépenses afférentes au développement et à l'évolution de nouvelles techniques médicales)				
Interpellation de M. Valkeniers			2890-2891	
Principes de solidarité			3875, 3877, 3879, 3884, 3885-3886, 3889, 3890	
			3879	
Augmentation du nombre de catégories de bénéficiaires				
Indemnité à payer à l'O.N.S.S.. — Compétence pénale d'un fonctionnaire en cas d'amende administrative				1116, 1227
Coût. — Répartition par province				1477
Médecins militaires. — Cumul avec une fonction civile rémunérée				1988, 2187
				2621, 2623, 3062, 3101
<i>Voir aussi</i> : Affaires étrangères — Code judiciaire — Constitution (Révision de la Constitution) — Défense sociale — Faillites — Famille — Impôts — Indice des prix — Marine marchande — Navigation — Office de sécurité sociale d'outre-mer — Personnes âgées — Politique sociale — Postes (Personnel) — Société nationale des chemins de fer belges — Travail — Vacances				
<b>Sécurité sociale d'outre-mer</b>				
Suppression du remboursement préférentiel pour les assujettis			3882	
Abrogation du décret du 4 août 1959 instaurant un régime spécifique d'assurance soins de santé				
<i>Voir doc. n° 804-1</i>				
<i>Voir aussi</i> : Office de sécurité sociale d'outre-mer				

MATIERES	DOCUMENTS		ANNALES Pages	BULLETIN Q. et R. Pages
	N°	Pages		
<b>Sénat</b>				
Réforme du Sénat (Réformes institutionnelles — Révision de la Constitution)	100-15/4°	3, 52, 55, 56, 82- 83, 90	1352, 1357, 1373, 1378, 2721	
Sénateurs de communauté Nouveau Sénat. — Nombre de sénateurs par province <i>Voir aussi</i> : Chambres législatives — Constitution (Révision de la Constitution)	558-5	258-259		1329, 1457
Vérification des pouvoirs				
M. Pataer			84	
M. Matthijs			84	
M. De Boeck			1096-1097	
Mme Leduc			2266	
Prestation de serment				
M. Pataer			84	
M. Matthijs			85	
M. De Boeck			1097	
Mme Leduc			2266	
Présence souhaitée du seul président de parti, membre de l'assemblée			2179	
Indignation quant au non-respect par le Ministre de la Justice et des Affaires économiques de ses engagements d'être présent à heure fixée pour répondre à une série d'interpellations et indignation quant au non-respect par la Chambre de l'ordre du jour du Sénat			2487-2490	
Compatibilité d'un mandat au sein d'un Conseil et d'un mandat au Sénat			2721	
Comité d'avis chargé des questions européennes				
<i>Voir</i> : Communautés européennes				
<i>Voir aussi</i> : Ajournement du Sénat — Budgets (Dotation du Sénat) — Bureau du Sénat — Chambres législatives — Commissions du Sénat — Communes — Constitution (Révision de la Constitution) — Cooptation de sénateurs — Décès — Droit public — Elections — Hommages — Immunité parlementaire — Informatique — Motions et motions d'ordre — Ordre des travaux — Pétitions — Provinces — Règlement du Sénat				
<b>Sépultures</b>				
<i>Voir</i> : Cimetières — Décès				
<b>Serment</b>				
<i>Voir</i> : Prestation de serment				
<b>Service de santé administratif</b>				
<i>Voir</i> : Fonction publique — Office médico-social de l'Etat				
<b>Services d'incendie</b>				
Meilleure coordination entre les services d'incendie et la protection civile	530-6	8, 24		
Compétence fédérale	558-5	67, 155-156		
Incendie récent dans la région de Louvain (Danger de l'agrandissement des surfaces industrielles)			466	
Question orale de M. Kuijpers				
Répartition des services d'incendie selon des zones			1472-1473	
Question orale de M. Van Aperen				
Réorganisation des services de secours non policiers				1253, 1307
Allocation spéciale pour officiers et sapeurs-pompiers ordinaires afin d'assurer une permanence à domicile				1960
Supplément de traitement aux officiers pour prestations de nuit ou de week-end				3729, 3898
Risque d'incendie sur les marchés publics				2738
Incendies dans les entreprises (Biochim à Machelen). — Détection de gaz toxiques				2793

MATIERES	DOCUMENTS		ANNALES Pages	BULLETIN Q. et R. Pages
	N°	Pages		
<b>Services d'incendie (suite)</b>				
Détection de matières toxiques en cas de développement de fumées ou de fuites lors d'accidents				3168
Pompiers de Louvain. — Questions politiques				3236
<i>Voir aussi:</i> Aide médicale urgente — Communes (Personnel) — Criminalité et violence — Environnement — Impôts sur les revenus (Charges et dépenses déductibles) (Revenus professionnels) — Protection civile — Travail				
<b>Société nationale de crédit à l'industrie</b>				
Privatisation	529-2 762-2	75-76 6	3104-3105, 3132	
<i>Voir aussi:</i> Entreprises — Finances — Impôts — Institutions de crédit				
<b>Société nationale des chemins de fer belges</b>				
Contrat de gestion	530-17  558-5 804-9	5-6, 7, 24 143 4-5	83, 647, 649, 650, 653, 654, 658, 659-660	
Retards dans la circulation des trains. — Exécution du contrat de gestion				
Plan d'entreprise. — Déficit structurel	530-17	5-6, 25	646, 647, 649, 650, 653-654, 658, 659, 660 1404-1405	1285, 1420 1497, 1727
Question orale de M. Gevenois				
Suppression de gares et de lignes	530-17	7, 11, 18	646, 649, 650, 652, 653, 654, 655, 656, 659-660 649	
Avenir des bâtiments concernés				
Fermeture de six lignes wallonnes au trafic voyageurs				
Ligne Charleroi-Couvin. — Avenir de la province de Namur				
Projet de fermeture de gares. — Hansbeke				
Répartition régionale				
Suppression de gares et de points d'arrêt en Flandre orientale				
Destruction de gares. — Affectation future				
Ligne Libramont-Bastogne. — Service de substitution				
Fermeture de gares. — Bilan social				
Fermeture de points d'arrêt. — Comptage du nombre de voyageurs				
Fermeture de gares. — Déséquilibre entre la Flandre et la Wallonie				
Fermeture de la gare de Leeuwergem				
Patrimoine immobilier. — Réalisation de biens	530-17	7, 18	658	
Vente de biens immeubles				
Interpellation de M. Benker				
Ombudsman	530-17	12, 17-18	115-117	
Fédéralisation	558-5	143	650-651	
Privatisation	558-5	143, 154		
Bilan et compte des résultats au 31 décembre 1991				
Collège des commissaires S.N.C.B.			16	
Titre honorifique du président				
Titre honorifique d'un membre				
Service pendulaire de conteneurs par voie ferrée entre les ports d'Anvers et de Rotterdam			96 258	
Question orale de M. Suykerbuyk				
T.G.V.			107	
Aménagement du T.G.V. dans le Brabant flamand				
Interpellation de M. Vermeiren				
Réouverture de la ligne Quiévrain-Valenciennes				
Question orale de M. Gevenois				
Réouverture de la ligne Quiévrain-Valenciennes. — Liaison Mons-Valenciennes				
Brabant flamand. — Construction de tunnels				
Aéroport de Bruxelles-National				
Raccordement de l'aéroport national au réseau du T.G.V. en Belgique				
Interpellation de M. Vermeiren				
			247-252, 308-309	
			472-473	
			649-650, 658-659 656	
			1246, 1249	
			1981-1984, 2016-2017	

MATIERES	DOCUMENTS		ANNALES Pages	BULLETIN Q. et R. Pages
	N°	Pages		
<b>Société nationale des chemins de fer belges (suite)</b>				
<b>T.G.V. (suite)</b>				
Informations de presse relatives au tracé de la ligne du T.G.V. le long de l'E19 (Anvers-frontière avec les Pays-Bas)			3967-3968	
Question orale de M. Van Aperen				1199, 1293
Paris-Strasbourg et le Grand-Duché de Luxembourg				1420
Liaison reliant le Limbourg au terminal de Liège				1496, 1549
Choix du tracé vers les Pays-Bas				
Compensations financières pour les communes situées sur le trajet.				1926, 1998
— Etudes d'impact sur l'environnement				
Nuisances. — Tronçon entre la frontière française et la dorsale wallonne. — Réclamations				2157, 2442
Fréquence sur la ligne Anvers-Amsterdam				2554, 3029
Tracé Anvers-Amsterdam				2554, 3136
Construction de murs antibruit				2753, 3032
Influence sur le développement économique des Régions			648-649	
Remplacement et modernisation de ponts sur la Sambre			649	
Plan Star 21			649, 650, 653, 656	2287, 2635
Politique d'accueil				
Province de Limbourg			650, 654-655	
Lignes Hasselt-Mol et Mol-Neerpelt			650, 654-655	
Liaisons au départ du Limbourg, Tongres en particulier				1284, 1340
Province de Luxembourg				
Conséquences néfastes du récent plan d'entreprise de la S.N.C.B.				
Interpellation de M. Scharff			652-653, 659-660, 795-796	
Axe Athus-Meuse (Lignes 165 et 166)			654	3619
Ligne 163 Libramont-Bastogne			654	
Suspension provisoire de la desserte				2549, 2833
Comparaison avec la situation au Grand-Duché				1986, 3023
Flandre orientale			653	
Gare du Palais à Liège			655	
Gare de La Louvière Sud			655	
Entretien et embellissement des gares			656	
Accueil des sans-abri dans les gares			656	
Canal Louvain-Malines. — Malterie <i>Cargill</i>			656	
Sécurité à Bruxelles-Nord			656	
Amélioration des liaisons entre les services <i>De Lijn</i> et la S.N.C.B.			656	
Investissements				
Exécution du programme d'investissement				
Question orale de M. Didden			1405	
Programme d'investissement				
Interpellation de M. Didden			1681-1683	
Modernisation des réseaux. — Distorsion dans les investissements régionaux				1449, 1857
Disponibilité des données				2350, 3737
dans la zone portuaire d'Anvers				1779, 2297
Programme d'investissement de 1991. — Modifications en 1993				2816, 3664
Attitude du Vice-premier Ministre et Ministre des Communications et des Entreprises publiques suite à la décision de la S.N.C.B. de supprimer la ligne ferroviaire 163 Libramont-Bastogne				
Interpellation de M. Bougard			2324-2326	
Fermeture envisagée du point-frontière ferroviaire Athus-Mont-Saint-Martin				
Question orale de M. Deworme			2524-2525	
Electrification				
Déception suscitée par l'électrification de la liaison ferroviaire Tournai-Lille				
Question orale de M. D'hondt			2758-2759	
Ligne 73 Deinze-Adinkerke				1283, 1339
Ligne Tournai-Lille				3188, 3468
Application de la directive C.E. 1991/440 relative au développement des chemins de fer dans la C.E.				
Question orale de M. De Croo			2759-2760	
Circulation ferroviaire transfrontalière à Adinkerke-Ghyvelde				
Interpellation de M. Loones			3470-3472, 3790	
Réduction du trafic sur la ligne ferroviaire Athus-Meuse				
Interpellation de M. Scharff			3472-3475	
Création d'une troisième voie ferrée sur la ligne Bruxelles-Ottignies et expropriations prévues				
Question orale de Mme Herzet			3760	

MATIERES	DOCUMENTS		ANNALES Pages	BULLETIN Q. et R. Pages
	N°	Pages		
<b>Société nationale des chemins de fer belges (suite)</b>				
Publicité de la S.N.C.B. pour les voyages dans la petite Yougoslavie Question orale de M. Pataer			3970	
Rapport annuel, comptes annuels et rapport du Collège des commissaires pour l'année 1992			4030	
Voies désaffectées Vente. — Problèmes juridiques dans la région de Tongres				1124, 3450 3665, 3835
Travaux dans l'arrondissement de Soignies en Flandre occidentale dans les arrondissements d'Alost et d'Audenarde dans l'arrondissement de Gand-Eeklo				1167, 1263 1199, 1264 1217 1985, 2629, 3564, 3748
dans l'arrondissement de Saint-Nicolas dans la province de Limbourg				2939, 3461 3917
Avenir de la ligne Anvers-Boom				1200, 1294
Centres affectés aux envois de détail. — Tour et Taxis. — Emploi des langues				1249, 1923, 2627
Wagons complets « en envoi de service ». — Développement en Wallonie				1249, 3218
Ligne Bruxelles-Charleroi. — Cabine de signalisation				1284, 1341
Transport de colis. — Nouveau service « bonsoir, bonjour »				1365, 1671
Ligne Arlon-Bruxelles. — Taux d'occupation en première classe				1449, 1550
Réaménagement des horaires. — Fermeture éventuelle de la gare de Schulen				1460
Places pour non-fumeurs dans les trains				1577, 1581, 1673, 1837, 3563, 3747 2613, 2963
Suroccupation des trains et places pour non-fumeurs				
Détachement de personnel des chemins de fer auprès de T.U.C.-rail. — Statut social				1622
Gare de Tollembeek. — Améliorations afin de garantir un meilleur accueil				1656, 1937
Diminution de la vitesse de référence sur la ligne 75 (Courtrai-Gand-Saint-Pierre)				1709, 1938
Gare de Hansbeke. — Service réduit				1710, 1994
Décharge d'immondices à Plombières-Montzen. — Affectation de terrains S.N.C.B.				1736
Transports de marchandises en service				1849
Voies supplémentaires sur la ligne 50A entre Bruges et Gand				1849, 1996
Résultats d'exploitation				1924, 2628
Déficit structurel				3507, 3746
Ligne 97, Saint-Ghislain-Quévrain				
Suppression des trains sur la ligne 97, Saint-Ghislain-Quévrain				1986, 2631
Modernisation de la ligne. — Liaisons sans rupture de charge				3073, 3463
Service assuré à la gare de Bellem				2091, 2233
Composition du conseil d'administration. — Place réservée aux Luxembourgeois				2158, 2632
Unilog. — Terminal à Muizen				2159, 2443, 2755, 3456
Gestion par ordinateur				2159, 2633
Ligne 58 Gand-Eeklo. — Mauvais état des voies. — Horaires				2287, 2635
Gares sur le territoire de Dilbeek				2306
Filiales. — Renseignements divers				2350, 2637
Changement des horaires sur la ligne Bruxelles-Mons				2423, 2955
Train non chauffé sur la ligne 73 (La Panne-Schaerbeek)				2424, 2832
Trains touristiques d'été Adinkerke-Dunkerque				2427, 2640
A.S.B.L. actives au sein de la S.N.C.B.				2549, 2833
Liaison Bruxelles-Amsterdam. — Projet « X-2000 » (Accent sur la notion de confort)				2553, 2959
Travaux d'adaptation à la gare d'Adinkerke. — Valeur architecturale du bâtiment				2611, 2960
Utilisation d'herbicides				2815, 3034
EC 48 « Memling » et EC 82 « Etoile du Nord ». — Confort des voyageurs				2868, 3456
Correspondance entre le train et le ferry à Ostende				2869, 3457
Information des voyageurs dans les trains				2869, 3458
Arrêts dans la région de Louvain				2869, 3458
Economies. — Train I.R. Anvers-Liège. — Réduction éventuelle du nombre d'arrêts				2937, 3459
Terrains et bâtiments non utilisés. — Activités industrielles				3013, 3463

MATIERES	DOCUMENTS		ANNALES Pages	BULLETIN Q. et R. Pages
	N°	Pages		
<b>Société nationale des chemins de fer belges (suite)</b>				
Taxe de confort à l'EC « Jacques Brel ». — Suppression de l'arrêt à Verviers de l'EC « Memling »				3076, 3742
Guide des chemins de fer. — Bilinguisme				3188, 3743
Réalisation du « Rhin de fer » (Liaison Flandre-Ruhr)				3217
Minibar ambulant dans les trains 48 et 49				3273, 3470
Type de publicité et revenus				3274, 3744
Ligne Virton-Bertrix-Libramont. — Disparition de la numérotation (165) dans le dernier indicateur				3274
Débroussaillage des talus pendant la période de nidification				3341, 3471
Matériel ferroviaire contenant de l'amiante				3390, 3744
Transport combiné. — Stimulants				3723
Handicapés mentaux. — Trajets d'apprentissage				3723
Mauvais état du matériel				3724
Amélioration du service sur la ligne 132 (Charleroi-Mariembourg)				3876
Service mini-bar sur la ligne 162 (Namur-Arlon-Luxembourg)				3917
<i>Voir aussi:</i> Entreprises — Impôts sur les revenus — Transports — Transports publics				
<b>Personnel</b>				
Détachement de membres du personnel de la S.N.C.B. à une société filiale				
Question orale de M. Eeman			473	
Assurance maladie-invalidité			589	
Préavis de grève déposé pour les 28 et 29 janvier 1993 à la S.N.C.B.				
Question orale de Mme Nélis			1406-1407	
Grèves aux chemins de fer				
Question orale de M. Peeters			1477	
Gestion et effectif du personnel				1620, 1731
Question orale de M. Van Hooland			1806-1807	
Répartition linguistique				
Scission linguistique des services				1215
Ateliers centraux. — Cadres linguistiques				1250, 1725, 1849
Personnel de firmes extérieures à la société. — Bilinguisme				1507
Cadres linguistiques. — Nomination de chefs de bureaux/inspecteurs. — Suspension par la cour du travail				1710, 1939
Equilibre linguistique au service du personnel				1849
Département infrastructure				3076, 3467
Evolution du nombre d'effectifs et de pensionnés				1539, 1731
Signaleurs. — Effectif. — Réserves. — Formation. — Nombre				3275, 3470
Détachement de personnel				3619, 3749
<i>Voir aussi:</i> Assurance maladie-invalidité				
<b>Société nationale des chemins de fer vicinaux</b>				
<i>Voir:</i> Transports publics				
<b>Société nationale d'investissement</b>				
Cession de participations (Privatisation)	762-2 762-14	6 23	3105	
<i>Voir aussi:</i> Finances — Impôts — Institutions de crédit				
<i>Voir aussi:</i> Finances — Impôts — Transports				
<b>Sociétés commerciales</b>				
Modification, en ce qui concerne les fusions et les scissions de sociétés, des lois sur les sociétés commerciales coordonnées le 30 novembre 1935	530-16 494-1 494-2	17		
Projet de loi*				
Rapport de M. Cerexhe				
Discussion et vote				3172-3193, 3229
Sociétés d'intérêt social, sociétés de promotion d'intérêt social et unions de sociétés d'intérêt social (Economie sociale)				
Proposition de loi de M. Taminiaux	535-1			
S.P.R.L.U. — Révision de la loi sur les sociétés unipersonnelles	591-2	15, 16	579	
Offre de retrait dans le droit des sociétés				
Question orale de M. Boël			472	

MATIERES	DOCUMENTS		ANNALES	BULLETIN Q. et R.
	N°	Pages	Pages	Pages
<b>Sociétés commerciales (suite)</b>				
Décisions de sociétés commerciales. — Intérêt personnel, direct ou indirect, d'administrateur. — Nouvel article 60 des lois coordonnées. — Emploi des langues				1450, 1871
Répartition régionale du nombre de sociétés nouvelles				1578, 2007
Etat actionnaire et créancier de sociétés. — Incompatibilité				1658, 2004
Sociétés de médecins. — Discrimination des médecins hospitaliers				1785, 1786, 2131
Cumul des fonctions de membre gérant et de membre non gérant de l'organe d'administration (Directive C.E.)				3528
Organismes de placement collectif. — SICAV, SICAF				
<i>Voir</i> : Droits de succession — Finances — Impôts				
Lutte contre l'usage impropre de la forme sociétaire				
<i>Voir</i> : Impôts — Impôts sur les revenus (Impôt des sociétés)				
<i>Voir aussi</i> : Associations sans but lucratif — Avocats — Caisse générale d'épargne et de retraite — Communautés européennes — Faillites — Impôts — Impôts sur les revenus (Impôt des sociétés) (Revenus immobiliers) — Lois et arrêtés — Statut social des travailleurs indépendants — Taxe sur la valeur ajoutée				
<b>Sociétés de développement régional</b>				
<i>Voir</i> : Provinces				
<b>Sports</b>				
<i>Voir</i> : Education physique et sports				
<b>Statistiques</b>				
Tourisme (I.N.S.)				1555, 3360
Consultation				
Statistique mensuelle du tourisme et de l'hôtellerie. — Distribution des questionnaires				2009
<i>Voir aussi</i> : Communautés européennes — Finances — Institut national de statistique				
<b>Statut social des travailleurs indépendants</b>				
Equilibre financier de la sécurité sociale des indépendants	526-3	6-7	356, 401, 405, 406,	
	526-20	2-3	408	
Création d'un Comité général de gestion	526-3	7-8, 17-19	401, 404, 405, 407	
	526-25	10-11		
Cotisations sociales	526-3	9		1155
Perception	526-3	9-10		
Commissions des dispenses	526-3	10	605, 608, 1398	
Création d'une commission centrale unique	526-3	10-12	401, 405, 408	
	526-20	2-3		
Cotisations trimestrielles. — Fin de l'activité professionnelle				2565, 2672
Calcul des cotisations				3949
<i>Voir aussi</i> : Allocations familiales — Impôts sur les revenus (Charges et dépenses déductibles)				
Cotisation annuelle de 7 000 francs à charge des sociétés, destinée au statut social	526-3	13-17	354-355, 360, 401, 403,	
	526-21	3-4	404, 405-406, 407, 605	1816
Exemption des sociétés n'exerçant aucune activité				
Intervention de l'Etat dans la dette cumulée du statut social	526-3	20		
Création d'un Fonds pour l'équilibre financier du statut social	804-3	3	3876	
Ressources du Fonds	804-3	3-5		
Discrimination des indépendants			355	
Fonctionnement des caisses d'assurances sociales pour indépendants			401	
Gestion des caisses libres. — Contrôle				1396
Majoration de l'indemnité journalière pour les indépendants en incapacité de travail			407	
Emploi impropre du statut (Faux indépendants)				
Question orale de M. Anthuenis			909	
Agriculteurs ayant cessé leurs activités				1831

MATIERES	DOCUMENTS		ANNALES Pages	BULLETIN Q. et R. Pages
	N°	Pages		
<b>Statut social des travailleurs indépendants (suite)</b>				
Dirigeants indépendants d'agence en douane. — Cessation d'activité professionnelle. — Protection sociale				2396
Mandataires de sociétés exerçant un mandat non rémunéré				2469
<i>Voir aussi:</i> Allocations familiales — Cotisation de solidarité — Impôts sur les revenus (Charges et dépenses déductibles) — Informatique — Pensions (Indépendants) — Politique sociale				
<b>Stupéfiants</b>				
Complément à la loi du 29 juin 1964 concernant la suspension, le sursis et la probation, quant aux soins obligatoires en cas de toxicomanie				
Proposition de loi de MM. Arts et Hermans	515-1	3, 9	568, 622, 625	
Lutte anti-drogue. — Toxicomanie	530-5	5, 8, 24		
	530-6	2, 6		
	530-15			
Ratification des conventions de 1971 et 1988				1674
Circulaire aux parquets				3189
Moyens et résultats				3190, 3210, 3895
Affectation des établissements de Wortel et de Saint-Hubert à la détention de toxicomanes	530-5	8, 16		
Modification de la loi du 24 février 1921 concernant le trafic des substances vénéneuses, soporifiques, stupéfiantes, désinfectantes ou antiseptiques (Traitements de substitution — Méthadone)				
Proposition de loi de M. Foret	703-1		622, 625	
Traitements de substitution (Méthadone)				
Déclarations récentes d'un magistrat éminent sur une proposition de loi faisant l'objet de discussions politiques				
Question orale de M. Arts			1414-1415	
Problème du passage de drogue au poste-frontière belgo-néerlandais de Haseldonk				
Question orale de M. Verreycken			2938-2939	
Sanction à l'encontre des personnes qui abusent de femmes toxicomanes				2160, 2375
Nombre d'immigrés clandestins arrêtés pour vente de drogue				3191, 3291
<i>Voir aussi:</i> Affaires étrangères — Criminalité et violence — Droit pénal — Etablissements pénitentiaires — Gendarmerie — Hygiène et santé — Produits pharmaceutiques				
<b>Sûreté de l'Etat</b>				
Belges ayant fourni des renseignements aux services secrets des pays de l'Est				1743
Recrutement. — Examen de moralité				2555, 3149
Recrutements. — Enquête de sécurité. — Directives				3927
<i>Voir aussi:</i> Comité supérieur de contrôle — Criminalité et violence — Cultes — Manifestations				
<b>Sylviculture</b>				
<i>Voir:</i> Agriculture — Catastrophes et accidents — Commerce extérieur — Droits de succession — Industrie — Institut pour l'encouragement de la recherche scientifique dans l'industrie et l'agriculture (I.R.S.I.A.) — Taxe sur la valeur ajoutée				
<b>Syndicats</b>				
Obligation pour les organisations syndicales d'adopter un statut de personne morale				
Proposition de loi de M. Goossens	639-1			
Organisations syndicales des personnels de la gendarmerie et de la police. — Représentativité				1102
Evolution du syndicalisme vers un néocorporatisme				1476
Admissibilité d'actions syndicales dans une firme belge à l'occasion de problèmes se posant dans une filiale étrangère				1615
<i>Voir aussi:</i> Armée — Chômage — Fonction publique — Gendarmerie — Institut national d'assurance maladie-invalidité — Marine marchande — Police — Travail				

MATIERES	DOCUMENTS		ANNALES	BULLETIN Q. et R.
	N°	Pages	Pages	Pages
<b>T</b>				
<b>Tabac</b>				
Instauration d'une taxe-santé sur le tabac Proposition de loi de M. Lenfant	532-1			
Primes à la culture du tabac	804-3	8-9	622, 624, 626, 3453	
Interdiction de la publicité pour le tabac				
Situation précaire de l'industrie belge du cigare Interpellation de M. Desutter			3799-3801	
Taxes dans le Benelux				1817
Coût pour la santé publique				1852, 1973
Prévention du tabac sur les lieux de travail				3312
<i>Voir aussi</i> : Commerce extérieur — Produits pharmaceutiques — Société nationale des chemins de fer belges				
<b>Taxe de circulation</b>				
Application de la taxe de mise en circulation Question orale de M. Van Aperen			108-109	
Importation de véhicules automobiles. — Perception de la taxe avant que le véhicule ne soit mis en circulation				1385
Perception des taxes. — Non-paiement par de nombreux citoyens				2870, 2873, 2982, 3035
Catalyseur — Prime <i>Voir</i> : Circulation routière				
<i>Voir aussi</i> : Carburants				
<b>Taxe sur la valeur ajoutée</b>				
<b>Fraude fiscale</b>				
Internationalisation	529-2	21-22, 29, 55	3125	
Mesures contre la fraude dans le secteur Horeca				3201, 3885
Lutte contre la fraude après l'abolition des frontières internes de la C.E.				3346, 3414
Or non monétaire				3569
Modification du Code de la T.V.A. et du Code des droits d'enregistre- ment, d'hypothèque et de greffe (Réalisation du marché intérieur européen: suppression des contrôles fiscaux aux frontières inté- rieures — Adaptation du droit interne à une Directive et à un Règlement C.E. — Art. 159 du Code des droits d'enregistrement)				
Projet de loi*	578-1			
Rapport de M. Weyts	578-2		905-909, 910-959, 1002-1003	
Discussion et vote				
Assujettissement des professions libérales. — Avocats	578-2	19, 30-32		
Intérêts de retard et intérêts moratoires	591-2	101		
	(Annexes)			
Modification de l'A.R. n° 20 du 20 juillet 1970 fixant les taux de la T.V.A. et déterminant la répartition des biens et des services selon ces taux (Seringues pour injection d'insuline et couches pour incontinents)				
Projet de loi*	684-1			
Modification de la taxation des moyens de transport neufs et d'occa- sion				
Projet de loi*	737-1			
Rapport de M. Deprez	737-2			
Amendement de MM. van Weddingen et Hatry	737-3			
Discussion et vote			2625-2631, 2650, 2653- 2654	
Privilège du Trésor et hypothèque légale	762-2	4-5, 12	3118	
Majoration des amendes figurant dans le Code	762-2	5, 11	3102, 3104, 3122, 3126	
	762-12	19-20		
	762-22	6		
<i>Voir aussi</i> : Impôts				

MATIERES	DOCUMENTS		ANNALES Pages	BULLETIN Q. et R. Pages
	N°	Pages		
<b>Taxe sur la valeur ajoutée (suite)</b>				
Nouvelle réglementation en matière de T.V.A. — Nouveau Code Communication des renseignements en matière de facturation Transport de marchandises. — Facturation Militaires en Allemagne Sociétés. — Situation d'un associé actif Récupération de la T.V.A. Prestations d'interprètes	762-2	14		1785, 1876 2013 2014 2015 2062 2093, 2778 2489, 3018, 3451, 3764
Traction faisant suite aux transports maritimes intracommunautaire Importation des biens en provenance d'un pays hors C.E. — Lacunes dans le nouveau Code Recul des recettes				2560, 2779 3201 3202, 3852
Vente de voitures d'occasion Effets destructeurs sur la revente des voitures d'occasion, tant par les particuliers que par le commerce automobile, suite à l'adoption, par le Gouvernement, d'une politique discrimina- toire au détriment de la Belgique, lors de la fixation du régime fiscal qui entrera en vigueur le 1 <sup>er</sup> janvier 1993 (Taxe à l'immatriculation — T.V.A. — Directive C.E. relative aux biens d'occasion) Interpellation de M. Hatry Obligation pour le Ministre des Finances de se conformer à l'arrêt de la Cour de Justice européenne du 9 juillet 1992 imposant le remboursement de T.V.A. payée en trop sur la vente de voitures d'occasion Question orale de M. Hatry Effondrement du marché des voitures d'occasion. — Déclarations du Ministre des Finances concernant la T.V.A. Harmonisation. — Taxation la plus favorable pour les revendeurs Tarifs appliqués au Benelux Tarifs appliqués en Allemagne et en France Remboursement de la T.V.A. payée en trop <i>Voir aussi: Impôts</i>	798-2	33	1250, 1251, 3101  1250-1252  1804-1805 2237	1850, 2011 1880 1880 2730
Perception de cotisation A.M.I. pour le personnel d'encadrement des équipes de jeunes footballeurs et perception de la T.V.A. sur les transferts de footballeurs Question orale de M. Van Belle			2761-2762	2732, 2944, 3043
Taux de T.V.A. pour les travaux d'entretien et de réparation aux objets d'art Question orale de M. Eeman			3205	3769
Ferry-boats. — Magasins hors taxe. — Régime applicable Médicaments pour animaux Beurre, lait et margarine Situation de demandeurs d'asile roumains Reprise d'une entreprise. — Définition. — Cession à titre gratuit d'un fonds de commerce C.E. — Système d'échange d'informations relatives à la T.V.A. — Etat de la question				1352 1411, 1468 1557, 1987, 2061 1627, 1657, 1693 1685 1751
Secteur de l'immobilier. — Stimulation de nouvelles constructions. — Possibilité d'un abaissement de la T.V.A. pour les ménages amenés à souscrire un emprunt social				2125
Huitres, homards et crustacés. — Taux. — Harmonisation au sein de la C.E.				2321 2378 2430, 2726
Prestations intellectuelles. — Notion de « contribuable ». — Holdings Coiffeurs Obligation de représenter un relevé récapitulatif des livraisons intra- communautaires. — Dispense pour les P.M.E.				2488, 2726
Taux différents dans la province de Luxembourg et le Grand-Duché pour la réparation des voitures Isolation des bâtiments				2490, 2840 2560, 2727
Secteur du transport. — Remboursement de la T.V.A. induite aux firmes étrangères				2701, 2780
Honoraires non perçus. — Cas particulier perçus de la part d'une entreprise				3198, 3408 3921
Harmonisation des tarifs. — Benelux. — Taux réduit pour les entrepreneurs de jardins				3346, 3415
Saisie de loyer				3347, 3416
Cadeaux commerciaux de faible valeur. — Déductibilité. — Adapta- tion du montant				3450, 3762

MATIERES	DOCUMENTS		ANNALES	BULLETTIN Q. et R.
	N <sup>o</sup>	Pages	Pages	Pages
<b>Taxe sur la valeur ajoutée (suite)</b>				
Aide non rémunérée de la famille et d'amis lors de la construction et de la transformation d'habitations				3569, 3766
Assistance mutuelle des Etats membres C.E. en matière de contrôle				3669
Habitations sociales. — Taux réduit				3669, 3769
sur le bois				3727, 3856
Redressements et suppléments				3846
Organisation de festivités gratuites (p.e. «Gentse feesten»). — Taxation				3857
<i>Voir aussi:</i> Construction — Impôts — Logement — Ministres et Ministères (Finances) — Tabac				
<b>Taxis</b>				
Compétence régionale en matière de services de location de voitures avec chauffeur	558-5	146-147		
Détaxation des carburants pour automobiles aux titulaires agréés d'une autorisation d'exploitation de taxis			1403-1404	
Question orale de Mme Van der Wildt				
Détermination des périmètres pour le transport par taxis. — Arrêté ministériel. — Compétence des Régions				2942, 3224
<b>Télécommunications</b>				
<b>Libéralisation</b>				
Services de sémaphone et de mobilophonie				
Question orale de M. De Croo			145-146	
Libéralisation				1129
Terminaux Telecom				1215
Agrément des appareils terminaux				1548
Réseaux câblés publics				3724
Mise en place d'un Institut indépendant dans le domaine des télécommunications			652	
Transposition de la directive C.E. relative à l'application de la fourniture d'un réseau ouvert aux lignes louées				
Question orale de M. De Croo			2647-2648	
Lignes Télécom louées et rapport de la F.E.B.				
Question orale de M. De Croo			3389	
Retard encouru dans la perspective européenne				1126
Antennes paraboliques à usage privé (V.S.A.T.)				
Autorisation et normes				1127
Libéralisation				1545, 1727
Non-respect des directives européennes concernant les normes d'agrément. — Extension du monopole de Belgacom				1455, 1855
Laboratoires d'essai agréés pour le contrôle des équipements. — <i>Belcomlab</i>				1455, 1856
Mesures destinées à garantir une juste concurrence				1545, 2501
Interconnexion des réseaux privés				1554
Location de lignes				
Commercialisation				2288, 3134
Politique				2288, 2706
Lignes Télécom intercontinentales				2424, 2884
Utilisateurs				2613, 2962
Tarifs et coûts				2754, 2964
Obligation de fourniture				2755, 2965
Application de la directive 92/44/CEE				3387, 3640
Transposition de la directive O.N.P. en droit belge				3622
Projet Astrid relatif aux télécommunications et projet Pubexi du ministère de l'Intérieur. — Harmonisation				2739
Téléphonie vocale. — Concurrence				3621
Contradictions entre la législation belge et les directives C.E.				3621, 3749
<i>Voir aussi:</i> Communautés européennes — Postes — Protection de la vie privée — Radio et télévision				

MATIERES	DOCUMENTS		ANNALES	BULLETIN Q. et R.
	N°	Pages	Pages	Pages
<b>Télégraphes et Téléphones</b>				
Contrat de gestion de R.T.T.-Belgacom	530-17 804-9	5-6, 8, 24 4-5	647-648 16-17 3760-3761	
A.R. portant approbation du contrat de gestion				
Absence de plans de gestion de La Poste et de Belgacom				
Question orale de M. Desutter				
<i>Voir aussi</i> : Entreprises				
Institut belge des services postaux et des télécommunications	530-17	8, 23-24		
Mobilophonie	530-17	10	647, 652	
Difficulté de joindre et de capter les utilisateurs d'un mobilophone dans les tunnels				1214, 3013, 3141 1657, 1803
Mesures contre les pirates du mobilophone				1865
Extension des facilités. — Augmentation de la capacité du réseau. — Prix des appareils				1998
Commercialisation du réseau de mobilophonie G.S.M.				2047, 3218
Dispositions du contrat de gestion				
Monopole de Belgacom. — Application des règles européennes de libéralisation				2054
Téléphone portable. — Adaptations du réseau mobilophone				2426, 2639
Protection des mobilophones contre les pirates néerlandais				2553, 2642
<i>Voir aussi</i> : Hygiène et santé				
Ombudsman	530-17	12, 17-18		3342, 3472
Transferts financiers à La Poste	530-17	24	647	
Indemnité de monopole de R.T.T.-Belgacom			647	
Privatisation			648	
Ecoute de conversations téléphoniques				
Question orale de M. De Croo				902-903
Interruptions du raccordement téléphonique lors de travaux effectués par des firmes privées et comportement de Belgacom en cette circonstance				
Question orale de Mme Van der Wildt				1228-1229
Ecoutes téléphoniques et observations de télécopies				2307
Question orale de M. De Croo				2339
Protection des mineurs d'âge dans l'utilisation du réseau Belgacom pour les messageries à connotation sexuelle				
Interpellation de Mme Delcourt-Pêtre				3475-3476
Travaux dans les arrondissements d'Alost et d'Audenarde				1121
Raccordement au réseau <i>Centrex</i> . — Subventionnement croisé interdit				1125
Tarifs téléphoniques				
Réduction. — Concurrence avec des réseaux privés				1130
Communications à destination des zones étrangères contiguës				1461
Tarif réduit pour les <i>fax</i> des déficients auditifs et personnes ayant subi une laryngectomie				1672
Tarif téléphonique social — Critères d'octroi				2443
Pôle européen de développement (P.E.D.)				2712
Installation de centraux téléphoniques intérieurs et privés				1212
Centraux téléphoniques performants. — Sud-Est de la Belgique				1297
Annuaire des téléphones				
Absence des données relatives à Mouscron dans le volume consacré à la Flandre occidentale				1497, 1550
Adaptation des données de l'annuaire à la nouvelle situation internationale				1508
Qualité des services				1551, 1991, 2173
Panne de téléphone à Tildonk				1709, 1860
Cabines téléphoniques publiques. — Amélioration du service				1736
Numérisation du réseau téléphonique. — Zone de Ninove (Gammera- ges et Oetingen)				1743
Ostende. — Effectifs, investissements, frais de fonctionnement et pourcentage de couverture				1797, 1865
Limitation des désagrèments qu'entraînent des changements de numéro de téléphone				1999
Composition du conseil d'administration de Belgacom. — Place réservée aux Luxembourgeois				2158
Uniformité dans la C.E. pour les cartes de téléphone				2552, 2642
Equipements d'utilité publique. — Implantation. — Regroupement				2867, 2966
Circonscription des zones				3388, 3473
Travaux dans l'arrondissement de Gand-Eeklo				3564, 3749

MATIERES	DOCUMENTS		ANNALES Pages	BULLETIN Q. et R. Pages
	N°	Pages		
<b>Télégraphes et Téléphones (suite)</b>				
Consultants externes <i>Voir aussi:</i> Aide médicale urgente — Banques — Entreprises — Justice — Ministres et Ministères (Coopération au Développement - Secrétaire d'Etat) (Vice-Premier Ministre, Communications et Entreprises publiques) (Vice-Premier Ministre et Ministre des Affaires étrangères) — Office belge du commerce extérieur — Protection de la vie privée — Radio et télévision — Télécommunications				3725
<b>Personnel</b>				
Définition des tâches et des indemnités de gestion				1128
Statut du personnel				1507
Gestion et effectif du personnel				1619, 1801
Effectifs des services d'Ostende				1721
Service national d'exploitation et de coordination. — Application de la législation linguistique				1740
Diminution du nombre d'agents				2444
<b>Télévision</b>				
<i>Voir:</i> Radio et télévision				
<b>Textile</b>				
<i>Voir:</i> Commerce extérieur — Industrie — Postes				
<b>Théâtres</b>				
<i>Voir:</i> Opéra				
<b>Timbres-poste</b>				
Utilisation des trois langues nationales				1656, 1802
Promotion au sein du Benelux				3341, 3472
<i>Voir aussi:</i> Postes				
<b>Tourisme</b>				
Contrat d'organisation de voyages et contrat d'intermédiaire de voyages				
Proposition de loi de M. L. Martens S.E. 1991-1992				
Rapport de Mme Van der Wildt	488-2			
	+			
	Annexes			
Amendement de MM. Verreycken et Raes	488-3			
Discussion et vote			3925-3938, 3988, 3997	
Régionalisation. — Accès à la profession (Agences de voyage et entreprises fournissant l'hébergement)	558-5	66-67, 68, 99, 145, 148- 149	2692	
	558-12	2-3		
<i>Voir aussi:</i> Navigation — Passeports et visas — Statistiques — Travail — Vente d'immeubles				
<b>Transports</b>				
Transports par route (personnes et marchandises)	530-17	7, 12- 13, 15	657	
Contrôle	530-17	7, 14		
Directives européennes	530-17	12		
Autocars pour le transport de personnel. — Procédure d'agrément				1216
Conducteurs transportant du personnel. — Sélection médicale. — Distinction entre le transport organisé et le transport occasionnel				2815, 3739

MATIERES	DOCUMENTS		ANNALES Pages	BULLETIN Q. et R. Pages
	N°	Pages		
<b>Transports (suite)</b>				
Transport combiné rail/route/voies navigables	530-17	9, 15		
Problème de la mobilité. — Plan politique	530-17	9-10, 11, 14-15	650, 657, 660	2306
Redevance à charge de la Société nationale de transports par canalisations	804-6	2	3881	
Transport de plutonium				
Question orale de Mme Dardenne			471-472	
Transport de marchandises par route				
Mesures qui s'imposent en vue de permettre une action sévère contre le travail au noir				
Interpellation de M. Cuyvers			1284-1286, 1450-1451	
Réglementation				
Interpellation de M. Van Aperen			2323-2324	
Utilisation d'un deuxième plateau d'accouplement pour les semi-remorques				1495, 1925, 2051
Mise en place et contrôle des limiteurs de vitesse				2090, 2305, 3561
Contrôle des tachygraphes				2090, 3024
Problèmes de chauffeurs de camions en Pologne				2904
Perte de cargaisons. — Causes et conséquences				3875
Codes A.D.R. pour produits à risques. — Uniformisation				1083, 1084, 1131, 1150, 1179, 1259 (Erratum)
Embargo sur un moyen de transport. — Rôle du procureur du Roi				1116, 1158, 2118
Transport de marchandises dangereuses par le rail. — Mesures visant à permettre une intervention rapide de services de secours				1614, 1689
Surveillance de conteneurs de produits dangereux transportés par mer. — Installation d'émetteurs				2042, 2059, 2108, 2176, 2535
Statut des intermédiaires dans les contrats de transport. — Harmonisation dans le cadre des C.E.				2234, 3875
Transport de produits dangereux. — Contrôle médical des chauffeurs				2426, 2469, 2709
Transport maritime de produits dangereux. — Obligation de prendre un pilote à bord				3562, 3747
<i>Voir aussi:</i> Circulation routière — Code de commerce — Communautés européennes — Criminalité et violence — Energie nucléaire — Impôts sur les revenus (Charges et dépenses déductibles) — Ministres et Ministères (Intégration sociale, Santé publique et Environnement) (Vice-Premier Ministre, Communications et Entreprises publiques) — Sécurité sociale — Société nationale des chemins de fer belges — Taxe sur la valeur ajoutée — Taxis				
<b>Transports publics</b>				
Amélioration des liaisons entre les services « De Lijn » et la S.N.C.B. Bruxelles			656	
S.T.I.B. — Déficit	558-5	120, 321-322	653, 2454, 2455, 2794- 2795	
	558-8	2-5		
<i>Voir aussi:</i> Criminalité et violence				
Affectation de terrains de la S.N.C.B. à un fonds servant à financer les transports suburbains	558-5	120, 323-324		
R.E.R. (Réseau express régional)			252, 2452, 2454, 2455, 2456	
Réalisation et financement				
Interpellation de M. de Donnée			252-256, 309-310	
Tergiversations dans la mise en œuvre du syndicat d'étude du R.E.R.				
Question orale de M. de Donnée			1475-1476	
Politique des transports en commun et plus particulièrement la réalisation du R.E.R. et ses conséquences pour les navetteurs en Brabant wallon				
Interpellation de Mme Herzet			2326-2329	
Handicapés mentaux. — Trajets d'apprentissage				3723
<i>Voir aussi:</i> Pensions (Généralités)				

MATIERES	DOCUMENTS		ANNALES Pages	BULLETTIN Q. et R. Pages
	N°	Pages		
<b>Travail</b>				
Plan d'accompagnement des chômeurs	350-13	2, 4, 6, 8-9	353-354, 356, 360, 364, 369, 370, 374-375, 382,	
	526-2	50-51, 76-84	401-402, 527, 529, 530, 660, 661, 662, 4033- 4034	
	526-16	1-2		
	526-17	3-4		
	526-17	3		
Cotisation patronale				
Octroi d'une prime aux employeurs en compensation des cotisations de sécurité sociale	526-17	4		
Plan pour chômeurs au vu du marché du travail sans perspectives			112-115	
Interpellation de Mme Nélis				
Dysfonctionnement du plan			3394-3395	
Question orale de M. Mahoux				
Effectifs de l'Onem. — Accroissement. — Nombre de contractuels par bureau				2195
Travail à temps partiel				
Complément à l'article 103, § 2, de la loi du 26 juin 1992 portant des dispositions sociales et diverses (Cotisation capitative à charge des employeurs occupant des travailleurs à temps partiel involontaire — Secteur non marchand)	505-1			
Proposition de loi de Mme Delcourt-Pêtre				
Modification de l'article 103 de la loi du 26 juin 1992 portant des dispositions sociales et diverses (Cotisation capitative à charge des employeurs qui occupent des travailleurs dans un régime de travail à temps partiel involontaire)				
Proposition de loi de Mme Maximus	527-1			
Cotisation patronale capitative	529-2	30	662	
Travail à temps partiel involontaire	530-13	5-6		
Réduction du chômage à temps partiel			2241	
Mesures prises en matière de travail à temps partiel				
Interpellation de Mme Delcourt-Pêtre			2749-2756	
Chômeurs travaillant à temps partiel. — Volontaires dans les corps de pompiers. — Réduction de l'allocation de chômage				1103, 1234
Chômage à temps partiel. — Evolution				3082, 3428
Travailleurs qui bénéficient d'une allocation de chômage				3284
Préservation du statut des travailleurs et sauvegarde du financement de la sécurité sociale				3672
Voir aussi: Chômage — Fonction publique				
Politique de l'emploi	526-16	1	523, 527, 538, 662, 3113, 4054, 4061 3113	1337
Répartition du travail disponible				
Plan d'embauche des jeunes	526-16	1-2	4033-4034	
Mesures de promotion de l'emploi des jeunes dans le cadre du plan d'embauche des jeunes (Dispense de cotisations sociales)				
Projet de loi	814-1			
Rapport de M. Stroobant	814-2			
Amendement de M. D'hondt	814-3			
Discussion et vote			3512-3524, 3539, 3549- 3550	
Fonds pour l'emploi	526-17	3		
Renseignements divers				1152
Interruption de carrière	530-13	2, 3, 4, 6, 7	660, 662	
Modification de la loi de redressement du 22 janvier 1985 contenant des dispositions sociales, modifiée par l'A.R. n° 424 du 1 <sup>er</sup> août 1986, en ce qui concerne l'interruption de carrière				
Proposition de loi de M. Pataer	699-1			1288, 2226
Cumul d'un activité indépendante et de l'allocation d'interruption				
Voir aussi: Fonction publique				
Travail et environnement. — Conseils d'entreprises	530-13	4, 5, 9	660	
Sécurité et environnement sur les lieux de travail				
Compétence des comités de sécurité et d'hygiène				2331, 2357, 3111
Travail frauduleux	530-13	6	516, 2200	
Lutte contre les pourvoyeurs de main-d'œuvre	804-13	7-8		
Alternative au livre journalier			3882, 3890	
Voir aussi: Politique sociale — Transports				
Travailleurs étrangers				
Occupation. — Contrôle — Compétences fédérale et régionale	558-5	156-158		
Emploi de saisonniers pour la cueillette des fruits (Chômeurs et candidats réfugiés)				
Question orale de M. Happart			3294-3295	
Possibilité de mise au travail limitée de chômeurs. — Travail saisonnier dans le secteur horticole				1185

MATIERES	DOCUMENTS		ANNALES Pages	BULLETIN Q. et R. Pages
	N°	Pages		
<b>Travail (suite)</b>				
Travailleurs étrangers (suite)				
Mise au travail de personnel étranger au sein de la C.E.				1265
Abus par des diplomates dont est victime le personnel étranger				3573, 3778
Dumping social (Recrutement de main-d'œuvre bon marché — Portugais — Fabricom)				
Conséquences en matière de chômage				3823
Voir aussi: Etrangers				
Travail à domicile				
Proposition de loi de M. Dighneef	647-1			
Transposition de certaines dispositions de l'accord interprofessionnel du 9 décembre 1992 (Mesures en faveur des groupes à risque — Stage des jeunes — Congé-éducation payé — Cotisations pour l'assurance chômage — Loi du 16 mars 1971 sur le travail: dépassement du nombre d'heures à prester — Loi du 3 juillet 1978 relative aux contrats de travail: prestations complémentaires exécutées en application d'un contrat d'entreprise — Initiatives en matière d'accueil d'enfants — Vacances annuelles — Chômage temporaire: cotisation patronale — Réintégration des chômeurs de longue durée)				
Projet de loi*	731-1			
Rapport de Mme Delcourt-Pêtre	731-2			
Discussion et vote			2733-2749, 2770-2771	
Perte d'emplois	762-2	19-20	363	
Femmes enceintes				
Récente directive européenne relative à l'amélioration des conditions de travail				
Question orale de Mme Herzet			109-110	
Modification de l'emploi lorsque le travail est considéré comme dangereux				3495
Accord interprofessionnel			356, 382-383, 1014	
Plan de l'emploi. — Soutien aux maisons de repos			382	
Concertation tripartite relative à l'emploi			383	
Santé et sécurité au travail. — Augmentation de la taxe des entreprises «Seveso»			661, 662	
Aménagement et réduction du temps de travail			661, 4042, 4049, 4068, 4072, 4076	
Egalité de traitement des travailleurs et des travailleuses			662	
Travail de nuit			662	
Position de la Belgique quant à la pratique d'un examen de dépistage génétique lors de l'embauche des travailleurs				
Question orale de M. Cuyvers			1225-1226	
Conséquences néfastes pour les immeubles à appartements de l'inaction dont témoigne le département des Affaires économiques, en ce qui concerne les règles applicables aux immeubles à appartements dotés d'un ascenseur (R.G.P.T. — Concierges)				
Interpellation de M. Hatry			1650-1653, 1815	
Conséquences de la suppression de 800 emplois chez Philips Hasselt				
Question orale de Mme Van Cleuvenbergen			2073-2074	
Problèmes de compétitivité et d'emploi			2177, 2186, 2189, 2192, 2211, 2220-2222, 2236, 2241, 4032, 4033, 4034, 4048, 4051, 4063, 4064, 4071-4072, 4075	
Fuite du travail			2186	
Ensemble des problèmes des conflits collectifs du travail et rôle des pouvoirs publics (Tribunal de première instance — Astreinte — Entreprises de gardiennage — Conciliateurs sociaux)				
Interpellation de M. Stroobant			2359-2361	
Absence de création d'un comité d'orientation à l'Institut national de recherche sur les conditions de travail				
Question orale de M. Pataer			2528	
Ligne politique que Mme le Ministre de l'Emploi et du Travail compte adopter au cours de sa Présidence du Conseil européen, notamment à propos des directives ayant trait à l'emploi				
Interpellation de Mme Nélis			3409-3412	
Conférence nationale de l'emploi				
Résultats de la première phase de la Conférence				
Interpellation de M. De Roo			3412-3415	
Conférence nationale de l'emploi			3874, 3888	
Réduction du coût du travail			4033, 4042-4043, 4048, 4051, 4076	

MATIERES	DOCUMENTS		ANNALES Pages	BULLETIN Q. et R. Pages
	N°	Pages		
<b>Travail (suite)</b>				
Programmes alternatifs				
Contractuels subventionnés				
Vacances annuelles. — Régime				1252, 1386
Coûts macroéconomiques moyens				1328, 1337, 1430
Prolongation des contrats A.C.S.				1767
<i>Voir aussi:</i> Postes (Office des chèques postaux) — Protection civile				
Chômeurs mis au travail. — Nombre. — Statut. — Droits à la pension				1305, 1337
Gens de maison. — Chômage et qualité de la vie				1289, 2262
Manque de personnel qualifié dans certains secteurs				1311
Importance du secteur touristique pour l'emploi				1331, 1433
Commissions paritaires qui n'ont pas été constituées				1638
Stress dans le milieu du travail				1666, 1766, 1838
Utilisation d'écrans de visualisation dans les entreprises. — Etat de la question				1716, 1897
Mesures de remise au travail				
Projets				1767
« Action remise au travail ». — Jours de travail prouvés				2167, 2669
Bénéficiaires des principales mesures				2740
Agences locales pour l'emploi. — Fonctionnement				1823
Action en faveur de la promotion sociale, morale et intellectuelle des travailleurs. — Subventions. — Montants				2330
Besoins de solidarité. — Aide aux familles. — Création d'emplois				2760, 2853
Travail des enfants				
Conditions pour travailler à bord des bateaux de pêche. — Enfants de moins de 15 ans				2870, 2876, 3053, 3138
Responsabilité des C.P.A.S. et attitude vis-à-vis de la loi				3058, 3667, 3676
Femmes refaisant leur entrée sur le marché du travail. — Possibilités en matière de statuts particuliers				2875
Fin de la Deuxième Guerre mondiale. — Jour de commémoration				3056, 3060
Déménagement pour raisons professionnelles				3195, 3405
Reconnaissance du quartier « De Barakken » à Menin, comme centre touristique				3395, 3781
Offres d'emploi et demandes de formation				3431
Emplois chez les entrepreneurs autoroutiers. — Pyramide des âges du personnel				3632, 3780
Modalités relatives à l'emploi et à la durée du temps de travail. — Régime légal				3674
Emplois dans une société post-industrielle				3737
<i>Maribel</i>				
<i>Voir:</i> Sécurité sociale				
<i>Voir aussi:</i> Affaires étrangères — Centres publics d'aide sociale — Chômage — Communautés européennes — Conseil national du travail — Conseils d'entreprises — Construction — Contrats de louage de travail — Criminalité et violence — Economie — Energie — Impôts — Industrie — Langues — Lois sociales — Milice — Ministres et Ministères (Vice-Premier Ministre, Justice et Affaires économiques) — Organisation internationale du travail — Pensions (Généralités) — Politique sociale — Tabac — Transports				
<b>Travail frauduleux</b>				
<i>Voir:</i> Pêche — Politique sociale — Travail				
<b>Travaux publics</b>				
Rénovation de l'immeuble du Berlaymont				
Question orale de M. de Donnée			108	
<i>Voir aussi:</i> Bibliothèques — Economie — Société nationale des chemins de fer belges				
<b>Tribunaux de commerce</b>				
<i>Voir:</i> Code judiciaire				

MATIERES	DOCUMENTS		ANNALES Pages	BULLETIN Q. et R. Pages
	N°	Pages		
<b>Tribunaux de police</b> <i>Voir:</i> Droit pénal — Justice — Procédure pénale				
<b>Tribunaux de première instance</b> <i>Voir:</i> Code judiciaire — Constitution (Révision de la Constitution) — Justice — Magistrats — Travail				
<b>Tribunaux du travail</b> <i>Voir:</i> Juridictions du travail				
<b>U</b>				
<b>Unesco</b> <i>Voir:</i> Monuments et sites				
<b>Union de l'Europe occidentale</b> Politique. — Rôle. — Avenir	530-7 530-10	2-3, 7 5, 6, 9-10, 13, 20, 22	555, 559, 635, 3047, 3048, 3049	
Siège de l'Union. — Bruxelles				1285, 1726, 2158, 2883
Contribution financière de la Belgique Institutions de l'U.E.O. — Renseignements divers <i>Voir aussi:</i> Affaires étrangères — Assemblée de l'Union de l'Europe occidentale				3146 3634, 3794
<b>Union européenne</b> <i>Voir:</i> Communautés européennes				
<b>Union interparlementaire</b> <i>Voir:</i> Chambres législatives				
<b>Urbanisme et aménagement du territoire</b> Compétence en matière de construction dans l'affaire du projet <i>Mari- na</i> à Heist-aan-Zee Question orale de M. Maertens Affectation future du jardin sis Montagne de la Cour (Bruxelles) Décharge de Kerkom-Boutersem. — Dévalorisation d'une importante zone agricole Droit de préemption des Communautés et des Régions <i>Voir:</i> Régions et Communautés <i>Voir aussi:</i> Armée — Bourgmestres, échevins et conseillers commu- naux — Domaines — Electricité — Société nationale des chemins de fer belges			2069-2070	3448 3545
<b>V</b>				
<b>Vacances</b> Pécule de vacances Retenues sur le pécule Retards de paiement Communauté flamande. — 11 juillet, jour férié <i>Voir aussi:</i> Fonction publique. — Travail	526-17	1		2950, 3325 3083, 3241

MATIERES	DOCUMENTS		ANNALES Pages	BULLETIN Q. et R. Pages
	N°	Pages		
<b>Vente d'immeubles</b>				
par la commune ou le C.P.A.S. — Passation de l'acte <i>Time sharing</i>				1501, 1590
Achat d'habitations sur plan. — Garantie de bonne fin. — Immeuble situé à l'étranger Problème des contrats				2162, 2240 2289, 2507
Protection du consommateur et des entreprises de bonne foi <i>Voir aussi</i> : Armée — Droit pénal — Droits d'enregistrement — Fabriques d'église — Impôts sur les revenus (Revenus immobiliers) — Logement — Prix — Société nationale des chemins de fer belges				
<b>Vérification des pouvoirs</b>				
<i>Voir</i> : Sénat				
<b>Viande</b>				
Lutte contre l'usage d'hormones Renforcement de la lutte	526-6	3	433	
Difficultés du contrôle de la viande bovine Interpellation de M. Lozie <i>Voir aussi</i> : Elevage — Institut d'expertise vétérinaire			117-125	
Prix de la viande du producteur au consommateur Question orale de M. Deworme			73 434	
Plan « qualité de la viande » Avenir de l'industrie belge de la viande Interpellation de M. Vanlerberghe			1292-1294	
Trafic de viande en provenance de l'Europe de l'Est <i>Bulletin islamique</i> — Rapport établi par l'auteur entre le fait de manger de la viande de porc et la dégradation des mœurs Conséquences de l'ingestion de viande de veau et de porc				1505, 1597 2043 2105, 2409 3574, 3704 3575, 3705 3575, 3705 3577, 3583, 3714
Exportations de viande surgelée. — Subvention C.E. Vente de viande surgelée que l'on fait passer pour de la viande fraîche Importations et exportations de bétail vivant. — Subventions C.E. Viande importée déclarée impropre à la consommation <i>Voir aussi</i> : Elevage				
<b>Victimes de la guerre</b>				
Réouverture des délais d'introduction des demandes d'octroi du statut de l'incorporé de force dans l'armée allemande et de ses ayants droit Proposition de loi de M. Evers	580-1			
Octroi d'une invalidité forfaitaire de 10 p.c. en faveur de tous les résistants armés reconnus pour une période d'un an minimum Proposition de loi de M. Hatry	621-1			
Rente de mobilisé Nouveau délai d'introduction des demandes Procédure à suivre pour l'obtention de la rente				1525 2718
Pathologie de la résistance. — Invalidité forfaitaire Régularisation de la situation Arrêtés d'exécution de la loi du 7 juin 1989				1987, 2835 2222
Nombre d'exécutions dans l'armée belge au cours de la Première Guerre mondiale et de la campagne des 18 jours <i>Voir aussi</i> : Anciens combattants — Hommages — Invalides de guerre — Monuments et sites — Postes				2222, 2765, 3148
<b>Violence</b>				
<i>Voir</i> : Criminalité et violence				
<b>Voies navigables</b>				
Liaison fixe entre les rives de l'Escaut occidental Excès de vitesse des bateaux à moteur sur l'Yser. — Procès-verbaux <i>Voir aussi</i> : Affaires étrangères — Coopération au développement — Environnement — Régions et Communautés				1866 2159, 2359, 2974

MATIERES	DOCUMENTS		ANNALES Pages	BULLETTIN Q. et R. Pages
	N°	Pages		
<b>Z</b>				
<b>Zaïre</b>				
Politique à l'égard du Zaïre	530-7	8	553, 556, 558-559	
Actions de coopération avec le Zaïre	530-9	4, 9		
Etudes confiées à des établissements universitaires et autres. — Avancement du dossier « Institut africain »				1159
Moyens budgétaires				1160
Assistance technique militaire Zaïre	530-10	6, 7, 14		
Proposition de résolution de Mme Maes	801-1			
Troubles à Kinshasa				
Question orale urgente de M. De Roo			1510-1511	
Evénements dramatiques de Kinshasa à la suite du coup d'Etat de fait de Mobutu et manière dont le gouvernement belge y a réagi				
Interpellation de Mme Maes			1667-1670, 1672-1677	
Position de la Belgique à l'égard de la situation politique au Zaïre				
Interpellation de M. Ulburghs			1670-1676, 1677	
Possibilité de mise sous séquestre des biens du Président Mobutu				
Question orale de M. Snappe			1996	
Sécurité de la famille du premier Ministre zaïrois (sur le territoire belge — Octroi de visa aux membres du « clan Mobutu »)				
Question orale de M. Pataer			2340-2341	
Application des droits de l'homme au Zaïre et influence de celle-ci sur les réfugiés politiques				
Question orale de M. Maertens			2348	
Représentation du Zaïre à la Conférence de la C.E. avec les pays A.C.P.				
Question orale de M. Pataer			2646-2647	
Situation chaotique régnant au Zaïre				
Question orale de M. Laverge			2940-2941	
Troubles au Kivu				
Question orale de Mme Maes			2941-2942	
Aggravation de la violence au Zaïre, situation désespérée de la popula- tion, refus du président Mobutu de respecter les accords relatifs à la démocratisation et manière dont notre pays réagit à tout cela				
Interpellation de Mme Maes			3487-3491, 3792-3793	
Candidats réfugiés refoulés vers le Zaïre				
Question orale de M. Benker			3969-3970	
Saisie de biens du président Mobutu en Belgique. — Démarches juridiques				2972
Gel de la fortune suisse du président Mobutu. — Pression exercée par la Belgique sur le Gouvernement suisse				2972
<i>Voir aussi:</i> Affaires étrangères — Budgets (Budget général des Dépen- ses) (Affaires étrangères) (Communications et Infrastruc- ture) (Défense nationale) (Finances) — Coopération au développement — Droit pénal — Enseignement (Ensei- gnement supérieur) — Loterie nationale — Passeports et visas — Réfugiés				